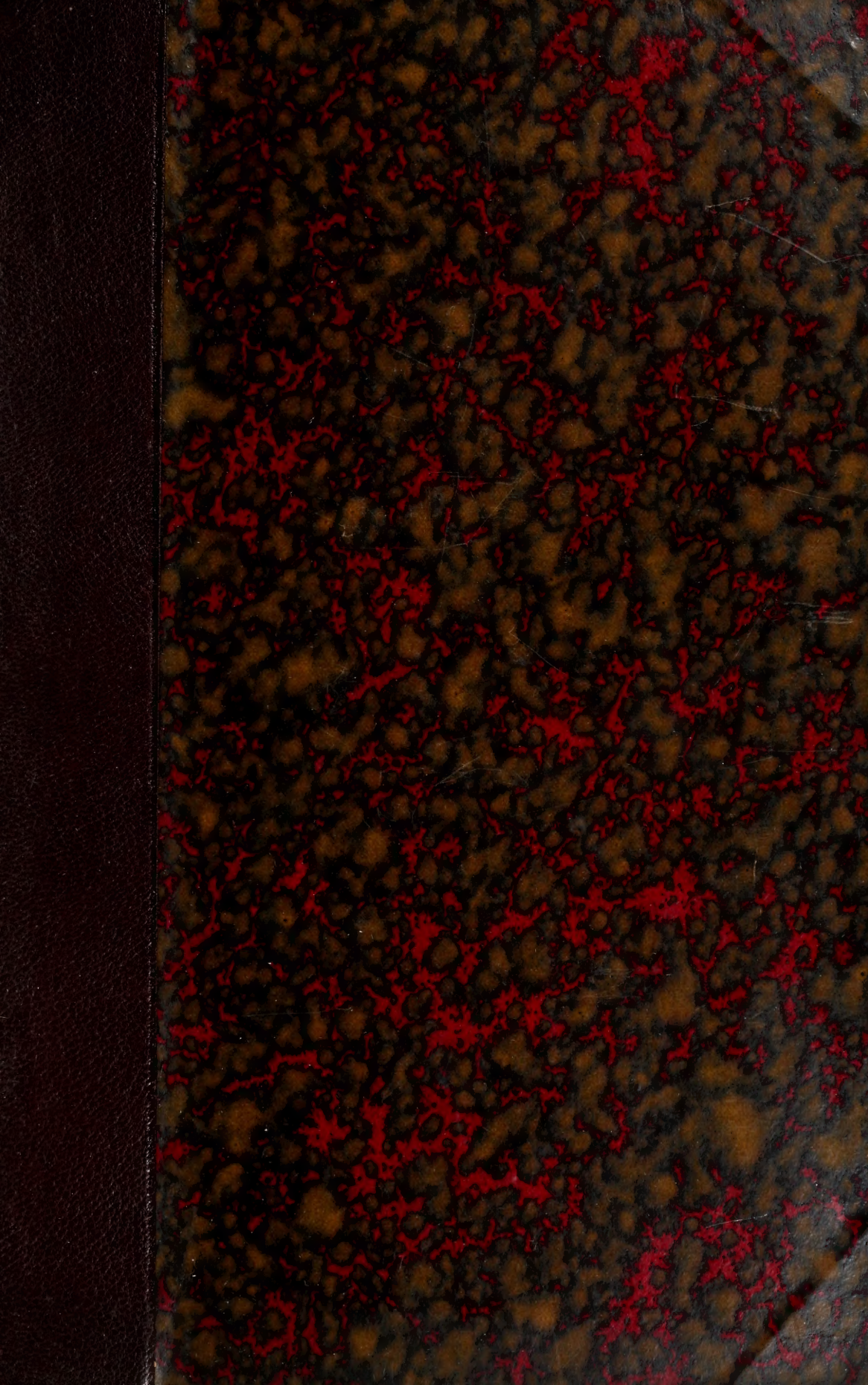
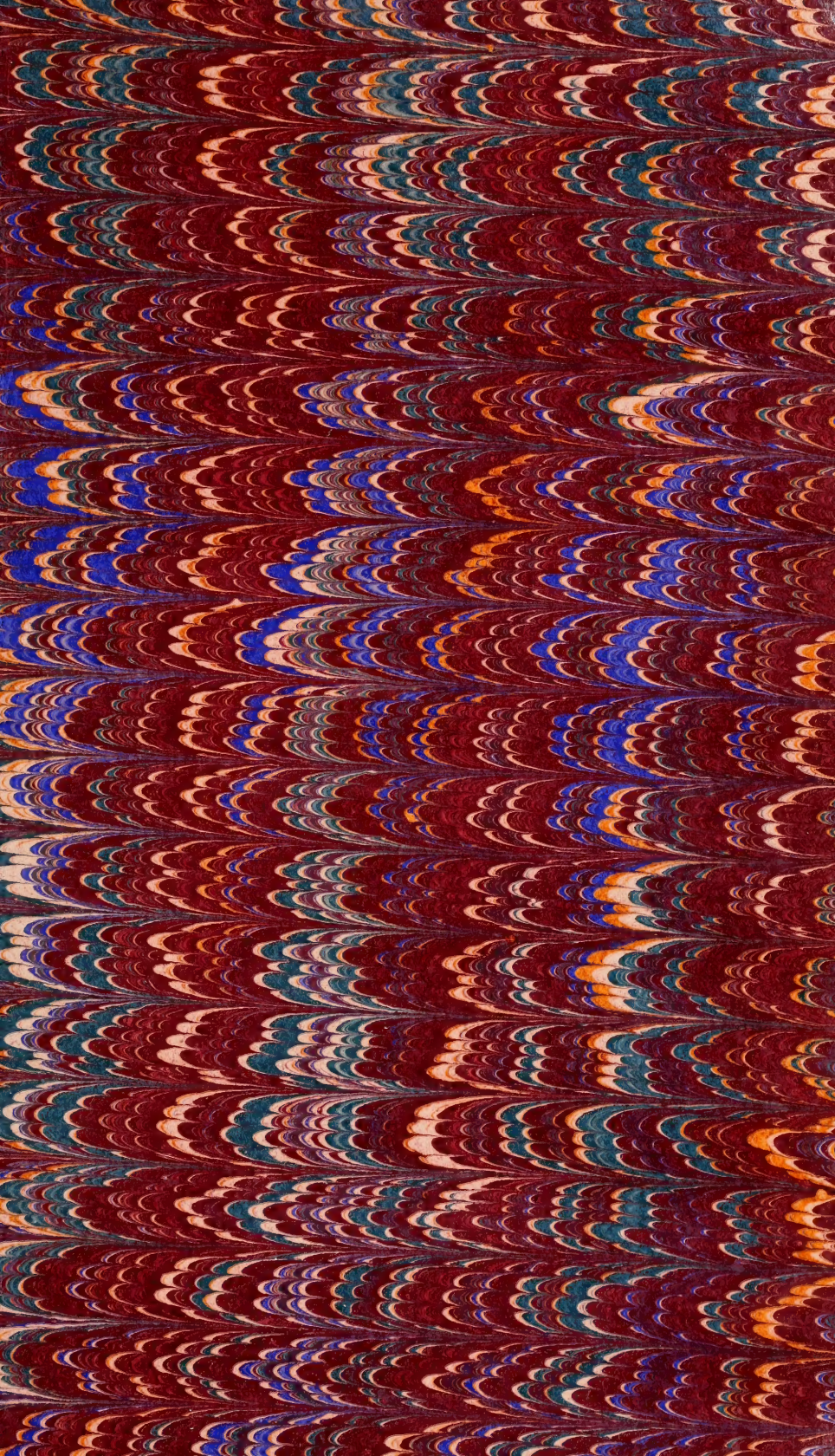




THE GETTY CENTER LIBRARY



*Why ask for the moon
When we have the stars?*





SOCIÉTÉ ARCHÉOLOGIQUE DE NANTES

BULLETIN

DE LA

SOCIÉTÉ ARCHÉOLOGIQUE

DE NANTES

ET DU DÉPARTEMENT DE LA LOIRE-INFÉRIEURE.

TOME DIX-HUITIÈME.

ANNÉE 1879.

NANTES,

IMPRIMERIE DE VINCENT FOREST & ÉMILE GRIMAUD,

PLACE DU COMMERCE, 4.

1879

BULLETIN

DE LA

SOCIÉTÉ ANTHROPOLOGIQUE

DE PARIS

ET DE DÉPARTEMENT DE LA LOIRE-LOIRE

TOME DEUXIÈME

1871

PARIS

IMPRIMERIE DE LA SOCIÉTÉ ANTHROPOLOGIQUE

1871

EXTRAITS

DES

PROCÈS-VERBAUX DES SÉANCES

SÉANCE DU 7 JANVIER 1879.

Présidence de M. le baron de Wismes.

Présents : MM. le baron de Wismes, De l'Isle, Maître, Van Iseghem père, R. Blanchard, R. Menard, Evellin, Perthuis et Lemeignen.

Sont déposés sur le bureau les ouvrages suivants :

1^o *Mémoires de la Société des Antiquaires de Picardie*. 1 vol. in-8^o, 1878 ;

2^o *Bulletin de la Société des Antiquaires de Picardie*. Année 1878, n^o 3, br. in-8^o ;

3^o *Mémoires de l'Académie du Gard*. Année 1876, 1 vol. in-8^o.

M. Le Coy de la Marche, archiviste-paléographe, professeur d'histoire à l'Université catholique, 79, rue du Bac, à Paris, qui se propose de publier une *Vie de saint Martin de Tours*, prie toute personne qui aurait quelque renseignement sur la vie du saint, les légendes locales, les monuments, etc., de les lui communiquer.

M. Boiselle, curé de Sainte-Alpaïs, par Saint-Julien du Saulx (Yonne), demande des renseignements analogues sur la vie de sainte Alpaïs, bergère de Cadot.

La Société a reçu un buste de M^{re} Fournier, modelé par M. E. Etienne, son parent. M. le président a déjà remercié M. Etienne de son gracieux envoi, et la Société ne peut que se joindre à son président. Elle est heureuse de placer dans son musée celui qui présida si souvent nos séances, avec quelle distinction ! chacun le sait !

Le dépouillement du scrutin pour la nomination d'un bibliothécaire et de deux membres du comité, donne la majorité des suffrages à M. Blanchard, qui est proclamé bibliothécaire, et à MM. Van Iseghem et Ch. Seidler, qui sont nommés membres du comité central.

M. l'abbé Berthaud, curé de Basse-Goulaine, est décédé le 7 décembre 1878, à l'âge de 56 ans. Il faisait partie de notre Société, et se montra toujours des plus bienveillants pour elle.

Nous avons perdu encore M. le docteur Mahot, un des médecins les plus distingués de Nantes, et qui fut avec MM. Bonamy et Bataille, l'un des meilleurs élèves du docteur Fouré.

Enfin, la Société peut regretter aussi, bien qu'il ne fût plus sociétaire, la perte de M. Hubin de la Rairie, un des plus fins connaisseurs, surtout en art grec, de notre cité; il avait formé une jolie collection dont il dut se séparer peu à peu. Plusieurs beaux objets, qui lui avaient appartenu, enrichissent aujourd'hui notre musée.

M. Garnier, présenté par MM. de l'Isle et Lemeignan, et M. Fr. Bougouin, présenté par MM. Pître de l'Isle et R. Menard, sont ensuite proclamés membres de la Société.

Puis il est décidé que dorénavant toutes les séances de la Société et du comité auront lieu à quatre heures moins le quart précis. C'est une heure adoptée par les sociétés savantes de Paris et qui paraît de nature à satisfaire le plus grand nombre de nos adhérents.

L'ordre du jour appelle ensuite le compte-rendu de l'Exposition à la salle d'Anthropologie au Trocadéro.

M. le baron de Wismes a déposé sur la table du bureau un coffret de *tournure* séculaire, contenant les diverses pièces envoyées par lui à l'Exposition.

Au moment de lever le couvercle qui pèse sur ces divinités fragiles, réduites à l'état de demi-dieux par l'injure des temps, M. le président jette un coup d'œil de regret sur l'auditoire très clairsemé.

Après avoir décidé que cette exhibition serait remise à la prochaine séance, on passe à la revue des différents ouvrages envoyés à la Société.

1^o *Société des Antiquaires de Picardie*. — Cette revue comprend : les sciences, l'histoire et la littérature. Les deux derniers volumes contiennent un dictionnaire topographique, par M. L. Garnier, secrétaire perpétuel. Malgré l'étendue de ce recueil, les détails y font défaut et les localités y sont analysées d'une façon un peu brève.

2^o *Mémoires de l'Académie du Gard, année 1876*, contenant :

1^o Un très beau travail sur les voies romaines, par M. Auguste Aunez, membre résident. De savantes recherches ont permis à M. Aunez d'étudier un grand nombre d'inscriptions et de bornes milliaires, recueillies non seu-

lement dans les musées et les collections, mais aussi dans les châteaux et les localités de son département. Des plans et de nombreuses gravures accompagnent le texte.

2^e Notice sur le peintre A. Collin, élève de Girodet. M. le baron de Wismes, si compétent en pareille matière, nous retrace en quelques traits les principales qualités de ce peintre.

Collin était né à Nîmes, en..... Très lié avec Delacroix, Gericault et Bonington, il fut nommé directeur de l'école de sa ville natale après 1830. Il eut une certaine célébrité, éclipsée toutefois par les grands noms de ses amis. Ses compositions ont un grand charme de coloris, de l'esprit, de la finesse, mais le style lui a manqué. Ses aquarelles, un peu dans la manière de Bonington, sont encore estimées, bien que son nom commence à être oublié. M. Van Iseghem père ajoute à ce compte-rendu quelques renseignements sur Collin avec qui il a été en rapport et qui a fait son portrait. Lorsque parut le *Naufrage de la Méduse*, Collin fut un des plus zélés partisans de ce chef-d'œuvre, alors très contesté. Il en publia une lithographie qui contribua au succès de ce tableau.

3^e Découvertes archéologiques en 1873.

M. le baron de Wismes passe en revue les divers noms énumérés dans ce travail :

Ceux de *Senocondus*, *Solibilis* et *Soliceine*, par leur physionomie celtique appellent son attention.

Le mot : *utriculaires* (petites outres), rappelle ces confréries si répandues autrefois dans le Midi de la France.

4^e Un dernier travail *Néologisme* est consacré aux mots nouveaux introduits par nos romanciers, et dont la meilleure part revient à M^{me} Sand.

La séance est levée à 9 heures 1/2.

Le Secrétaire général,

HENRI LEMEIGNEN.

Le Secrétaire du Comité,

PITRE DE L'ISLE DU DRÉNEUF.

SÉANCE DU 21 JANVIER 1879.

Présidence de M. le baron de Wismes.

Étaient présents : MM. le baron de Wismes, Marionneau, Maître, Petit, abbé Gallard, Huette, Bertrand-Duplessix, A. Garnier, Van Iseghem père, Merland, de Brémond d'Ars et Lemeignen.

Sont déposés sur le bureau les ouvrages suivants :

1^o *Rapport sur la Paléontologie*. Période néolithique ou de la pierre polie, par M. Em. Carthailac, une brochure in-8° ;

2^o *Société archéologique de Bordeaux*. T. III, 1^{er} fascicule, mars 1876, in-8° ;

3^o Déposé par M. Petit. — Plusieurs livraisons des publications archéologiques sur le Gatinais, par M. Michel, de Fontenay-sur-Loing, don de l'auteur.

M. le baron de Wismes fait un rapport succinct sur l'histoire des expositions anthropologiques et quelque peu gallo-romaines aux salles du Trocadéro et à celles, plus spéciales, qui leur avaient été consacrées sur le quai de Billy. Il rappelle les noms des principaux membres qui y ont exposé. Il cite entre autres parmi nos Nantais, M. Charles Seidler, dont l'exposition était une des plus belles, puis MM. Parenteau et Marionneau. Il signale les principaux objets qui ont fixé l'attention du public nombreux qui s'est porté vers ces salles pendant plusieurs mois, et passe ensuite à la description succincte de sa propre exposition, exposition qu'il nous a apportée en entier.

Dans cette première séance, car le temps ne lui permettait pas d'achever de montrer et surtout de décrire tous ces objets, dont un des plus grands intérêts est d'avoir été, pour la plupart, trouvés dans les fouilles nantaises, M. de Wismes nous fait surtout voir :

1^o Une des plus belles épées en bronze que l'on connaisse. Elle est mince, pas très longue, assez pointue et coupe des deux côtés comme un rasoir. M. de Wismes la pense gauloise, mais de l'époque où les Gaulois avaient appris des Romains l'art de tremper solidement le bronze. Toutefois, il n'ose rien affirmer. — Cette épée a été trouvée dans les marais ou prairies qui bordent l'Achenau, alors qu'on établit le pont de Pilon sur cette petite rivière, et a été donnée à notre président par son parent et ami le comte de Lautrec, du château de Briord. — Les débris d'une voie antique gauloise ou romaine existent en ce lieu, où des fouilles feraient probablement découvrir d'autres objets curieux, et il suffit de jeter un coup d'œil sur une carte pour voir qu'en effet une voie venant du Bas-Poitou par la Garnache, Machecoul et Sainte-Pazanne, devait naturellement passer à Pilon pour aboutir soit au Pellerin, soit à Buzay, soit dans ces deux localités, pour de là poursuivre en Bretagne, de l'autre côté du fleuve, dans la direction de Blain et de Rennes, et probablement aussi dans celle de Vannes ;

2^o Une très belle statuette en poterie blanche, probablement des fabriques de l'Allier, représentant une femme tenant une patère. Elle a été trouvée devant le Mont-de-Piété ;

3^o Quatre objets trouvés ensemble et se rapportant, trois surtout sans

contestation, au culte d'Isis, savoir : une tête de l'Isis Egyptienne avec deux cornes recourbées en forme de croissant ; un prêtre Egyptien, et un animal de la race bovine où l'on peut voir soit la vache Io, soit *son cousin* le bœuf Apis ; le quatrième objet est une charmante petite lampe. Tous ces objets sont en terre blanche.

Une médaille d'Antonin a été recueillie tout près dans le même terrain, par M. de Wismes. — Or, on sait justement que voyant les dogmes de la religion païenne de Rome s'effacer d'année en année devant les progrès du christianisme, Adrien, Antonin, Marc-Aurèle firent un effort très vif pour opposer à ce culte nouveau les cultes étrangers qui le rappelaient davantage. L'Isis d'Egypte et le Mythras de Perse, dont les mystères se célébraient d'ailleurs à Rome déjà depuis longtemps, leur parurent le plus propres à remplir ce but, et c'est sous ces empereurs qu'ils se répandirent le plus. Il y a donc ici concordance frappante des faits avec les notions de l'histoire. Ces objets ont été trouvés rue Saint-Denis, au coin de la rue de Château-dun, tout contre l'ancienne église Saint-Denis. Serait-il impossible que la déesse Isis eût eu sur son emplacement un sanctuaire vénéré comme elle en avait un, croit-on, à ou près Paris, et que l'Eglise, selon un usage dont on connaît plus d'un exemple, eût choisi Saint-Denis dont le nom se rapprochait de celui de la déesse Egyptienne, pour faire plus vite oublier aux habitants cette déesse et son culte ? M. de Wismes n'émet du reste cette pensée que comme une hypothèse très vague, mais qui ne serait pas inacceptable. — Il pense aussi que ces objets peuvent simplement provenir d'un modeste lairair, élevé en ce lieu par des troupes égyptiennes employées dans la garnison, mise par les Romains ;

4^o Un curieux fragment de verrerie, avec application d'or, trouvé dans les mêmes passages.

Sur un fond de verre assez épais on a étendu une feuille d'or de la forme et de la grandeur d'une case de damier. On a recouvert cette feuille d'or avec du verre pilé très fin lié avec une gomme quelconque, puis on a remis le tout au feu, la poudre de verre a fondue et a formé sur la feuille d'or comme un vernis translucide. C'est à peu près le procédé des verreries des Catacombes, mais le moine Théophile le décrit comme encore employé au XI^e siècle, et M. de Wismes est porté à considérer ce curieux fragment comme de cette époque. Peut-être a-t-il fait partie d'un autel ou d'une châsse de l'église.

M. Parenteau possède un autre fragment non semblable, mais analogue, venant des mêmes fouilles. Ce sont les seuls qu'on ait trouvés à Nantes ;

5^o Un petit peigne en ivoire trouvé près du Baptistère, qu'on découvrit, il y a quelques années, dans la cour de l'Évêché ;

6° Un grand nombre de fragments d'urnes funéraires. Il n'est pas inutile de rappeler dans quelles circonstances on les a mises au jour. La ville de Nantes, autrefois *Condivicnum*, était située le long de la Loire. Un chemin sortait de la ville, à peu près vers l'endroit où se trouve aujourd'hui la rue de Strasbourg, se dirigeant vers la route de Rennes. M. le président qui a suivi les démolitions nécessitées pour la percée de la rue de Strasbourg, y a rencontré un grand nombre de débris de tombeaux. C'était en effet l'habitude romaine d'enterrer les morts hors des villes, le long des chemins, des grandes voies.

Sur ces poteries, on remarque des sujets assez peu variés du reste, des chasses, des combats, des fleurs. Un fragment montre une barque, sujet qu'on n'a peut-être encore jamais rencontré jusqu'ici. Une urne porte cette inscription : METICCA. Sur d'autres, on lit la signature du potier qui les fabriqua.

M. de Wismes remet à la prochaine séance la suite de ses communications, et la parole est donnée à M. Petit, pour une note accompagnée d'un dessin sur une tombe gallo-romaine en grandes briques, récemment trouvée à Saint-Donatien dans les fouilles nécessitées pour l'achèvement de l'église. Cette note curieuse paraîtra en entier dans notre Bulletin et sera accompagnée de la gravure du tombeau.

En égard à l'heure avancée, la lecture du travail de M. Maître est remise à la prochaine séance.

Le Secrétaire général,

HENRI LEMEIGNEN.

SÉANCE DU 4 FÉVRIER 1879.

Présidence de M. le baron de Wismes.

Furent présents : MM. le baron de Wismes, de la Laurencie, de Brémond d'Ars, L. Maître, L. Petit, abbé Gallard, Van Iseghem père, de Béjarry, Blanchard, Arthur de la Borderie, A. Perthuis-Laurant, Arthur Garnier, Louis Viaud, Raoul de Rochebrune.

M. Maître lit un aveu rendu par les potiers d'Herbignac au seigneur de Kerolivier, où les dimensions des vases sont fixées d'une façon très précise. M. de la Borderie, présent à la séance, dit que ses recherches lui ont permis de constater que les potiers de Rieux et ceux de Chartres, près Rennes, étaient également réunis en corporations. Ce sont les seules qu'il connaisse en Bretagne. L'acte lu par M. Maître se rapporte exclusivement aux droits de réglementation exercés par le seigneur de Kerolivier, pour la terre que les potiers prenaient sur sa seigneurie. Ces droits, d'après cet acte, dont

M. Maître nous donnera la copie entière pour être imprimée dans nos Bulletins, existaient de toute antiquité.

Au sujet de ces communications, et prenant acte de l'intérêt avec lequel on les a écoutées, le président engage tous les membres de la Société à bien se pénétrer de cette pensée : que nous ne sommes pas seulement une Société d'archéologie monumentale, mais que tous les documents qui à un titre quelconque intéressent l'histoire, les mœurs des anciens temps, les usages des localités, l'histoire des familles, des corporations, des métiers, des états, des municipalités, etc., etc., ont de l'intérêt pour nous, et droit à nous être apportés et communiqués en original ou en copie ; et il pense qu'il n'est presque pas un des membres de la Société qui ne pût nous apporter des documents de cette sorte. Des communications d'imprimés rares, de gravures rares, etc., peuvent aussi avoir un grand intérêt ; il engage à ne pas avoir à l'égard de ces communications de fausse timidité ; outre leur intérêt en elles-mêmes, elles peuvent donner lieu à d'intéressants entretiens, et ne fussent-elles parfois que d'agréables distractions à des sujets plus sévères, elles seront toujours accueillies avec reconnaissance.

M. le baron de Wismes continue et termine l'exhibition de son exposition aux salles d'anthropologie du quai de Billy, près le Trocadéro. Pour plus de clarté à travers la description même très sommaire de tant d'objets divers, nous poursuivrons l'ordre de numération commencé dans notre précédent procès-verbal :

7° Sorties d'eau de vases fins gallo-romaines en poteries rouges (fouilles de Nantes). Ces sorties d'eau ou d'un liquide quelconque ne sont pas très rares, mais il est difficile d'en rencontrer de plus belles que celles que nous montre notre confrère et qui consistent en une tête de lion, une tête de loup (?) et un fleuve couché, le bras droit recourbé sur sa tête, et enveloppant du bras gauche son urne par où s'épanchait l'eau ; ce dernier motif n'avait pas jusqu'ici, à la connaissance de M. de Wismes, encore été rencontré dans ce genre d'objets. M. de Wismes ajoute au sujet de ces sortes de vases, que comme usage pour la sortie d'un liquide, si ce n'est pour le cas d'un trop plein, elles devaient être fort inconfortables ; il est d'ailleurs porté à croire qu'en général les poteries rouges, dites samiennes, servaient peu dans les usages familiers et avaient le plus souvent une destination pieuse ou funéraire. La grande quantité qui a été trouvée de ces poteries dans les tombes du cimetière gallo-romain, dit de M. Landeau, près du Val-de-Grâce, fouillé en 1878, tombes parfaitement intactes, vient appuyer sa pensée. Il croit aussi que les vases dont proviennent les trois beaux fragments qu'il nous présente, ont dû plus d'une fois avoir servi à répandre des libations en l'honneur des dieux ou des défunts, puis être renfermés dans les tombes. Les vases étaient plus ou moins riches, selon la

qualité et la fortune du défunt. C'est ainsi que ceux du cimetière Landeau, cimetière que M. de Wismes pense avoir été celui d'une petite population rurale suburbaine, sont en général très simples, tout en étant très purs de formes.

8° Pendant que nous en sommes aux poteries rouges, achevons de suite la mention de celles que notre confrère nous présente. — Deux charmants génies ailés, le genou droit en terre, répandent des libations, évidemment avec l'idée d'une tombe dans l'intention de l'artiste et répondent bien à l'idée de M. de Wismes. Ces figures ont une telle grâce que les ouvriers les prenaient pour des anges. C'était probablement un type reçu et consacré, car ils ne sortent pas de la même matrice.

9° Un homme avec un grand couteau de chasse qui ressemble presque à un cimeterre attaquant un sanglier. Ce sujet est peu commun et très bien traité.

10° Un magnifique fragment offrant, outre des chevaux qui semblent avoir succombé dans une lutte quelconque, un homme nu sur un cheval au galop; cet homme semble frapper ou menacer de la droite, et de la gauche il tient un bouclier rond. Est-ce une scène de guerre, une scène de cirque? Notre confrère penche pour ce dernier avis. C'est un des beaux morceaux qui aient été rencontrés à Nantes.

11° Un fragment sur lequel se trouve un navire; la droite est occupée par des rameurs assis, dont on ne voit que les têtes; — à gauche, en avant du navire, est un guerrier casqué tenant sa lance de la main gauche. Ce navire a une grande voile au vent. — Notre confrère ne croit pas qu'on eût encore rencontré de navire sur des vases samiens; — de savoir s'il faut voir ici l'image de quelque César, tel qu'Auguste à Actium, ou plutôt un sujet grec, tel que Jason à la conquête de la Toison d'or; notre confrère penche pour cette dernière idée, et il n'est pas difficile de trouver dans le navire fendant les flots, surtout chez les anciens, si amateurs de l'allégorie, c'est-à-dire de la pensée exprimée sous une forme sensible, une image frappante du passage de la vie terrestre à la demeure des morts.

12° Autre fragment avec Hercule tuant l'hydre de Lerne, près Argos. Notre confrère nous fait observer qu'autant sont communes les représentations d'Hercule au repos et isolé, autant sont rares les images du héros accomplissant ses douze fameux travaux. Le premier de ces travaux fut l'étranglement du lion de Némée, dont il revêtit et porta toujours depuis la peau, — aussi l'y voit-on déjà la portant sur son bras lorsqu'il tue l'hydre, ce qui fut son second travail. Cet hydre avait sept têtes, dont une seule immortelle, qu'Hercule fut obligé d'enterrer sous un énorme rocher. Quelquefois, comme dans la poterie de notre confrère, l'hydre est réduite à cette seule tête. — Ce sujet herculéen est presque le seul qui se soit en-

core trouvé sur les poteries rouges. M. de Wismes en connaît au moins une représentation identique à la sienne.

13° Pan, jouant de la flûte, le bras étendu, comme pour la prendre sous sa protection, sur une femme nue tenant une écharpe des deux mains formant cercle à la hauteur de ses genoux. — M. de Wismes possède un vase entier où le même sujet traité avec quelques différences est représenté plusieurs fois. — Par une circonstance singulière, ce vase est complètement traité dans le style du fameux orfèvre ornemaniste du XVII^e siècle, Jean Berain.

14° Un personnage vêtu d'une courte robe serrée à la taille par une ceinture, et portant des braies ou pantalons; — on dirait un prêtre ou druide. C'est une représentation fort rare.

15° Un morceau d'une grande finesse sur lequel se voient : Silène, ivre, supporté par un de ses compagnons; Vénus tout-à-fait dans l'attitude de la déesse de Médicis, une autre déesse vue de dos et un jeune dieu.

16° Un masque d'homme barbu, la barbe tressée à la façon asiatique. — On sait que les masques ont été assez souvent employés comme sujets d'ornementation sur les vases samiens, mais la plupart diffèrent l'un de l'autre et leur représentation y a toujours de l'intérêt. Les masques d'hommes se voient plus souvent que ceux de femmes.

17° Une fort belle signature en barbotine, c'est-à-dire dans la matière rouge fluide elle-même dont on enduisait le vase. — Cette signature CETTUS est dès lors, selon toute vraisemblance, celle de l'artiste, auteur du vase et non celle du fabricant potier. — Ce nom n'a encore été rencontré que deux fois. (Voir Schwermans, *Sigles figulins*.) Malheureusement presque tout le vase manque à notre confrère.

18° Il en est de même pour un autre fragment sur lequel on lit également en barbotine sur la panse du vase, la signature non moins rare de TUSSA.

19° Une collection très remarquable et rarissime représentant une Vénus couchée sur un lit, et trois petits génies nus, ailés, portant l'un un lièvre, un autre un arc, etc. — Ces sculptures d'un style aussi large qu'artistique devaient orner des petites tasses, dont M. de Wismes, faute d'en avoir rencontré dans aucun musée, ignore la forme complète. C'est une des parties de sa collection dont il fait le plus de cas. Il possède encore quelques autres sujets, tels qu'un Ganymède enlevé par Jupiter, et un cerf qui ont orné des tasses du même genre.

20° Une portion considérable d'un petit vase orné de ceps de vignes et d'oiseaux, d'un style et d'une élégance vraiment admirables; dans ces oiseaux on croit reconnaître des hirondelles. Cette poterie est signée sur sa panse du nom de TIGRANES en creux. Ce nom, encore ici celui d'un ar-

tiste, n'avait été trouvé qu'en Allemagne, et même d'une façon incomplète. C'est la première fois qu'il se rencontre en France. Il rappelle immédiatement les fameux rois d'Arménie dont plusieurs firent la guerre aux Romains. Il n'est pas impossible de penser que les Romains ayant souvent, comme on sait, la coutume d'envoyer servir loin de leur pays natal les soldats des pays qu'ils se soumettaient, et ces soldats s'étant souvent, eux ou leurs enfants, établis dans les pays loin de Rome où ils devenaient non moins colons que militaires, ce nom de Tigranes était bien en effet celui d'un arménien. — Cette poterie vient de Rezé et a été acquise par M. de Wismes, de M. Hubin de la Rairie, qui la considérait comme un morceau de choix.

21° Non moins remarquable et plus fin encore est un autre fragment orné aussi de pampres et d'oiseaux, venant également de Rezé et de M. Hubin.

22° Enfin, provenant encore des mêmes origines, une charmante signature dans laquelle le nom EROS est en tout petit renfermé dans un H. *Hermeros* était apparemment le nom du gallo-romain qui imprima cette signature sur la poterie avec le châton de sa bague.

Au sujet de ces trois dernières poteries, M. de Wismes nous dit que M. Hubin, entre les mains duquel avaient passé tant d'objets venant les uns de Nantes, les autres de Rezé, considérait la civilisation de cette dernière cité comme ayant été plus raffinée que celle de Nantes. Sans être opposé à cette opinion, M. de Wismes la regarde cependant comme assez hypothétique.

23° Fragments de diverses espèces de poteries peintes, les uns probablement gallo-romaines et les autres mérovingiennes. Ces fragments se sont montrés rares à Nantes.

24° Bracelets de femmes, incomplets, les uns en verre vert, les autres en verre bleu, variés de formes, mais simples. Ils proviennent probablement de tombes soit purement gallo-romaines, soit enjambant sur l'époque mérovingienne. L'usage de ces bracelets paraît avoir été assez répandu dans notre ville. Leur fragilité les rendait un bon objet de commerce pour le marchand.

25° Tête très bien exécutée et revêtue d'un enduit jaunâtre, d'un jeune enfant rieur. Est-ce le débris d'un joujou de baby gallo-romain, dans la tombe duquel ses parents désolés avaient renfermé les objets qui avaient fait ses innocentes joies ? M. de Wismes le pense, tout en admettant que cette tête a pu représenter le dieu *Rire*, sur lequel il y a dans l'âne d'or d'Apulée des pages si amusantes. — Un buste du même type, mais beaucoup moins bien exécuté, est reproduit dans l'ouvrage de M. Tudot sur les poteries de l'Allier. — M. de Wismes en possède lui-même un autre exemplaire, mais mal conservé.

26° Petite tête de femme en terre cuite d'un blanc tirant sur le gris. Elle est d'une exécution très fine et fort supérieure aux figures du Bourbonnais, dont elle diffère d'ailleurs par la qualité et la dureté de la pâte. Cette tête, partie supérieure d'une statuette dont le reste est bien regrettable, porte une coiffure très élégante surmontée d'un diadème. Elle ne peut être que celle d'une déesse ou d'une impératrice. Son type est celui d'une Junon; elle a été trouvée vers le commencement des fouilles, sur la place Saint-Pierre, près de l'entrée de la rue Royale.

27° Parmi diverses poteries du Bourbonnais, notre président avait choisi un béliet accroupi, sujet fort rare, dont le cou porte peut-être une inscription, et un des plus jolis échantillons trouvés à Nantes de la Vénus tenant sa longue chevelure de la main droite et sa draperie de la main gauche. Il remarque à ce sujet que les mains de cette statuette peu rare de type, mais produit de quantité de moules différents, offrent cette particularité, avec un ensemble corporel souvent très bien exécuté, de demeurer assez grossières, ce qui semble un trait commun à la plupart des déesses hindoues. Ces mains sont toujours vues par le dehors, ce qui paraît un trait hiératique et voulu.

28° Fragment fort curieux d'une poterie noire fort rare. On y voit la partie antérieure d'un chien au museau pointu, et au cou très fort, garni d'un collier. M. de Wismes ne serait pas éloigné d'y voir la représentation de certains dogues que les Gaulois, au dire de Strabon, rapporté par Dom Pelloutier dans son *Histoire des Celtes* (2^e éd. 1771, 2 vol. in-4^o, tome I^{er}, p. 236), tiraient de la Grande-Bretagne, et qui étaient excellents à la chasse, en même temps qu'ils leur rendaient service à la guerre.

29° Flûtes (ou sifflets) des morts. — M. de Wismes, tout en reconnaissant que les flûtes ou sifflets, comme on voudra les appeler, assez peu rares, mais dont il exhibe une collection très variée, ont dû servir aussi aux vivants, pense que la plupart de celles qu'on rencontre dans nos vieilles cités gallo-romaines proviennent de tombes, à titre soit de souvenirs, comme instruments ayant servi aux défunts, soit de symboles de l'extinction de la voix et de la vie.

(A cette occasion, un des membres présents ayant dit qu'on tirait encore un son éclatant de ces flûtes en fermant les deux extrémités avec les doigts, et ayant démontré son dire par des sons qu'il tire de deux de ces flûtes et qui remplissent toute la salle, ajoute qu'en effet elles laissent dans la bouche comme un goût, et dans le nez comme une odeur de cadavre, aussi personne n'est-il tenté de recommencer l'épreuve).

30° Crâne frappé au front d'une blessure demi-circulaire exactement semblable à celle que formerait une hache de pierre de nos dolmens. Ce crâne fut donné à M. de Wismes, il y a longtemps, à Tramecourt, en Picar-

die, comme provenant d'une tombe romaine, mais il lui paraît plus vraisemblable qu'il vient, en effet, comme l'indique le genre et la forme de la blessure, d'un monument mégalithique. L'os paraît reformé en arrière de la blessure, et il va sans dire en ce cas, que l'individu aurait survécu à ce coup quelque violent qu'il ait été.

31° Trois os affectant la forme d'un losange, percés d'un trou à leur extrémité et dont l'un a été uni artificiellement sur les côtés. Ils ont été trouvés place Saint-Pierre et rue Royale. Ce genre d'objets, évidemment d'une destination ornementale, n'avait encore été rencontré ou du moins signalé nulle part, d'après tous ceux qui les ont vus. Il est probable qu'ils proviennent de tombes gallo-romaines. On les regarde comme des os de tortue.

32° Un petit peigne d'ivoire ou d'os, de l'époque mérovingienne, portant à sa partie médiane des ornements composés de cercles concentriques. Il vient de la cour de l'Evêché et probablement du baptistère du temps d'Evehmerus et de saint Félix, ce qui le fait remonter au VI^e siècle. Il peut aussi provenir d'une tombe d'ecclésiastique; le peigne, en effet, à l'époque que nous citons, faisait partie du meuble des prêtres qui étaient obligés avant de célébrer la messe de se laver les mains et d'arranger leurs cheveux, aussi en mettait-on souvent dans leurs sépulcres. (Millin, *Dictionnaire des Beaux-Arts*, au mot peigne). Cet objet fort rare est, malgré sa petitesse, un des plus curieux trouvés dans les fouilles nantaises.

33° Poteries chrétiennes mérovingiennes de quatre sortes différentes. Notre confrère renvoie pour trois de ces sortes de poteries à la lettre qu'il a écrite à leur sujet dans le beau et curieux catalogue de l'exposition archéologique à Nantes, en 1872, dû à M. Parenteau. Cette lettre accompagnée de dessins n'a paru que dans le tirage à part et augmenté, tiré à 100 exemplaires. — Depuis lors, M. de Wismes a reconnu au monogramme de Saint-Félix, une croix pattée latine surmontée d'un *ro*; toute une autre série de poteries comme étant aussi de la même époque. — Toute cette portion de l'exposition de notre confrère est examinée par l'assemblée avec le plus vif intérêt. Nous regrettons de ne pouvoir nous y étendre davantage.

34° Il en est de même d'une collection de poids gallo-romains en bronze avec incrustations d'argent, et en pierre, tous trouvés à Nantes, et qui forment peut-être la série la plus complète qu'on en ait encore rencontré dans nos cités gallo-romaines. Nous nous bornons à dire que la livre, dont on se servait à Nantes et dont M. de Wismes possède un très bel échantillon en bronze, pesait juste 330 grammes. — Ce poids porte incrustés un grand A et un grand *lambda* pointé. — L'A est la lettre qui signifiait *un* chez les Grecs, et le *lambda* est l'abréviation de *Litra* qui signifiait livre. M. de Wismes fait remarquer à ce sujet la fréquence des caractères grecs chez

les Gaulois, et ajoute qu'il doit cette explication et plusieurs autres sur ses poids à M. Robert Mowat, le savant épigraphiste.

35° Un beau fragment de poterie noire sur lequel on lit en assez grands caractères cursifs le nom de *Meticca* — C'est un des plus beaux graffites de nos fouilles. Il provient d'une tombe du cimetière gallo-romain, dont notre confrère dit avoir constaté l'existence au moins depuis la Grand'Rue, à l'angle de la rue de Strasbourg, jusqu'à la place Saint-Jean. Il ignore si ce nom, probablement de femme, et qu'il croit plutôt gaulois, avait déjà été trouvé en France.

36° Divers beaux objets en bronze, tels que bracelets, casse-tête, fibules, cuillère, haut d'enseigne, etc., soit gaulois, soit gallo-romains, mais l'origine de tous n'est pas nantaise.

37° Enfin, trois outils, dont deux ébauchoirs, en os, gallo-romains et un petit compas en bronze avec quelques ornements qui semblent le reporter jusqu'à l'époque romaine. Il a été trouvé au haut de la rue Royale, près de la cathédrale, à plusieurs pieds de profondeur. — Cet objet est d'intérêt pour les discussions qui se sont déjà élevées sur l'origine de cet outil si précieux, le compas.

En terminant cette sorte de conférence qui, par sa variété, ne pouvait qu'intéresser la Société qui l'en a remercié, notre président ajoute que tout en sentant mieux que personne tout ce que ses explications ont pu offrir d'imparfait, il s'est efforcé néanmoins de justifier les deux pensées de Goëthe qu'il a choisies pour devises de ses collections :

« On ne possède point ce qu'on ne comprend pas. »

« Une différence qui ne donne rien à l'intelligence n'est point une différence. »

SÉANCE DU 18 FÉVRIER 1879.

Présidence de M. le baron de Wismes.

Membres présents : MM. F. Parenteau, Arth. Garnier, R. de Rochebrune, abbé Grégoire, Alex. Perthuis, Evelin, Van Iseghem père, Ch. Seidler, de Brémond d'Ars.

M. le président donne lecture d'un document émanant du ministère de l'instruction publique, relatif à la réunion (17^{me}) des délégués des Sociétés savantes.

M. Charles Seidler exhibe une collection d'objets préhistoriques du Danemark.

(Il en doit donner une description technique et détaillée.)

M. F. Parenteau mentionne des objets trouvés à la Louisiane, rapportés

par des missionnaires catholiques, qui ont identité de forme avec des haches celtiques trouvées à Pornic.

Il donne quelques renseignements sur l'oppidum de Vue. Il a fait introduire au musée 100 kilog. de fiches en fer qui en proviennent.

M. de Wismes lit son compte rendu sur les ouvrages parvenus à la Société.

La séance est levée.

Par absence du Secrétaire,

A. PERTHUIS-LAURANT.

SÉANCE DU 4 MARS 1879.

Présidence de M. le baron de Wismes.

Étaient présents : MM. le baron de Wismes, Maître, Petit, Parenteau, abbé Gallard, P. de l'Isle du Dréneuf, R. Blanchard, Merland, Viaud, de Béjarry, de la Brotesche, Raoul de Rochebrune et Lemeignen.

Est déposé sur le bureau l'ouvrage suivant :

Edouard Richer, par M. C. Merland. — 1 broch. in-8°. Tirage à part du *Bulletin de la Société académique de Nantes*, offert par l'auteur.

M. Le Chauff de Kerguéne, présenté par MM. l'abbé Gallard et Léon Maître, est élu membre de la Société.

La parole est donnée à M. de Béjarry, qui lit une description de pierres gravées et grossièrement sculptées, trouvées dans la commune de Saint-Aubin de Baubigné (Deux-Sèvres). — Ce travail intéressant figurera au *Bulletin* avec des dessins que M. de Béjarry a relevé avec un soin minutieux. On y remarque des croix, des chevaux, des personnages qui représentent peut-être Adam et Ève, etc., M. le président dit que les dessins signalés et décrits sont peut-être l'œuvre de quelque solitaire des premiers siècles de l'Église. Il fait remarquer la similitude qui existe entre l'un de ces dessins et notre brique de Vertou. Cette opinion serait volontiers adoptée par M. Parenteau. On a dit souvent en effet que les moines des premiers âges, couvraient de signes chrétiens les pierres de toute nature et spécialement les autels et pierres druidiques. Toutefois, il est bon de rappeler que la croix figure souvent, même avant le Christianisme, sur des monnaies, sur des monuments mégalithiques, etc. Il ne faut donc pas se hâter et adopter une conclusion prématurée, dans l'espèce actuelle qui mérite d'être plus complètement étudiée.

M. Parenteau présente un vase de bronze du XIV^e siècle, à double gargouille, trouvé à Plouaret (Côtes-du-Nord). — Ces vases à panse arrondie

servaient soit à donner à laver, soit à offrir des rafraîchissements. Quelques-uns ont dit qu'ils remontent aux Croisades et sont d'origine orientale. Ce n'est pas l'opinion de M. Parenteau, qui fait remarquer leur forme rappelant tout à fait celle de nos marmites, forme connue et usitée dans nos pays depuis la plus haute antiquité.

M. Parenteau a vu dernièrement chez un armurier une épée en bronze, trouvée en Loire, dans la partie qui porte le nom de canal Saint-Félix. Cette trouvaille démontrerait, suivant M. Parenteau, l'existence d'un cours d'eau, de tourbière ou marais à l'endroit précis où la légende place le travail du célèbre évêque de Nantes.

Enfin, M. Parenteau présente à la Société une croix en cristal de roche, de grande dimension, qu'il vient d'acheter pour le Musée. D'après les indications assez obscures fournies par le brocanteur qui l'a vendue, cette croix aurait été trouvée dans le pays situé entre Vannes et Guérande. — Or nous savons qu'un bloc en cristal de roche de 3 mètres cubes environ fut signalé, il y a quelques années, dans les environs de Guérande, par M. Huette. — Est-ce à ce bloc que fut empruntée jadis la matière de ce curieux objet d'art ?

M. le baron de Wismes prend la parole pour sa communication sur *un bas-relief manichéen*, trouvé dans les fouilles faites à Nantes dans les démolitions de la place Saint-Pierre. M. le président rappelle les hérésies qui essayèrent de dénaturer la religion chrétienne aux premiers âges. Parmi les plus fameux hérésiarques se fit remarquer Manès, dont les opinions ont reçu le nom de *Manichéisme*. Manès, dont la doctrine fut parfaitement exposée par saint Augustin, croyait qu'il y avait deux Dieux, le Dieu du bien et le Dieu du mal... Sa doctrine se répandit dans les Gaules, et nous savons que le roi Robert le Pieux fit brûler treize manichéens à Orléans. Le Midi en était infecté. Le manichéisme parvint-il jusqu'à Nantes ? cela est plus que probable. M. de Wismes a trouvé le bas-relief qui fait l'objet de sa communication dans les démolitions de la place Saint-Pierre, à l'entrée de la rue Royale, à peu près dans l'endroit où existait l'ancien magasin de M. Mazeau. — La couche de débris dans lequel on le rencontra portait à croire, qu'il avait été enfoui là et à la hâte, par quelque hérésiarque désireux d'échapper à une persécution imminente, et s'empressant de cacher les objets qui révéleraient son culte, quitte à les retrouver et à les faire reparaître après le danger passé. Quoi qu'il en soit, l'objet mis par M. le baron de Wismes sous les yeux de la Société est des plus curieux. C'est une sorte de petit pupitre en ivoire très finement gravé, sur lequel se remarquent des dessins et figures qu'on ne peut attribuer qu'au culte manichéen. M. le baron de Wismes se propose du reste de faire sur ce bas-relief un mémoire qu'il doit lire à la Sorbonne, au Congrès annuel des Sociétés savantes, et

nous devons espérer que ce travail orné de dessins, qui le rendront doublement intéressant, ne sera pas perdu pour notre *Bulletin*.

La séance est levée à 6 heures.

Le Secrétaire général,

HENRI LEMEIGNEN.

SÉANCE DU 1^{er} AVRIL 1879.

Présidence de M. le baron de Wismes.

Étaient présents : MM. le baron de Wismes, Verger, Van Iseghem père, Petit, R. de Rochebrune, de Béjarry, Leroux, Maître, Perthuis, de la Nicollière et Lemeignen.

Assiste à la séance, M. P. Marchegay, membre correspondant, qui offre à la Société le *Catalogue des diverses Chartes*, composant le Cartulaire général de Saint-Florent, près Saumur, soit le recueil des Chartes de cette abbaye, antérieures au XIII^e siècle (718-1200).

Sont déposés sur le bureau :

1^o *Catalogues de l'Exposition universelle de 1878 à Paris*, section anglaise, section des beaux-arts, section des Indes et Colonies, etc., 5 vol. in-8^o et in-12, brochés ;

2^o *Bulletin d'archéologie chrétienne* : 1877, N^{os} 3 et 4. — 1878, N^{os} 1 et 2 ; en tout 2 vol. in-8^o, br. ;

3^o *Société archéologique de Bordeaux*, juillet 1877. 1 vol. in-8^o.

Le procès-verbal de la dernière séance est lu et adopté.

M. Petit a la parole pour une communication relative à la Chézine :

« Il y a quelques mois déjà, le propriétaire de la briqueterie de Grillaud
« faisait extraire la glaise dans un terrain exploité depuis plusieurs années,
« au sud de l'avenue qui descend du haut Grillaud au chemin des Derval-
« lières. A quelques mètres au-delà du pont sous lequel court la Chézine
« et à deux mètres de la perpendiculaire du mur de soutènement élevé, il
« y a onze ans, pour le nivellement de l'avenue, on a trouvé sous la couche
« de glaise épaisse de 2^m 40, la moitié d'un tronc d'arbre, long de quatre
« mètres, horizontalement posé (essence de chêne, a-t-il été affirmé par
« quelques charpentiers). Cette moitié d'un gros arbre avait certainement
« été placée là pour faire passerelle sur le ruisseau ; la partie ronde en
« dessous, en dessus la surface plate, large de 41 centimètres et permet-
« tant passage facile.

« A l'époque fort reculée où cette passerelle fut établie, la Chézine cou-
« lait, comme à présent, entre deux bords très rapprochés, et elle ne dé-
« bitait point, alors, un volume d'eau plus considérable que celui de nos

« jours. Les crues survenues, et l'inondation permanente depuis quatre
« mois, n'ont pas permis à M. Petit de continuer ses observations. Il se
« propose de revenir sur ce sujet, n'ayant autre but, aujourd'hui, que de
« faire enregistrer la découverte. »

M. Maître donne lecture d'une *Charte* par laquelle Charles de Blois donne
à l'emplacement nécessaire pour y édifier une chapelle et
une maison destinée à héberger.

C'est bien là la fondation des anciennes chapelle et aumônerie de *Toussaint*, et la Charte citée est suivant M. Maître une réponse catégorique à l'objection qu'on tire quelquefois d'un texte rapporté par Travers, dans lequel il est raconté que Charles de Blois passant un jour sur les ponts de Nantes, fit l'aumône à des pauvres qui sortaient d'un certain hôpital existant dans les environs : Cet hôpital, dit-on, c'est l'aumônerie de Toussaint ; donc, Charles de Blois n'est pas son fondateur. — Mais M. Maître croit que le texte cité par Travers se rapporte à l'ancienne chapelle de la Madeleine, très ancienne et antérieure certainement à Charles de Blois, mais non pas à l'aumônerie de Toussaint, fondée par ce prince. M. Maître veut bien promettre cette Charte à notre *Bulletin* : il y joindra d'autres pièces intéressantes et inédites, relatives à la même aumônerie de Toussaint.

M. Petit ne partage pas l'opinion de M. Maître, il rappelle le texte même cité par Travers : « *Semel cum transiret Dux Carolus equitans super pontes Nannetenses, pauperes cujusdam hospitalis suprà dictos pontes existentis ab ipso elemosinam petierunt.* Le manuscrit de Travers dit : *suprà dictos pontes existentes* ; mais il faut lire : *existentis*, ajoute M. Petit, le qualificatif étant commandé par *cujusdam hospitalis*. Si les titres présentés par M. Maître semblent indiscutables, il n'en promet pas moins de communiquer, en séance prochaine, notes et dessins des restes de cette ancienne chapelle de Toussaint, dans lesquels on retrouve deux anciennes constructions superposées qu'on peut croire antérieures au XIV^e siècle. » (Voir *Procès-Verbal de la séance du 10 juin.*)

M. le baron de Wismes dépose sur le bureau trois médailles creuses. Deux sont des médailles allemandes du XVIII^e siècle, qui probablement se donnaient en présent le jour du mariage. Elles sont en forme de petites boîtes plates en argent, s'ouvrent par le milieu et renferment une série de petites enluminures sur papier se repliant sur elles-mêmes, très curieuses et très fines. La troisième est datée de 1848 ; elle se vendait en France à cette époque et contient les portraits du comte de Chambord et de sa famille.

M. de Wismes fait encore passer sous les yeux des membres présents un très rare volume bien connu des Bibliophiles, le *Recueil des plus illustres proverbes, mis en lumière par Jacques Lagniet*. Paris, 1657-1663, 1 vol.

in-4°, orné de curieuses gravures très intéressantes pour l'histoire du Costume.

Ces objets sont examinés avec intérêt par les assistants, et l'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 6 heures.

Le Secrétaire général,

HENRI LEMBIGNEN.

SÉANCE DU 6 MAI 1879.

Présidence de M. de la Laurencie.

Présents : MM. Blanchard, Petit, Parenteau, Merland père, Van Iseghem père, de Bremond d'Ars, de Béjarry, d'Izarn, abbé Cahour et Maître.

En l'absence du secrétaire général, la lecture du procès-verbal de la dernière séance est ajournée.

M. l'abbé Cahour informe la Société que son correspondant d'Angers lui a fait part des fouilles intéressantes entreprises pendant l'hiver dernier, sur la place du Ralliement de cette ville. On a mis à découvert les ruines de deux basiliques juxtaposées dans le voisinage d'un établissement de bains, et tout près une cuve octogone, qu'on prendrait volontiers pour un baptistère. Les archéologues d'Angers n'ont pu se mettre d'accord sur la destination possible de ces restes de l'époque gallo-romaine. M. Parenteau rappelle que les fouilles de Rezé ont une certaine analogie avec celles d'Angers, et sa conviction est que les tuyaux appartenaient à un hypocauste construit pour des bains publics ou pour une maison particulière.

Le même membre, dont l'attention ne sommeille jamais quand il s'agit des progrès de la science archéologique, a suivi de près les excavations pratiquées à la place du Change pour la construction d'une nouvelle maison. Les ouvriers avertis ont apporté au conservateur de notre Musée départemental, plusieurs fragments de poterie rouge intéressants, dont l'un porte la représentation de la Vénus de Médicis, et une brique conique qui ressemble, dit M. Parenteau, aux poids de brique suspendus aux filets égyptiens dans les dessins hiéroglyphiques.

Après cette communication, M. Blanchard, percepteur à Nozay et auparavant à Herbignac, offre à la Société la suite de ses études sur les populations de la presqu'île Guérandaise. Le chapitre dont il donne lecture est consacré à démontrer que la domination des Vénètes dans ce pays laisse des traces non seulement dans les mœurs, comme il l'a prouvé antérieurement, mais encore dans le langage et les appellations. Les noms des lieux qu'il interprète avec beaucoup de sagacité à l'aide des meilleurs glossaires

bretons lui viennent en aide abondamment dans le développement de sa thèse. Par les nombreux exemples qu'il emprunte aux répertoires les plus autorisés, il fait voir que les désinences des mots ont fléchi dans le pays de Guérande de la même manière que dans le Morbihan. M. de Brémond d'Ars, auquel les locutions principales de la langue bretonne sont familières, ajoute quelques observations à celles de M. Blanchard, et la séance est levée à 9 heures.

Le Secrétaire par intérim,

LÉON MAÎTRE.

SÉANCE DU 10 JUIN 1879.

Présidence de M. de la Laurencie, vice-président.

Étaient présents : MM. Seidler, Merland père, Leroux, Mercier, abbé Cahour, Pitre de l'Isle, Rousse, Perthuis-Laurant, abbé Gallard, Montfort, Van Iseghem père, Linyer, Lemeignen, L. Petit et de la Nicollière-Teijeiro.

Ce dernier est prié par M. le président de remplir les fonctions de secrétaire, en l'absence de MM. Lemeignen et de l'Isle, qui ne viennent qu'après l'ouverture de la séance.

Après la lecture et l'adoption du procès-verbal de la séance du 6 mai, rédigé par M. Léon Maître, M. l'abbé Cahour, au sujet des découvertes de substructions, récemment mises à jour à Angers, dit qu'il a visité ces ruines, lesquelles n'ont aucun rapport avec le baptistère de la cour de l'Évêché de Nantes, décrit par lui. Il a véritablement rencontré les restes d'un baptistère, tandis qu'à Angers, suivant la lettre qui lui a été adressée, c'est une simple cuve que de petits piliers assez rapprochés, désignent positivement comme ayant fait partie d'un hypocauste gallo-romain.

A ce propos, M. Van Iseghem rappelle les substructions également gallo-romaines, déblayées par ses soins à sa propriété de la Caillère, en Bouguenais, et visitées par le Congrès de la Société française de M. de Caumont, pendant la session tenue à Nantes en 18..

M. Parenteau, inscrit à l'ordre du jour, étant absent, mais ayant adressé sa communication à M. le président, celui-ci en renvoie la lecture à la fin de la séance, et MM. Lemeignen et Linyer, inscrits en second lieu, n'étant pas encore arrivés, la parole est à M. Petit, pour son exhibition de dessins du vieux Nantes.

Douze dessins fort intéressants, faits avec le soin et l'exactitude qui caractérisent les productions de notre aimable confrère, passent successivement sous les yeux des assistants :

1° Vue des restes de l'ancienne aumônerie de Saint-Jean, et un coin du couvent des Cordeliers ;

2° Rue du Vieil-Hôpital ;

3° Rue Noire (ancienne entrée de la route de Rennes à Nantes, sur le côté nord de laquelle sont les restes de l'aumônerie de Saint-Lazare. — En dernier plan, le couvent des Capucins ;

4° Petite rue Notre-Dame ;

5° Carrefour de la Casserie. Maisons démolies en 1842, 1869, 1879 ;

6° Tour de l'horloge du Bouffay ; carrefour de la rue de la Poulaille et de la rue de la Rôtisserie ;

7° Aux Quatre-Vents. — Brasserie, tannerie derrière Grande-Biesse. — Partie du fleuve aujourd'hui comblée. (*Aval*) ;

8° Arche de Grande-Biesse, en amont ;

9° De l'arche de Grande-Biesse, vue d'aval ;

10° Chapelle de Toussaint, intérieur ;

11° Détails indiquant les diverses constructions superposées ;

12° Pont, chapelle et restes de l'ancienne aumônerie de Toussaint, partie détachée du panorama des vieux ponts de Nantes, des murs du Bouffay à Pillemil.

A l'occasion de ces trois dernières vues, M. Petit, revient sur la fondation de l'aumônerie attribuée à Charles de Blois et que l'abbé Travers dit positivement avoir existé avant ce prince (1). « *Semel cum transiret, D. Carolus equitans super pontes Nannetenses pauperes cujusdam hospitalis supra dictos pontes existentes, ab ipso eleemosinam petierunt.* » (Enquête pour la canonisation de Charles de Blois en 1371.) Ce texte est précis ; et, soit qu'on modifie le mot *existantes*, en y voyant le génitif *existentis*, qui s'accorderait alors avec *cujusdam hospitalis*, comme l'indique M. Petit ; soit qu'on laisse le texte même *existantes*, s'accordant avec *pauperes*, ce qui, ainsi que le dit M. Mercier, ne constitue aucune faute en bas-latin ni de rédaction, la mention de l'hôpital antérieure à la traversée du duc sur les ponts de Nantes, n'en est pas moins démontrée.

Toutefois la même enquête contient encore les détails suivants : *Item inter villam Nannet. et villam de Pillemil super pontes Nannetenses unum hospitale incepit in honore omnium sanctorum, et fundum ad dictum hospitale non perfecit... et dictus D. Carolus primum lapidem ibidem possuit.* Cette dernière citation semble infirmer jusqu'à un certain point la première, et M. Maître en nous donnant dernièrement une analyse de la charte de fondation de Toussaint, dont une copie relativement moderne,

(1) Histoire des évêques de Nantes, t. I, p. 435 et 436.

mais authentique, a été récemment trouvée par lui, vient aussi combattre l'opinion de Travers.

Mais le dessin N° 11, présenté par M. Petit : « Détails indiquant les diverses constructions superposées et qu'on voit encore, » nous montre des arcatures plein-cintre dans les parties basses de murs refaits plus tard sur ces substructions primitives. Or, le plein-cintre fut-il employé au XIV^e siècle ?... De plus, personne n'ignore que nombre d'établissements ruinés, ont été rétablis, relevés, surtout augmentés par des personnages que la reconnaissance décora avec juste raison du titre de fondateur !... L'assertion de l'abbé Travers, bon localiste et fort au fait des traditions nantaises, appuyée surtout par la démonstration des dessins de M. Petit, peut, croyons-nous, être parfaitement soutenue et admise.

Selon l'ordre du jour, la parole est ensuite donnée à M. Lemeignen, inscrit avec M. Linyer, à l'ordre du jour, pour une communication sur un gisement gallo-romain.

La lettre de convocation, dit M. Lemeignen, contient un oubli regrettable à l'égard de M. Pitre de l'Isle, qui, à bien juste titre, devrait y figurer, car c'est à lui principalement que sont dus les objets les plus marquants de la découverte dont il va dire un mot, afin de prendre date ; se réservant d'y revenir plus tard après de nouvelles explorations.

MM. Linyer et Lemeignen, se promenant dans une propriété, à Saint-Vincent-sur-Jard (Vendée), vieille paroisse située non loin de Talmont et dans le bourg de laquelle M. Benjamin Fillon croit pouvoir placer BECCIA-CUM, avisèrent un monticule formé de pierres mêlées à de nombreux fragments de briques à rebords. Ils questionnèrent les habitants, et apprirent que souvent des pierres pour construction étaient prises à cet endroit. Quelques sondages préliminaires mirent à jour des substructions portant des enduits peints, des traces certaines du petit appareil, un hypocauste tout-à-fait analogue à celui qui vient d'être découvert à Angers sur la place du Ralliement, et dont il a été question au début de la séance, ainsi qu'à la séance du 6 mai. On fait passer sous les yeux des assistants un fer de lance d'une très belle conservation, trouvé dans les décombres ; et encore plusieurs dessins représentant le plan, l'aspect des murs mis à jour et un fragment de la décoration murale. Aux vacances prochaines, les fouilles seront continuées et récompenseront amplement, nous le souhaitons, le zèle de nos explorateurs.

M. le président dépose sur le bureau les ouvrages offerts à la Société :

1^o *Le comte d'Hector, lieutenant général de la marine*, par M. C. Merland, Nantes, 1879, in-8^o de 60 pages, extrait de la *Revue de Bretagne et de Vendée*, don de l'auteur ;

2^o *Bulletin d'archéologie chrétienne*, de M. le commandeur J.-B. de Rossi, Belley, 1878 ; troisième série, troisième année, numéros 3 et 4 ;

3^e *Notice sur les émaux peints anciens et modernes*. L'atelier d'émail-lerie de M. Bourdery à Limoges, mémoire présenté à la Société archéolo-gique et historique du Limousin, par M. Camille Jouhannaudeau, Limoges, 1879, in-8°, 16 pages.

Suivant l'ordre du jour, la parole est donnée à M. l'abbé Cahour pour lire le testament de N... Reverdy, sieur de la Berhaudière, en la paroisse de Villepot, document du XII^e siècle. Cette pièce, pendant longtemps con-servée dans les archives de la fabrique de Noyal-sur-Bruce, est datée de 1110, et a disparu, mais il en reste une copie faite au XVI^e siècle par un ecclésiastique. C'est de cette copie que M. l'abbé Cahour donne lecture. Mais, dès les premières lignes, il est facile de reconnaître que ni la copie, ni surtout l'original ne remontent à une époque aussi reculée. Ce testa-ment peut remonter, au plus, au règne de Louis XV.

A la suite d'une discussion, à laquelle prennent part tous les membres présents et M. Mercier, l'éminent philologue, unanimes dans cette dernière appréciation de date, la séance est levée à 9 heures.

Le Secrétaire par intérim,

S. DE LA NICOLLIÈRE-TEJEIRO.

SÉANCE DU 2 JUILLET 1879.

Présidence de M. le baron de Wismes.

Étaient présents : MM. l'abbé Cahour, l'abbé Gallard, Van Iseghem père, Le Chauff, L. Maître, Mercier, A. Perthuis.

La Société approuve le vote fait dans la séance du Comité du 29 avril 1879, sur la proposition de M. de la Laurencie, d'accorder :

1^o A M. de Wismes, 150 francs, pour fouilles à Pornic ;

2^o A M. J. Foulon, 100 francs, pour les fouilles à Penchâteau, qu'il n'a pu exécuter l'année dernière.

La Société fixe une séance à la mi-juillet, et décide qu'elle prendra en-suite ses vacances jusqu'au 4 novembre.

M. L. Maître lit une étude sur les lieux dits : *la Madeleine* et *la Mala-drie*. Il fait remarquer qu'il y a identité complète entre ces deux termes.

Les nombreuses citations qu'il apporte à l'appui de sa thèse, démontrent bien que la majorité des léproseries étaient sous l'invocation de sainte Madeleine.

Ses descriptions, pleines de détails topographiques, tendent à prouver que les hôpitaux peuvent servir de jalons pour le tracé des anciennes voies romaines.

M. Maître se réserve de revenir plus tard sur ce fait, quand il aura achevé ses recherches : l'importance du but n'échappe à personne.

Les volumes déposés sur le bureau sont :

- 1^o *Le Bulletin de la Société des antiquaires* ;
- 2^o *Le Bulletin de la Société académique de Brest* ;
- 3^o *Le Bulletin de la Société des antiquaires de l'Ouest*.

Il en est lu quelques passages intéressants signalés par M. le président, et la séance est levée à 6 heures.

Pour le Secrétaire absent,

A. PERTHUIS-LAURENT.

SÉANCE DU 15 JUILLET 1879.

Présidence de M. le baron de Wismes.

Furent présents : MM. le baron de Wismes, de la Nicollière-Teijeiro, Parenteau, Seidler, R. Blanchard, Leroux, Mercier, Huette, Rousse, abbé Gallard, Le Chauff de Kerguénez et Lemeignen.

Le procès-verbal de la dernière séance est lu et adopté.

Sont déposés sur le bureau :

- 1^o *Mémoires et documents*, publiés par la Société archéologique de Rambouillet, tome IV, 1877-1878, 1 vol. in-8° ;
- 2^o *Dictionnaire patois français du département de l'Aveyron*, par feu l'abbé Vayssier, publié par la Société des Lettres, Sciences et Arts de l'Aveyron. Rodez, 1879, 1 vol. in-4° ;
- 3^o *Revue archéologique et historique du Maine*, 1870.

M. Parenteau, à propos de la découverte faite à Saint-Vincent-sur-Jart, par MM. Linyer et Lemeignen, et dont le procès-verbal vient de faire mention, rappelle les pages si curieuses et si intéressantes consacrées par M. B. Fillon, dans son bel ouvrage *Poitou et Vendée*, à cette côte pleine de débris gaulois et romains. — Il dit qu'il est regrettable qu'on n'ait pas parlé à cette occasion de la découverte si remarquable de M. de Rochebrune, dans le bourg de Jart.

M. Lemeignen répond qu'en résumant brièvement devant la Société à la séance du 10 juin 1879, les fouilles que M. Linyer et lui commencèrent à Pâques dernier, à Saint-Vincent-sur-Jart, il n'a eu garde d'oublier la merveilleuse trouvaille de M. de Rochebrune ; qu'il prit soin bien au contraire de rappeler que la villa gallo-romaine de Saint-Vincent, n'est pas distante de plus de trois kilomètres du lieu où fut trouvé l'armement complet du légionnaire romain qu'on peut admirer aujourd'hui chez notre zélé collègue : Qu'il fit remarquer soigneusement qu'à une lieue plus au nord on

trouve le *Veillon*, où le hasard fit découvrir en 1856, un trésor romain tellement important, que quelques-uns ont voulu y voir le butin de toute une légion romaine, qui, surprise par l'ennemi, aurait pratiqué à la hâte une cachette, que les hasards de la guerre ne lui permirent pas de retrouver plus tard : — Qu'il a signalé dans les vignes qui entourent le *Veillon*, une tonnelle tout à fait semblable à celles d'Angles et de Morigy, décrites dans l'ouvrage de MM. Fillon et O. de Rochebrune, et de très nombreux débris gallo-romains ; qu'il ne croit donc pas être téméraire, en affirmant que toute la côte depuis les Sables-d'Olonne, fut autrefois, à l'époque gauloise et à l'époque gallo-romaine, couverte d'habitations. D'autre part, il faut noter que Saint-Vincent-sur-Jart est tout voisin du pays où M. l'abbé Baudry, curé du Bernard, découvre ses curieux puits funéraires. Quand les découvertes seront plus avancées, il y aura lieu d'essayer de les relier ensemble et d'en tirer des conséquences.

M. le baron de Wismes analyse rapidement quelques articles intéressants du *Bulletin de la Société archéologique de Rambouillet*, tome IV, 1877-1878, très spécialement diverses Chartes faisant partie des Cartulaires de Saint-Thomas d'Épernon et de Notre-Dame de Maintenon, prieurés dépendant de l'abbaye de Noirmoutier et relatives à certaines redevances des plus curieuses. (Voir les pièces CIII bis, CXI, CXXIII et CXXXIII.) — Puis une description de l'église paroissiale de Montfort-l'Amaury (Seine-et-Oise), où existent des vitraux d'une rare perfection que l'auteur de la notice attribue à Jean Cousin et à Pinaigrier. L'un de ces vitraux, et c'est un point curieux à noter pour nous Bretons, reproduit la vie de *saint Yves Hélori*, patron des avocats. — Enfin, une curieuse légende intitulée : *les trois pendaisons de Jean Chagrin*, nous fait connaître les incidents d'un conflit de juridiction au XVI^e siècle.

M. Seidler donne lecture de la *traduction de l'exposé-programme d'un journal de philologie germanique et romane*, par le professeur Carl Bartsch. A ce programme, traduit par M. Grimm, professeur d'allemand, M. Mercier veut bien ajouter quelques observations sur M. Bartsch, l'un des professeurs les plus connus de l'Allemagne, qui a publié divers ouvrages de philologie fort appréciés au-delà du Rhin.

M. Parenteau s'était procuré, il y a quelques années, une curieuse monnaie trouvée à Clisson. C'était un trois-quart de statère d'or gaulois, au type de la Bécasse placée sous le Sphinx. Depuis, M. Parenteau en découvrit un second à Machecoul ; enfin, un troisième exemplaire vient de tomber entre ses mains à Nantes. La rencontre de ces monnaies a une importance capitale, si on la rapproche de la découverte du temple d'Apollon, auquel le Sphinx était consacré, et qui fut un des dieux incontestablement les plus honorés dans nos contrées.

M. Parenteau fait passer sous les yeux des assistants, une très jolie cuiller en argent du V^e siècle, à manche cannelé, ciselée, émaillée noir et vairée (dorée par parties). Il la rapproche de la cuiller chrétienne que possède le Musée de Bordeaux, et des nombreuses cuillers trouvées en Italie, portant des noms et des emblèmes chrétiens, qu'on retrouve gravées dans l'ouvrage de M. le Commandeur J.-B. Rossi. (*Bulletin*, 3^e série, 3^e année, n^o 3. Planche VIII^e, 1878. — *Crema, Ruines de Porto.*)

Il représente encore un vase en bronze du XIV^e siècle, avec goulot bifurqué : chaque branche ressemblant à une gargouille. Ce vase est supporté par trois pieds ; la panse est malheureusement fragmentée et l'anse manque. Il fut trouvé en Bretagne dans un jardin à Plonaret, près Lannion (hauteur 0,29 c.) — M. Parenteau a eu en sa possession deux vases de même nature et même forme, sauf les deux gargouilles, l'un trouvé à Niort (Deux-Sèvres), le second trouvé près du lac de Grand-Lieu. — En Angleterre, ces vases sont communs et assez nombreux. Ils appartenaient à l'aristocratie normande, et souvent ils portent des légendes en langue française. Ainsi, au château de Warwick, on en trouve un du XIV^e siècle, portant ces mots : *Je suis pot de grant honneur, viende à fère de bon saveur.* — Sur un autre de même époque, on peut lire : *Je suis Lawz Gilbert ki m'emblera mal ildebert (mal lui en adviendra).* Mais tous ces vases n'ont qu'un goulot, et jusqu'ici, aucun vase à double gargouille n'avait été rencontré, sauf celui qui est représenté et un autre beaucoup plus petit, mais mieux conservé, qu'on trouva dans le puits de la cour du château de Pouzauges.

M. Parenteau vient de faire entrer au Musée un plomb très curieux, base d'un épi de la charpente d'un des bâtiments du Sanitat. Ce plomb qui porte quatre têtes de lions doit dater de la fin du XVI^e, ou du commencement du XVII^e siècle.

La séance est levée et la Société s'ajourne au 4 novembre prochain.

Le Secrétaire général,

HENRI LEMEIGNEN.

SÉANCE DU 2 DÉCEMBRE 1879.

Présidence de M. le baron de Wismes.

Étaient présents : MM. le baron de Wismes, Van Iseghem père, A. Perthuis, Parenteau, Blanchard, bibliothécaire ; Blanchard (d'Herbignac) ; de la Nicollière, l'abbé Gallard, Maître, docteur Lehoux, Seidler, Petit, etc.

Après quelques mots de M. le président qui pense avec l'assentiment de tous les membres, que notre Société plus spécialement dévouée à l'archéologie, mais dévouée aussi à tous les travaux de l'intelligence, doit se félici-

ter de la nomination de M. Elie Delaunay, comme membre de l'Académie des Beaux-Arts, succès d'autant plus flatteur pour M. Delaunay, qu'il avait un concurrent redoutable dans la personne de l'illustre M. Bonnat, la parole est donnée à M. Gustave Blanchard (d'Herbignac), percepteur à Nozay, pour la lecture de la première partie de son travail sur le *Dialecte breton de Vannes au pays de Guérande*.

Cette importante étude de notre érudit confrère est digne de ses précédents travaux ; il faudrait pour ainsi dire la citer tout entière pour l'analyser, mais elle sera insérée intégralement dans notre *Bulletin* où nous en recommandons la lecture.

M. Fortuné Parenteau, notre si dévoué conservateur du Musée, se lève ensuite et verbalement il nous donne des détails accompagnés des rapprochements les plus curieux, les plus neufs, parfois les plus inattendus, la plupart certains et tous très plausibles sur des poteries, des silex, et autres objets pleins d'intérêt placés devant lui et dont plusieurs vont enrichir le Musée. — Mais la multiplicité même des détails dans lesquels entre M. Parenteau ne nous permet pas d'en prendre note, avides que nous sommes de suivre sa parole. Nous espérons qu'il voudra bien lui-même nous donner pour le *Bulletin* un résumé de sa savante causerie dans quelques-unes de ces bonnes pages nourries de faits et d'aperçus qui appellent la réflexion, comme il sait les faire et qui sont si appréciées de tous.

M. le président prend ensuite la parole, il instruit l'assemblée que le volume de notre *Bulletin* pour 1878 sera achevé d'imprimer sous peu de jours, et qu'il a pensé être agréable à la Société en envoyant à notre imprimeur pour terminer ce volume un extrait d'un intéressant article du *Bulletin Monumental*, dû à M. Jules de Sausière, de Tours, sur la chapelle Saint-Yves des Bretons à Rome ; puis, avant de lever la séance, le président engage, de nouveau, les membres de la Société à apporter à nos séances les objets capables de nous intéresser : tels que anciens parchemins, documents, généalogies, manuscrits, mémoires inédits, livres rares, brochures curieuses, gravures, objets d'art ou d'archéologie, tels que poteries, armes, bronzes, sculptures, monnaies, médailles, etc., etc. ; il n'est, dit-il, presque pas un de nous qui ne possède une ou plusieurs de ces choses. Pourquoi nous en apporte-t-on si rarement ? Nous n'obligeons en aucune façon à faire des mémoires au sujet des objets présentés ; quelques mots d'explication, suffisent, et souvent, au sujet de ces exhibitions, des conversations s'engagent, des discussions instructives et de bon goût s'animent et donnent à nos séances un mouvement qui a son charme particulier et de l'attrait pour tous.

La séance est levée à 9 heures et demie.

LES TROUVÈRES GUERRANDAIS ⁽¹⁾

EN LA FÊTE DE SAINT NICOLAS, AU XIV^e SIÈCLE

PREMIER ARTICLE

CHRONIQUE RIMÉE INÉDITE

I

Saint-Nicolas de Myre, dont la vie appartient à la première moitié du quatrième siècle, fut toujours, depuis sa mort, très célèbre en Orient, sans être inconnu en Occident ; mais son culte n'acquit une grande importance chez les Latins qu'à partir de l'enlèvement de ses reliques et de leur translation, de Syrie en Italie, de Myre à Bari, par des marchands de cette dernière ville, en 1087. Le jour propre de la fête du saint, le 6 décembre, se vit négligé pour la mémoire du 9 mai, anniversaire d'une translation qui remua profondément les populations latines ⁽²⁾ ; et c'est dans cette fête printanière, autrefois si populaire, que nous nous plaçons. Le nouveau thaumaturge de Bari provoqua, dans le cours du moyen âge, les manifestations de piété les plus éclatantes, parmi lesquelles nous citerons une confrérie guer-

(1) Nous rejetons, surtout d'une étude du moyen âge, l'orthographe beaucoup trop moderne : Guérande, Guérandais. Bizeul (de Blain) peut nous servir d'excuse, comme il nous sert d'exemple.

(2) Voir Rhorbacher, l. 66 (t. 14).

randaise, qui s'intitulait la très ancienne, noble et dévote confrérie de Saint-Nicolas.

II

Nous ne pouvons nous arrêter à l'étudier après les savants articles publiés par M. Jégou dans la *Revue de Bretagne et de Vendée* (1864-1865). Il y aurait, il est vrai, quelques réserves à faire sur ces articles. Notre Société archéologique n'a point oublié la solide argumentation de son secrétaire général, M. Léon Maître, contre cette double thèse : Que les Templiers avaient apporté en Occident le culte de saint Nicolas, et avaient fondé à Guerrande la confrérie de ce saint. Sa conclusion est que le premier point n'est pas admissible, et que le second n'est pas prouvé. Dans l'ignorance où nous sommes de la vraie origine de la confrérie guerrandaise, il faut s'en tenir à la date de 1350, qui est celle d'une meilleure organisation et de la rédaction des statuts, dont le recueil commence ainsi :

« C'est l'establisement de la confrarie de Mons S. Nicholas... le quel establisement fut accordé de tous les frères et escript en cest papier (mis) en quaiier le lundi amprès la translacion, l'an mil trois cenx cinquante. »

Suivent les statuts, dont un surtout doit nous occuper. Après avoir réglé ce qui concerne le service religieux de la confrérie, ils en viennent à la maison, où les membres doivent se réunir annuellement : c'est la maison même du chapelain. Nous citons.

« La meson de la chapellanie, sise en la ville de Guerrande près de la porte S.-Michel... doit estre subiette et obligée ès-dits frères... pour lour digner (de la fête du 9 mai), et y devient auxi faire lez chapitre l'andemain du dit jour. »

« Item devient les dits frères aler touz à cheval par chacun an à matin amprès la messe le jour de la dite feste hors la ville, le plus coitement ⁽¹⁾ que ils pourront ot retourner en la ville o ⁽²⁾,

(1) Du latin *quiete*, tranquillement.

(2) Pour *au*, abrégé d'*avec*.

branches de foilles et de flours, et faire hystoires d'aucunes choussez ⁽¹⁾ pour esbatement avant aler digner. »

« Item celui qui fera les rimmes de l'istoire aura son escuelle quitte (de l'écot exigé de chacun). »

Après cela on peut se demander s'il n'y avait pas dans la cité bretonne, dans sa confrérie, une académie en germe. On sait que les palinods de Normandie sont sortis des confréries de l'Immaculée-Conception. A quoi tint-il que pareille société littéraire n'ait pas brillé à Guerrande ? C'est toujours l'honneur de cette ville d'avoir su allumer à son foyer religieux l'investi-mable flambeau des lettres.

Nous avons entendu l'invitation faite avec prime aux trouvères du pays pour le 9 mai, ou plutôt l'injonction aux membres de la confrérie eux-mêmes de faire *histoire d'aucunes choses pour l'esbatement commun*, et partant de fournir quelque conteur, quelque rimeur, qui donnât ce complément à la fête. Des statuts, si favorables à la culture de l'histoire et des vers, ont-ils trouvé de l'écho dans le pays ? Nous le croyons. Si nos preuves ne sont pas jugées péremptoires, on nous accordera que ce sont de forts indices d'un appel entendu, et cela nous suffira. Nous les puisons à deux sources, qui sont deux chroniques rimées, l'une connue et publiée, que nous réservons pour la faire valoir à loisir, l'autre inédite, que nous présentons aujourd'hui.

III

Nous la tirons du recueil des actes de la confrérie, embrassant la durée de quatre siècles, de l'an 1350, où cette confrérie rédige ses statuts, à l'an 1751, où elle est supprimée en vertu d'un arrêt dicté par un nouvel esprit qui soufflait sur la société. Ce précieux cartulaire se compose de quatre volumes de papier vélin fort bien conservés. Propriété de la fabrique de la paroisse de

(1) Du latin *caussæ*, ou plutôt *caussas*. On sait que notre mot *choses* vient de l'accusatif *causas*.

Saint-Aubin, il est déposé au presbytère, où M. le curé, l'abbé Plormel, non moins ami de la science qu'il est le nôtre, nous a permis de prendre tous les renseignements que nous désirions.

La chronique que nous y avons copiée est écrite au dos d'un cahier, qui cousu avec d'autres, forme le premier des quatre registres mentionnés. Cachée dans un dix-septième feuillet, entre les procès-verbaux des délibérations annuelles, elle est très courte, composée de huit lignes. L'écriture assez serrée est soignée et régulière, sans être sortie de la même main. On reconnaît facilement deux scribes successifs, auteurs de quatre lignes chacun. Il y a, en deux endroits, des ratures qui rendent plusieurs mots illisibles et qui proviennent d'un grattage, dont nous rechercherons la raison, en tâchant aussi de retrouver les mots effacés.

Si la pièce se dérobe aux premiers regards, entre d'autres qui lui sont tout à fait étrangères, sa forme versifiée s'y dérobe encore davantage, grâce à la dissimulation des vers tant par des dates écrites, généralement en chiffres, que par l'ancienne méthode de renfermer dans la même ligne les deux parties consonnantes ou rimant ensemble.

Cette méthode, qu'on peut s'étonner de trouver encore en Guerrande vers la fin du XIV^e siècle, s'explique par l'origine de notre vers français, sorti du vers latin dit léonin, dont les hémistiches consonnants formaient une seule et même ligne, comme dans ce vers de Martial :

Sint Mæcenates, non deerunt, Flacce, Marones.

On sait que cette répétition de sons, employée, sans être recherchée toutefois par les poètes de Rome, fut mise en crédit, au XII^e siècle, par un chanoine de Paris du nom de Léon. Aujourd'hui et depuis bien longtemps, la rime ne divise plus le vers, mais le termine, par suite de la séparation et de la superposition des deux hémistiches de notre vers primitif. Cette manière, qui compte autant de vers et de lignes que de rimes, nous est imposée par l'usage, et nous devons nous y conformer. Nous compterons donc, dans notre pièce rimée, seize vers au lieu de

huit ; chacun était de seize syllabes : nous donnerons huit syllabes à chacun. Si la quantité syllabique ne paraissait pas exacte, qu'on se souvienne de cette règle de notre ancienne versification, que l'*e* muet final d'un mot faisait ou ne faisait pas compte, à la volonté du poète. Cela dit, nous copions :

L'an mil trois cent quarante un an,
Se morit le bon duc Jahan.
L'an mil trois cent quarante et dous
Fut ars Guerrande des Espaignouls.
L'an mil trois cent soixante et quatre
Vint monsour Charles se combattre,
Qui tué fut en la bataille
Par Bretons, gens (de rien qui vaille).
L'an mil trois cent soixante et dous
Alèrent plusours à repous.

L'an mil trois cent (et) deux fois quarante
Fust..... Guerrande.
L'an mil trois cent quatre vins et un
Furent Francois (et) Bretons à un ⁽¹⁾,
La pez fut feste en Guerrande :
Mariz en furent gens de Yrlande.

Si nous avons intercalé deux fois la conjonction *et*, ce n'est que pour une clarté plus grande.

Nous avons parlé de deux ratures et de notre intention d'y suppléer autant que possible. Pour la première, à l'aide de quelques linéaments demeurés des lettres effacées, nous avons cru pouvoir lire :

Bretons, gens de rien qui vaille,

en parlant des vainqueurs, prétendus meurtriers du prince Charles. C'était bien dur pour ce parti d'être ainsi traité. On comprend que l'injure ne pouvait subsister, dès que le registre passerait aux mains d'un partisan du comte de Blois ou du roi de France. Elle a donc disparu sous le grattoir, probablement lorsque les

(1) *Ad unum*, car la paix fut faite.....

Français reprirent leur influence en Bretagne, après la paix du duc Jean IV avec le roi Charles VI, en 1381. Nous croyons pouvoir expliquer l'autre rature d'une manière analogue. Il faut préalablement retrouver la lecture de ce qui a été raturé, ce qui n'est pas facile, lorsque les mots ont été aussi intégralement que rudement grattés. Mais nous avons une date, 1380, et le lieu, Guerrande. Il s'agit d'y encadrer quelque fait notable qui s'y rapporte. Nous n'en trouvons pas d'autre que les vives hostilités entre les Guerrandais et le fameux compagnon d'armes de Duguesclin, Olivier de Clisson, qui entreprit, sous ses ordres, de soumettre leur ville à Charles V. « Ils se défendirent si bien, dit D. Morice, qu'ils l'obligèrent à lever le siège. Ils ne se contentèrent pas de cet avantage : ils allèrent encore ravager toutes les terres que le sire de Clisson tenait dans le diocèse de Nantes. » Ces exploits ne méritaient-ils pas d'être consignés dans les annales guerrandaises ? Le scribe de la confrérie de Saint-Nicolas s'empressa d'inscrire la victoire de ses compatriotes. Mais c'était trop d'empressement. Dès l'année suivante la paix se faisait entre le duc de Bretagne et le nouveau roi de France, Charles VI ; Olivier de Clisson était reçu à Guerrande en ami ; l'importante confrérie de Saint-Nicolas lui ouvrit ses rangs, et le nom d'*Olivierius de Cliczon* figura en tête d'une liste des membres qui fut dressée vers ce temps. Mais comment laisser subsister sur le même registre le souvenir de l'humiliation du grand capitaine, déjà successeur de Duguesclin dans la charge de connétable de France ? Il fallut de nouveau se hâter d'effacer ce qu'il y avait d'offensant pour son honneur militaire. L'effacement fut si bien opéré qu'on ne peut s'aider d'aucun trait pour former une lettre, composer un mot. On est réduit à deviner ce mot, qui, la mesure du vers ne s'y opposant pas, pourrait bien être *victorieuse* ou *victorieuse*. En attendant meilleur avis, nous intercalerons entre *fust* et *Guerrande* ce dérivé de *victoire*, et nous rétablirons ainsi le distique mutilé :

L'an mil trois cent deux fois quarante,
Fust *victorieuse* Guerrande.

Vers le milieu de notre chronique rimée, s'ouvre un grand espace blanc. Qu'en penser ? Nous pensons qu'il était destiné à recevoir d'autres rimes, d'autres dates d'événements. Entre 1364 et 1381, il y avait des faits à inscrire, à commencer par le premier traité de Guerrande, qui mit fin à la guerre de succession, en 1365, et qui avait bien l'importance du second. Comment expliquer la lacune signalée ? Plusieurs suppositions sont possibles. Avant tout, il convient de rechercher quel était le but de la pièce.

Ce n'était pas de procurer un *esbatement* aux confrères entre la chevauchée du matin et le dîner de la Porte-Saint-Michel. La pièce en question a trop peu d'étendue pour cela. Ajoutez qu'elle n'est pas tout entière de la même année : la première partie est de 1379, et l'autre est, au plus tôt, de 1381, comme nous le montrerons en finissant.

Entre les hypothèses qui peuvent être faites, nous nous arrêtons à celle-ci, comme à la plus vraisemblable. Le confrère à qui la plume aura été remise pour la rédaction du procès-verbal de la délibération du 10 mai 1379, aura eu la fantaisie de se livrer à son goût pour les vers historiques, peut-être au souvenir de ceux qu'il avait entendus la veille. De là une ébauche de chronique rimée. Cette tablette chronologique ne pouvait être poussée bien loin. Le registre de la Confrérie s'ouvrait rarement et ne pouvait guère se retrouver dans les mêmes mains, par suite du renouvellement annuel des procureurs qui l'avaient en garde.

IV

Nous avons, selon notre pouvoir, déterminé l'origine de notre chronique guerrandaise. S'il fallait juger cette pièce, en dehors de la Confrérie et de la fête de Saint-Nicolas et dans le détail, il y aurait lieu de l'examiner au point de vue de la langue et des vers, des événements politiques et des opinions nationales qui les accompagnaient nécessairement : ce qui nous montrerait dans un petit cadre un tableau très intéressant, parce qu'il serait vrai, de la Bretagne ou d'un de ses principaux cantons dans la dernière

moitié du XIV^e siècle. Qu'il nous soit permis de toucher ces différents points de vue dans quelques remarques.

Nous observons d'abord que Dom Lobineau nous montre dans un français un peu plus avancé les mêmes termes qu'emploie la Chronique guerrandaise, lorsqu'il nous fait cette citation de la Chronique du château de Nantes : « En 1341 ne furent pas Bretons à un, quand mourut le *bon duc* Jehan. » Jahan fut usité pour Jean à Guerrande, au moins jusqu'à l'union de la Bretagne à la France. *Plusours alèrent à repous* (*ad repositum* ou *repositionem*). Nous dirions : Beaucoup trépassèrent ou reposent en paix. Vers la fin du même siècle, on trouve dans la liste des confrères dont le décès est ordinairement indiqué par le mot *mort* : Legentil repouz (*repositus*). La basse latinité avait donné *repositum* pour *repositio*, repos, et *repositus* pour *depositus*, déposé et reposant en terre. Dernière observation grammaticale : la diphthongue *ou* règne à la place de la diphthongue *eu*, que le français du nord ne tardera pas à faire prédominer. Nous avons déjà parlé du vers, dont l'art simple et sans prétention ne saurait nous arrêter. Hâtons-nous de passer aux faits historiques d'une période de quarante ans, qui s'écoula entre la mort de Jean III et la paix de Jean IV avec la France, faits consignés dans notre chronique au nombre de cinq ou six.

1^{er} fait : Mort de Jean III. Nommé *le bon duc* par son peuple qui avait pu l'apprécier pendant un règne de près de 30 ans (312-344), il a bien droit d'être dit Jean-le-Bon dans l'histoire, justifiée, remarquons-le, par notre chroniqueur.

2^e fait : Incendie de Guerrande. Philippe de Valois avait nommé le prince La Cerda, plus connu sous le nom de Louis d'Espagne, amiral de sa flotte, après la perte du combat de l'Ecluse contre les Anglais, par la mésintelligence des deux amiraux français. Leur successeur se jeta en Bretagne avec une armée composée d'Espagnols, de Génois et de Français, mais surtout d'*Espaignoulx*. « Il se dirigea a (vec) tout son ost, comme parle Froissard, devers une moult grosse ville, séant sur la mer que on appelait

Guerrande et l'assiégea par terre... (Elle) fut assez tôt gagnée et robée (pillée) et mise à l'épée, sans merci, hommes et femmes et enfants, et cinq églises arses et violées, dont messire Louis fut durement courroucé. Si fit tantôt pour ce pendre 24 de ceux qui ce avaient fait. » Voilà des détails précis ; mais un fait principal, l'incendie général de la ville se dérobe chez l'auteur, comme chez les historiens subséquents. C'est notre chronique locale qui le signale. Ce n'est pas sans conséquence. Jusqu'ici l'histoire portait à croire que le feu fut mis préférablement, exclusivement, aux églises guerrandaises, par une armée de soldats catholiques, mais peu dignes de ce nom. Cet excès d'impiété, déjà invraisemblable, devient inadmissible, lorsque la combustion des *cinq églises* nous apparaît comme le résultat plus ou moins naturel et nécessaire de l'incendie général d'une ville prise d'assaut. Nous ne voulons pas dire pour cela que Louis d'Espagne n'ait pas eu, dans ce désastre, de bonnes raisons de sévir contre plusieurs des siens. Richer, dans son *Histoire de Bretagne*, vient un peu tard nous apprendre que la population guerrandaise s'étant réfugiée « dans l'église de Saint-Aubin, les soldats mirent le feu à l'édifice, et la voûte en pierre s'écroula sur les malheureux. » A la vérité, les murs et les piliers de la nef de cette ancienne collégiale montrent beaucoup de pierres noircies et calcinées ; mais la voûte en pierre n'a jamais existé : c'est un point, aujourd'hui, hors de doute.

3^e fait : Mort de Charles de Blois. On s'est toujours demandé par qui le meurtre du comte de Blois avait été commis lors de la bataille d'Auray. Notre chronique affirme que les meurtriers furent des Bretons, en les qualifiant d'une manière flétrissante, devenue illisible, mais que nous croyons avoir retrouvée. L'injurieuse qualification, due à un partisan des droits politiques de la victime, fut postérieurement effacée, grattée profondément par un adversaire attaché à la cause du duc régnant ; mais le nom national est resté : la vérité le maintenait en dépit du patriotisme breton, qui aurait préféré accuser les Anglais, s'il y avait eu lieu. Le prince fut donc tué en la bataille par Bre-

tons, non par un seul, mais par un corps de combattants, dirigé, si l'on veut, par le capitaine anglais Hue de Caverley, qui déterminait la victoire en faveur de Jean IV, à Auray, mais qui ne pourra plus être accusé du coup mortel porté à l'infortuné rival de ce duc. Il ne faudra pas davantage accuser un seigneur particulier du pays de Guerrande, Pierre de Lesnérac, contre lequel, du reste, l'histoire n'a jamais osé prononcer.

4^e fait : Paix de Guerrande. La date de 1381 ne permet pas de confondre cette paix avec celle de 1365, qui mit fin à la longue et sanglante guerre de succession. Celle dont nous voulons parler, conclue à Paris le 15 janvier par les plénipotentiaires de Charles VI et de Jean IV, fut jurée le même jour à Vincennes par le roi de France, et par le duc de Bretagne à Guerrande le 6 avril, dimanche des Rameaux.

Mariz en furent gens de Yrlande.

Il n'y a pas de difficulté pour reconnaître dans les Irlandais les Anglais eux-mêmes, dont le souverain, Edouard III, s'intitulait seigneur d'Irlande en même temps que roi d'Angleterre et de France, et dont le dépit éclata, lorsqu'il fallut en conséquence du traité, évacuer le sol de la Bretagne.

Il nous reste à examiner un *5^e fait*, étranger aux faits politiques entre lesquels il se trouve néanmoins consigné en ces termes :

L'an mil trois cent soixante et dous,
Alèrent plusours à repous.

On ne peut guère voir ici qu'une épidémie meurtrière, qu'une de ces invasions de la peste noire qui fit de si grands ravages en Europe vers le milieu du XIV^e siècle. La Bretagne, le comté de Nantes ne furent pas épargnés. Il est étonnant que notre chroniqueur ne cite que l'invasion de 1362, lorsqu'on en connaît deux autres peu antérieures (en 1348 et 1356), et probablement plus meurtrières. La plus récente aura effacé chez lui la mémoire des deux autres. Du reste, l'omission a été réparée, sinon par sa main, du moins par celle d'un contemporain, compatriote et con-

frère de dévotion et de métier poétique, puisque le supplément que nous allons présenter se trouve rimé dans le même cahier avec tous les caractères du XIV^e siècle. Dans les feuillets d'enveloppe de ce cahier se cachent six vers, où l'invasion pestilentielle de 1356 est décrite dans les termes les plus expressifs et les plus lamentables :

L'an mil trois cent cinquante six,
Courout un mal à maint pays (1),
Huchent, crient comme chiens vis,
Plusours doloint de leurs amis
Et eux joignaint à la pierre.
De tel mal nous guar (garde) Dieux le Père!

Dans ce morceau trois vers ont peut-être besoin d'explication. Le mot le plus étrange est *vis*, qui est purement latin : c'est la locution abrégée de *vis magna* ou *maxima hominum*, grande multitude. Nous tirons en conséquence :

Force gens huchent, crient comme des chiens.

Le distique suivant exprime le trait de sentiment le plus touchant. Nous l'entendons ainsi :

Plusieurs *se douloient*, se désolaient de la perte de leurs amis, et bientôt *joignaient eux à la pierre* sépulcrale de ces amis, en succombant au même mal.

La Chronique du château de Nantes va suppléer à une lacune de nos annales guerrandaises, au silence gardé par les rimeurs de la confrérie de Saint-Nicolas sur la première invasion de l'effroyable fléau de la peste noire. L'auteur de cette chronique, qui paraît avoir eu aussi çà et là l'intention de rimer, nous dit dans les Preuves de D. Lobineau :

L'an mil trois cent quarante neuf,
Fut la bosse grosse comme un œuf
Et grande mortalité.

(1) Dans le texte original, ces deux vers n'en forment qu'un, vers lénin comme les précédents. Le rimeur, se ravisant tout à coup, abandonne ce grand vers, qui perdait apparemment de sa vogue, pour prendre notre vers usité de huit syllabes. Nous avons là une transition curieuse du vers lénin de seize syllabes au vers de huit, si commun depuis.

L'abbé Manet, dans son histoire de Bretagne, nous explique la bosse en question. « La cruelle maladie fut nommée en Bretagne *la bosse*, parce que son dernier degré de malignité s'annonçait par des bubons gros comme un œuf. » Venue du fond de l'Asie, elle éclata, nous apprend-il, au mois d'août 1348 sur l'Europe, et ravagea particulièrement la Bretagne l'année suivante. Ainsi voilà trois coups du plus effroyable fléau qui frappent à intervalles de 7 ans une partie considérable du monde jusque sur notre bord océanien. Ce retour périodique de la terrible contagion ne nous paraît pas avoir été signalé. Travers nous parle assez vaguement du ravage qu'elle exerça dans le comté de Nantes.

Mais revenons à notre chronique guerrandaise de 1380 ou environ pour en chercher l'auteur.

V

Il s'agit de trouver le nom du plus ancien peut-être de nos trouvères bretons qui s'exercèrent à manier le grand vers français. L'auteur est double, à en juger par l'écriture. Mais nous croyons que le nom de famille est le même. Selon toute apparence, nous avons devant nous le père et le fils, Guillaume et Nicolas Le Corre, qui se partageraient par moitié, ou à peu près, la composition des 16 vers étudiés. Dom Guillaume Le Corre, en latin Dominus Guillelmus Nanus, comme traduit le fils, avait en main le registre de la confrérie de Saint-Nicolas, en qualité de procureur de cette confrérie, de mai 1378 à mai 1379. Il aura passé la plume à son fils Nicolas, qui la tenait certainement en 1381 comme secrétaire officieux, sinon attitré d'une société qui n'en élisait point encore. On voit ce dernier dresser alors une liste de cent confrères, au bout de laquelle il s'inscrit d'une manière aussi originale que modeste. Il écrit à rebours : Dietus Le Corre Nicolaus, au lieu d'écrire conformément à l'usage : Nicolaus Le Corre dictus (latinè Nanus). Nanus, laissé en blanc, équivalait à *nihil* dans la pensée du signataire, qui exigerait un peu, par humilité sans doute, le sens de son nom propre en se réduisant à *rien*.

Le père et le fils ne laissaient pas d'être des personnages. Celui-là figure parmi les trois premiers procureurs connus de la confrérie, puis au centre d'un groupe de Domini dans la liste générale des frères. Si nous ne pouvons assigner à l'autre quelque titre ou dignité, c'était toujours un habile homme, à n'en juger que par ce long catalogue qu'il a dressé. Sans parler de sa belle écriture carrée, il traduisait fort bien les noms personnels du pays en latin, à commencer par le sien. Ainsi il se gardait d'introduire *h* dans Nicolaus, il connaissait l'équivalence de Corre et de Nain ou Nanus et de beaucoup d'autres semblables ; mais il se permettait trop facilement de substituer le nom vulgaire au nom latin correspondant, ce qui cause quelquefois trop d'embarras pour retrouver le premier. Nous ignorerions même quel est notre écrivain, si une main contemporaine n'avait eu l'attention, pour qu'on s'y reconnût, d'ajouter à Nanus les mots : *aliàs Corre*, et à Nicolaus, ces autres mots : *filius Guillelmi*. C'est ainsi que se découvre, à Guerrande, entre les feuillets du cartulaire de la confrérie de Saint-Nicolas, une famille de trouvères franco-bretons, qui nous invite à en chercher d'autres.

Abbé GALLARD.

(*A continuer*).

LA CORPORATION DES POTIERS D'HERBIGNAC

Les touristes qui ont parcouru la presque île guérandaise, particulièrement les stations balnéaires du Pouliguen, du bourg de Batz et du Croisic, n'ont pas été sans remarquer la forme insolite des vases qui servent dans cette contrée à conserver l'eau fraîche. Ce sont d'énormes pots très ventrus, plus larges que hauts, munis d'une anse et d'un petit goulot dont la pâte en terre rouge semble poreuse. Il y en a de grands et de petits, mais toujours leurs lignes correctes sont les mêmes. Les connaisseurs qui les ont observés prétendent que leur forme doit avoir été inspirée par l'art grec ; le fait est qu'en voyant une femme du pays revenir de la fontaine avec l'un de ces pots sur la tête, je pensais involontairement à l'Orient. Ce qu'il y a aussi de singulier, c'est que l'usage de cette poterie, pourtant très commode, ne s'est pas étendu au delà des communes qui entourent la Grande-Brière. C'est un trait de plus à noter dans cette contrée où les mœurs, le sol et la langue présentent tant de caractères curieux. La poterie, dont nous parlons, se fabrique depuis des siècles autour d'Herbignac par des artisans qui ont conservé les mêmes traditions, grâce au contrôle qu'exerçait sur eux l'un des seigneurs du pays, celui de Kerolivier. Ce domaine de Kerolivier situé dans la commune d'Herbignac contient une carrière d'argile où les potiers vont encore puiser aujourd'hui. L'aveu que nous publions plus loin nous apprend que ces ouvriers potiers formaient une corporation, comme ceux des villes, avant 1790. Les ouvriers potiers de Chartres et de Rieux étaient également organisés de la

même manière. Suivant le témoignage de M. de la Borderie, dont la vaste érudition ne laisse rien échapper, les corporations rurales étaient peu communes en Bretagne ; ces trois exemples sont les seuls connus.

Le jour de la saint Barnabé, les potiers allaient chercher le seigneur de Kerolivier en procession, musique en tête et le conduisaient à la messe, tantôt à Herbignac, tantôt à Saint-Lyphard. Après la cérémonie, ils lui offraient un repas, suivi d'airs champêtres, et lui payaient une redevance. Les délégués de la corporation étaient élus non par leurs pairs, mais désignés par le seigneur, et chaque ouvrier était obligé d'observer dans la fabrication des règles qui sont formellement prescrites dans la déclaration. En outre, l'acte indique qu'elles étaient les amendes imposées aux contrevenants, les conditions d'admission et les noms de tous les potiers qui exerçaient en 1750. Ce sont des faits qu'il est intéressant de recueillir pour l'histoire de l'industrie en Bretagne.

HOMMAGE DES POTIERS A M. DE TRÉVELEC.

« L'onzième jour de juin, mil sept cens cinquante et quatre, par devant nous, notaires soussignans du marquisat d'Assérac, avec soumission et prorogation de juridiction y promises et jurées, ont en personne comparu Jacques Annezo, René Crusson, Michel Hougard, Jan Trigodet, Pierre Léa, René Bernier, Simon Mouraud, René Bernard, Noël Bernard, René Bizeul, François Hallier, Michel Trigodet, René Julio, Noël Trigodet le jeune, Claude Moyon, René Mouraud, Jan Moyon, Michel Mouraud, Jacques Huet, Guillaume Mouraud, Vincent Lenué, Jacques Lenué, Yves Moyon, François Hougard et Noël Trigodet l'ainé, tous potiers et habitans de la frairie et village de Hosca, paroisse d'Herbignac, Jan Gicquel de Kergas et Jonjulio du Drezet, aussi potiers et paroissiens de Férel, lesquels ont reconnu et confessé, reconnaissent et confessent, à messire Jan-Marie de Trévelec, chevalier seigneur dudit lieu de Querollivier, la Desnerie, Saint-Donatien en Nantes et autres lieux, ancien con-

seiller du roi en son parlement de Bretagne, demeurant à son hôtel, place Saint-Pierre, à Nantes, en la personne d'écuyer Vincent-Louis du Bourgneuf pour ledit seigneur de Trévelec, présent et acceptant, que de tout tems immémorial, le jour et fête de saint Barnabé, apôtre, de chacun an, tous et chacun les potiers tant de cette paroisse d'Herbignac, que de Saint-Liphard, et autres paroisses circonvoisines, sont tenus et sujets ayant chacun d'eux un rameau qu'ils pourront prendre dans les bois de ladite maison de Trévelec, aller quérir le seigneur dudit lieu en sa maison de Trévelec avec sonneur de hautbois et l'assister, conduire et accompagner à venir à la messe soit en l'église paroissiale d'Herbignac, ou en celle de Saint-Liphard, savoir : deux années consécutives audit Herbignac, et l'autre année à Saint-Liphard, puis à l'issue de la messe luy donner, et à ceux qu'il luy plaira prier et convier à dîner selon sa qualité et à leurs frais, et après le dîner feront lesdits potiers ausdits sonneurs jouer de leurs instruments le reste de la journée, comme aussy confessent que ledit seigneur de Kerollivier avec eux peut choisir et nommer deux desdits potiers le jour Saint-Barnabé, et yceux changer d'an en an pour faire visiter chez les autres potiers, les pots qu'ils feront, afin de savoir s'ils sont faits selon l'ordre observé entre lesdits potiers pour la grandeur des pots, la teneur duquel ordre ensuit, savoir :

« Que le pot de cinq, tiendra depuis la poitrine jusqu'au jable un empan, le pot de quatre, depuis le jable jusqu'au bréchet, tiendra un empan, deux doigts ; le pot de trois, tiendra un empan trois doigts, depuis le jable jusqu'au bréchet, et le pot de six, tiendra un empan, depuis le jable jusqu'au col. Lequel ordre tous et chacun lesdits potiers sus-nommés promettent continuer et entretenir à l'avenir, à peine de trois sols quatre deniers monnoye d'amende à chacun contrevenant qui tournera au profit dudit seigneur de Trevelec ; pour le paiement de laquelle amende il pourra faire exécuter les débiteurs d'icelle par deux potiers commissaires qui pourront prendre et exécuter et vendre la roue desdits contrevenans d'heure à autre, sans aucune forme ni

ministère de justice. Confessans pareillement lesdits potiers qu'aux fins de leur ancien ordre ils ne peuvent et ne pourront montrer ni faire apprendre ledit métier de potier à aucunes personnes s'ils ne sont fils de potiers ou mariés avec filles de potiers, et au cas qu'il y eût quelques autres personnes que les fils de potiers ou ceux mariés avec filles de potiers qui voudroient apprendre ledit métier de potier, chacun apprentif doit et payera audit seigneur de Trevelec, Kerollivier, la somme de dix livres monnoye dès le commencement de leur apprentissage, et si ledit potier apprentif n'a moyen en meubles de payer ladite somme, celui qui luy montrera et aura montré ledit métier sera tenu et contraint par exécution et vente de ses biens payer audit seigneur de Trevelec, Kerollivier, ladite somme de dix livres monnoye, sauf à lui faire rembourser dudit apprentif, ainsi qu'il verra.

Et quant aux fils de potiers ou ceux mariés à filles de potiers qui apprendront ledit métier, devront et seront tenus payer la première année de leur apprentissage au jour saint Barnabé, la parcelle de cinq sols monnoye d'eux audit seigneur de Kerrollivier Trevelec, à faute de quoy ils y seront contraints par les voyes ci-dessus dites, et au regard des défailans qui sont Jean Crusson, Julien Broussard, Jacques Crusson, François Pédron, Jean Annezo, René Le Roux de Hosca, Jacques Trigodet de Morlai, Claude Crusson de Langâtre, Jan Cadiet de Sapillon, Jacques Trigodet d'Arbourg, Jan Audrain, Jan Bernard, Cir David, René Crusson, Jacques Anger, Guillaume Audrain, Yves et Jan Sauter de Lauvergnac et Kererné, François David de Kercouret, Louis Quitté, Jan et Jacques Crusson de Boya, François Hervoche dit Grand François de Tréman, Jacques Coquard, aussi de Tréman, Jan David l'aîné, autre Jan David dit Grossac, Cir, René et Marc David, Yves Dalino, Michel Hougard, Guillaume Audrain de Landieule, Pierre Porcher de Kernava, Claude Léa, dit grand Guy de Kerhors, Claude Gouret, François Hervoche, Jan Hervoche, Jan Durand, Jan Baptiste David, Yves Durand de Kerbitet, Joseph Trigodet de Quelaud, paroisse d'Herbignac, François Boidrefaut de Tréldan

en Ferel, qui se sont absentés et ne se sont trouvés ce jour suivant les assignations et publications faites aux prônes de messe, et ceux qui manqueront de se trouver et comparaitre audit lieu de Trevelec, querir et assister ledit seigneur de Trevelec et ses successeurs, et le conduire en cette ville d'Herbignac ou audit saint Liphar ledit jour de saint Barnabé, à ouïr et entendre la messe que lesdits potiers feront dire, payeront chacun d'eux audit seigneur de Trevelec, la parcelle de cinq sols monnoye et en défaut de paiement, ledit seigneur les y pourra faire contraindre par lesdits deux potiers commissaires et avouënt lesdits potiers lesdits devoirs être dûs audit seigneur de Trévelec, et que ses auteurs ont été en possession d'iceux droits de tout temps immémorial. Et pour commissaires afin de faire exécuter de point en point l'ancien ordre et coutume desdits potiers, a été par ledit seigneur du Bourgneuf pour ledit seigneur de Trevelec et les sus nommés potiers, nommé et choisi François Hougard et René Crusson Trigodet, et René Mouraud, lesquels prendront pour assistants tous autres qu'ils verront, seront tenus à la prochaine fête de saint Barnabé, faire leur raport des contraventions à ce que dessus à la tenue des plaids que lesdits potiers tiendront ledit jour par entr'eux dans la maison où sera assigné le dîner en présence dudit seigneur de Trévelec, ses successeurs ou autre de sa part, et a ledit seigneur du Bourgneuf audit nom déclaré avoir été satisfait cedit jour desdits droits par les présens pour l'an et tenue de ce jour, et a réservé de faire contraindre et exécuter les défaillans. Ce que dessus a été par lesdites parties présentes, ainsi voulu et consenti, juré et promis, tenir et accomplir sans y contrevenir, pourquoy nousdits notaires soussignés les y avons de leur consentement jugées et condamnées, les y jugeons et condamnons.

Fait et passé en la ville d'Herbignac au raport de Crespel, notaire. »

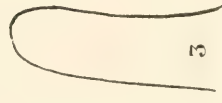
LÉON MAITRE.



1. *lambage de gauche de la grange*

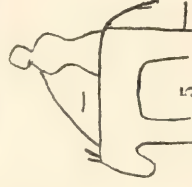


2



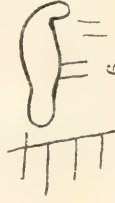
3

2 & 3. *Pierres de la grange*

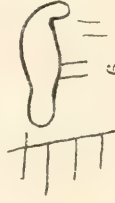


4

4. *lambage de la porte de la grange*

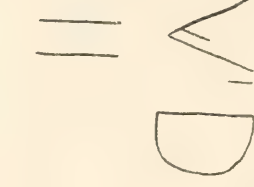


5



6

5 & 6. *Pierres de l'étable*

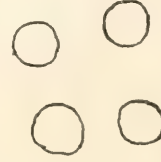


7 *Pierre de l'étable*

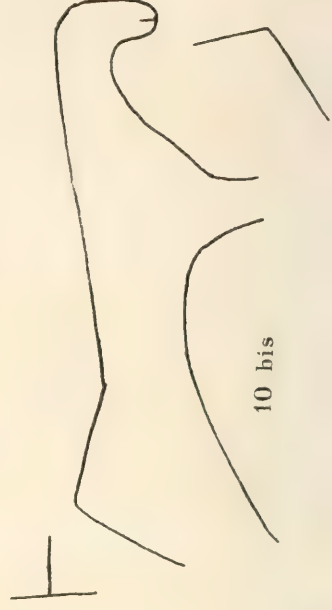


8. *Pierre de l'étable face du pignon*

9. *même pierre, face de l'égout*



10



10 bis

10 & 10 bis - *Bloc de la cour*

PIERRES GRAVÉES

Trouvées dans la commune de Saint-Aubin-de-Baubigné (Deux-Sèvres).

Un jeune chasseur, parcourant il y a trois ans une ferme située dans la commune de Saint-Aubin et appartenant à M. le marquis de la Rochejaquelein, remarqua sur de nombreuses pierres granitiques des signes et des figures de différentes sortes. Il fit part de sa découverte à plusieurs de ses amis, et l'un d'eux, M. le marquis de la Bretesche, nous indiqua ces singuliers monumens.

A l'automne dernier j'ai voulu les voir à mon tour. Un court séjour dans la contrée m'en a fourni l'occasion.

Je ne suis pas assez savant en de pareilles matières, pour apprécier la valeur de cette découverte. Mais j'ai pensé qu'il vous serait agréable d'en recevoir quelques spécimens et que peut-être ils donneraient à d'autres, plus habiles, l'idée d'étudier plus complètement ces curieux restes d'un autre âge.

J'ai donc relevé les dessins que je viens vous présenter. Mon procédé a été un décalquage, grossier peut-être, mais qui a le mérite d'une exactitude complète.

Voici en quelques mots le récit et le résultat de mon voyage :

A cinq ou six kilomètres de la station de Châtillon-sur-Sèvres, sur la route qui conduit de Saint-Aubin aux Aubiers, à une faible distance du premier de ces bourgs, on aperçoit sur la gauche, à 400 mètres environ, un groupe de maisons situé sur un mamelon qui s'avance dans une double vallée. Ce groupe s'appelle le *Veau* ou plutôt les *Veaux*, car il y a deux fermes, le grand et le

petit Veau. J'écris *le Veau* (*vitulus*), et pourtant la situation semblerait indiquer une autre orthographe.

Le nom de toutes les localités situées de même façon s'écrit partout *le Vaux* ou *le Vaulx* : cette désignation indique toujours un vallonement quelconque ; mais l'usage du pays, confirmé par toutes les cartes géographiques à partir de celle de Cassini, maintient l'autre appellation. Pourquoi cette localité porte-t-elle le nom de l'animal qui devient plus tard le taureau ? Je constate sans chercher à expliquer.

Quoi qu'il en soit, je découvris, dès mon arrivée, les traces que je cherchais. Les dessins sont bizarres, grossiers, mais nettement accusés, et la profondeur du trait semble avoir été obtenue au moyen d'une pointe solide et acérée. Aussi sont-ils très apparents. Les premières pierres que j'observai et que j'ai relevées, ont été employées à une époque assez ancienne à la construction des bâtiments, et l'ouvrier semble avoir pris soin de mettre à parement les faces qui portent les figures. On les distingue au premier coup d'œil.

Les huit premiers numéros des dessins que j'ai recueillis ont tous été empruntés à ces murailles ; elles en présentent d'autres, dont quelques-uns sont trop frustes pour être relevés.

Au milieu de la cour de la ferme, une masse de granit, ressemblant à un bloc erratique, porte sur sa surface visible les figures N^{os} 10 et 10 bis.

Cette surface, peu régulière, mesure plus d'un mètre carré. L'autre face a-t-elle des dessins ? Je ne le crois pas ; car la pierre semble n'avoir été remuée à aucune époque.

En revenant sur mes pas, sur le bord du chemin, un autre bloc m'a donné le calque N^o 11.

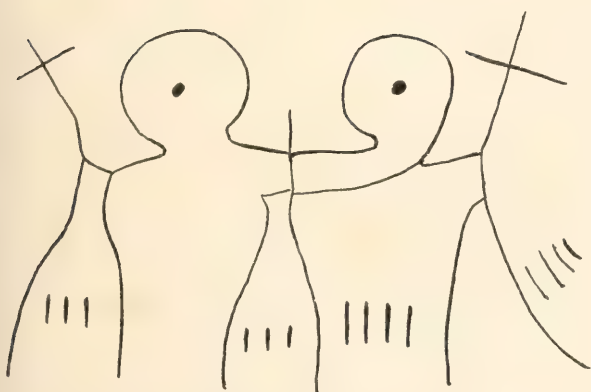
Enfin dans le champ que traverse le chemin et qui est attenant à la route, au milieu d'un fourré d'ajoncs, parmi des pierres, plus ou moins remuées, mais qui n'accusent aucune trace de construction, j'ai trouvé les trois dessins formant les numéros 12, 13 et 14.



11. Grande pierre du chemin



12. Pierre du champ d'ajones



13. Pierre du champ d'ajones



14. Partie d'une pierre brisée
au champ d'ajones.

Les copies que je vous présente, étant décalquées, donnent les figures dans leur sens naturel.

Un séjour plus prolongé m'eût permis de multiplier ces copies, car on affirme que les pierres, ainsi sculptées, se comptent par centaines sur la seule ferme du *Grand-Veau*. J'ai dû, dans ma précipitation, en négliger plusieurs que j'ai entrevues. On m'avait assuré qu'il y avait un rocher dont la superficie, mesurant plusieurs mètres carrés, était couverte de dessins. Le fermier n'a pu me l'indiquer et je n'ai pas eu le temps de le rechercher.

4 février 1879.

A. DE BÉJARRY.

L'ABBAYE DE NOTRE-DAME DE LA CHAUME

PRÈS MACHECOUL

1055-1792

I

AVANT-PROPOS



VANT 1789, le diocèse de Nantes comptait neuf abbayes d'hommes, dont six reconnaissaient Notre-Dame pour patronne.

La première en date était l'antique abbaye de Vertou, devenue dans la suite des âges la prévôté de ce nom, dont il reste à peine quelques traces dans l'enceinte du presbytère de ce chef-lieu de canton ⁽¹⁾ ;

2^o Celle de Saint-Gildas-des-Bois, fondée en 1026. Les bâtiments plusieurs fois vendus, passèrent en 1828 entre les mains des religieuses de l'instruction chrétienne, dites Dames de Saint-Gildas. L'abbatiale bien conservée, sert d'église paroissiale ;

3^o *Notre-Dame de la Chaume*, 1055 ;

(1) Mentionnons aussi l'abbaye d'Aindre (Basse-Indre), fondée par saint Hermeland vers 695, et détruite pendant les invasions normandes.

4° Notre-Dame de Buzay, fondée en 1135, par le duc Conan. Celle-ci, la plus riche incontestablement des abbayes du diocèse, a légué aux archives départementales un fonds des plus précieux. Son magnifique autel, de la fin du XVIII^e siècle, est le plus bel ornement de l'église de Paimbœuf ; sa haute tour, dominant encore, de sa masse noireie et percée à jour, les fertiles prairies qui l'environnent, sert de point de repère aux navigateurs de la Loire ;

5° Notre-Dame de la Meilleraye, fondée en 1145 ; restaurée et occupée depuis 1817 par les trappistes ;

6° La Madeleine de Geneston, fondée en 1148, par Bernard, évêque de Nantes, et dont nous avons publié le nécrologe et les chartes d'après la Collection des Blanches-Manteaux (1) ;

7° Notre-Dame de Blanche-Couronne, fondée vers 1160, et dont les archives, moins abondantes que celles de Buzay, existent cependant presque complètes dans le dépôt de la préfecture de la Loire-Inférieure. En 1767, elle fut réunie au prieuré de Saint-Jacques de Pirmil ;

8° Notre-Dame de Villeneuve, fondée en 1201, aujourd'hui propriété particulière. Les Blanches-Manteaux renferment un certain nombre de chartes qui la concernent. Les voûtes de sa chapelle recouvraient le magnifique tombeau émaillé de la duchesse Constance et de sa fille, la duchesse Alix, femme de Pierre de Dreux, et les dalles funéraires de son pavé représentaient les images des sires et des dames de Machecoul, des seigneurs et des châtelaines du Chaffault, recueillies avec soin dans la collection Gaignières ;

9° Sainte-Marie de Pornic, fondée au commencement du XIII^e siècle.

De ces neuf abbayes, celle de la Chaume fut la plus pauvre et

(1) *Bulletin de la Société archéologique de Nantes*, t. XII, 1873, pp. 141-158.

la plus obscure. Son nom survit à peine à la perte complète des actes qui témoignaient de son existence et de l'authenticité de ses possessions. Que pouvaient fournir d'intéressant, à l'archéologue ou au paléographe, les annales de ce petit monastère, que ne signalent aucun événement remarquable, dont on ne connaît que l'acte de fondation, et dont la notoriété dépasse à peine les étroites limites de la ville de Machecoul près de laquelle il était situé. La poésie n'eut point à chanter les beautés de son sanctuaire, l'éclat de ses vitraux, la splendeur de ses arceaux romans, la richesse ou la puissance de ses bienfaiteurs. Son cloître, ses bâtiments claustraux, affectaient la plus modeste simplicité. En interrogeant les anciens de la contrée, nous n'avons pu recueillir que l'attestation du peu d'importance attaché à la silencieuse retraite, pour ainsi dire inaperçue et oubliée dans notre histoire.

Quels motifs ont donc déterminé ce choix, et fait naître le désir de ne pas s'arrêter aux difficultés qui semblaient tout d'abord en détourner l'attention ?

Enfant, j'ai joué et couru dans ces ruines, et la dénomination d'Abbaye exerçait parfois ma jeune imagination. Presque chaque année, j'allais passer quelques jours à Machecoul, chez une sœur de mon père, aimable tante, douce, prévenante, attentionnée pour ses neveux qu'elle gâtait en les appelant mes petits-fils. Elle m'avait fait cadeau d'une ou deux pièces de Louis XIV, de Louis XV, de Louis XVI, de la Méthode du blason du Père Menestrier, et de l'*Histoire de Bretagne*, par E. Gaschignard, maître ès-arts de l'Université de Nantes, et principal du collège de Machecoul. Je lisais ces deux volumes, de préférence aux ennuyeux classiques grecs et latins, éprouvant une bien plus grande sympathie pour Alain Barbe-Torte, Nominoë, Jean IV, la reine Anne, que pour Achille, Thémistocle, Romulus, Cincinnatus, Lucrèce et Cornélie.

Dessiner les créneaux inclinés du vieux donjon des sires de Rays, escalader les salles ruinées pour en copier les clefs de voûte ornées de l'écu des Chauvigny, monter sur la butte de Sainte-Croix, aller rêver à la Chaume, tel était souvent l'emploi



ABBAYE DE LA CHAUMIE

Plan en terre, de l'ensemble des bâtiments et annexes, d'après le Plan Centésimal.

des matinées de vacances. Or, par une belle journée de septembre 1841, je me trouvai sur l'emplacement de la Chaume. Des moellons épars, des restes de substructions affleurant à peine le sol, indiquaient encore à peu près les lignes principales des contours de l'enceinte déjà effacée du vieux monastère. Une réflexion me suggéra l'idée de les relever. Je dessinais comme on dessinait alors au collège, estompant assez bien une bosse, ou une académie, mais n'ayant pas le moindre principe du dessin linéaire, ou du levé des plans. Depuis, l'enseignement a changé, ce n'est pas un mal.

Le lendemain je retournai, muni d'un crayon et de plusieurs feuilles de *papier-écolier*. Tant bien que mal, à la troisième ou quatrième reprise, un mauvais tracé fut esquissé, puis le soir passé à l'encre sur la table boiteuse de ma chambre. En 1878, ouvrant fortuitement un cahier de mon cours d'Histoire de France de 1842, la feuille jaunie de 1841 me tomba sous la main. Tout informe que soit ce tracé, auquel dans mon inexpérience je n'avais pas même songé à donner une échelle de proportions, je le revis avec plaisir. C'est, en effet, comme le premier jalon, le point de départ de mes recherches sur le pays de Rays et Machecoul, aux archives de Nantes, d'Angers, de Rennes, à la Bibliothèque nationale et au précieux dépôt de la rue de Rambuteau.

La trouvaille de ce chiffon m'inspira la pensée de l'utiliser, en y joignant quelques données historiques. Cependant j'eus recours aux cartes de l'administration du cadastre, et bien que j'y trouvai la preuve que pour un débutant je n'avais pas commis de trop grosses erreurs, je préfère à tous égards reproduire le plan administratif, plus régulier et surtout revêtu d'un caractère officiel. (*Voir Pl. II.*)

L'abbé Travers, dans son *Histoire des évêques de Nantes*, parle deux ou trois fois de la Chaume ; dans les six volumes manuscrits de son *Histoire des Conciles de la province de Tours*, il donne des titres relatifs aux abbayes de Pornic, Saint-Gildas, Villeneuve, etc..., et pour la Chaume ne cite qu'une lettre em-

pruntée au trésor des ducs de Bretagne (Arch. départ. de la Loire-Inf^{re}). A part l'acte de fondation, le Cartulaire de Redon et les Preuves des Histoires de Bretagne ne fournissent aucune indication.

M. A. de la Borderie a bien voulu me communiquer un historique de l'abbaye de la Chaume, tiré du fonds de Saint-Germain, *Monasticon Benedictinum*, VII, c, manuscrit de la Bibliothèque nationale. C'est la pièce la plus importante que je connaisse sur ce sujet et elle est publiée presque entièrement, sauf en ce qui regarde les origines de l'abbaye assez peu étudiées dans ce document. Mes notes, mes recherches ont fait le reste.

II

LES FONDATEURS, SIRE DE SAINTE-CROIX, BARONS DE RAYS

 U milieu du XI^e siècle, le sire de Sainte-Croix, seigneur de Rays, « Senior provincie Radesiarum », possédait toute la partie sud-ouest du comté nantais d'outre-Loire, le climat ou doyenné de Rays, l'ancien Pagus Ratiatensis. La tradition rattache cette puissante dynastie féodale à Lambert II, comte de Nantes (843-846, contemporain de Charles-le-Chauve), qui, disent nos chroniqueurs, inféoda certaines parties du territoire nantais à ses trois neveux : les Mauges à Ramaire, Tiffauges à Girard, Herbauges à Hunfroy (1).

« De cestuy-cy, par succession de temps et représentation de personnes, sont issus les autres barons de Raiz, comme il est à croire, lesquels s'appelèrent anciennement de Sainte-Croix, à cause d'un ancien château, maintenant ruiné, duquel pour toutes

(1) Lambertus.... Comitatum Nanneticum invadens militibus suis distribuit, scilicet *Gunferio*, nepoti suo regionem Herbadillam, *Rainerio* Metallium, *Girardo* Theofalgiam, quæ omnia jure hereditario concessit. *Chronicon Nannetense*, D. Morice, Pr. I, col. 138.

marques et vestiges, il ne reste qu'une motte près l'église parochiale de Sainte-Croix ⁽¹⁾. »

C'est sur cette tradition que s'appuyait, sans nul doute, la prétention des sires de Rays, à être considérés comme les doyens des neuf barons de Bretagne. Cette prétention n'a jamais été bien définie, ni reconnue même par les grandes familles du comté nantais. Ainsi, pour l'entrée de l'évêque de Nantes, le baron de Rays vient après celui de Pontchâteau ; et dans les vers que cite dom Morice, il est placé après le baron d'Avaugour, qui jouit en paix du titre de doyen, ceux de Vitré et de Fougères, puis est encore primé par le seigneur de Châteaubriant :

.....
Lilia hinc aurea cum colore rubea ;
Postea Crux nigrata, aureo compilata ;
Aquila nigra volans, in aureo terminans ;
Castrum super Ligeris, qui nuncupatur Ancenis ⁽²⁾.

Dom Lobineau, *Histoire généalogique des barons de Bretagne*, manuscrit déposé à la Bibliothèque de Rennes, indique comme seigneur de Rays le vicomte Gestin, qui signe en qualité de premier témoin laïc, immédiatement au-dessous des évêques, la fondation du prieuré de Batz faite par le duc Alain-Barbetorte, en 952 ⁽³⁾. L'abbé Travers ⁽⁴⁾, rapportant aussi ce même acte, met en note : *Jestinus vicecomes Radesiarum*.

La manière de voir des deux auteurs bretons, qui semble reposer sur la similitude du prénom et l'analogie frappante de la position des personnages, est parfaitement acceptable. En effet, la généalogie

⁽¹⁾ *Histoire généalogique de plusieurs maisons illustres de Bretagne*, par Fr. Aug. Du Paz. Hist. gen. des seigneurs barons de Raiz, p. 203.

Ce nom de Sainte-Croix, supplanté bientôt par celui de Machecoul, ainsi que le blason : *d'or à la croix de sable*, qui s'y rattache, proviennent sans doute de quelque relique insigne rapportée dans les pieux pèlerinages qui précédèrent les croisades. La piété des premiers suzerains en appliqua le vocable à l'*oppidum* dans lequel ils faisaient leur demeure.

⁽²⁾ D. Taillandier, t. II, supp. aux Preuves, col. CLXX.

⁽³⁾ D. Morice, Pr. I, col. 345.

⁽⁴⁾ *Histoire des Conciles de la province de Tours*.

de la première dynastie des sires de Rays démontre l'usage persistant de donner au petit-fils le nom de l'aïeul, ainsi que le prouve la table suivante :

Gestin I, avant 1038.			
Harscoid I, fondateur de la Chaume, épousa Ulgarde.			
Gestin II, Urvoid, Hilaire, Auldroen, plusieurs filles.			
Garsine I	Raoul,	Joscelin	Agnès.
Epousa Béatrix.			
Harscoid II,	Raoul I	Garsire	Agnès la vicomtesse
Ep. Marie Talvaz.			
Harscoid III	Gestin de Prigny		Bernard de Machecoul.
Ep. Etiennette de Montfort.			
Gestin,	Garsire II,	Olivier, Olive, Aaliz	
Harscoid,	Raoul II,	Thiphaine, Aliz	
Eustache			
Epouse Girard Chabot (†).			

Remarquons encore qu'au moment où les actes commencent à devenir plus communs, c'est-à-dire au milieu du XI^e siècle, nous retrouvons les sires de Sainte-Croix signant immédiatement après les grands dignitaires ecclésiastiques, comme le vicomte Gestin en 952, par conséquent dans une situation politique et civile absolument identique.

Ainsi, les deux premières signatures, apposées au bas de la charte de don du monastère de Saint-Cyr de Nantes à l'abbaye du Ronceray d'Angers, par le comte Mathias, comprise entre les années 1038-1041, sont : *signum* † *Rodal-di, vicecomitis* ; *signum* † *Arscuti* (2). L'accord passé vers la même date, entre le comte Budic et l'abbé de Redon Catuallon, nous présente,

(1) Ce tableau généalogique est le résumé de l'excellent travail inédit de M. A. de la Borderie, sur la première maison de Rays. Il constate d'une façon péremptoire l'usage du prénom de Gestin pendant deux siècles.

(2) D. Moricc, Pr. 1, col. 382. — *Cartularium Monasterii Beate Marie Caritatis Andegavensis*, par M. P. Marchegay, s. l. n. d. ln-8°, p. 258.

aussitôt après le seing de l'abbé, celui de : *Harscoid de sancta Cruce*.

Parmi les seigneurs qui accompagnèrent le duc Conan dans le voyage qu'il fit, vers 1058, à la cour de Thibaud de Champagne, son oncle, figure un Ascol (Harscoid), *filio Rodaldi vicecomitis Namnetis* ⁽¹⁾. Or ce Rouaud, vicomte de Nantes, est incontestablement le vicomte de Donges. De grandes affinités de parentés, de possessions et d'alliances unissaient les vicomtes de Donges aux sires de Rays. Seraient-ils de la même race?... Formeraient-ils deux branches de la même famille?... Ne pourrions-nous pas voir dans cette grande maison, d'origine essentiellement nantaise, les sentinelles avancées, gardiennes de l'ordre et des intérêts du pays, par opposition aux nombreux chefs des hordes normandes échelonnés sur les bords de la Loire, au Pèlerin, au Migron, à la Garnache et ailleurs. Les vicomtes de Donges, placés en faction sur la rive droite, les sires de Sainte-Croix ou de Rays en dedans de la rive gauche. Ce n'est pas un simple jeu du hasard que ce rapprochement, qui nous montre Alain-Barbetorte relevant le sanctuaire de Sainte-Marie de Nantes, en action de grâces de sa victoire sur les barbares du Nord, et un siècle après les petits-fils de son compagnon, le vicomte Gestin, érigeant en monastère l'église de Sainte-Marie, située en vue de leur demeure féodale, *ante oppidum Sancte Crucis, cum cimiterio sibi diviso*, avec un cimetière particulier, preuve de son existence antérieure; et, presque en même temps, le vicomte de Donges instituant, près de son castel, le prieuré de Notre-Dame.

Quoi qu'il en soit de cette déduction basée sur l'étude sérieuse et approfondie des chartes du milieu du XI^e siècle, possible, probable si l'on veut, mais non démontrée, revenons à la Chaume.

⁽¹⁾ D. Morice, Pr. I, col. 409. — Bien entendu cet Harscoid de Donges n'est pas le même qu'Harscoid de Sainte-Croix, mais ce n'est pas la seule fois que des noms identiques se retrouvent chez les membres de ces deux familles.

III

LA FONDATION



'ACTE de fondation de la Chaume, ou mieux de *Sainte-Marie de Machecoul*, est bien connu. Il a été publié dans les Preuves des histoires de Bretagne de D. Lobineau et de D. Morice, puis dans le Cartulaire de Redon. Il est donc inutile de le reproduire ici. La qualification de *nobilissimus vir*, qui suit le nom d'Harscoid, désigne un personnage des plus considérables de l'époque. Ce donateur y paraît avec son épouse Ulgarde, ses quatre fils Gestin, Urvoid, Hilaire, Aldroen, offrant son aumône pour le salut de l'âme de son père et de sa mère, la santé de ses fils, de ses filles qui ne sont pas nommées, et la stabilité de son honneur. Les deux chapelles de Sainte-Marie et Saint-Jean, avec leur cimetière spécial, une borderie, le tiers de la Chaume, *tertia parte Chamariae*, le quart d'un arpent de vignes, un pré, un moulin, telles sont les choses que le sire de Sainte-Croix abandonne sans aucune réserve. C'est un don pur et simple, une pieuse largesse, un acte de chrétien accompli, sans la moindre mention de violences à effacer, de crime à expier, de fautes à réparer, comme on le remarque parfois dans les actes analogues. La date est celle-ci : *Acta est hæc donatio, feria quinta, in eodem loco Sancte Marie, pridie nonas Julii, luna VIII^a, anno ab incarnatione Domini nullesimo quinquagesimo quinto* ; ce qui revient au jeudi 6 juillet 1055 ⁽¹⁾.

Le Père Du Pas ⁽²⁾ a publié, lui aussi, d'après le Cartulaire de Redon, duquel, dit-il, il « a pris copie audit an 1595, » une charte de fondation, bien plus longue que la précédente, différente au point de vue de la rédaction et des détails, et qu'il est

⁽¹⁾ *Cartul. de Redon*, p. 264. — D. Lobineau, *Pr.*, col. 172. — D. Morice, *Pr. t. I*, col. 406.

⁽²⁾ *Histoire généalogique de plusieurs maisons illustres de Bretagne*, *Hist. gén. des seigneurs barons de Raiz*, pp. 204-207.

inutile de chercher aujourd'hui dans le Cartulaire édité avec tant de soin par M. A. de Courson. Les frères de Sainte-Marthe reproduisent également ce même acte comme celui de la fondation de la Chaume, mais M. de Brequigny le regarde avec raison comme suspect.

La date est la même : *Patatra denique sunt hec, feria quinta, in basilica Beate Marie nomini dicata, pridie nonas Julii, lunâ octava, anno ab incarnatiâ Domini, milesimo quinquagesimo quinto, Monarchiam Regni Francorum Philippo gubernante, Presulatum vero Nanneticoe sedis Quiriaco providentia regente, et tam donum quam conventionem sigillo proprie authoritatis roborante*. Les témoins sont aussi les mêmes.

Les mots de la fin *et tam donum quam conventionem*, semblent nous permettre de penser qu'il y eut, le 6 juin 1055, deux actes au sujet de la Chaume. Le premier, *donum*, l'acte par conséquent essentiel de la fondation ; le second, *conventionem*, la convention, la sanction ecclésiastique donnée par le chef du diocèse. On y retrouve, en effet, l'influence de l'évêque qui détermine le choix du pieux baron en faveur de l'abbaye de Redon, qui sanctionne le don des deux oratoires (Sainte-Marie de la Chaume et Saint-Jean), soumet le nouvel établissement à Saint-Sauveur. Il ordonne que si plus tard la Chaume est digne d'avoir un abbé, celui-ci soit béni par l'abbé de Redon, et obligé de visiter l'église de Redon deux fois chaque année, le jour de la fête de saint Marcellin, pape et martyr, et le jour de la translation de ses reliques en y montant en chaire, célébrant la messe et traitant splendidement ses frères à table ⁽¹⁾.

(1) *Ut si locus ille divitiis et possessionibus adeo creverit, ut pastor ibi proefici debeat, ex capitulo Rotonensi, electione abbatis et conventus assumatur, et ut obediens illi monasterio, tanquam proprius ipsorum monachus semper existat.... Singulis etiam annis ex jure visitare Rotonensem ecclesiam secundo volumus, in natalicio scilicet beati Marcellini Papæ et martyris, sedet translationis ejusdem cum sacra corporis ejus plaga occidentalis suscipere meruit, ut his tantum diebus, singulari privilegio, verbo doctrine insistat, Missas celebret, mensas etiam fratrum splen-*

Toutefois, l'indication du règne de Philippe I^{er}, roi de France, soulève une grande difficulté, que dom Mabillon signala plus tard sans la résoudre. La date de cette charte, dit-il, n'est pas 1055, comme on l'a éditée, car Philippe n'était pas encore roi. Elle doit être reportée à 1066, année dans laquelle la cinquième férie tombe au second jour des nones de juillet, coïncidence qui n'arriva que cette fois dans l'espace de temps écoulé entre le décès du père de Philippe, et celui de l'évêque Quiriac en 1075 (').

La rectification proposée n'est pas heureuse, car l'abbé de Redon Pérennes, présent à la rédaction de l'acte, étant mort au plus tard en 1061, exclut d'une façon absolue la date de 1066. Le savant bénédictin, préoccupé seulement de l'irrégularité de la date, a proposé l'année 1066, parce que c'est la première du règne de Philippe I^{er} dans laquelle le 6 juillet tombait un jeudi ; tandis qu'il ne lui est pas venu à l'idée que la mention du roi de France devait être le fait d'une interpolation commise à une époque de beaucoup postérieure au XI^e siècle.

En résumé, la fondation d'Harscoid de Rays, telle qu'elle se trouve au Cartulaire de Redon, présente tous les caractères d'une authenticité incontestable ; la confirmation ou la sanction de Quiriac peut, à la rigueur, n'être pas fausse, mais les amplifications ajoutées au texte et la date fautive justifient pleinement l'opinion de M. de Brequigny. Ce document peut fort bien avoir été rema-

dide procurare studeat. . . . — Cet acte se trouve en abrégé au Cartulaire de Redon, § *Monasterii benefactores præcipui*, p. 445.

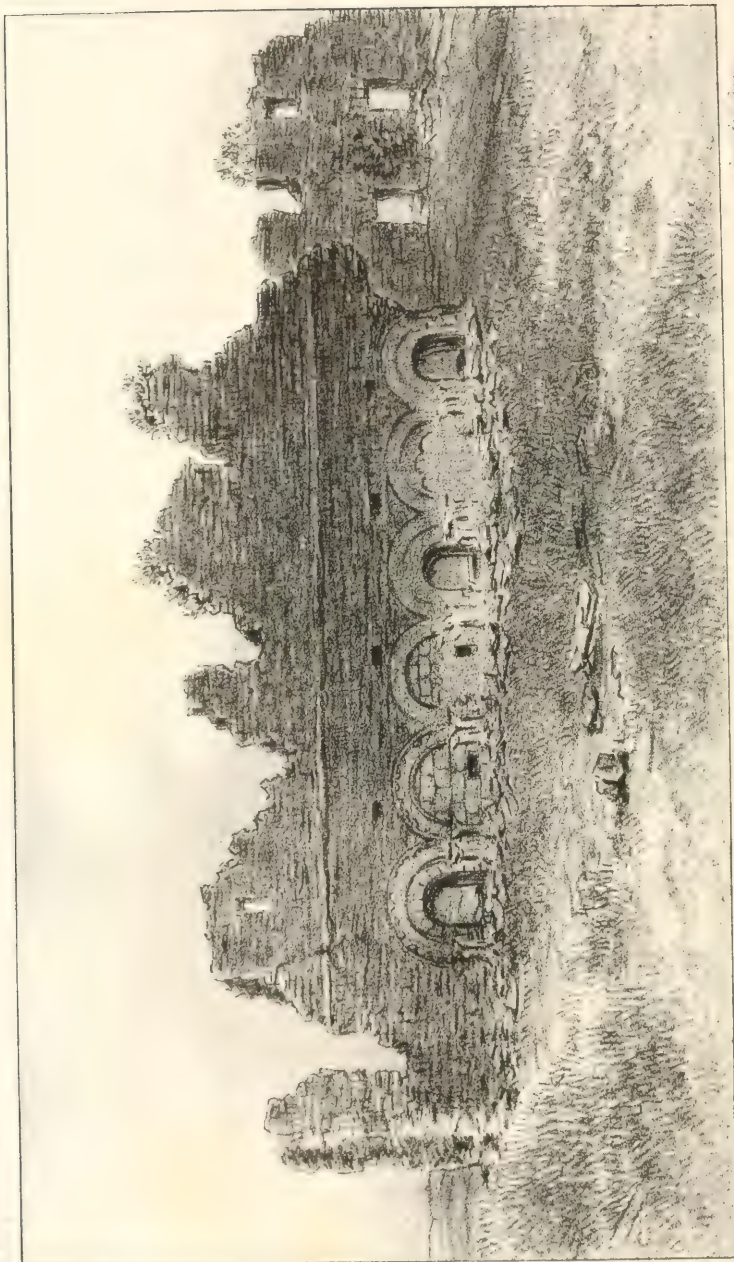
Le choix de ces deux solennités paraît tout naturel, lorsqu'on sait que les reliques du saint Pape martyr avaient été données à saint Conwoyon, premier abbé de Redon, par le Pape Léon IV, 847-855. Dès lors, c'était en effet un privilège, qu'exercèrent longtemps les abbés de la Chaume, ainsi que le dit le R. P. Jousseau dans son mémoire.

(1) *Quæ notæ chronicae non ad annum MLV, ut id editis, quo Philippus necdum rex erat, sed ad annum MLXVI, referendæ sunt, quo anno feria, quinta in secundum nonas Julii incidebat. Quod a morte Henricis regis Philippi patris, usque ad annum MLXXV, quo decessit Quiriacus episcopus, non nisi semel, scilicet predicto anno MLXVI contigit.* — *Annales Ordinis Sancti Benedicti*, t. IV, pp. 676, 677.

RUINES DE L'ABBAYE DE LA CHAUME

1802

Imp. de Bresson



nié au XV^e siècle dans l'intérêt des ducs de Bretagne, ou au XVI^e pour appuyer les protections du parlement et du roi de France à la nomination des abbés, contre les droits imprescriptibles des barons de Rays.

IV

L'ABBAYE



L'ABBAYE de Notre-Dame de la Chaume ⁽¹⁾ s'élevait dans la plaine qui s'étend au Nord-Ouest de l'ancien faubourg de Sainte-Croix, aux rives de l'Océan, voisins de l'Isle de Bouin. Lorsque les seigneurs abandonnèrent leur résidence primitive de Sainte-Croix pour l'imposant château de Machecoul, la petite ville, chef-lieu de leur vaste et riche baronnie, se trouva en quelque sorte encadrée à l'Est par la demeure féodale, et à un kilomètre à l'Ouest, par le monastère.

La construction des bâtiments, dit Ogée ⁽²⁾, eut lieu en 1063. L'aspect des ruines, que nous avons pu reproduire d'après un dessin très imparfait donné à la Société archéologique par M. le docteur Leray, ne paraît pas infirmer cette date ⁽³⁾. Le Musée de l'Oratoire possède un fragment de crédence romane, seul débris de la Chaume, dont l'élégante sculpture dénote qu'un soin tout particulier avait été apporté dans l'ornementation des diverses parties des bâtiments ⁽⁴⁾.

Une pièce importante est celle de la donation de Renaud de

⁽¹⁾ *Culma, la Chaume, les Chaumes*, dénomination qui s'appliquait autrefois aux champs dépouillés de la moisson, qui gardaient seulement la partie inférieure de la tige des épis, et dans lesquels les bestiaux allaient alors pacager. — *Calmense vel Calmariense monasterium sic dictum a Calmaria vico Nanneticoe dioecesis*. Biblioth. nationale, MM. latin 12664.

⁽²⁾ *Dictionnaire hist. et géog. de la Bretagne*, art. Machecoul.

⁽³⁾ Voir la planche 1.

⁽⁴⁾ *Catalogue du Musée archéol. de Nantes*, n° . Ce fragment, recueilli sur l'emplacement même de la Chaume, a été donné par M. l'abbé Rousteau.

Mortestier, souscrite entre 1081 et 1083, alors que Justin II, sire de Rays, succédait à son père *Justino Radesii dominatum jure paterno obtinente* ⁽¹⁾.

Ce Renaud avait mené une vie assez irrégulière. Sentant la mort approcher, il se convertit, pria les moines de venir vers lui, de le recevoir parmi eux, et du consentement de son seigneur Justin, confirma la cession de l'île Candelaman précédemment faite par ses ancêtres. Il y ajouta tout ce qu'il possédait dans la paroisse de Saint-Même, à titre d'héritage paternel ⁽²⁾. Trois jours après avoir reçu l'habit monastique il mourut, et fut inhumé dans le cimetière de Sainte-Marie. Justin de Rays et plusieurs autres témoins signèrent cet acte. Parmi ceux-ci, remarquons : Justin, chargé de l'obédience de Sainte-Marie, c'est-à-dire prieur ; Glemmaroc, qui bientôt allait ouvrir la série abbatiale ; les moines, Payen, Etienne, Robert, Hato, Jarnogon, de Tréal, dont deux arrières-neveux devaient être abbés, et Coessin. En tout neuf religieux, nombre rarement dépassé, et qui viendrait, jusqu'à un certain point, infirmer l'assertion de divers auteurs qui avancent que l'abbaye n'avait été fondée que pour quatre religieux. Ce dernier chiffre, il est vrai, resta souvent au-dessous du complet, surtout à partir du xvi^e siècle. Mais personne n'ignore que parfois les revenus des abbayes furent détournés de leur destination, par les seigneurs et par les abbés eux-mêmes.

Justin est donc le plus ancien prieur connu de la Chaume. De 1092 à 1104, le siège abbatial de Redon fut occupé par un religieux du nom de Justin, vraisemblablement le même personnage. Cette conjecture semble d'autant plus admissible, que c'est cet abbé qui, réalisant le vœu d'Harscoid de Sainte-Croix, érigea

(1) ... *Monachos Sanctis Salvatoris, qui erant in ecclesia Sanctae Mariae de Culmo, ad se venire fecit, et se monachum fieri postulavit...* — Cartulaire de l'abbaye de Redon, p. 245.

L'île de Candelaman, plus tard nommée Bremefen, et dans laquelle se rendit immédiatement le moine Robert, devint un prieuré, que nous verrons en 1450 échangé contre le titre d'abbé de la Chaume.

(2) Telle est l'origine du Prieuré, situé sur la rive droite du Tenu, un peu plus haut que le bourg de Saint Même.

en abbaye régulière le simple prieuré qu'il avait vu établir, puis construire et prospérer par ses soins.

Cette érection doit être placée en 1099, ou tout au plus tard vers les premiers mois de 1100. Toutefois elle ne se fit pas sans difficultés. Lors du Concile, tenu à Poitiers en 1106, les moines de Tournus adressèrent au légat du pape une protestation contre l'abbé de Redon qui, malgré leur vive opposition et leurs instantes réclamations, leur avait enlevé les églises de Machecoul, près la Chaume, pour y établir un abbé (*). Il est impossible de connaître les raisons sur lesquelles s'appuyaient ces religieux, qui avaient bien tardé pour discuter une fondation remontant à quarante-cinq ans au moins. Dans tous les cas, le nouvel abbé fut maintenu dans sa dignité et tous ses droits.

Par la grandeur de ses œuvres et la régularité de ses religieux, qui suivaient d'une façon exemplaire les préceptes et la règle cénobitiques tracés par saint Benoît, la Chaume, jusqu'au commencement du xiv^e siècle, brilla d'un éclat presque aussi beau que celui qui entourait sa maison-mère, la grande abbaye de Redon. C'est ce que nous apprend une trop courte citation des lettres données, vers 1310, par le pape Clément V, en faveur de notre abbaye, lettres aujourd'hui perdues et dont le texte eût été si utile pour son histoire (*).

Pendant le xv^e siècle, ces belles traditions étaient toujours en honneur à la Chaume, dont l'existence calme et paisible se révélé-

(*) *Idem quoque fratres (Tornucenses) proclamaverunt ad nos, super abbatem Rodonensem (Justinum) qui ecclesias de Calma apud castrum Machicol eis aufert, in quibus, eis calumniantibus et contradicentibus abbatem constituit...* — *Recueil des historiens des Gaules et de la France*, t. XIV, 1806, p. 810. — *Nouvelle histoire de l'Abbaye royale et collégiale de Saint-Filibert et de la ville de Tournus, etc...* Dijon, 1733, preuves, p. 138

(*) ... *Rotonensis itaque monasterii cella, non minus sanctitate quam rerum copia nobilis evasit Calmaria, quam Rotonenses ascetæ, Benedictam edocti regulam; eremiticum sectantes vivendi genus ad annum fere 1310 incoluerunt, id docent Clementis V, pontificis litteræ...* *Monasticon Benedict.*, latin 12664, p. 4, Biblioth. nationale, mm.

lait de temps à autre, à la cour de Bretagne, lors de la nomination des abbés. Les ducs, en effet, voyaient avec peine le beau privilège dont jouissaient les barons, et cherchèrent peu à peu à les en dépouiller, en leur adressant des lettres de recommandation pour un candidat de leur choix, ordre déguisé sous une apparence de prière, auquel les seigneurs de Rays ne pouvaient se soustraire.

Une assez longue lacune, dans la liste des abbés, signale la fin de ce siècle. En 1460, le plus ancien aveu connu de la baronnie, rendu par René de Rays au jeune duc François II, ne fait aucune mention du monastère et de la haute prérogative qui y était attachée⁽¹⁾.

Aux Etats, ou parlement général, solennellement ouverts à Vannes le 14 juin 1462, assista l'abbé de la Chaume⁽²⁾.

Le 9 mars 1483, l'abbé de la Chaume, qui n'est pas nommé, assista conjointement avec l'abbé de Villeneuve, à la bénédiction de frère Jehan Goheau, célébrée par Pierre de Chaffault, évêque de Nantes⁽³⁾.

Dans les premières années du xvi^e siècle, le long et orageux procès qui surgit entre les divers héritiers d'André de Chauvigny, mort en 1502, au sujet de la baronnie de Rays, eut de fâcheuses conséquences pour l'abbaye, à laquelle les prétendants nommaient chacun leur créature. Elle retrouva un peu de repos sous la paternelle administration de Jacques de la Porte, que remplaça le premier abbé commendataire, Olivier de Montauban, nommé par le roi de France, auquel allaient bientôt succéder les Gondi, qui n'attachèrent qu'une importance purement nominale à la possession de ce mince bénéfice.

Albert de Gondi, comte et premier duc de Retz, se montra

(1) Arch. départ. de la Loire-Inf^{re}, série E. Aveux de Retz.

(2) *L'Histoire de Bretagne*, par d'Argentré. Paris, 1604, fol. 673, v^o. — C'est la seule mention de la Chaume qui se trouve dans le vieil historien breton. Au folio 57, en énumérant les neuf abbayes du diocèse de Nantes, il ne nomme pas notre monastère.

(3) Travers, *Hist. des évêques de Nantes*, t. II, p. 183.

d'abord jaloux de ses privilèges ; et un grand procès s'engagea entre le Parlement et lui au sujet de la mouvance des abbayes et prieurés de ses domaines.

En 1573 et 1574, il remit à la Chambre des Comptes de Nantes un mémoire concluant « à ce que les abbayes et prieurés
« sont de fondation et dotation de lui et de ses prédécesseurs
« comtes barons de Retz, à ce qu'il soit par ladite Chambre or-
« donné qu'ils seront renvoyés absous des fins et conclusions
« prises par ledit procureur général, leur faisant, en cas de
« saisie, pleine et entière mainlevée du revenu temporel de leurs
« dits bénéfices⁽¹⁾. »

A la date du 15 décembre 1580, les plaidoiries duraient encore, comme le prouve la mention suivante : « Veu la requête
« présentée de la part de M^{re} Albert de Gondy, doyen baron de
« Retz, maréchal de France et chevalier des deux ordres, re-
« montrant que par cy devant il auroit produyt par devant nous
« contre le procureur général du Roy à la Chambre, ou procès
« pendant entre eux touchant les adveuz et dénombrement des
« abbayes et prieurés de ladite baronnye, et que son sac auroit
« esté distribué entre les mains de divers rapporteurs, qui n'en
« auroient encore fait leur rapport, suppliant luy en donner
« bonne et bresve expédition ; la Chambre a ordonné et ordonne

(1) Arch. départ. de la Loire-Inf^{re}. Extrait des Registres de la Chambre des Comptes. Les pièces de ce procès n'existent plus. — Les abbayes étaient celle de la Chaume et celle du Bourg-Notre-Dame, Sainte-Marie de Pornic, qui chacune avaient fourni cinq aveux ; les prieurés, de Saint-Ladre ou Saint-Lazare, Saint-Martin de Machecoul, de Quinquenavant, de Saint-Thomas près Machecoul, du Haut-Perche, de Saint-Blaise, alias Saint-Philbert de Machecoul, le prieuré de Cheméré, le prieuré de Saint-André de Pornic, ceux de Sept-Faux et du Loc, le prieuré de Saint-Viau, de Saint-Léonard de Quiniau et de la Péranche « la prieure de Notre-Dame de Valdemorière, » les prieurés de Saint-Michel de l'Isle, de Saint-Jacques de Prigny, de Saint-Nicolas de Prigny et de « Nostre-Dame-du-Bourg-des-Moutiers, » de Saint-Pierre de Cahouet, de Saint-Etienne-de-Corcoué, etc.

L'abbaye de Blanche-Couronne comptait aussi les sires de Rays parmi ses principaux bienfaiteurs.

« que M^e Raoul Boutin, conseiller et maître rapporteur du procès,
« se trouve prest du procès pour en faire rapport au premier
« jour après les prochaines festes de Nouel. Ainsi signé Verge
« Charreton ⁽¹⁾. »

Malgré les droits acquis et incontestables, Albert de Gondi perdit sa cause, et le roi nomma désormais les abbés, qui durent lui prêter serment de fidélité et rendre aveu à la Chambre des Comptes. Depuis longtemps déjà l'abbaye de Redon n'était plus consultée, et ce fut le pape qui délivra les bulles au nouvel élu, obligé d'acquitter en cour de Rome la somme de soixante-six florins d'or et deux tiers d'un florin.

L'aveu rendu au Roi, le 19 août 1675, par Pierre de Gondi, duc de Retz, entre autres détails sur la Chaume donne le suivant :

« Item sont tenus, ledit doyen (le doyen de Retz, curé de la Trinité de Machecoul), l'abbé de l'abbaye de la Chaulme, les prieurs des prieurés de Saint-Blaise, Saint-Martin, Saint-Pierre de Cahouet, Saint-Michel de l'Isle, et l'aumosnerie de Saint-Nicolas, le tout situé en ladite ville et faubourgs, proche et es environs, de se trouver aux quatre festes annuelles de chacun an, a la fin du disner dudit seigneur duc, estant en présence en son dit chasteau, pour luy dire graces et distribuer aux pauvres ce qu'il luy plaira donner, et ensuite le conduire à vespres, lesquelles ils sont tenus chanter, et à la fin un *libera* ou *De profundis*, avecq l'antiphone et oraison, et est ledit seigneur fondateur patron de tous lesdits benefices... ⁽²⁾ ».

Le mémoire adressé par le Frère Jousseau à un religieux de Saint-Germain-des-Prés, à Paris, lorsque l'ordre de Bénédictins conçut le projet de publier l'histoire de de ses différents établissements en France, vient compléter ces notes trop sommaires.

⁽¹⁾ Arch. départ., série B, 1311, 1578-1581, Registre des Plumitifs, fol. 367.

⁽²⁾ Arch. départ.; Aveu, déclaration et dénombrement du pays, terre et duché de Rais, parie de France, etc... Série E. Aveux.

Il donne sur les bienfaiteurs de l'abbaye, sa juridiction, ses possessions, son aspect et plusieurs usages, des détails d'autant plus intéressants que sans lui ils seraient complètement perdus et ignorés. Bien qu'il renferme des répétitions et des longueurs, autant que possible le style et la forme en ont été conservés.

« Mon Révérend Père,

J'ay tasché de m'acquitter le plus exactement qu'il m'a esté possible de la commission que m'a donnée le Révérend Père Prieur de la Chaume, qui m'a envoyé les lettres que Vostre Révérence lui avoit escrites pour estre instruit des choses les plus considérables de cette petite maison, pour les insérer dans l'Histoire des monastères de la Congrégation. J'adresse à V. R. ce que ma mémoire m'a peu fournir.

Je n'y parle point de la feste de la Dédicace de l'Eglise, parce qu'elle n'en a point de particulière.

Je n'y parle non plus des saintes reliques, parce que il y en a si peu qu'elles ne sont pas considérables. L'on croit seulement qu'il y a une petite partye de la vraye Croix, qui est au pied de la croix d'argent doré qu'on met au grand autel les bonnes fêtes. Il y a aussi une petite particule du chef de saint Guy, martir, qui est dans un petit reliquaire d'argent doré. Les prestres seculiers qui desservaient il y a quelque temps l'abbaye de l'Isle-Chauvet, dédiée à saint André, apostre, nous firent présent d'une petite particule des reliques de ce saint, trouvée dans la sacristie de cette abbaye, présentement occupée par les Pères Camaldules⁽¹⁾. Il y a grande dévotion dans notre eglise, le jour de Saint-André, à cause d'un autel qui lui est dédié, où l'on expose cette reliquo

(1) L'abbaye de l'Isle-Chauvet, située à deux lieues Est de la Chaume, sur les limites du diocèse de Nantes et de celui de Luçon, dont elle relevait. A la suite de l'incendie qu'elle éprouva en 1588, pendant les guerres religieuses, elle fut desservie par des prêtres réguliers, auxquels succédèrent en 1679 les Ermites Camaldules appelés par M^{er} Maupas du Tour, évêque d'Evreux, abbé commandataire.

que l'on a fait enchasser dans une petite statue du saint, qui est de bois doré.

Je ne parle point non plus de notre introduction, car la Société de Bretagne y ayant été introduite en 1618, et cette Société ayant été incorporée dans notre Congrégation, nous leur avons succédé après leur mort, sans faire d'autre concordat.

C'est la Congrégation qui a mis les lieux réguliers dans l'état où ils sont aujourd'hui. Le cloître est tout neuf avec des piliers de belle pierre de grès. Ils ne sont point voutés, mais ils sont fort gais. L'on a changé les dortoirs qui étaient au Nord, et on les a mis dans le logis abbatial qui étoit au Levant. On y a fait neuf chambres, qui sont fort belles, spacieuses, et ont vue sur un très beau jardin qui est celui que M. le cardinal de Retz leur a cédé avec son logis. Il y a encore un autre grand jardin qui est à côté de l'église. On y va du jardin de Monsieur l'abbé, qui est au pied du dortoir. Il y a de très belles allées couvertes et bordées de grands buis, qui ont plus de trente pieds de haut. Il y a un beau verger, rempli de très bons arbres fruitiers, et un très beau vivier d'eau de source, mais qu'on ne peut faire couler ; il a plus de trente pieds de large et plus de cent de long. Il y a aussi des douves, dans lesquelles l'eau de ce vivier communique par une voute qui sert de pont. Le poisson y vit très bien et devient très bon ; le mal est qu'on a de la peine à le pescher dans le vivier. Il y a un grand pré au bout du jardin, que les douves enferment. Il y a de très beaux et bons espaliers autour d'une bonne partie de ce jardin qui est tout enclos. L'église est petite, la nef éclairée d'un très beau vitrail placé au bas de l'église est, entre deux petits collatéraux, le chœur est au fond. Il y a deux autels aux deux costés de la nef, dont l'un dédié à sainte Emérence a été construit par les Pères de la Société ; il est fait de très belles pierres de Combour. Si celui qui lui est opposé étoit fait de même, l'église en serait mieux ornée. Le chœur est lambrissé comme l'église, mais le lambris du chœur est peint à l'huile, aussi bien que les murailles, où nos mystères peints et représentés font un bel effet à la vue. On a fait venir de Paris un très beau

soleil et une belle croix processionnelle avec son baston d'argent. Ils ont fait faire aussi depuis peu trois chappes de ces nouvelles étoffes de soie avec des chasubles et deux dalmatiques.

Je ne parle point de la bulle de Clément V (1305-1313), par ce que je ne l'ai jamais vue, et je me persuade que le Révérend Père prieur de la Chaume aura soin de la demander à Redon.

Je n'ai pu non plus découvrir en quel temps la Chaume s'est séparée de Redon. Je me souviens seulement d'avoir lu quelque vieille pancarte qui m'apprit que l'abbé de la Chaume se devait trouver aux deux solennités de saint Marcellin pour y officier et y prescher, et traiter ensuite la Communauté de Redon à ses dépens.

Pour ce qui est des autres points de la lettre de Votre Révérence, je tasche d'y satisfaire. Les noms des bienfaiteurs de la Chaume, se trouvent dans les adveus qui ont esté rendus aux suzerains ou seigneurs de Bourgneuf, de Pornic et de Mache-coul, que j'envoyai à Paris, il y a neuf ou dix ans, pour les produire au procès contre Madame la duchesse, et qu'on a perdu faute de s'estre servi des titres qui ruinoient entièrement les deffenses dont Madame la duchesse de Retz se servoit contre nous ; ce qui m'a obligé de faire un petit manifeste pour l'instruction de l'avocat, chargé de cette affaire pour la plaider, en conséquence de la requeste civile obtenue à ce sujet. Je prie V. R. de mettre cette pièce entre les mains du Très Révérend Père supérieur général avec celle incluse.

En attendant un petit mot de responce que je vous demande avec instance, et après m'être recommandé à vos saints sacrifices, je demeure,

Mon Révérend Père,

Votre tres humble et très affectionné confrère,

FR. JACQUES JOUSSEAUME, *m. b.*

A St-Florent-le-Vieil, ce 25^e novembre 88 (1688).

Adresse : Au Révérend Père dom Michel Germain, Bénédictin de l'abbaye de St Germain des Prez. A Paris.

L'abbaye de Notre-Dame de la Chaume n'estoit, dans son principe, qu'une simple chapelle de dévotion située dans les Chaumes de Machecoul, que le vulgaire appelloit anciennement les Chaumes de Notre Dame; et depuis elle s'est appelée Nostre-Dame de la Chaume, de *Calma* ou *Calmaria*. Ce dernier nom n'est plus en usage, mais bien le premier, *Domina de Calma*, à cause que cette chapelle étoit dédiée à la Vierge et que Dieu y opéroit d'insignes miracles qui attiroient les peuples de tous costez pour y rendre leurs vœux.

Et chascun souhaitant de se faire enterrer auprès de ce sanctuaire, l'on fist, à la suite des temps, enclore une pièce de terre, pour y servir de cimetière où les seigneurs et dames se faisoient enterrer avec le menu peuple, pour la dévotion qu'ils portaient à ce saint lieu, dans lequel sont présentement les jardins du monastère, où l'on descouvre tous les jours de très beaux tombeaux, de pierre tres blanche et bien polie, remplis d'ossements considérables par leur grandeur.

Ce nom de Notre-Dame de la Chaume étoit anciennement en si grande vénération, que tous les seigneurs qui voulaient favoriser cette maison et augmenter ses domaines de leurs libéralitez, à l'imitation de ses fondateurs, donnaient le nom de fief de la Chaume aux terres et dépendances qu'ils énervoient de leurs domaines pour leur en faire donaison. Et c'est pour ce sujet qu'outre les seigneurs de Machecoul, elle reconnoissoit encore trois autres suserains qu'elle met au nombre de ses bien-faiteurs, sçavoir : les vicomtes de Loyaux, les seigneurs de Bourgneuf et ceux de Pornic.

Ces premiers énervèrent deux dépendances considérables des domaines de leur vicomté, qui est présentement le domaine du Roy, situées en deux paroisses de ladite vicomté, appelées, l'une, N.-D. de Fresnay, et l'autre Sainte-Pazanne; lesquelles se distinguent et se font connoistre par ce nom de fief de la Chaume en la paroisse de Fresnay, et l'autre le fief de la Chaume en la paroisse de Sainte-Pazanne. Lesquelles dépendances consistent en quelques pieces de terre labourables et de prés, appelez pour

ce sujet les prés aux Moines, et le reste consiste en droits de terrage, à la sixiesme gerbe et les droits de dîmes à la dixiesme sur toute sorte de grains. Les religieux se sont maintenus en la jouissance et possession desdites dépendances et de tous leurs droits par le moyen des adveux que les anciens abbés et religieux ont rendu de temps en temps à la Chambre des Comptes de Nantes, qui les inféodent envers le Roy de tout ferme droit de haute, moyenne et basse juridiction sur tous les hommes et sujets desdites dépendances qui ne reconnaissent point d'autres seigneurs que l'abbé et les religieux, et point d'autres juges que ceux qui exercent leur juridiction dans la paroisse de Fresnay au nom desdits abbés et religieux, qui sont reconnus pour seigneurs suserains dans l'étendue desdites deux dépendances, sur lesquelles ils lèvent et appartiennent tous droits seigneuriaux de retraits féodaux, de lods et ventes, de rachapt, quand le cas y eschet, etc ⁽¹⁾.

Les seigneurs de Bourgneuf et de Pornic (fiefs qui appartiennent présentement à Madame la duchesse de Lesdiguières et de Retz), donnèrent autrefois à l'abbaye de la Chaume, sçavoir : les seigneurs de Bourgneuf une dépendance considérable, appelée présentement et de tout temps le fief de la Chaume en Saint-Cyr et Bourgneuf, qui contient les deux parts de ladite paroisse de Saint-Cyr. Dans laquelle dépendance, les anciens seigneurs de Bourgneuf ont maintenus les abbés et religieux dans tous les droits de ladite dépendance sous le nom de fief de la Chaume, comme il appert par les adveux que les anciens abbés et religieux ont rendus à la juridiction desdits seigneurs de Bourgneuf, qui les inféodent de tout ferme droit de juridiction sur tous leurs hommes et sujets dudit fief de la Chaume qui n'en reconnoissent point d'autre que celle que lesdits abbés et religieux faisoient

(1) Le fief de la Chaume en Fresnay, cédé par les religieux moyennant une rente annuelle de 95 boisseaux de seigle, fut uni, en 1681, à la terre de la Salle, érigée en chatelainie pour Henri de Bastelard.

Dans la déclaration des biens ecclésiastiques de la paroisse de Fresnay, fournie en 1791, les rentes en froment dues à l'abbaye de la Chaume, dont étaient titulaires les Bénédictins de Vertou, étaient évaluées à 190 livres de revenus.

exercer par leurs officiers dans le faubourg de Sainte-Croix de Machecoul, qui relève prochainement desdits abbés et religieux, ainsi qu'il appert par les anciens régistres de ladite juridiction et par les anciennes déclarations que les sujets de ce fief de la Chaume, aussi bien que des autres fiefs sous ce nom de la Chaume, ont rendus aux abbés et religieux les reconnaissant pour leurs propres seigneurs et leur juridiction comme leur propre barre. Et quand il y avoit appel des sentences de ladite juridiction, un chacun en appelait aux juges des suzerains d'où relevaient lesdites dépendances de l'abbaye sous la baronnie de Rets ; sçavoir : à Machecoul, ou à Bourgneuf ou à Pornic ; car pour ce qui est de la juridiction des fiefs de la Chaume en Fresnay et en Sainte-Pazanne, on en appelle au Présidial de Nantes, comme au suzerain desdits fiefs ⁽¹⁾.

Les seigneurs de Pornic firent aussi paroistre le respect qu'ils avoient à Nostre-Dame de la Chaume, en lui consacrant aussi une partie de leur domaine qui porte le nom de fief de la Chaume en Pornic, comme il appert par les adveuz que les abbez et religieux rendoient auxdits seigneurs leurs suzerains et bienfaiteurs qui les ont toujours maintenus dans la jouissance du fief de la Chaume en Pornic, avec tout droit de juridiction sur les hommes et sujets dudit fief ⁽²⁾.

Il ne reste plus qu'à parler des seigneurs des Grandes et Petites Aubrays, qui eurent tant de vénération pour la Chaume, qu'ils la choisirent pour leur sépulture, laquelle se remarque par une petite tombe eslevée à deux pieds de terre sous une petite voute

(1) Jean de Machecoul, fils d'Olivier de Bretagne dit de Machecoul et de sa première femme, mort en 1308, est le premier que nous voyons avec le titre de seigneur de Bourgneuf. C'est vraisemblablement à cette époque que le *bourg neuf* remplaça Saint-Cyr, *sanctus Cyricius Rudesiarum*, et devint le siège de cette importante seigneurie. Elle fut réunie de nouveau à la baronnie, en 1403, par le mariage de Marie de Craon avec Guy de Laval, dit de Rays, après avoir été possédée pendant 125 ans environ par des seigneurs du nom de Machecoul.

(2) Pornic, au XI^e et XII^e siècle, eut ses seigneurs particuliers, avant d'être possédé par les sires de Rays.

qui est dans la muraille, sous le degré qui descend du dortoir à l'église. Il n'y a aucune épitaphe dessus ladite tombe, formée par une grosse pierre d'ardoise. Ils ont chargé leur seigneurie des Aubrays de plusieurs rentes et devoirs envers l'abbaye pour satisfaire aux trois services de trois grand-messes chantées, avec les vigiles chaque année par les religieux qui s'acquittent régulièrement de ces services et de trois messes de fondation chaque semaine⁽¹⁾.

L'abbaye n'a aucune prééminence sur les églises de Machecoul, sinon à la cérémonie qui se fait le dimanche des Rameaux, pour l'adoration de la Croix dans le grand cimetière commun, situé dans les Chaumes de Machecoul, et dans le fief de l'abbaye, où les deux paroisses se trouvent avec tout le clergé et le peuple ; les religieux y vont aussi processionnellement, le supérieur revêtu de son aube avec une chappe violette, accompagnée d'un diacre en dalmatique, de deux chantres en chappe et d'un thuriféraire ; où estans arrivez ils se placent entre le clergé des deux paroisses, tenans le milieu. Le diacre, ayant fait bénir l'encens au supérieur, après avoir pris sa bénédiction, chante l'évangile de la bénédiction des Rameaux, à la fin duquel il porte le livre à baiser au supérieur qu'il encense trois fois. Alors les chantres religieux commencent le repons : *Collegerunt*, que tout le clergé poursuit jusqu'au verset, que les chantres de la Trinité antonnent, et ceux de la paroisse de Sainte-Croix chantent la reprise du répons. Cela étant fini, le supérieur baise la croix du cimetière, le premier, les religieux après, puis tout le clergé ; ensuite

(1) Il est assez difficile de connaître aujourd'hui les noms des seigneurs des Aubrays inhumés dans l'église de la Chaume.

Vers le milieu du XV^e siècle, les Grandes Aubrays appartenaient à Roland de Lannion, chambellan du duc, capitaine du Croisic et de Guérande, du chef de sa femme Guyonne de Grezy, dame des Aubrays, fille de Sevestre de Grezy.

Les Petites Aubrays, à la même époque, faisaient partie des domaines de la famille Gouy, vieille maison du pays de Rays, possessionnée en Machecoul, Saint-Même, Sainte-Pazanne, etc..., qui a donné un abbé au monastère de Villeneuve en 1441, dans la personne de Nicolas Gouy du Branday.

chacun s'en retourne en son église pour y chanter la grand-messe.

Ce qui est encore à remarquer en cette petite abbaye, c'est qu'outre toutes les dépendances situées dans les paroisses de la Trinité et de Sainte-Croix de Machecoul, de Saint-Même, de Saint-Pierre de Paulx, de Saint-Etienne-de-Bois-de-Céné, de Bourgneuf et de Pornic, de Fresnay et de Sainte-Pazanne, sous le nom de Fiefs de la Chaume, que les seigneurs fondateurs et bienfaiteurs leur ont donné, non seulement pour immortaliser la mémoire de leurs fondations et de leurs libéralités, mais aussi pour empêcher les contestations à naître entre leurs successeurs et les religieux, au sujet des bornes, limites et autres droits de ces dépendances, et pour en éternaliser la jouissance et possession, sous ce vénérable nom de Fief de la Chaume, les religieux étaient encore, à la mort de leur dernier abbé régulier, arrivée en 1594, dans la jouissance et possession de la troisième partie des rentes et revenus annuels d'un fief appelé vulgairement le Fief Commun, situé dans les marais salans du Pont de la Roche, paroisse de Sainte-Croix de Machecoul, ainsi nommé Commun, parce que tout ce qui lui appartient et en provient se partageait autrefois entre les seigneurs de Machecoul, les abbés et religieux de la Chaume, et les seigneurs de la Cour du Bois ⁽¹⁾, qui en faisaient la recette et en devaient compte comme sergents féodés dudit fief.

Enfin cette petite abbaye ne possède aucune pièce de terre qui ne soit noble et exempte de tout devoir, même du droit de dîmes aux curés des paroisses dans lesquelles elles sont situées ; et tous ceux auxquels on les afferme ne sont sujets à aucun fouage ni à aucun subside à raison des terres de l'abbaye qu'ils font valloir. »

Peu de faits signalent la longue possession du titre abbatial par les Gondi pendant le XVII^e siècle. Dans le cours du XVIII^e surgirent quelques procès sur lesquels nous n'avons pour ainsi dire aucun renseignement, mais qui indiquent l'amointrissement de

(1) Le Bois, en Sainte-Croix de Machecoul, appartenait en 1447 à Jean du Tiercent.

plus en plus sensible des revenus absorbés en grande partie par les abbés commendataires, dont plusieurs ne daignèrent pas même visiter une fois leur bénéfice.

Faute d'entretien, les bâtiments négligés devinrent inhabitables. La manse des moines, insuffisante et obérée par divers emprunts, fut supprimée et réunie à la prévôté de Vertou en 1767. Les ornements de la chapelle, la bibliothèque, les archives composées de cinq liasses formant un total de 804 pièces, y furent transportées. Ce fonds, si intéressant pour l'histoire du pays de Rays, a disparu pendant la Révolution (¹).

La maison de la Chaume, lisons-nous dans la déclaration des biens ecclésiastiques, « consistant en bâtiments, cloîtres, anciens jardins, cours et ménageries, colombier, verger, le tout contenant quatre journaux, est affermée avec 80 journaux de prés, une métairie, moulins, dîmes et terrages, à M. Raimbaud, par bail commencé le 1^{er} janvier 1789, trois mille sept cents francs. »

Quatre journaux, voilà donc la mesure, des terrains occupés par les bâtiments et la clôture.

« Ce ne sont plus que des ruines, à peu près sans intérêt. On y remarque trois enceintes distinctes, closes de leurs murs. Dans la première étaient renfermés les bâtiments et l'église ; dans la seconde était compris le jardin, et la troisième formait la tenue ou la culture pour les besoins de la maison. Ces deux dernières sont labourées.

« Les murs du couvent encore debout avec les ouvertures du

(¹) Arch. Départ., série G, Déclarations ecclésiastiques.

• Lors de sa réunion à Vertou, la Chaume avait cinq constituts. Cette dernière maison en a remboursé deux, savoir : 1,500 ₣ à l'hôpital le 10 juin 1778, un autre de 1,500 ₣ à M^{lle} Couturier, le 30 mars 1779.

« Comme la réunion de l'abbaye est susceptible de retour, on eut mieux fait de les laisser courir.

« Par contrat du 6 septembre 1751, au rapport de Mongin, les religieux avaient emprunté au chapitre de la cathédrale, une somme de 4,000 ₣ dont les intérêts, au denier vingt, furent payés jusqu'en 1788. » — Arch. Départ., Titres de Vertou, cahier... chapitre de Nantes, art. 3, Notre-Dame de la Chaume.

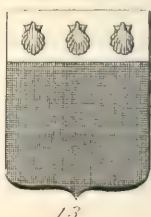
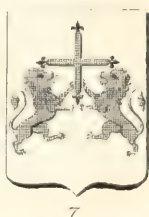
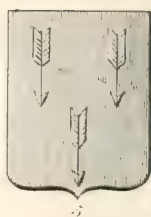
rez-de-chaussée et du premier étage ont encore de cinq à six mètres de hauteur. On reconnaît à peine l'emplacement qu'occupait l'église. Mais aux pierres travaillées qu'on voit çà et là, on pense qu'elle datait du XIV^e au XV^e siècle. On retrouve des caveaux voûtés sous les murs. Le seul objet bien conservé est la fuie, près la porte d'entrée (1). »

A notre époque, M. Orieux écrivait : « Les ruines de l'église présentent des murailles d'un mètre de hauteur ; la forme des contreforts et l'appareil d'un oculus, nous font présumer que ces restes appartenaient à l'église primitive (2) ». Nous sommes complètement de l'avis de notre honorable et laborieux confrère, les restes de l'église indiquaient l'époque romane.

Nous aurons tout dit, en ajoutant qu'une grande cause de l'anéantissement des derniers vestiges de la Chaume, fut l'exploitation à laquelle les livra M. Paimparay, qui en vendit les pierres comme matériaux de construction. La nouvelle église paroissiale de Fresnay est presque entièrement élevée avec les débris des anciens bâtiments du moustiers des sires de Rays. M. Guimberteau, petit-fils de M. Paimparay, vendit à M. V. Ecomard, de Sainte-Pazanne, la métairie de la Chetiverie, sur laquelle se trouvait la Chaume ; et c'est de ce dernier que l'a acquise M. l'abbé Blanchard, ancien supérieur du collège de Machecoul, aujourd'hui chanoine honoraire, supérieur du petit séminaire des Couëts.

(1) Verger, t. II, arrond^t de Nantes, art. Machecoul, mm. de la Bibliothèque de Nantes. M. Verger, qui écrivait ses notes vers 1830, se trompe en indiquant le XIV^e et le XV^e siècle.

(2) *Études archéologiques dans la Loire-Inférieure*, par M. Orieux, Agent-Voyer-Inspecteur. Nantes, 1865, p. 70.



ABBÉS DE LA CHAUME

1100-1792



OM Taillandier ⁽¹⁾ a le premier dressé une série des abbés de la Chaume, en même temps qu'il éditait un travail semblable sur tous les monastères de la province de Bretagne. Il n'est donc pas étonnant qu'elle présente d'assez grandes lacunes et quelques erreurs.

M. l'abbé Tresvaux ⁽²⁾ s'est borné à la reproduire, en y joignant seulement les deux ou trois abbés nommés postérieurement.

M. Haureau ⁽³⁾ n'a pas ajouté grand chose aux citations de ses devanciers. Il a négligé de consulter les riches archives départementales, qui lui eussent fourni pour ses séries abbatiales d'intéressants documents. En effet si, à l'égard d'un monastère dont tous les titres ont été anéantis, nous avons pu donner deux ou trois noms nouveaux, préciser quelques dates et formuler d'assez importantes rectifications, ce résultat, quelque minime qu'il soit, démontre qu'il ne faut plus se borner à recopier les noms donnés par Dom Taillandier, mais que son travail peut être amplement modifié.

Afin d'éviter à cette sèche et aride énumération, la monotonie que présente la liste de ces personnages la plupart peu connus, j'ai indiqué les faits extraits des actes qui me sont passés sous les

(1) *Histoire ecclésiastique et civile de Bretagne*, t. II, pp. CX et CXI.

(2) *L'Eglise de Bretagne*, p. 471.

(3) *GALLIA CHRISTIANA*, in *provincias ecclesiasticas distributa*, *tomum quartum decimum ubi de provincia Turonensi agitur*, condidit Bartholomæus Haureau, Parisiis 1856, col. 851, 852, 853.

yeux, et qui fournissent des détails historiques sur l'antique moustier des Sires de Rays.

Le sceau de l'Abbaye portait au centre un écusson *d'azur chargé d'une croix d'or*, légère variante, ou peut-être simple altération du blason des seigneurs de Sainte-Croix ; et autour la légende : SCEAU DE L'ABBAYE N.-D. DE LA CHAUME ⁽¹⁾.

GLEMAROCH

Glemaroch, successeur de Justin, comme prieur, devint le premier abbé de la Chaume.

Il signa la fondation du prieuré de Frossay, faite vers 1100, par le clerc Urvoid, fils du prêtre Rivallon : « *Glemarochus, abbas Sanctæ-Mariæ de Machicol* ⁽²⁾ ». Sa souscription est encore apposée, en 1104, au bas de la donation faite à l'abbaye de Redon, par le même Urvoid, alors revêtu de l'ordre de la prêtrise ⁽³⁾.

TANGUY

Il signa : « *Tangico, abbate de Culmo* », le chirographe contenant l'accord définitif passé, de 1107 à 1110, entre les abbayes de Marmoutier et de Redon, au sujet du prieuré de Béré ⁽⁴⁾.

GAUTIER

« *Gauterio, Machicolensi abbate* », assista à la réconciliation de l'église de Redon, faite le 23 octobre 1127, par l'archevêque de Tours, Hildebert, en présence du duc Conan, de sa mère Ermengarde, et d'une imposante assemblée de la noblesse et du clergé breton ⁽⁵⁾. « *Gauterius, abbas de Machicol* », souscrivit la donation, faite à Redon, le lendemain 24, par Olivier de Pontchâteau ⁽⁶⁾. Sa signature se trouve encore au bas de la donation

(1) *Armorial général de d'Hozier* ; Bibliothèque Nationale, sect. des manuscrits, pl. III, N° 1.

(2) *Cartul. de l'Abbaye de Redon*, p. 166. — D. Morice, *Pr.* I, col. 504.

(3) *Cartul. de l'Abbaye de Redon*, p. 250.

(4) Arch. dép. de la Loire-Inférieure ; *Titres du prieuré de Béré*. — D. Morice, *Pr.* I, col. 422.

(5) *Cartul. de l'Abbaye de Redon*, p. 399. — D. Morice, *Pr.* I, col. 557.

(6) *Cartul. de l'Abbaye de Redon, Appendice*, p. 392. — D. Morice, *Pr.* I, col. 553. La date 1126 donnée par D. Morice est erronée.

faite, en février 1133 (1134 N. S.), au même monastère, par Guegon de Blain (1).

ALFRED

Alfredus, qui, encore simple religieux en 1131, signa avec plusieurs des moines de l'abbé de Redon, la donation faite à cette abbaye par Olivier de Pontchâteau (2), succéda au précédent.

Alfred ne nous est connu que par l'acte d'association dans lequel Hervé, abbé de Saint-Serge d'Angers, lui accorde le bénéfice des prières de son église, et l'inscription de son nom au martyrologe après son décès. Cette pièce est antérieure au 31 mai 1150, date de la mort d'Hervé (3).

ROBERT

« *Robertus, abbas de Chalma* », assista à la dédicace de l'église de la Benâte, faite par Bernard, évêque de Nantes, en présence des abbés d'Orbestier, de Breuil-Arbaud et de Nieul, entre les années 1150 et 1155 (4).

PHILIPPE

Philippe était abbé en 1184, suivant la charte que nous reproduisons en entier, parce qu'elle sert à rectifier plusieurs erreurs.

Carta Bernardi de Machecollio de prato Marescautiæ et terris apud Paux et Machecollium.

Notum sit omnibus, tam futuris quam presentibus, quod ego Bernardus de Machecollio, divine pietatis intuitu et amore Gau-

(1) *Cartul. de l'Abbaye de Redon, Appendix*, p. 396. — D. Morice, *Pr. I*, col. 554.

(2) *Cartul. de l'Abbaye de Redon, Appendix*, p. 395.

(3) « *Domno Aufredo abbati Beate Marie de Calma, concessit D. abbas Herveus in generali capitulo beneficium ecclesie nostre, et ad finem suum martirologium pro anniversaria commemoratione. Ex obit. Mon. S. Sergii.* » *Biblioth. Nat.*, Dom Housseau, t. XIII, N° 10,046.

(4) *Arch. départ.*, Titres de Buzay, boîte A, liasse 7, N° 37. Don fait à l'Abbaye de Buzay, par Renaud Agnel de la Benâte, croisé.

fridi Mengui, concessi, ad faciendam filiam suam sanctimoniamalem, ecclesie Dei et S. Marie Andegavensis, pratum de Marescautia et unam sextariam terre in saltibus de Paux et aliam in territorio Machecolli, in terra videlicet Radulfi Corsodii, eo concedente et fratribus Gaufridi Mengui concedentibus, scilicet Guillermo et Guerrivo : Salvo tamen meo et ipsius Radulfi jure in perpetuum habendum, videlicet duabus partibus decime, et terragio salvo in terra Radulfi, et in terra mea tota decima salva et terragio ; quas sextarias supradictas Gaufridus Mengui sibi acquisierat. Ne quis concessionem meam infirmare valeat, litteris annotare feci et sigillo meo corroboravi. Hujus rei testes sunt : Ego Bernardus Machecolli dominus, Rollandus Radiensis decanus, Radulfus de Corsot, Guillermus Mengui et frater ejus Guerriz, Raginaldus Serpant, Raginaldus Tedet, Guillermus Menart, Aalar Cornilles, Raginaldus Cornillel, Philippus abbas Calme, Agnes priorissa de Monasteriis Prugné et alii multi. Hec carta facta (est) et recitata ante me in capitulo S. Marie de Calma, secundo die Natalis Domini, anno ab incarnatione Domini MCVIII^o III^o (¹). R. 6, C. 23.

La date, « *in capitulo S. Mariæ de Calma, secundo die Natalis Domini, anno ab incarnatione Domini M. C. VIII^o III^o* », mal interprétée, par Dom Taillandier et ses copistes, a donné 1112. Mais Bernard de Machecoul, fils puîné de Raoul sire de Rays, qui figure parmi les chevaliers bannerets de Philippe Auguste en 1204, vivait incontestablement à la fin du XII^e et au commencement du XIII^e siècle. Il n'a donc pu signer une charte en 1112. Dom Mabillon ne s'y est pas trompé, et cite la date exacte, *octuagesimo quarto, 1184*.

Dom Taillandier et les autres, y compris M. Hauréau, disent : que le savant Bénédictin ne connaît pas d'abbé de la Chaume plus ancien que ce Philippe. Mais Dom Mabillon, ne voulait ni faire une liste, ni même émettre le sentiment qu'on lui prête. Il

(¹) *Melius MCLXXXIV^o*.

(²) *Cartularium monasterii Beatæ Mariæ Caritatis Andegavensis*. In-8°, 280 pp., s. n. d. ni l. ni d., p. 278. CDXLIV.

constatait seulement un fait : dans la suite des temps, le monastère de la Chaume fut érigé en abbaye, et la signature de l'un de ses abbés se trouve au bas d'une charte, etc... « *Processu temporis hoc monasterium erectum est in abbatiam, cujus abbas Philippus inscriptus occurrit in quadam charta, etc.* »⁽¹⁾. »

De plus, ce n'est pas, comme il a toujours été dit, une constitution de dot, accordée par Bernard à sa fille, prenant le voile dans l'abbaye du Ronceray, mais un don fait par ce haut baron, pour l'affection qu'il portait à Geoffroi Maingui, dont la fille se faisait religieuse.

Philippe gouverna l'abbaye fort longtemps.

HAMON

« *Haimo, abbas Calme* », signa deux actes, peu différents l'un de l'autre, par lesquels Bernard, seigneur de Machecoul, permet aux religieux du prieuré de Saint-Martin, de bâtir un bourg et d'y tenir une foire. Ces actes durent être passés vers 1213 ou 1214⁽²⁾.

(*Lacune pendant le XIII^e siècle presque entier.*)

PIERRE LOUYS⁽³⁾

Cet abbé reconnut les droits féodaux et judiciaires du sire de Rays sur son monastère, ainsi qu'il résulte de la mention de l'Inventaire du Trésor des chartes « Copie soubz le sceau royal de la ville de Saint-Jehan-d'Angely, d'une sentence donnée par Philippe de Beaumanoir, chevalier, baillif de Touraine, entre Monsieur Girard Chabot, chevalier, sieur de Rays et de Machecoul d'une

(1) *Annales Ordinis Sancti Benedicti*, t. IV, p. 677.

(2) Arch. départ., série H, Prieurés dépendant de Marmoutier. — L'un de ces actes a été publié par D. Morice, *Pr.*, t. I, col. 541, qui a eu le tort de le placer vers 1120, c'est-à-dire presque un siècle avant sa date réelle, ainsi que le fait également remarquer M. A. de la Borderie dans *l'Inventaire analytique des titres des Prieurés de Marmoutier situés dans l'Evêché de Nantes*, p. 72.

(3) Il existait en Bretagne, plusieurs familles de ce nom ; mais nous ne savons à laquelle appartenait cet abbé.

part et Pierre Louys, abbé de la Chaulme, au nom de luy et de ladite abbaye d'autre, lequel baillif avait été spécialement commis par le roy, et envoyé à Nantes, pour connaître des appellations pendantes entre lesdites parties en la cour dudit seigneur Roy. Et après que ledit abbé au nom dudit couvent, se départit de l'appellation qu'ilz avoient fait de la cour du comte de Bretagne, à la cour dudit sieur Roy, il ordonna que le jugement fait en ladite cour dudit comte pour ledit Monsieur Girard, sortirait son effect. Et est l'acte du jugement donné par ledit sieur comte de Bretagne inséré, par lequel jugement est dit que lesdits religieux et hommes de ladite abbaye, demeureront en la garde justice et obeissance dudit Girard et tiendront de luy tous les fiefz et arriére fiefz et temporalité de ladite abbaye. Ledit jugement dudit comte daté du lundy après la feste de saint Berthelemy apostre (24 août) l'an 1292 ; et la sentence dudit baillif de Touraine, le vendredy apres ladite feste saint Berthelemy, audit an ; et ledit Vidimus du 24^e de septembre 1446. Signé Vallée. V. G. de Feuz (1). »

L'abbé Pierre, mourut probablement deux ans après ce règlement ; du moins la vacance du siège abbatial est constatée en ces termes par « autre vidimus soubz le seel royal de la dite ville de Saint-Jehan-d'Angely, des lettres escriptes par Jehan, abbé de Redon, à Monsieur Gérard Chabot, chevalier, seigneur de Rays et de Machecoul, par laquelle ledit abbé luy mande, que comme il est de coustume que quand l'abbaye de la Chaulme vaque, de nommer troys moynes de ladite abbaye de Redon, desquels ledit abbé de Redon en doit eslire ung s'il est suffisant et capable, pour estre abbé de la Chaulme, et que nagueres ledit s^r de Rays avoit envoyé à Redon aucuns de ses gens, pour faire ladite no-

(1) Archiv. départ., Inventaire du Trésor des Chartes ; Arm. V. cass. D. N° 3. — Le *Cartulaire des Sires de Rays*, publié par M. P. Marchegay, donne sous le N° 113, un acte qui est le même que celui-ci ; le siège de la juridiction seigneuriale était fixé à Machecoul, ou dans le périmètre d'une lieue.

mination, lesquelz ne furent bien advisez ; et pour cela la chose feut prolongée jusqu'a ce qu'il eut fait parler audit sieur de Raiz, lequel ledit abbé prie de bien adviser sur ce fait, et nommer preudes gens et luy en escrire sa volonté. Laditte lettre dattée du jour de la Magdelaine (22 juillet), l'an 1294 ; et ledit vidimus du 24 septembre 1446. Signé Vallée, le Filz (1). »

A la suite de cette citation assez diffuse de l'article de l'Inventaire, il est utile de reproduire la lettre même de l'abbé de Redon ; document « aussi curieux comme orthographe que charmant par le style et par son écriture », dit avec raison M. P. Marchegay, qui nous a fait connaître ce texte intéressant pour la philologie de la langue française au XIII^e siècle.

« A noble home, son ami e seignor, monsor girard chaboz, cher, seignor de reis e de machecou, frere johan, humble abbe de redon, saluz e lui tot.

« Sire, come vous ayez de costume, quant labaye de la Chaume vague, de nomer de nostre abbaye treis moynes, e nos devons eslere un diceux, si il y est renable, a estre abbe de la Chaume ; e, Sire, come vos eussez lautrier envoye a Redon aucuns de voz gens pour fere icelle nomee, les queux nestayent mie mout bien avisez sus ce, si come len nos feseit entendre, e por ce, Sire, nos feimes tant o eux que la chouse fut porloignee juque nos eussions parle ou fet parler o vous, quar nos avons grant fiance que il vos plese que la chouse ange en meillore maniere que a nul de voz genz. Por quey, Sire, nos vos requerons en sopleyant, come ami e seignor, que il vos plese vos aviser sur ce, e nomer prodegent por que nous peussions porveir a la povre abbaye de un prodome, quar grant mester en a.

E, Sire, ceste chouse aureit mester a fere brevement, quar les chouses ne vont pas bien. Por lamor Nostre Seignor, plese vous de ce tant fere que vos y eyez henor e le povre moustier prou, e que Nostre Seignor vous en sache gre. Vostre nomee, Sire, vous plese nous rescrire, e les nos enveyer par le portor de ceste

(1) Archiv. départ., Invent. du Trésor des Chartes. V. D. N^o 7.

lettres, ou par autre si vos veez que meauz seit. E, Sire, a ceste supplicacion e requeste vos fere, e a vostre volante en oir, nos establissons frere Jame, nostre moyne, priou de Seint Nicholas, e le priou de Frocay, nos alloez, ou un diceus dous si amedous ni poayent estre.

Ce fut donc le jor de lundì avant la feste de la Magdalene, en l'an de grace mil e dous cenx e quatre vinz e quatorze ⁽¹⁾. »

Original en parchemin, jadis scellé sur simple queue.

NICOLAS DE TRÉAL

Cet abbé, que les catalogues disent avoir été tuteur des enfants d'Olivier Le Roux en 1322, et vivant encore en 1324, appartenait à une ancienne maison de Bretagne, possessionnée dans les évêchés de Saint-Malo, Nantes et Vannes, portant pour armoiries : *de gueules au croissant burelé d'argent et d'azur*. (Pl. III, N° 2.)

Proche parent de Raoul de Tréal, évêque de Rennes en 1364, Nicolas eut pour successeur sur le siège abbatial, un membre de sa famille; et, déjà parmi les religieux de la Chaume cités plus haut 1081-1085, se trouve un de Tréal.

Nous avons deux actes, ayant rapport à lui.

« Sachent tous que nous, Girard Chabot, sire de Rais et de Machecou, avons baillé et baillons nostre garanne de conniz dudit Machecou et la Chaume à religieux homme et honneste frère, Nicholas de Treal, aabé de la Chaume, à tenir garder et explecter à sa vollonté, sans vendre, tant comme il vivra aabé de la Chaume, tant seulement en la manière que nous pouron alé jouer quand nous plaira ou ceux de nostre compaignie, et aussy nostre principal hair, o arcz, o chiens et bastons, sans autres garnemens, par quoy ladite garanne soit grevée. Et doit ladite garanne tourner à nous o tout son amandement, tel comme pourra avoir

(1) *Revue de Bretagne et de Vendée*; avril 1879, « Vingt lettres missives originales et inédites du chartrier de Thouars », p. 264.

Frossay, canton de Saint-Père-en-Retz, arrondissement de Paimbœuf. Le prieur de Saint-Nicolas était vraisemblablement celui de Saint-Nicolas de Redon, relevant directement de cette abbaye.

fait ledit Nicholas, quitement, sans débat, après son décès ou son département de la Chaume; et des maintenant à ladicte garanne, tant que ledit Nicholas la tendra, reservons à nous la justice a fere et les grousses amandes, tant seulement o toute nostre seignourye. Et ces convenances volons promettons tenir et garder en bonne foy pour nous et pour les nostres sans venir encontre, donné tesmoing Nostre sceau; et requérons que le sceau des contratz de Nantes soit exposé a ces lettres en greignour tesmoing. De tout ce nous Jacques Souboys, garde dudit sceau des contractz, a la requeste dudit seignour, avons a ceste lettre ledit sceau des contractz appousé. Ce fut faict et donné le jeudy après la saint Micheau en Montegargane l'an de grace mil troys cens vingt et ung. »

On sait combien le droit de chasse était prisé par les seigneurs du moyen âge, jaloux de se livrer seuls à ce plaisir défendu sous les peines les plus sévères à leurs vassaux. Cette concession est donc une preuve des bonnes relations et de l'amitié qui existait entre le chatelain et le supérieur des religieux. Les garennes bien moins étendues que les forêts, n'étaient en général peuplées que de petits animaux, tels que lièvres, lapins, perdrix, faisans. Cependant une charte d'Edouard III, roi d'Angleterre 1326-1377, décide que le chevreuil est un animal de garenne et non de forêt⁽¹⁾.

De son côté, l'abbé reconnut la bienveillance de son seigneur par l'acte suivant :

« Comme Noble Homme, Monsour Girart Chabot, seignour de Rais et de Machecol, par son don et par sa grace aet volu et veus-je que Messire Nicholas de Tréal, en celui temps aabé de la Chaume, eusse gardasse et esplectasse à ma volonté, sens vendre, sa garanne d'entre Machecou et la Chaume, non pas comme aabé ni en nom de ladite Abbaye, durant le cours de ma vie tant

(1) *Les eaux courantes*, par Lucas Championnière, p. 64. « *Videtur tamen justiciariis et consilio domini regis, quod caprioli sunt bestie de Warennæ et non de foresta.* »

seulement comme je demoure abbé de la Chaume tant seulement. Sachent tous que je ny puis ne doy, ne autre en nom ne par raison de ceste baillée ni de ladite abbaie rien demander après ma mort ou mon département de la Chaume, ne empescher que lui doit retourner quitement et senz nul delay à la main et a la sezone doudit seignour, o tot son fet et son amendement, et si aucun en y avoit fait après mon décès ou mon département de la Chaume. Et sy ledit seignour reserve en pouvoir aler jouer o ceux de sa compaignie, o chiens et bastons et arcez et auxi son principal héritier, senz a nos garnemez qui puissent ladite garanne grever. Item a reservé ledit seigneur la justice a faire des mesfessans et les grosses amandes de ceux qui sont accusez ou prix par moy ou par mes gens durant le temps dessus divisé. Et en tesmoing de ce, ge ay donné a Monseignour dessusdict, cestes lettres scellées dou sceau dont len use a la Chaume, pour abbé et couvent, o l'assentement de mes compaignons. Et a plus grand fermeté, ge soupley et requiers que le sceau des contractz de Nantes, soit en tesmoing de cette chouse a cestes lettres appousé ⁽¹⁾. »

Nicolas de Tréal, jouit pendant sept ans seulement du droit de chasse dans la garenne de Machecoul, car en 1328, il fut transféré sur le siège abbatial de Saint-Melaine de Rennes, où il mourut en 1357.

MICHEL DE TRÉAL

Michel de Tréal, parent et peut-être frère du précédent, lui succéda en 1328, et était encore abbé en 1336.

JEAN DE TAILLEFER ⁽²⁾

Cet abbé appartenait à une très honorable famille de Dol et de

(1) Ces deux pièces sont empruntées à un vidimus de l'an 1667, d'après les originaux déposés à la Chambre des Comptes, aujourd'hui Archives départementales de la Loire-Inférieure, faisant partie du fonds Bizeul à la Bibliothèque de Nantes.

(2) Avant cet abbé, tous les catalogues placent un PIERRE TOUYAC, « qui

Saint-Malo, portant pour armes : *de gueules à trois fers de lances d'or* (Pl. III, N° 3), il occupa le siège abbatial de 1351 à 1374 et peut-être plus longtemps.

THOMAS RUFFIER

Thomas Ruffier, abbé de la Chaume en 1386, appartenait à une famille ancienne des évêchés de Saint-Brieuc, Saint-Malo et Dol, portant : *d'azur semé de billettes d'argent au lambel de même* (Pl. III, N° 4).

Geoffroy Ruffier, de la même famille, « bien amé et féal escuyer » d'duc François II, était, en 1486, lieutenant de Nantes, aux gages de « cent livres monnoye par chacun an ⁽¹⁾. »

JEAN LARCHER

Jean Larcher, régit l'abbaye de 1391 à 1402, suivant les catalogues, et eut pour successeur le suivant, qui de même que lui n'a laissé à l'histoire que le souvenir de son nom.

ANDRÉ LARCHER

André Larcher tint la crosse abbatiale de 1402 à 1411.

Ces deux abbés, très proches parents l'un de l'autre, sans qu'il soit possible cependant de savoir au juste à quel degré, appartenaient à une vieille famille bretonne, portant pour armoiries : *de gueules à 3 flèches tombantes d'argent 2, 1*. Devise : LE COUP N'EN FAULT (Pl. III, N° 5).

En 1471, Pierre l'Archier ou l'Archer, l'un des vaillants chevaliers du duc Conan IV, fut tué en défendant la ville de Fougères

plaidait, comme abbé de la Chaume, contre Girard Chabot, sire de Rays, en 1346, suivant une sentence rendue sur cette affaire, par Philippe de Beaumanoir, chevalier, bailli de Touraine, le 24 septembre. » Or, c'est tout simplement une mauvaise interprétation de la date de l'acte de 1292, relatif à l'abbé Pierre Louys, dont un copiste étourdi a mal lu le nom et copié la date du vidimus, pour celle de l'acte même. D'ailleurs, Philippe de Beaumanoir fut bailli de Touraine à la fin du XIII^e siècle et non au milieu du XIV^e. Il faut donc nécessairement rayer ce nom de Pierre Touyac.

(1) Archiv. municip., série EE, carton, capitaines et lieutenants.

contre les Anglais. Jean-Chrysostome l'Archer, comte de Tourraillé, mestre de camp de cavalerie, chevalier de Saint-Louis, eut entre autres enfants : Isidore-François l'Archer, né le 12 mai 1740, enseigne de vaisseau, tué en 1759, sur la frégate *la Calypso*, en défendant l'entrée de la rivière de Brest contre les Anglais (1).

ANDRÉ DE LORME

André de Lorme, fut nommé en 1413, par le sire de Rays Guy de Laval, ainsi que le prouve l'analyse qui suit :

« Acte fait par Raoul abbé de S. Sauveur de Redon et du couvent de ladite abbaye, par lequel il atteste et confesse que toutes-fois et quantes que l'abbaye de nostre Dame de la Chaulme, membre dépendant de Rhedon, est vacante, il appartient au seigneur de Rays de nommer et présenter audit abbé de Rhedon trois relligieux profes de ladite abbaye, affin que lun deux au choix et election dudit abbé de Rhedon, avec le conseil du couvent, soit institué et ordonné abbé de la Chaulme, et que lesdits seigneurs de Rays sont en possession paisible dudit droit, et que le dernier, pénultieme et antepenultieme abbé de la Chaulme ont été receuz par ses predecesseurs abbez de Rhedon, à la presentation et nomination des seigneurs de Rays, qui ont esté pour ce temps ; et que ayant nagueres ladite abbaye de la Chaulme vacquée par le décès de frère André Larcher, ledit abbé de Redon, auroit élu et pourvu à la nomination et présentation de Guy, lors seigneur de Rays, frère André de Lorme. Datté du 5 aoust 1413 et scellé de deux sceaulx (2). »

Nous n'avons aucun détail sur cet abbé, qui peut-être appartenait à une famille du comté nantais, parmi les membres de laquelle figurent : Pierre de Lorme, vivant en 1388, seigneur de

(1) *Dictionnaire de la noblesse*, par M. de la Chesnaye-Desbois ; etc., etc....

(2) Arch. départ., Arm. V, Cass. D, N° 6.

la terre de la Mauguitonnière en Maisdon, et Marguerite de Lorme dame de Liancé, en Orvault, en 1475.

GUILLAUME

Abbé en 1418.

DENIS

Abbé en 1421.

Nous n'avons rien sur ces deux abbés.

JEAN GROILARD, OU GIRESART

Le catalogue de D. Taillandier indique ici un Jean abbé de la Chaume en 1428 et 1436. Ainsi que M. Hauréau, nous sommes porté à croire que c'est Jean Giresart.

Un acte du 2 mars 1449 (1450 V. S.), inséré au Cartulaire des sires de Rays, nous apprend que Jean Giresart, abbé de la Chaume, échangea son bénéfice, pour le prieuré de l'île Bremaisen, avec Alain Loret. L'abbé de Redon conféra à celui-ci la dignité abbatiale, mais seulement après avoir constaté que le seigneur de Rays, Prégent de Coëtivy, amiral de France, avait approuvé cette permutation dès le 9 février précédent.

Cet acte, parfaitement explicite, obligerait donc à rayer du catalogue, Nicolas de Tréal en 1446, Jean-Louis Le Roux en 1448 et Jacques Rousseau en 1453, sur lesquels, du reste, les catalogues ne donnent aucun détail.

ALAIN LORET

Alain Loret, encore abbé de la Chaume en 1456, était fils de Pierre Loret, conseiller du duc Jean V et sénéchal de Broerec en 1418, et de son épouse Jeanne de Neuville. Il portait pour armes : *d'argent au sanglier rampant de sable* (Pl. III, N° 6) (*).

(*) Un Alain Loret était abbé du monastère de l'Île-Chauvet, au diocèse de Luçon en 1468. Comme dans les documents suivants, il est seulement question de la vacance de l'abbaye de la Chaume, sans mention de la mort de l'abbé, peut-être pourrait-on en inférer que c'est le même personnage qui avait échangé son abbaye ?....

GUILLAUME JEHANNO

Les Archives départementales possédaient jadis un acte du 25 juillet 1456, signé par Yves le Seneschal, abbé de Redon, et dont nous n'avons plus que la mention analytique portée à l'Inventaire (1). L'abbé « déclare que le seigneur de Rays, suivant le droit de patronnage qui lui appartenoit, en l'abbaye de la Chaume, toutesfoiz qu'elle est vacante, il luy auroit présenté trois des religieux de ladite abbaye de Redon, afin d'en pourvoir celui qui serait le plus profitable : scavoir frère Yves le Mercier, prieur du bourg des Moustiers, Jacques Ruaigier, prieur de l'Isle et Yves le Pourceau secretain de ladite abbaye de la Chaume; et néanmoins ladite presentation, n'auroit encores pourveu à la collation de ladite abbaye, auroit différé de ce faire, en partye pour ce que l'ung desdits religieux nommés en icelle presentation, estoit au voyage de saint Jacques en Galice (2). »

Cette présentation n'eut pas de suite ainsi que le constate la lettre de Pierre II, duc de Bretagne, à André de Laval, sire de Loheac, baron de Rays.

« De par le duc,

« Tres cher et tres amé cousin et féal, nous avons sceu comment en faveur de nous, vous avez présenté a beau cousin le legat, notre bien amé et feal conseiller, maistre Guillaume Jehanno, secretain de Redon, a l'abbaye de la Chaume, obtenir, dont de vous suymes tres contans, et vous en mercyons. Si vous

(1) *Arch. départ.*, série E 243 (registre). — Le même dépôt, série E 247, cassette 108, contient : « l'Inventaire de divers titres extraits du Trésor des Chartes à la requête d'Albert de Gondy, duc de Retz. Le N° 524 de ce dernier inventaire donne la note suivante, qui se rapporte évidemment à la nomination de Jehanno : « Une nomynation et presentation faicte par André de Laval, sire de Rays, et de Machecoul, à l'abbé de Redon, de l'abbaye et moustier de Notre-Dame de la Chaume, le 21 avril 1456, attachées a une provision et institution faite par ledit abbé de Redon d'icelle abbaye de la Chaume a la présentation susdite, en date du 9 mai 1457. »

(2) *Arch. départ.*, arm. V, cass. D, N° 2. — Cet acte était signé : Y. abbé de Redon et scellé.

prions que a maire fermeté, icelui maistre Guillaume veuillez presenter a l'abbé de Redon, affin que, sur icelle abbaye de la Chaulme, nulli ne puisse donner audit maistre Guillaume aucun empeschement. Et ce faisant vous nous ferez singulier plaisir. Tres cher et tres ame cousin, le saint esprit soit garde de vous. Escript en nostre ville de Nantes le xxvj^e jour de juillet.

PIERRE (1). »

Il y avait, on le voit, de graves compétitions, et les plus puissantes influences étaient mises en jeu pour obtenir la crosse abbatiale. Guillaume Jehanno, qui est cité dans les Conclusions du Chapitre de l'Eglise cathédrale de Nantes, à la date des 27 janvier et 7 février 1457 (1458 N. S.), avait été également chargé des intérêts de l'abbé et du monastère de Redon, à l'encontre du chapitre de la Collégiale de Notre-Dame, lors de la translation du prieuré de Toutes-Joies dans la rue de la Petite-Notre-Dame. Il ne jouit pas longtemps de sa dignité, car il mourut cette même année 1458.

Guillaume Jehanno portait pour armoiries : *d'argent à la croix fleurdelisée de sable soutenue par deux lions affrontés de même* (Pl. III, N° 7).

JEAN DE SAINT-GUEDAS

La famille ducale, jalouse sans doute de la haute prérogative des puissants barons, semblait chercher à s'immiscer dans le choix du sujet, en intervenant par ses recommandations. C'est du moins la pensée que fait naître la lettre d'Artur de Bretagne, comte de Richemont, dont il ne reste plus que la mention analytique, trop succincte, inscrite à l'Inventaire, et par laquelle ce prince « remercie le sieur de Raiz de ce qu'il avoit présenté

(1) Cette lettre missive, porte pour adresse : « A notre tres cher et tres amé cousin et féal le sr de Loheac marechal de France. » *Arch. départ.*, série E, 77, cassette 29.— Elle donne seulement à G. Jehanno la qualité de *secretain* de Redon, ce qui nous fait croire que la désignation de secrétaire du roi, portée dans les listes de D. Taillandier, Hauréau et Tresvaux, est fautive.

Jehan de Saint-Guedas, avecques autres pour être pourveu de l'abbaye de la Chaulme, par l'abbé de Redon, et le prie tenir la main que ledit Saint-Guedas en soit pourveu nonobstant la poursuite que en faisoit pour son neveu ledit abbé. Ecrit à Redon, le septieme jour d'avril non millesimé (1458 ?). Signé Artur (¹). »

Nous ne savons rien de plus sur cet abbé qui appartenait à une famille du diocèse de Saint-Brieuc, portant pour armoiries : *de sable à 12 étoiles d'or, 4.4.4* (Pl. III, N° 8).

(*Lacune pendant la fin du XV^e siècle.*)

RAOUL GESLIN

Frère Raoul Geslin était issu d'une maison d'ancienne chevalerie du diocèse de Saint-Brieuc, portant pour blason : *d'or à 6 merlettes de sable, 3.2.1* (Pl. III, N° 9).

Il fut maintenu en possession de son abbaye, malgré les démarches de son compétiteur frère Mathurin de Chauvigny, proche parent d'André de Chauvigny, baron de Rays, mort en 1502, essaya de le supplanter et en appella au Conseil de Bretagne, qui à la date du 4 septembre de la même année, rendit l'arrêt suivant :

« Mandement dirigé aux Juges de Nantes, impétré de la part du procureur général, contre M^e Mathurin de Chauvigny, non originaire de ce dit pays, et suppozant que par les indulz de cedit pays, n'est loisible ne permis aux alienigènes tenir bénéfice en cedit pays, sans tout premier en avoir congié et licence du prince, et pareillement treicter les subgetz en icelluy, en autre lieu que cedit pays, en matière possessoire après y avoir esté intentée; et que neanmoins ledit de Chauvigny en y contrevenant a fait convenir en court de Romme, frère Raoul Geslin, originaire de cedit pays touchant labaye de la Chaulme, neanmoins le proceix intenté en conseil par avant ces heures. Sur quoy a esté deffendu audit de Chauvigny, de non le trecter en cour de

(¹) Cet acte portait le N° 5, de la Cassette D de l'Armoire V.

Romme, a peine de diz mil escuz et autres peines arbitrables, avecques prandre de corps ledit de Chauvigny, et celui qui fist savoir ladite citation en cour de Romme (1). »

JEAN DU PLEISSEIX

Ce religieux était abbé en 1506, mais il fut débouté l'année suivante.

JEAN COUTELIER

Jean Coutelier prend le titre d'abbé en 1507.

LOUIS DE SAIGES

Louis de Saiges ou d'Aiges tenait la crosse abbatiale en 1513.

L'abbaye de la Chaume ressentait alors les fâcheux effets produits par la mort du baron de Rays, André de Chauvigny, en 1502. Ce riche et puissant seigneur étant décédé sans enfants, nombre de prétendants surgirent pour entrer en possession de la Baronnie. Parmi eux figurent les de la Tremoille, le sire du Plessis-Guérif, les de la Lande-Machecoul, etc... De longs et ruineux procès furent entamés, les archives du château enlevées et pillées par chacun des prétendants, qui voulant faire acte de possession nommait ses adhérents. C'est ce qui explique les compétitions et les nominations qui eurent lieu pendant le premier quart du XVI^e siècle.

JACQUES DE LA PORTE.

Frère Jacques de la Porte, présenté par le baron de Rays, à la nomination de l'abbé de Redon, le 1^{er} octobre 1519, ne fut pas agréé de ce dernier, qui lui opposa frère Antoine Geoffroy, élu en 1516 et maintenu postérieurement par lettres de la Chancellerie du 18 juillet 1522.

Mais Jacques de la Porte appella de cette décision au Conseil, le 23 juillet, et gagna sa cause (2).

(1) Arch. départ., série B., reg. de la Chancellerie, 1502, fol. 111.

(2) *Hist. de Bret.* — D. Lob. Pr. II col. 1622. « Présentation par Tanguy Sauvage, baron de Rais, seigneur du Plessis-Guérif et de Machecou, de la

Le 15 octobre 1543, « humbles religieux et dévotz orateurs, « Révérend père en Dieu frère Jacques de la Porte, humble abbé « de ladite abbaye du benoist moustier de Nostre-Dame de la « Chaulme, frère Jaroceau, secrétaire d'icelle, frère François « Cyphye, recepveur de ladite abbaye, frère Thomas Hurtin, « frère Jean Picard, les tous prebstres et religieux de ladite « abbaye », réunis en chapitre dans leur couvent, rédigèrent l'aveu et dénombrement des terres, rentes et héritages qu'ils tenaient « prochement et noblement de Monseigneur le Daulphin de Viennois, duc de Bretagne, en et soubz sa court et juridiction de Loyaulx », pour le présenter à la Chambre des Comptes ⁽¹⁾.

Le 13 novembre de la même année, l'abbé de la Porte prêta « serment de fidélité au Roy pour cause du temporel de son abbaye ⁽²⁾ ».

Le 20 janvier 1555, M^e Nicolas Chatellier, docteur en droits, délégué par l'archidiacre de Nantes, pour visiter les églises du climat ou doyenné de Rays, constatait que l'abbaye, alors sous saisie et fort mal menée, devait compter dans son personnel cinq religieux prêtres et un novice ⁽³⁾.

Le 22 mai 1556, Jacques de la Porte rendit aveu pour son monastère et son église à Jean d'Annebaut, baron de Rays ⁽⁴⁾; et vers les premiers jours de juin « renouvela au Roy son ser-

personne de frère Jacques de la Porte, pour être pourvu de l'abbaye de la Chaulme, à notre Saint Père le Pape et à l'abbé de Redon, duquel dépend l'abbaye. — Les registres de Chancellerie, auxquels les historiens bretons ont emprunté ces citations, manquent aujourd'hui dans l'intéressante série conservée aux Arch. départ. de la Loire-Inférieure.

(1) Arch. Départ. de la Loire-Inférieure; Domaines ecclésiastiques. Aveux de l'abbaye de la Chaume.

(2) Arch. Départ. de la Loire-Inférieure; Reg. des hommages, B 1008, fol. 52; B 1009, fol. 58.

(3) Arch. Dép. de la Loire-Inférieure; Visite du climat de Rays; Macheoul, « CALMA; retulerunt dicti monachi quod deberent esse quinque prubiteri et unus novicius. Dicta abbatia est in saesina et male tractatur ».

(4) Arch. Départ.; Aveu du pays, terre et duché de Rays, par Messire Pierre de Gondy, rendu le 19 août 1675, magnifique manuscrit in-folio, relié en velours vert.

ment de fidélité, par Messire Olivier de Montauban, son procureur spécial, pour raison du revenu et temporel de ladite abbaye tenu prochement en fief admorty à devoir de prières et oraisons (1) ».

La Chaume, dit frère Jousseau, est très redevable à cet abbé qui la gouverna pendant quarante ans et maintint toujours avec fermeté les droits que lui contestaient les seigneurs de Rays. Il les obligea de recevoir ses aveux, d'admettre et de reconnaître sa haute, moyenne et basse juridiction sur tous les hommes et sujets relevant des fiefs de la Chaume.

Jacques de la Porte fut le dernier abbé nommé par les barons de Rays; il mourut à Nantes pendant les troubles suscités par les protestants et sa mort, continue notre auteur, fut célée à ses religieux, afin de les empêcher de procéder à une élection (2).

Jacques de la Porte appartenait à une famille originaire du Poitou et bien connue en Bretagne, de laquelle est issu le maréchal duc de la Meilleraye, et portait pour armoiries : *de gueules au croissant d'hermines* (Pl. III, N° 10).

OLIVIER DE MONTAUBAN

D'après D. Taillandier, cet abbé fut député vers la cour de France par les Etats de Bretagne tenus en 1567. Le 27 avril 1558, il prêta au roi son serment de fidélité, renouvelé le 10 juin 1560, et dont voici la mention : « Révérend pere en Dieu, Messire Ollivier de Montauban, abbé de Notre-Dame de la Chaulme, évesché de Nantes, fait au roy le serment de fidélité pour raison du revenu et temporel de ladite abbaye, sans préjudicier au seigneur baron de Rays, dont il dict ladite abbaye estre prochement tenue, à prières et oraisons, en fyé amorty dont il a esté pourveu, par le

(1) Arch. Départ.; Reg. des hommages, B 1010, fol. 177.

(2) Frère Jousseau, dans son historique, donne la date de 1563 comme celle de la mort de l'abbé. Mais il y a là certainement une erreur, puisqu'il lui accorde quarante ans de prélature à partir de 1519, ce qui nous conduit à 1559 ou 1560, date exacte que confirme le serment de fidélité de son successeur, prêté cette même année.

roy, puis deux ans derniers, et sans prejudice du procès pendant entre ledit baron de Rays et ledit de Montauban ⁽¹⁾ ».

Comme on le voit, c'était le roi de France qui avait nommé, se substituant ainsi pleinement aux droits réels des représentants du fondateur. Le 19 décembre 1564, Olivier renouvela son serment à peu près dans les mêmes termes ; et l'article suivant d'un des registres plumitifs de la Chambre des Comptes donne la date de sa mort : « La saesie est apposée sur les fruits temporels et revenus de l'abbaye de la Chaulme, au diocèse de Nantes, vacante par le déceix de deffunt M^e Olivier de Montauban dernier abbé ; et pour regir les fruits, la Chambre a commis M^e Michel Lorient, à présent fermier du domaine de Nantes. Du 13 juin 1569 ⁽²⁾ ».

Monsieur de Montauban, archidiacre de la cathédrale de Nantes, nous dit frère Jousseau, obtint l'abbaye en cour de Rome, *per obitum*. Il en afferma le temporel à un marchand de Machecoul, auquel il abandonna les droits de lods et ventes sous la condition qu'il paierait les gages des officiers de la juridiction pour en continuer l'exercice.

Le 22 mai 1561, l'abbaye de la Chaume était visitée par Tous-saint de Laval, vicaire général d'Antoine de Crequi, évêque de Nantes, qui rapporte en ces termes le procès-verbal de sa visite :

« Nobilis et circumspectus vir Dominus Olivérius de Montauban, abbas commendatarius, abbatie de Calma, abest.

« Nomine cujus comparuit frater Johannes Datin, sacrista, qui dixit eundem dominum abbatem teneri ad integrum officium singulis diebus diurnum et nocturnum.

« Frater Franciscus Syphie.

« Frater Julianus Le Flave, dyaconus, qui interrogatus confessus fuit se antea religiosus fuisse monasteris de Bourgneuff, nullamque obtinuisse dispensationem pro commutatione voti.

(1) Arch. Départ. Reg. des hommages. Série B. N^o 1009, fol. 91 et 101 ; B 1010, fol. 182 et 191.

(2) Arch. Départ. Série B. 1300, 1568-1569. Reg. plumitifs de la Chambre, fol. II^c XXXIII.

« Johannes Brechard, presbiter.

« Petrus Remaud, presbiter.

« Mathurinus Jollain, clericus.

« Legatum en eadem ecclesia per defunctum N... Pellerin, de una mina in hebdomada, in plena dispositione dicti abbatis obtinet et desservit dictus Syphie.

« Retulit nobis dictus Syphie debere esse quinque monachi in eadem abbatia ex antiqua fondatione, présentes sunt tantum duo, et duo presbitari seculares ⁽¹⁾ ».

Cette visite du 22 mai 1561 et la date du décès d'Olivier, antérieure seulement de quelques jours au 13 juin 1569, indiquent positivement que le serment de fidélité prêté au roi le 19 avril 1561, par un *Louis* de Montauban, est le fait d'une erreur de copiste, qu'il faut lire Olivier et rayer ce Louis de Montauban ⁽²⁾.

Pendant la régence de cet abbé eurent lieu les deux faits suivants.

Chacun sait qu'avant la patriotique institution de l'Hôtel des Invalides, par Louis XIV, les vieux soldats blessés ou amputés étaient envoyés dans les abbayes et monastères. Mais, presque toujours, ces hommes, considérés comme une charge inutile et gênante, n'obtenaient ni les soins ni les égards dus à leur position honorable et malheureuse.

C'est ce qui arriva, en 1565, à Rolland Papin, « religieux et

(1) Arch. Départ., G. 43. Liber visitationis R. In C. P. D. D. Antonii, Dei gracia episcopus Nannetensis, in Climate Ultraligeris, fol. 42 et 48. L'abbaye de la Chaulme ; anno Domini 1561, die vero vigesima secunda maii, etc....

(2) Le registre des hommages B 1008, fol. 89, Arch. Départ., dit : « Révérend Père en Dieu Messire Louis de Montauban, abbé de N.-D. de la Chaulme, fait au Roy le serment de fidélité qu'il doit et luy est tenu faire pour raison des revenus et temporel de ladite abbaye qu'il tient à prières et oraisons, en fief amorty sous la juridiction de Nantes, et sans préjudicier aux droits du seigneur d'Annebaut, baron de Rays. 19 avril 1561. »

Les registres de la même série B 1009, fol. 104 et B 1010, fol. 194 reproduisent une mention identique. Mais en présence de nos deux dates 22 mai 1561 et 13 juin 1569, il n'y a qu'une explication possible, celle de la substitution, par un copiste étourdi ou maladroit, du nom de Louis à celui d'Olivier, et par conséquent il faut rayer Louis de Montauban.

frère lay ou oblat de la Chaume », suivant lettres du roi, et obligé d'intenter un procès à l'abbé pour être admis dans le couvent.

Après maints et maints exploits qui s'échangèrent, depuis 1565 jusqu'en 1576, c'est-à-dire pendant l'espace de onze ans, l'abbé fut condamné à payer et continuer de solder à l'invalidé tant qu'il vivrait « quatre solz par jour. »

L'abbé étant décédé, Papin, qui ne savait à qui s'adresser, eut recours au fermier de l'abbaye, appelé Francisque. Nouveau procès, à la suite duquel celui-ci, condamné à payer par le présidial de Nantes la pension et les arrérages depuis sept ans et sept mois, fit intervenir le nouvel abbé, qui à son tour appela de cette sentence.

Papin, soutenait-il, devait montrer trois choses pour être moine lay : 1^o la fondation royale ducale, ou comtale ; 2^o les lettres à lui expédiées sous le grand sceau ; 3^o qu'il « a esté rendu estropiat, et reçu playes en guerre pour le service du Roy. » Que d'abord l'abbaye de la Chaume n'est ni de fondation royale ou ducale, mais bien des barons de Rais ; qu'ensuite, le poursuivant n'a pas de lettres du roi, mais seulement un titre de provision qui dit qu'il en a, et en troisième lieu, qu'il « n'appert qu'il soit aussi blécé. »

Le malheureux soldat répondait à ces subtilités « que ladite abbaye est fondation royale, et que le Roy a ce droit de régale de pouvoir pourvoir d'un moine et frère oblat. Qu'il avait des lettres, mais qu'il les a perdues, et que la sentence de provision dont est cas, donnée par le substitut du procureur général du Roy, est fondée sur les dites lettres ; quant aux plaies, il montre sa personne qui en porte témoignage. » Le baron de Retz intervint également. La sentence du présidial fut maintenue, 29 septembre 1577, sans préjudice de ses droits, et un conseiller reçut l'ordre de descendre à la Chaume, pour savoir combien elle renfermait de religieux et comment s'y faisait le service divin (*).

(*) *Mémoires recueillis et extraits des plus notables et solennels arrêts du Parlement de Bretagne*, par du Fail. Rennes, 1579, p. 186.

Le second fait arrivé pendant la prélature d'Olivier de Montaiban, qui vraisemblablement, de même que ses prédécesseurs et successeurs, ne résidait guère à son abbaye, est relatif à la dégradation d'un prêtre. Il n'y avait pas d'exemple à Nantes d'une exécution semblable depuis Pierre Maclerc, c'est-à-dire au moins depuis trois siècles et demi, dit l'abbé Travers ⁽¹⁾, auquel nous empruntons les détails qu'il nous a transmis à ce sujet.

Le 26 janvier 1568, l'évêque de Nantes, Philippe du Bec, assisté de l'évêque de Luçon, Jean-Baptiste Tiescelin, et du doyen de Nantes, Antoine de Saint-Marsal, les deux premiers en habits pontificaux, le dernier en costume de chanoine, procédèrent, dans la salle de l'évêché, où le présidial de Nantes avait fait conduire le coupable, à la dégradation de frère Jean d'Astin, prêtre religieux, sacriste de l'abbaye de la Chaume. Le greffier criminel du présidial lut d'abord l'arrêt du Parlement du 19 janvier 1568, qui ordonnait la dégradation et confirmait la sentence du présidial du 24 décembre 1567.

« L'évêque commença la cérémonie par une exhortation au coupable, qui était à genoux et revêtu des habits sacerdotaux. Il les lui ôta l'un après l'autre et le déclara dégradé et déposé *ab officio et beneficio* par les canons pour toujours. L'évêque déchargea sa conscience de la procédure criminelle contre d'Astin, et en chargea le parlement ; il livra ensuite le coupable aux juges présidiaux, en leur recommandant d'user de clémence à son égard.

« La sentence fut exécutée le même jour ; d'Astin fit amende honorable, audience tenante, en chemise, tête nue, une torche ardente de trois livres à la main ; il fut ensuite tenaillé aux deux mamelles, conduit sur l'échafaud en la place du Bouffay, où il fut tenaillé de nouveau en quatre autres endroits de son corps, mis à la torture d'escarpins, pendu, étranglé et son corps brûlé. Ce misérable, avec d'autres complices, avait abusé d'un jeune homme,

(1) *Histoire des Evêques de Nantes*, t. II, p. 401. — Le registre de l'évêché, duquel Travers a extrait cette curieuse procédure, n'existe plus.

et pour en avoir le consentement et l'obliger au secret l'avait tellement brûlé par tisons de feu, ou fers rouges, qu'il en était mort quatre jours après. Astin demanda son renvoi à la Cour qui lui fut refusé ; il en appela ensuite au Parlement qui confirma entièrement la sentence du Présidial de Nantes. »

Olivier de Montauban appartenait à une branche cadette de cette puissante famille bretonne dont une branche était fixée dans le comté nantais. Olivier possédait les seigneuries du Goust, le Mas, le Port-Durand, Rochefort-sur-Sèvre, etc... Elle portait pour armes : *de gueules à 7 macles d'or, 3.3.1. au lambel d'argent de 4 pendants* (Pl. III, N° 11).

HENRY DE RASTELLI

Au décès de leur abbé, nous apprend frère Jousseau, « les religieux s'estant assemblés esleurent le vénérable frère Henry de Rastelly, lequel soustint les droits de son abbaye avec beaucoup de vigueur, jusques à sa mort qui arriva en 1594. Il laissa par son testament plus de seize cent escuz d'or, dont il destinoit une partie à la construction de son mausolée. Mais, ayant nommé pour exécuteur de son testament l'intendant du seigneur Albert de Gondy, premier duc de Rets, ledit seigneur s'empara de tout l'or, l'argent, les meubles du deffunt, et le mausolée est demeuré à faire. On a seulement mis une tombe de pierre commune sur son corps qui est au pied du balustre du grand autel ».

Dom Taillandier indique Henri de Rastelli comme abbé de la Chaume en 1579, d'après un acte de l'église de Quimper, et nous n'avons sur lui aucun autre renseignement. Sa famille cependant ne devait pas être étrangère au comté nantais, car parmi les chanoines de la collégiale de Notre-Dame de Nantes, se trouve, de 1411 à 1416, Jean Rastelli.

Henri mourut au commencement de l'année 1594, après avoir occupé le siège abbatial pendant vingt-deux ans ⁽¹⁾.

(1) *Le véritable manifeste de la fondation de l'abbaye de la Chaume*, Biblioth. nat., Mss. (latin 12680), p. 3.

PIERRE DE GONDI (1)

Frère Jousseaume nous apprend que les religieux de la Chaume furent « empêchez de s'assembler pour procéder à l'élection d'un abbé ». Le cardinal Pierre de Gondi, comte de Joigny, seigneur de Villepreux, et évêque de Paris, frère d'Albert de Gondi, duc de Retz, obtint l'abbaye en cour de Rome et en prit aussitôt possession.

Pierre de Gondi congédia les juges de la juridiction de la Chaume, et en confia l'exercice aux officiers de la juridiction de Machecoul, complètement à la discrétion du duc de Retz (2). Cette mesure porta le plus grand préjudice au monastère, et lui causa par la suite une perte de plus de cinq cents livres de rente annuelle; elle fut l'origine du procès intenté à la duchesse de Lesdiguières, dont il sera parlé plus loin.

Le Cardinal voulut imposer aux religieux des règlements que ceux-ci refusèrent d'accepter; et plutôt que de s'y soumettre, ils quittèrent l'abbaye, dans laquelle ils furent remplacés par « six seculiers, tant prêtres que clercs, qui servaient de chapelains au duc de Retz, et vinrent s'établir dans le logis abbatial ». Il afferma tout le temporel de l'abbaye, se réservant le casuel, dont il confia la recette au receveur du duc de Retz, qui la fit toujours depuis cette époque. De sorte, ajoute Frère Jousseaume, « que Madame la duchesse s'est imaginé que cette recette a toujours été faite au nom des seigneurs de Machecoul, ses prédécesseurs, et non point au nom des quatre abbez, ses oncles, qui se sont succédés les uns après les autres à ladite abbaye. »

Le cardinal Pierre de Gondi, fils d'Antoine de Gondi, seigneur

(1) Les Catalogues placent ici un Claude-Etienne Nouvellet, abbé en 1594, qu'il faut nécessairement rayer, d'après les documents nouveaux et inédits que nous avons sous les yeux.

(2) La juridiction de la Chaume s'exerçait publiquement dans une des maisons du marché de la ville de Machecoul nommée le Porche. (Monasticon Bénédictinum, latin 12680, mm. Biblioth. nationale).

du Perron, et de Marie de Pierrevive, gouvernante des enfants de France, naquit à Lyon en 1533 et mourut à Paris le 17 février 1616, âgé de quatre-vingt-quatre ans. Il tenait en commende les abbayes de Saint-Jean des Vignes, de Saint-Crespin de Soissons, de Saint-Aubin d'Angers, de Saint-Martin de Pontoise, de Sainte-Marie de Champagne et de Lespau au diocèse du Mans (1).

La maison de Gondi, originaire de Florence, avait pour armoiries : *d'or à 2 masses d'armes de sable, posées en sautoir, liées de gueules*. (Pl. III, N° 12).

M. Hauréau omet à tort Pierre de Gondi dans sa liste des abbés de la Chaume. Corbinelli et le Père Anselme ne citent pas non plus ce monastère au nombre des riches bénéfices possédés par le cardinal, qui en eut cependant la jouissance depuis 1594 jusqu'en 1616, et non 1606, comme le disent D. Taillandier et l'abbé Tresvaux, ce qui nous oblige à rayer encore Olivier de Montauban, second du nom, inscrit comme abbé en 1615, par ces deux derniers auteurs.

HENRI DE GONDI

Henri de Gondi, fils d'Albert de Gondi, premier duc de Retz, pair et maréchal de France, général des galères, et de Claude-Catherine de Clermont-Vivonne (2), succéda à son oncle Pierre de Gondi en 1616. Il laissa les choses dans l'état où il les trouva, et confirma la commission donnée aux receveurs du duc son père pour la perception des droits féodaux de son abbaye.

En 1618, deux ans après sa prise de possession, il rétablit dans

(1) *Histoire généalogique de la maison de Gondi*, par M. de Corbinelli ; *Histoire des grands-officiers de la couronne*, par le P. Anselme, t. III, etc.

(2) Claude-Catherine de Clermont-Vivonne, une des femmes les plus spirituelles et les plus accomplies de son temps, avait épousé en premières noces Jean d'Annebaut, baron de Retz, de la Hunaudaye, etc., fils de Claude d'Annebaut, maréchal de France, et de Françoise de Tournemine. A la mort de son mari, elle reçut à titre de douaire la pleine propriété de la baronnie de Retz qu'elle apporta en dot à Albert de Gondi, en faveur duquel cette terre fut érigée en duché-pairie en 1581.

le monastère de la Chaume la règle de saint Benoît en y introduisant des religieux de la société de Bretagne, et congédia les prêtres que son oncle y avait placés. Il régla les pensions de ces religieux sur le chiffre du revenu temporel, et, désireux de les faire participer au casuel, il donna ordre au receveur de son père, chargé de cette recette, de compter aux moines la somme annuelle de trente livres, qui fut régulièrement payée depuis 1618 jusqu'en 1675, date du refus fait par les officiers de la duchesse de Lesdiguières de continuer à servir cette rente.

Henri de Gondi ne figure ni sur la liste de D. Taillandier, ni sur celle de l'abbé Tresvaux. M. Hauréau l'indique comme abbé depuis 1596 jusqu'en 1622, c'est-à dire pendant vingt-six ans. En réalité, il ne jouit du titre d'abbé de la Chaume que pendant six ans, de 1616 à 1622, date de son décès, arrivé au camp du roi devant Béziers, le 13 août de cette dernière année. Il était alors âgé de cinquante ans, évêque de Paris, cardinal depuis 1618, et possédait en commende les abbayes de Buzay et de Saint Jean des Vignes de Soissons.

JEAN-FRANÇOIS DE GONDI

Jean-François de Gondi, frère puîné du précédent et premier archevêque de Paris, eut également l'abbaye de la Chaume en commende, et ne changea rien au mode de perception des revenus de sa communauté qu'il posséda pendant trente-deux ans. Il mourut à Paris le 21 mars 1654, âgé de soixante-et-onze ans, titulaire des abbayes de Saint-Aubin d'Angers, de Saint-Martin de Pontoise, prieur de Montlean et d'Aulnay.

JEAN-FRANÇOIS-PAUL DE GONDI

Jean-François-Paul de Gondi, damoiseau souverain de Commercy, prince d'Euville, fils de Philippe-Emmanuel de Gondi, comte de Joigny, général des galères, et de Françoise-Marguerite de Silly, naquit en octobre 1614, et était neveu des deux abbés précédents. Bien connu sous le nom d'archevêque de Corinthe et

de coadjuteur de Paris, il fut promu au cardinalat en 1652 et mourut le 24 août 1679, âgé de soixante-cinq ans. Il possédait en commende les deux abbayes bretonnes de Buzay, Quimperlé, et s'était démis en 1671 de celle de la Chaume, qu'il avait gardée pendant seize ans.

Ce fut lui qui laissa aux religieux la jouissance du jardin et du logis abbatial dans lequel ces derniers construisirent « neuf chambres fort raisonnables et belles du dortoir, dans la longueur et la largeur dudit logis, qui ont l'aspect du côté de l'Orient et du jardin qui est carré et fort grand. Il donna mille écus pour aider à refondre les quatre cloches et refaire le clocher pour les mettre (1) ».

C'est ici que doit prendre place l'incident du long procès, engagé par l'abbaye contre la duchesse de Lesdiguières, au sujet des lods et ventes et de la rente de trente livres dont il a été parlé. La duchesse invoqua la possession immémoriale des officiers de la seigneurie, et les religieux, malgré leur bon droit incontestable, perdirent leur cause et furent condamnés aux dépens. La Bibliothèque nationale possède la copie d'un long factum, probablement rédigé par frère Jousseau et dont nous citerons seulement les dernières pages qui résument assez bien l'ensemble de ce mémoire (2) :

« On aurait pu répondre que ce temps immémorial ne pouvait être véritable, puisqu'il commença dès l'an 1594, que cette illustre famille des Gondi entra en jouissance de l'abbaye de la Chaume, dont elle demeura maîtresse pendant l'espace de soixante-seize années, pendant lesquelles les seigneurs abbés de ladite famille en ont eu la possession. Le premier desdits seigneurs abbés, après en avoir pris possession, fit cesser, de son autorité, l'exercice de la juridiction de l'abbaye, en congédiant

(1) Mémoire de frère Jousseau.

(2) Le véritable manifeste de la fondation de l'abbaye de Notre-Dame de la Chaume et des devoirs et droits seigneuriaux qui y sont affectés par son fondateur. *Monasticon Benedictinum*, latin 12680, mm.

les officiers établis par les abbés réguliers ses prédécesseurs, et en obligeant ses sujets à reconnaître la juridiction de Monseigneur le duc de Retz son frère. C'est ce qu'on appelle maintenant *temps immémorial*, moyen dont se sont servis les seigneur et dame de Retz pour faire débouter les religieux de ce droit de juridiction.

« Ce fut ce même seigneur cardinal abbé qui entra en jouissance des droits de lods et ventes, à la manière qu'en avaient joui ses prédécesseurs abbés ; mais ne pouvant en faire lui-même la recette, il en chargea le receveur du duc de Retz son frère, nommé Danisy. Cette commission se prouve par les acquits qu'il a donnés des sommes versées pour ledit droit de lods et ventes, au nom dudit seigneur cardinal abbé. Cette commission ayant été approuvée par chacun des trois seigneurs abbés, ses neveux, qui lui ont succédé dans ladite abbaye, les uns après les autres, il s'ensuit que cette recette a dû être faite au nom desdits trois seigneurs abbés, et non point au nom des seigneurs de Machecoul qui ont succédé à Monseigneur Albert de Gondi, premier duc de Retz, qui avait trouvé bon que le sieur Danisy, son receveur général, fit la recette en particulier de ce droit de lods et ventes au nom du seigneur cardinal Pierre de Gondi son frère, et de Monseigneur le cardinal de Retz son fils, qui lui succéda immédiatement après sa mort, et entra en la même jouissance de ce droit de lods et ventes. Cette jouissance se prouve par le commandement qu'il fit au receveur, de payer annuellement sur les deniers de cette recette la somme de trente livres aux religieux de la Chaume, qui leur fut régulièrement payée pendant six ans, que ledit seigneur cardinal fut abbé. Cette somme de trente livres continua d'être payée par les receveurs des seigneurs de Machecoul, pendant trente-deux ans que Monseigneur Jean-François de Gondi, archevêque de Paris, son frère, en eut la jouissance, laquelle ayant passé à Monseigneur le cardinal de Retz, son neveu, il eut la bonté de ratifier tout ce que ses deux prédécesseurs avaient ordonné au sujet du paiement de cette rente de trente livres, provenant de la recette des droits de lods et ventes

que continuaient de faire les officiers des seigneurs et dames de Machecoul, en vertu de la première commission que leur en avait donnée Monseigneur le cardinal Pierre de Gondi, abbé en l'an mil cinq cent quatre-vingt-quatorze. Laquelle commission ayant été ratifiée, comme il a été dit, par chacun de ses trois successeurs abbés, à leur entrée en ladite abbaye, il s'ensuit, par une conséquence incontestable, que la recette de ce droit de lods et ventes a dû être faite au nom desdits seigneurs abbés, et non au nom des seigneurs de Machecoul, puisque la continuation du paiement des trente livres s'est toujours faite sans interruption depuis mil six cent dix-huit jusqu'en mil six cent soixante-dix-sept, des deniers de ladite recette et non point des deniers desdits seigneurs et dames de Machecoul, qui n'auraient point approuvé que les seigneurs abbés de la Chaume eussent chargé leur recette du paiement annuel de ladite somme de trente livres ; ce qui est encore une preuve certaine que lesdits seigneurs et dames de Lesdiguières ont été abusés par leurs officiers, qui leur ont persuadé que l'abbaye de la Chaume n'avait jamais eu aucun droit de juridiction sur les hommes et sujets de l'abbaye, puisque de temps immémorial les sujets les reconnaissaient pour leurs propres seigneurs, et la juridiction de Machecoul comme leur propre barre, et par conséquent que les droits de lods et ventes qu'on recevait sur les dépendances de ladite abbaye leur appartenaient légitimement, et non point aux abbés et religieux de la Chaume qui n'ont aucun droit de juridiction sur les suites des dépendances de l'abbaye.

« Voilà la croyance dans laquelle étoit feue Madame la duchesse de Retz, lorsqu'elle défendit à ses officiers de continuer le paiement de ladite somme de trente livres, attendu qu'elle étoit persuadée que c'étoit une charité, et non pas un droit, qu'on avoit toujours fait aux religieux de la Chaume, qui, s'en pouvant passer présentement, ne leur devoit point être continué.

« Mais Madame ayant été désabusée de cette erreur par le raisonnement que je lui fis de la vérité de ce droit de lods et ventes et du paiement de ladite somme de trente livres, qui leur

avait été continuée depuis mil six cent dix-huit jusqu'à la mort de Monseigneur le cardinal, en mil six cent soixante-dix-sept ; elle me demanda si j'avais des actes authentiques concernant les preuves de tout ce que je lui avais avancé au sujet de la jouissance et possession du droit de lods et ventes que nous prétendions appartenir à l'abbaye de la Chaume, et au sujet du droit de juridiction que nous prétendions avoir sur les hommes et sujets des dépendances de l'abbaye. Luy ayant répondu que nos archives en étaient remplies, ce fut pour lors qu'elle me dit agréablement, en me mettant la main sur l'épaule : « Soyez persuadé, Père Procureur, que je ne veux point mourir avec du bien de l'Église, ny laisser à ma famille un bien qui ne m'appartient pas. Je vous demande seulement que vous me fassiez connaître la vérité sur ce droit de lods et ventes, et la création de cette rente annuelle de trente livres que mes officiers vous ont payée depuis un si longtemps, suivant leurs journaux de mises. » Et en me congédiant elle eut la bonté de m'exhorter à y travailler au plus tôt.

« Mais mon travail a été inutile. La mort nous enleva cette pieuse et généreuse princesse pour la récompenser de ces saintes intentions de nous rétablir dans la jouissance des droits de notre abbaye, dans lesquels ses prédécesseurs, les anciens barons de Retz, et même Monseigneur Albert de Gondy, son grand-père, nous avaient maintenus, pendant plus de soixante années qu'il avait vécu, puisqu'il trouva bon que son receveur général fit la recette particulière de ce droit de lods et ventes au nom de Monseigneur le cardinal Pierre de Gondy, qui avait succédé au dernier abbé régulier de l'abbaye.

« Mais j'ai lieu d'espérer que Madame la duchesse de Lesdiguières, qui jouit présentement de ce droit, entrera dans les sentiments de feu Madame la duchesse sa mère, après avoir reconnu la vérité que ce droit appartient légitimement à l'abbaye de la Chaume, et qu'elle ne voudra pas engager sa conscience pour un bien qui ne lui appartient pas ».

Les dernières lignes laissent deviner l'issue de ce procès. La

duchesse de Lesdignières résida fort peu au château de Macheoul, démantelé par ordre de Louis XIV. Dans ses mains, comme dans celles des de Villeroy, le duché de Retz ne fut plus qu'une terre régie par un intendant, et les religieux ne purent opposer aucune entrave à l'usurpation commise par les officiers de la juridiction ducale.

GUY DE LOPRIAC

Nommé sur la démission du précédent, Messire Guy de Lopriac de Coëtmadeuc prit possession du siège abbatial en 1670. « Il est très honneste homme, écrivait F. Jousseau, et passe pour docte ; aussi est-il docteur de Sorbonne et chantre de la cathédrale de Quemper-Corentin. Il fait beaucoup d'estime des religieux de son abbaye ; c'est aussi tout ce qu'ils peuvent espérer de lui ».

Celui-ci, clerc tonsuré du diocèse de Rennes, reçut donc des bulles de nomination du Pape. Le 17 avril 1671, il nomma pour son procureur spécial, écuyer Jean Bourdin, conseiller du roi, auditeur de la Chambre des Comptes de Bretagne, qui le 31 mai se rendit dans la salle du chapitre de la Chaume. Là, « en présence des Révérends frères Jean Hermier, prieur ; Gilles Le Moulner, sous-prieur ; Corisante Cormier et Félix de Renusson, les tous religieux, » il lut les lettres apostoliques, et prit possession de l'abbaye au nom du nouveau dignitaire (1).

Le 17 septembre de la même année, il prêta au roi son serment de fidélité « pour raison du temporel de ladite abbaye avecq ses appartenances et dépendances, qu'il tient et relève prochainement du roy en fief amorty à devoir de prières et oraisons, sous la juridiction de Nantes (2) ».

Messire Guy de Lopriac de Coëtmadeuc, conseiller et aumônier de la reine, docteur en Sorbonne, abbé perpétuel et commenda-

(1) Arch. de l'Evêché. Reg. des Insinuations, du 20 février 1670 au 18 août 1678.

(2) Arch. Départ. Reg. B. 1008, fol. 379.

taire de l'abbaye de Notre-Dame de la Chaume, ordre de Saint-Benoît, rendit aveu au roi le 23 juillet 1678, pour tout ce que l'abbaye possède sous la vicomté de Loyaulx ⁽¹⁾.

Le procès-verbal des visites faites au climat de Retz, par l'archidiacre de Nantes, en 1689, contient, au sujet de notre monastère, l'intéressante mention que voici ⁽²⁾:

« Notre Dame de la Chaume, de l'ordre de Saint-Benoît, en la nomination du Roy, sise à un quart de lieue de la ville de Machecou, en allant d'icelle à Fresnay, consistant en une grosse maison conventuelle, dans laquelle il y a un prieur, sous-prieur, un procureur et quatre religieux reformés dudit ordre, et en une belle église, cours, jardins. Plus en fiefs, juridictions et rentes, plus en trois metairies en cette paroisse, prés, marais salants; et en dixmes en cette paroisse, celles de la Trinité, de Saint-Cyr, de Fresnay, de Sainte-Marie de Pornid, de Sainte-Pazanne, de Saint-Mesme et du Bois de Cené, tant pour l'abbé que pour les religieux, pouvant valoir cinq mille livres; dont on a dit que la part de l'abbé étoit affermée 1500 livres à un fermier qui payoit outre ladite somme les décimes ordinaires et les aumosnes. Et que ladite abbaye estoit chargée de tout l'office ordinaire des Abbayes, et d'une aumone annuelle de 158 boisseaux de bled, seigle, jarosse et feuves mesure de Machecou; laquelle aumosne se paioit aux receveurs du Bureau des pauvres des deux paroisses de Machecou. . . »

Guy de Lopriac, fils de Guy de Lopriac sr de Kermassonnet, conseiller à la cour du parlement de Bretagne, et de Julienne Grignon, étoit frère de René de Lopriac en faveur duquel la seigneurie de Coëtmadeuc fut érigée en baronnie en 1637. Cette ancienne famille du comté de Vannes, qui posséda dans le comté

(1) Arch. Départ. de la Loire-Inférieure. Domaines ecclésiastiques, aveux de la Chaume.

(2) Arch. Départ. de la Loire-Inférieure. Procès-verbaux des visites faites aux églises du climat de Retz par V. et D. M^{re} Antoine Binet, abbé de Meilleray, et grand archidiacre de Nantes en 1689. Fol. 44.

nantais la vicomté de Donges et la seigneurie d'Assérac, portait : *de sable au chef d'argent chargé de trois coquilles de gueules*. (Pl. III, n° 13).

M^{re} TURPIN DE CRISSÉ DE SANSAY

Christophe-Louis Turpin de Crissé de Sansay, nommé évêque de Rennes, le 15 octobre 1712, fut transféré sur le siège de Nantes en 1723.

Le roi le nomma à l'abbaye de la Chaume, vacante par le décès de M. de Coëtmahec le 21 mai 1725 ⁽¹⁾. Les bulles données à Rome, à Sainte-Marie Majeure le 4 des nones d'août 1725, furent contrôlées à Paris le 1^{er} octobre; et le 9 du même mois M. Meslier, curé de la Trinité de Machecoul et doyen de Retz, prenait possession de l'abbaye au nom du prélat nantais, en présence d'une nombreuse assistance, ainsi que de Dom Louis-Jacques de Chiré, prieur; frère Isaac Hugonier, sous-prieur; frère Léonard Colomb ⁽²⁾.

M^{re} Turpin de Crissé de Sansay mourut le 29 mars 1746. Ses armes étaient un écu *losangé d'argent et de gueules*. (Pl. III, n° 14).

M. DE POLY DE SAINT-THIÉBAULT

Gaspard de Poly de Saint-Thiébault, prêtre du diocèse de Besançon, licencié en théologie, fut nommé abbé commendataire de la Chaume par brevet du roi daté de Versailles le 17 avril 1746. Ses bulles, contrôlées à Paris le 17 juin, sont datées de Castel-Gandolfo, le 11 des calendes de juin.

⁽¹⁾ Dom Taillandier dit donc à tort qu'il fut pourvu en 1723 « des abbayes de Quimperlé et de la Chaume, en place du doyenné de Saint-Martin de Tours qu'il avait remis au roi ». Lors de sa nomination à l'évêché de Rennes, M^{re} Turpin avait dû résigner sa dignité de doyen du chapitre de Tours. L'abbé Tresvaux commet aussi une erreur en disant qu'il fut pourvu de l'abbaye, « étant évêque de Rennes ».

⁽²⁾ Arch. de l'Evêché de Nantes. Reg. des lusin., du 12 mai 1724 au 24 novembre 1729, fol. 44, verso.

Après la nomination du Roi, et avant l'investiture, les titulaires des bénéfices prêtaient au souverain pontife un serment dont la formule était la même pour tous. Voici le texte de celui prêté par le nouvel abbé ; la date fautive (1725) est évidemment celle qui a rapport à M^{er} Turpin de Crissé de Sansay :

Forma juramenti. Ego Gaspardus de Poly de Saint-Thiébault, perpetuus commendatarius Monasterii Sanctæ Mariæ de Calma, ordinis sancti Benedicti, Nannetensis diœcesis, ab hac horâ in antea fidelis et obediens ero Beato Petro sanctæque Apostolicæ Romanæ ecclesiæ et domino nostro domino Benedicto decimo quarto, ejusque successoribus canonice intrantibus non ero in consilio aut consensu vel facto ut vitam perdant et membrum, seu capiantur aut in eos violenter manus quomodo libet ingerantur, vel injuriæ aliquæ inferantur, quovis quæsito colore consilium vero quod mihi credituri sunt per se aut nuncios super litteras ad eorum damnum me sciente nemini pendam ; Papotum Romanum et Regalia sancti Petri adjutor ejus ero ad retinendum et defendendum contra omnem hominem ; legatum apostolicæ sedis in eundo et redeundo honorifice tractabo et in suis necessitatibus adjuvabo ; jura honores privilegia et auctoritatem Romanæ Ecclesiæ Domini nostri Papæ et successorum predictorum conservare, defendere, augere et promovere curabo ; nec ero in consilio vel facto seu in tractatu in quibus contra ipsum Dominum nostrum vel Eamdem Romanam Ecclesiam aliqua sinistra vel prejudicialia personnarum, juris, honoris, status et potestatis eorum machinentur, et si talia a quibuscumque tractari novero vel procurari impediam hoc pro posse, et quanto citius potero commode significabo eidem domino nostro vel alteri per quem ad ipsius notitiam poterit pervenire ; regulas Sanctorum Patrum, decreta, ordinationes, sententias, provisiones, dispositiones, reservationes et mandata apostolica totis viribus observabo et faciam ab aliis observari ; hæreticos, schismaticos et rebelles Domino nostro vel successoribus prædictis pro posse persequar et impugnabo. Vocatus ad sinodum veniam, nisi præpeditus fuero, canonica præpeditiōe. Possessiones vero ad Mensam meam per-

tinentes neque vendam, neque donabo, neque impignerabo, neque de novo infeodabo, vel aliquo modo alienabo, etiam cum consensu conventus et Monasterii mei, inconsulto Romano Pontifice et constitutionem super prohibitione investiturarum bonorum jurisdictionalium ad ecclesias inferiores spectantium.

Datum anno Domini 1725. Editam servabo, sic me Deus adjuvet et hæc sancta Dei Evangelia. Brunet (1).

A la suite de cet acte, nous donnons en entier le procès-verbal de prise de possession de l'abbaye de la Chaume le 1^{er} juillet 1746, qui présente un certain intérêt par les détails qu'on y trouve :

« En vertu du Bref du Roy portant nomination de l'abbaye de Notre-Dame de la Chaume, ordre de Saint-Benoît, diocèse de Nantes, à Messire Gaspard de Poly de Saint-Thiébault, prêtre du diocèse de Bezançon, licentié en théologie de la faculté de Paris, de la maison de Sorbonne, demeurant à Paris en la maison de Sorbonne, paroisse de Saint-Benoist, donné à Versailles le dix-sept avril de la présente année 1746, signé Louis, et plus bas, Phelipeaux ; des Bulles de Cour de Rome, données par le pape Benoist XIV, au château Gandulphe, diocèse d'Albe, le 11 des calendes de juin dernier l'an sixième du Pontificat de Benoît XIV, impétrées en cour de Rome, par Brunet et Baudry, banquiers expéditionnaires de la cour de Rome, vérifiées à Paris par Tournay et Marchand, expéditionnaires banquiers de ladite cour, le dix-sept dudit mois de juin, demeurants à Paris, contrôlées audit lieu ledit jour par ledit Marchand ; de la forme de prestation de serment envoyée de ladite cour de Rome, signée Brunet ; de l'attestation portant que ledit sieur Poly de Saint-Thiébault a signé le formulaire de foy dressé en exécution des constitutions de Nos Saints Pères les Pape Alexandre sept et Innocent dix, des 31 mai 1653 et 16 octobre 1656, contre la doctrine des cinq propositions de Cornelius Jansenius contenues dans son livre intitulé Augustinus, donné à Paris le 18 dudit mois de juin, signé de la Tousche, secrétaire de l'Archevêque de

(1) Arch. de l'Evêché. Reg. des Insin., fol. 161 verso.

Paris ; de l'acte de fulmination desdites Bulies, par M. François de Ramaceul, prêtre, chanoine de l'Eglise cathédrale de Nantes, docteur en théologie et official de l'évêché de Nantes, le siège épiscopal vaquant, en date du 22 du même mois de juin, signé au délivré de Mandato Dni officialis J. Bahon, canon.-secrétaire, scellé du sceau du chapitre de la cathédrale, et de la procuration consentie par ledit sieur de Poly de Saint-Thiébault à N. et D. Messire Pierre-Mathurin Sohier, prêtre, chanoine de l'église cathédrale de Nantes, etc., pour lui et en son nom, prendre possession de ladite abbaye de Notre-Dame de la Chaume, et requérir tous actes ce concernant, donnée à Paris le dit jour dix-sept dudit mois de juin, signée dudit sieur de Poly de Saint-Thiébault, Desmeure et son collègue notaires au Châtelet de Paris, laquelle procuration signée en marge Sohier, reste annexée aux présentes pour y avoir recours en cas de besoin : Nous soussigné René Deluen, notaire royal apostolique de la cour et diocèse de Nantes, reçu au Présidial dudit lieu, résident en la ville de Machecoul, à la requisition et de compagnie dudit sieur Sohier, demeurant au Palais Episcopal dudit Nantes, paroisse de Saint-Jean en Saint-Pierre, et de présent en cette ville logé à l'auberge des Trois Roys, sommes transportés à ladite abbaye de la Chaume, seize paroisse de Sainte-Croix de Machecoul, où étants arrivés et entrés au monastère de ladite abbaye, y aurions trouvé les Révérends Pères, Dom Louis Le Roy, sous-prieur, Dom Louis Vincent, procureur, et Dom Pierre Cherpentier, tous prêtres et religieux, à ladite abbaye et y demeurants, auxquels ledit sieur Sohier, en qualité de procureur général et spécial dudit sieur de Poly de Saint-Thiébault, ayant déclaré son transport et le sujet de sa commission, ont dit n'avoir aucun moyen empêchant la prise de possession dont est cas, au contraire être prest d'y assister, toutes fois cependant sous la réserve de leurs droits et sans qu'icelle y puisse préjudicier.

« A l'instant lesdits religieux ont fait ouverture de la porte de l'église de ladite abbaye de Notre-Dame de la Chaume, et ledit

sieur Sohier, audit nom, en conséquence desdits Bref, Bulles, prestation de serment, attestation, fulmination et procuration, ci-dessus dattés et référés, étant revêtu de soutane, surplis et étolle, serait entré dans ladite église, aurait pris de l'eau bénite qui lui auroit été présentée par ledit Révérend Père Dom Louis Le Roy, auroit monté au haut de l'église, se seroit agenouillé devant le Saint-Sacrement, auroit fait prières et oraisons, se seroit levé et monté à l'autel qu'il auroit baisé, ensuite descendu fait genuflexion devant le Saint-Sacrement, auroit ensuite été conduit, par le révérend Père Dom Louis Le Roy, en le chœur de ladite église, dans la première stalle du côté droit, désignée à l'abbé, s'y seroit assis et auroit levé ladite stalle, sonné les cloches et fait tous actes de bonne et valable possession.

« Sortis à la porte de ladite église, nous avons lu et publié tout ce que dessus, et la présente prise de possession à haute et intelligible voix, à ce que personne n'en ignore. Ce fait sommes allés dans le chapitre de ladite abbaye, où ledit sieur Sohier, en ladite qualité, a pris place, aurions ensuite été conduits dans une grange appartenante à l'abbé, où ledit sieur Sohier est aussi entré, ouvert et fermé les portes et le portal d'icelle, et dans la cour y a arraché herbes, fait émotion de terre, et généralement fait et observé toutes les formalités requises et nécessaires pour une bonne et valable possession, prendre et acquérir audit sieur de Poly de Saint-Thiébauld, de ladite abbaye de la Chaume, et de ses droits, appartenances et dépendances sans aucun trouble ni opposition de personne quelconque. De tout quoi ledit sieur Sohier, audit nom, nous a requis lui rapporter le présent acte, ce que nous lui avons accordé pour valoir et servir audit sieur de Poly de Saint-Thiébauld, ce que de raison. Le tout fait en présence de Messire Jean-Baptiste Galipaud, prêtre vicair de la Trinité de Machecoul, demeurant au doyenné dudit lieu, et de N. H. François Moquard, docteur en médecine, demeurant en la ville de Machecoul, Grande-Rue, dite paroisse de la Trinité, témoins à ce requis et appelés suivant l'édit, qui ont signés avec ledit sieur Sohier et lesdits révérends Pères Dom Louis Le Roy, Vincent Cherpentier et Messire

François-Pierre de Saint-Aubin, à ce présent, l'an 1746, le premier juillet, environ les onze heures du matin.

« Signé sur la minute : Sohier ; J.-B. Galipaud, prêtre vicaire ; F. Moquard D. M. ; de Saint-Aubin ; fr. Louis Le Roy ; fr. Louis Vincent ; fr. Pierre Cherpentier, et Deluen notaire royal apostolique qui a ladite minute.

Contrôlé à Machecoul le 2 juillet 1746, par de Lamotte, qui a reçu six livres. Deluen notaire royal apostolique (1). »

M. de Poly de Saint-Thiébault portait pour armoiries : *d'azur à la fasce d'or chargée d'une quintefeuille d'azur*. (Pl. III, n° 16).

M. DU CLUZEL.

Pierre-François du Cluzel appartenait à une ancienne famille du Périgord, qui porte pour armes : *d'or au pin de sinople au cerf passant de gueules sur une terrasse de sinople* ; supports deux lions (Pl. III, n° 16). Il était chantre et doyen de la cathédrale de Tours, lorsque par bulles signées à Rome le 12 décembre 1778, contrôlées à Paris le 2 janvier 1779, il obtint l'abbaye de la Chaume, de laquelle il fit prendre possession le 11 janvier par M. Simon Blanchard, recteur de Sainte-Croix de Machecoul (2).

M. du Cluzel mourut au mois de mai 1782.

MESLÉ DE GRANDCLOS.

Julien-Jacques Meslé de Grandclos, vicaire général du diocèse de Saint-Malo, fut nommé le 4 août 1782, par brevet du roi, dont voici la teneur :

« Aujourd'hui quatrieme jour du mois d'aoust mil sept cent quatre vingt deux, le Roy étant à Versailles, bien informé des bonnes vie, mœurs, piété, suffisance, capacités et autres vertueuses qualités du sieur Jacques-Julien Meslé de Grandclos, vicaire-

(1) Arch. de l'Evêché. Reg. des Insin., du 8 juillet 1745 au 7 novembre 1747. Fol. 165 verso et 166.

(2) Arch. de l'Evêché. Reg. des Insinuations, du 9 janvier 1775 au 22 juillet 1779.

général de Saint-Malo, et voulant par ces considérations le gratifier et le traiter favorablement, Sa Majesté lui a accordé et fait don de l'abbaye de la Chaume, ordre de Saint-Benoît, diocèse de Nantes, qui vaque à présent par le décès du sieur du Cluzel, dernier titulaire, à la charge de sept cent soixante livres de pensions annuelles et viagères, que sa Majesté veut être dorénavant payées et livrées sur les fruits et revenus de ladite abbaye, scavoir : quatre cent vingt livres au sieur Boisseau, aumonier du regiment de Grenoble, artillerie ; cent soixante dix livres au sieur Le Grand d'Arcantère, chantre de l'église de Varry, diocèse d'Auxerre, et cent soixante dix livres au sieur Pignot, curé de la Roche, diocèse de (*blanc*). Lesdites pensions payables, tant par ledit sieur de Grandelos, que par ceux qui posséderont après lui laditte abbaye ; m'ayant Sa Majesté commandé d'expédier toutes lettres et dépêches nécessaires en cour de Rome, pour l'obtention des Bulles et provisions apostoliques de ladite abbaye, et cependant pour assurance de sa volonté, le présent brevet qu'elle a signé de sa main, et fait contre signer par moi, conseiller secrétaire d'état et de ses commandements et finances. Signé Louis.

Et plus bas, Amelot⁽¹⁾ ».

Les bulles, datées de Rome, 1782, furent contrôlées à Paris le 27 décembre. La prise de possession du monastère abandonné eut lieu suivant la forme usitée, le 8 octobre de la même année, par Messire Julien Genevoy, prêtre recteur de la Chevrolière, assisté du doyen de Retz, M. Hervé de la Bauche.

M. de Grandelos était fils de M. Jacques Meslé de Grandelos et de Madame Thomase-Marie Gouasson. M. de Grandelos, très riche armateur, avait obtenu du roi Louis XV des lettres de noblesse, dont les considérants fort honorables méritent d'être reproduits, pour montrer la faveur avec laquelle le gouvernement traitait alors le commerce, aujourd'hui abandonné et qui de plus en plus tend à s'anéantir et disparaître.

(1) Arch. de l'Evêché. Reg. des Insin., du 24 février 1781 au 27 janvier 1783. Folio 200 vo.

« . . . Notre cher et bien amé le sieur Pierre-Jacques Meslé de Grandelos, négociant-armateur à Saint-Malo, étant un des négociants de notre royaume qui ont le plus contribué à le rendre florissant, Nous Nous sommes déterminés à lui conférer la noblesse comme une juste récompense de ses travaux. Issu d'une ancienne famille de négociants-armateurs, petit-neveu du sieur de Lépine D'Anican, qui mérita d'être annobly par le feu Roy notre très honoré seigneur et bisayeul, Nous sommes instruits que formé par les leçons et par les exemples de Jacques Meslé de Grandelos, son père, il s'est livré à la navigation dès sa plus tendre jeunesse, et qu'il a suivi cette carrière avec tant d'intelligence et de succès, que son père l'ayant ensuite associé à son commerce et à ses armements, il les a dirigés jusqu'à ce que l'âge de son père l'ayant déterminé à se retirer, il est resté seul à la teste de son commerce, qu'il a même considérablement augmenté ; qu'après avoir donné des preuves multipliées de son zèle pour l'Etat, par les différents armements qu'il a faits en course pendant la guerre, il a repris les entreprises maritimes aussitôt que le retour de la paix le lui a permis, et qu'il les a continuées jusqu'à ce moment ; qu'il est propriétaire de neuf grands navires, qui sont dans une activité continuelle sur les différentes mers, et de plusieurs autres bâtiments d'un rang inférieur, pour le service desquels il entretient plusieurs milliers de matelots et d'ouvriers de tout genre ; que quelques-uns de ses navires ont été employés pour Notre service, et qu'il est propriétaire d'une manufacture de cordages et agrès, où notre marine a trouvé quelques fois des secours utiles ; A ces Causes . . .

A Versailles au mois d'avril 1768. .

D'azur à un vaisseau d'or, ayant pavillon français, allant à pleines voiles sur une mer de sinople mouvante de la pointe de l'écu, et dirigé d'un pôle à l'autre par une étoile d'argent posée à l'angle droit du chef. (Pl. III, N° 17).

Enregistré à la C. des C. le 21 juin 1768 (1) ».

(1) Arch. depart. Série B. Chambre des Comptes, Livre des mand^{ts} 54 1766-1770.

M. de Grandelos, qui clôt la liste des abbés de la Chaume, fut dépouillé de son bénéfice en 1792. Il avait l'habitude d'abandonner aux pauvres les revenus de ses bénéfices et partie de sa fortune particulière. Il rendit d'éminents services aux prêtres émigrés en Angleterre, et revint après la révolution à Saint-Malo, où il est décédé le six mars 1812, âgé de près de 82 ans, chanoine honoraire et vicaire général de l'évêché de Rennes.

LE DIALECTE BRETON DE VANNES

AU PAYS DE GUÉRANDE

IX (suite).

Je m'étais arrêté, Messieurs, aux *Gros-Fossés* de Saint-Lyphard, et je vous disais : « Tous les noms de lieux circonvoisins se rapportent à ces travaux de défense qui ont laissé un souvenir profond dans le pays. » Nous allons en juger.

Le rempart, allant de l'est à l'ouest, servait de limite à une vaste lande, aujourd'hui défrichée. Un peu en arrière du point où le fossé forme une courbe pour remonter vers Pompas, est bâti le *Pengrain*. Aucun nom ne pouvait mieux convenir à ce village, le substantif *penn*, qui caractérise la tête, la pointe du rempart, ayant pour qualificatif l'adjectif *cren* avec le sens de fortifié, ou l'adjectif *crenn*, avec le sens de gros et arrondi ⁽¹⁾.

Un hameau moderne, construit sur les débris du retranchement, se nomme les *Gros-Fossés*. Tout auprès, s'élève un antique village, qui semble un faubourg du chef-lieu communal : il a nom le *Fozart*. Ce mot dérive clairement du breton *fōz* qui, en vannetais, veut dire exclusivement tranchée, — pour un fossé ordinaire on se sert d'un autre mot ⁽²⁾, — et de *arz*, qui signifie obstacle, défense.

A quelques pas, plus à l'est, dans la direction du rempart, est

(1) Le même nom de *Pengrin* désigne, dans la commune de Pénestin, une pointe sur la Vilaine, qui, sans doute, était autrefois fortifiée.

D'après de Rostrenen, Le Gonidec et Troude, l'adjectif *cren*, fort, se prononçait, en vannetais, avec un son nasal, comme s'il se fût écrit *crenv*.

(2) Cillart, aux mots *fossé* et *tranchée*.

le village de *Kerloumet*. Voici encore un nom bien facile à décomposer : *Kerlou mez*, les circuits, les pourtours de la plaine, c'est-à-dire le fossé qui en ferme l'enceinte. *Kerl*, pluriel archaïque *kerlou*, est vannetais, et signifie cercle, circuit, circonférence, — dans les autres dialectes on dit *kelc'h* ⁽¹⁾, — et *mez*, qui le plus souvent ailleurs se prononce *méaz* ou *maez*, a en Vannes le sens exclusif de plaine, campagne, étendue de pays.

A partir des Gros fossés, et des deux côtés du chemin n° 47, d'Herbignac à Saint-Nazaire, s'étendent vers le midi, presque sans discontinuité, le Fozart, Saint-Lyphard, Kervily et le *Pello*. Que veut dire *Pello* en breton ? Ce mot n'est autre que le comparatif de l'adverbe *pell* : *pelloc'h*, plus loin, qui se prononce *pelloh*. en Vannes ⁽²⁾. Mais dans quel sens faut-il le prendre ? Plus loin que le bourg dont ce village n'est à vrai dire qu'une extension ? Cela n'est guère admissible ; il faut donc croire que les Gros-Fossés servent de point de départ à ce degré d'éloignement.

Voilà plus loin encore, au midi, le hameau de *Trécrelin*. Il a reçu son nom des terres du *Grand* et du *Petit-Crélin*, situées entre ses maisons et le rempart. Il n'est pas nécessaire de torturer les mots de ce composé pour en faire ressortir le sens exact. Les lexicographes donnent au mot *cré* les significations suivantes : fort, lieu fortifié, forteresse, fortification, citadelle ⁽³⁾. L'adjectif *lein*, terme exclusivement vannetais, car ailleurs on dit *leün* ⁽⁴⁾, signifie plein, rempli entièrement, sans vide. N'est-ce pas là, en deux mots, la description de notre massif rempart en terre ?

(1) Gillart, de Rostrenen, Troude. — Le Gonidec au mot *kelc'h*.

(2) Gillart, au mot *loin*.

(3) De Rostrenen. Le Gonidec. — Le dictionnaire de Gillart ne donne que le mot *castel* pour forteresse, et des périphrases pour fort et fortification ; mais le radical *cré* y apparaît dans *creihuat*, fortifier, et dans *créan* et *creihué* pour l'adjectif fort.

(4) Gillart, de Rostrenen, Le Gonidec et Troude. Impossible ici d'interpréter le mot *lein* dans le sens de *lenn*, étang, attendu qu'il n'y en a pas dans le voisinage.

Le nom de *Crémeur*, le grand fort, le grand rempart, correspond au même ordre d'idées, et une terre de *Crémeur*, en Saint-Lyphard, nommée en 1427, se rapporte peut-être aux mêmes travaux de défense.

On comptait encore au XV^e siècle deux autres terres du même nom en Guérande, l'une au *Crémeur* actuel qu'on nommait *Crémeur-en-Crémeur* et l'autre près de Glis, appelée *Carné* ou *Crémeur-en-Glis* ⁽¹⁾. Tous ces noms, comme tant d'autres que nous avons vus, ou que nous verrons encore, donnent à penser quels mouvements de terre, quelles luttes acharnées eurent lieu jadis au pays guérandais.

Avant de quitter Saint-Lyphard, nommons encore, en passant, *Kervernet* — *ker vernec* — situé dans un bas-fond, le village marécageux ; le *Pont-Bihain*, le petit pont ; *Kerlô*, le lieu de l'ermitage dont le *Pennelô* indique les limites.

X

Dans la commune de Saint-Molf, tous les points saillants de ce pays accidenté ont un nom significatif. Ici *Kerhaut* — *ker ros* — le village du Tertre ; là *Kerhué* — *ker huel* — comme ses homonymes du Morbihan et de la presqu'île, le hameau sur la hauteur ; ailleurs *Monpignat* — *mont pignat* — le mont à gravir ⁽²⁾ ; plus loin, *Pennemont*, dernier point culminant qui domine les paluds, le sommet de la montée.

Sur la pente du coteau que couronne *Kerhaut*, voici *Trébré-san*, dont le nom mérite bien de nous arrêter un instant. Suivant M. de Courson, « le mot *tré*, *trev*, *tref*, signifie, en breton, vil-

(1) De Cornulier, *Dictionnaire des terres du Comté nantais*.

(2) En vannetais, *pignein*, gravir, fait aussi à l'infinitif *pignat* (Gillart).

Le mot *mont*, qui ne figure pas dans les dictionnaires, avait cours pourtant dans la langue bretonne. Il est employé dans un poème breton du XV^e siècle, intitulé le *Trépas de Madame la Vierge Marie*. (De la Villemarqué, *Poèmes bretons du moyen âge*. Nantes, 1879, p. 54.)

« lage, réunion d'un petit nombre de maisons. Ce mot précède, « dans les deux Bretagnes, le nom des petites succursales des « paroisses ('). » Rien de mieux, pour les hameaux situés au milieu des terres ; mais quand il s'agit de lieux placés près des ruisseaux ou des rivières, il faut donner au mot *tré*, dans le Morbihan comme ici, un tout autre sens, et y voir le vannetais *treh*, — ailleurs on dit *treiz* — qui signifie passage sur un cours d'eau. Ainsi doit-il en être pour *Trébrésan*, en Saint-Molf. Ce mot voudrait donc dire : le Passage de la Butte-du-Canal.

De temps immémorial, il existe à l'entrée des marais, du côté de Saint-Molf, un pont en bois, jeté sur un des bras de l'étier de Pont-d'Armes, et connu dans le pays sous le nom de *Planche de Trébrésan*. Ce passage, situé près de la curieuse *Butte-aux-Cerfs*, monticule artificiel que tout archéologue, explorant le pays, est tenu de visiter, ne se bornait pas autrefois à une simple passerelle, et donnait accès à une route pratiquée au travers des paluds, laquelle n'était sans doute que le prolongement de la voie romaine qui coupe les landes du *Binguet*, venant des environs de Guérande. Construite sur des terrains baignés par les grandes marées, et susceptibles d'affaissement, cette chaussée reposait sur un profond *statumen* de pierres parfaitement agencées. De chaussée aujourd'hui plus guère de traces, et elle a dû servir aux remblais des marais voisins ; mais les coupures pratiquées à ses flancs par l'excavation des douves latérales, limites des héritages, ont mis à découvert, sur une longueur d'une centaine de mètres, ses larges et solides assises. Tout autour, le sol est jonché de fragments de briques et de tuiles à rebords, qui ne laissent aucun doute sur le caractère gallo-romain de ce beau travail.

Voilà donc trois choses importantes résumées par le nom de *Trébrésan* : *tré*, c'est le pont et la chaussée, c'est-à-dire le passage ; *bré*, la Butte-aux-Cerfs, et *san*, l'étier de Pont-d'Armes.

Le vocable de la paroisse de Saint-Molf ferait supposer, ai-je

(1) De Courson, *Hist. des Peuples bretons*, I, p. 45.

dit, que des Bretons insulaires étaient venus y réchauffer la foi, et durent parfois y modifier la langue. Toutefois si *Kervocadé* vient de *ker boc'hadec*, « le village où l'on se donne des soufflets », les prédications de l'évangile n'avaient pas dompté tous les caractères. *Boc'had*, d'où *boc'hadec*, est un mot léonais, étranger au dialecte de Vannes.

Il en est de même pour le nom de hameau du *Caholais*. *Caol*, choux, pluriel de *caolen*, et son dérivé *caolec*, lieu planté de choux, sont propres au pays de Léon ; partout ailleurs on emploie *col*, *colen*, et *colec* ⁽¹⁾. Aussi ces derniers noms entrent-ils seuls dans la composition des noms de lieux morbihannais. Les lieux-dits de nos cadastres affectent également la forme vannetaise, comme le *Côlé*, en Herbignac (s^{on} H), les *Colets* (s^{on} F) et le *Colessa* (s^{on} G), en Saint-Lyphard.

Les vieillards du pays prétendent que les côtes de Pénestin et de Penbé, où des parcs se sont récemment établis, produisaient autrefois des huîtres en abondance, au point qu'on en trouvait jusqu'à l'extrémité de la baie, à l'embouchure de l'étier de Pont-d'Armes. L'énorme quantité d'écailles, enfouies dans les sables et dans les terres voisines de la côte, suffisait pour leur donner raison. Mais un nom de lieu vient renforcer encore cette affirmation. Le château de *Quifistre*, en Saint-Molf, situé au bord des marais salants, près de l'endroit où l'étier se jette dans le trait de Mesquer, doit son nom à cette particularité qu'un banc d'huîtres existait dans son voisinage. L'étymologie n'en semble guère contestable : *quef* dans les autres dialectes, *quif* ou *quef*, indifféremment en vannetais, souche, banc ⁽²⁾, et *istr*, pluriel de *istrenn*, huîtres ⁽³⁾.

(1) Le Gonidec et Troude. — Lagadeuc, le plus ancien de nos lexico-graphes, donne *caul* et *caulenn* comme des mots du dialecte de Tréguier. Cillart traduit un pied de chou par *cauleenn* et un *choutier*, c'est le mot dont il se sert, par *caulec*. Les noms du Morbihan concordent parfaitement avec ces données. Il suffit de citer les hameaux suivants : le Col, Côlais, Collec, Colé, Colin, sans compter tous les composés.

(2) Cillart, au mot *souche*.

(3) Peut-être objectera-t-on que dans les armoriaux, les *De Quifistre*,

De Quifistre à Penerf, dans le Morbihan, nos côtes rivalisaient sans doute avec celles de Tréguier, de Caule et de Grandville, pour fournir aux conquérants romains ces précieux mollusques qu'au dire d'Ausone ils avaient en si haute estime :

Sunt et Armorici qui laudent ostrea ponti ⁽¹⁾.

Mesquer, — *Mès kaër* — le joli Mès, nom qui lui vient, suppose-t-on, du ruisseau du Mès qui se jette dans le trait ⁽²⁾, compte au nombre de ses villages : *Penhouet*, comme son homonyme de Saint-Nazaire, nom qui équivaut à notre dénomination française *Bout-de-bois* ; *Rostu*, le côté du Tertre ; *Pennelan*, le Bout de la lande ; *Kerguilloté*, le lieu abondant en herbes, du vannetais *guiautec* ⁽³⁾, qui ailleurs se prononce *guéautec* ; *Kervarin*, village bâti sur une pointe qui s'avance dans le trait de Mesquer, le village de la Barre, — le mot *barren*, d'après Cillart, est usité, en vannetais, pour signifier une pointe de sable ou de rochers avancée en mer ⁽⁴⁾ ; *Kerlagadec*, la demeure de l'homme aux gros yeux, et *Kerdandec* celle de l'homme aux grandes dents ; *Kercabellec*, le village de l'alouette. Le breton *cabellec* n'a cours qu'en vannetais avec le sens d'alouette ⁽⁵⁾, et

qui étaient seigneurs de Kerleau, en Elven, sont le plus souvent nommés *Quifistre*. Cela ne change rien, du reste, à l'étymologie, puisque, selon Le Gonidec, *quelf* et *quief*, — et conséquemment *quilf* et *quif*, — ont absolument le même sens. Mais le vrai nom semblerait *Quifistre*, à en juger par deux anciennes inscriptions de l'église d'Elven, où sont nommés des membres de cette famille, vivant au commencement du XVI^e siècle, les deux frères Bertrand et Guy de *Quifistre*, successivement recteurs d'Elven, et chanoines de Vannes. (Bull. de la Société polym. du Morbihan, 1877. p. 45).

(1) Ausone. Ep. XI, v. 55.

(2) C'est l'interprétation de M. de Francheville. (Dict. d'Ogée, 1845, art. Mesquer). Il faut dire pourtant que le cours d'eau du Mès n'est point connu sous ce nom dans le pays. On ne l'appelle que l'étier de Pont-d'Armes.

(3) Cillart, au mot *herbe*. — De Rostrenen.

(4) Cillart, au mot *barre*.

(5) « *Kabellec*, alouette ; c'est sans doute l'alouette huppée... Ce mot est du dialecte de Vannes. » Le Gonidec. — Cf. Cillart.

certes le lieu est bien nommé, car ces oiseaux sont toujours en grand nombre sur les grèves de Kercabellac et sur le promontoire de Penbé.

Voici un village, *Fontainebras*, la grande fontaine, qui porte un nom mi-français, mi-breton. Si dans sa composition fût entré le léonais *feuntun*, ou le trégorrois *fantan*, il est probable que la dénomination première eût été conservée. Mais il existe un tel rapport entre le vannetais *feten* et le substantif français correspondant, que partout, dans nos cadastres, le nom primitif a été francisé, tandis que son qualificatif est resté breton. C'est ainsi qu'en Herbignac il y a la *Fontaine-aran*, la fontaine de la grenouille, et la *Fontaine-isé* (pour *isel*), la fontaine basse.

Citons encore, en Mesquer, *Kervagué* — *ker vaguer* — la demeure du batelier. On voit qu'ici nous ne sommes pas loin des bords de la mer. Le radical *bag*, bateau, entre également dans la composition du nom de *Kervagaré*, corps de garde de la commune de Piriac.

Cette côte tourmentée de Piriac, si curieuse à voir, avec ses rochers gigantesques et ses grottes creusées par le flot, a été l'objet de descriptions nombreuses. « La pointe sur laquelle est « situé le *tombeau d'Almanzor*, dit Edouard Richer, offre une « étymologie... remarquable. Elle est appelée la pointe ou le cap « de *Penharang*, ce qui traduit du celtique (?) signifie le cap aux « harangues... Le cap, d'où les druides, rassemblés dans des « sacrifices augustes, haranguaient le peuple, aura gardé jusqu'à « nous sa dénomination primitive (1). »

Cette étymologie nous semble bien risquée et quelque peu lointaine. Le lieu d'ailleurs se prêtait mal aux effets oratoires. Ce n'est point aux bords de la mer, où le vent souffle, où la grande voix des flots domine tout, qu'il faut venir haranguer les foules. Aussi l'auteur du *Voyage au Croisic* se ravise-t-il, quand il ajoute : « Il ne manquerait plus, pour désenchanter tout à fait,

(1) Ed. Richer. *Voyage au Croisic*, p. 28.

« que de changer le cap aux harangues en celui des harengs, qui « se pêchent, comme on sait, assez communément sur cette côte. » Cette seconde version est moins poétique, assurément, mais peut-être plus juste : *harancq*, pour harang, étant un mot vannetais qui se prononce *harincq* dans les autres dialectes.

En la commune de Piriac se trouvent encore *Kergobé* — *ker gobed* — le village de la Godelée, « *gobed*, petite mesure pour les grains ; ce mot, dit Le Gonidec, est du dialecte de Vannes » ; et *Méliniac*, le quartier des moulins, formé du substantif *mélin*. Dans les autres dialectes, affirment les auteurs, pour moulin on dit *milin* et par abréviation *mil*, en Vannes seulement on prononce *mélin* et *mel*. Des noms que nous avons vus jusqu'ici, c'est même sans contredit un des plus franchement vannetais, car il existe dans le Morbihan une foule de hameaux portant le nom de *Mel*, *Mello*, *Mélin*, avec ou sans préfixe, tandis qu'on peut dire que *mil* et *milin* n'y apparaissent nulle part (1).

La même étymologie s'applique à *Trémelu*, en Saint-Lyphard, appelé aussi parfois *Trémeluc* au XV^e siècle ; c'est le hameau des Moulins, que le nom dérive de l'adjectif *mêleuc* ou du pluriel *mellou*.

L'institution féodale devait naturellement laisser des traces de son organisation dans la presqu'île guérandaise. Les noms de lieux qui la rappellent ne manquent pas en effet : en Guérande, *Kermarais* — *ker marec* — la demeure du chevalier ; en Piriac, *Kerascouédé* — *ker a scoëder* — l'habitation de l'écuyer, et *Kergentil*, celle du gentilhomme ; en Herbignac, *Kersénéchal*, la maison du sénéchal. D'après le P. de Rostrenen, on disait *sénes-sal* dans les autres dialectes, et *chénéchal* en Vannes. Aussi nos laboureurs ne prononcent-ils jamais autrement que *Kerchénéchal*.

Au même ordre de choses se rattache le nom patronymique

(1) Sauf dans *Coët-Milin*, en Saint-Tugdual, et dans *Gohviline*, en Plomeur. Encore faut-il remarquer que ces communes ont dû subir l'influence de la Cornouaille à laquelle elles confinent. En revanche, on pourrait citer plus d'une centaine de noms de hameaux morbihannais dans la composition desquels entrent les mots *Mel* et *Mélin*.

de *Le Floch* — en français nous dirions *Le Page* — répandu dans plusieurs communes de la presqu'île, nom qu'on écrit bien *Le Floch*, mais qu'on prononce *Le Floh*, à la façon vannetaise.

XI

La commune d'Assérac compte au nombre de ses villages *Kergô* — *ker gô* — la maison du forgeron ⁽¹⁾; *Kergéro* — *ker zéro* — la Ville-aux-chênes ⁽²⁾; *Keriaval*, le Cormier ⁽³⁾; *Barzin*, peut-être la demeure des bardes, du breton *barz*; *Caberno*, juché sur un coteau d'où l'on découvre un splendide panorama, dérivé de *cab*, tête, sommet; *Kerscoul*, le hameau du milan; *Pradelan* — *prat lann* — le pré de la lande; *Kersaffa* — *ker saffar* — le hameau du vacarme. En Herbignac, le village de la *Saffardièrre*, et le *Clos Saffard* (s^{on} Q), dérivent du même mot breton.

Puis-je négliger cette baie de *Penbé*, qui a peut-être vu échouer sur ses grèves les derniers vaisseaux de la flotte vénète? Le nom de *Penbé* offre au premier abord une étymologie saisissante: il voudrait dire la pointe du tombeau, le breton *bez*, tombeau, s'étant changé en *bé* dans le dialecte de Vannes. Toutefois cette interprétation me semble devoir être rejetée, par le motif que les plus anciennes chartes où ce nom de lieu est cité l'eussent écrit, dans ce cas, *Penbez*, tandis qu'elles s'accordent pour écrire *Penbec* ⁽⁴⁾.

Bec est un mot breton, et je puis dire gaulois, passé dans notre langue. Lagadeuc, et quatorze cents ans avant lui un auteur romain l'ont traduit par le latin *rostrum*. Au premier siècle de notre ère, le mot *bec* avait déjà cours dans la langue gauloise: cela ressort clairement d'un texte de Suétone. Le général entre les mains duquel tomba Vitellius, Antonius Primus,

(1) Du breton *goff*, qui fait *gô* en Vannes.

(2) *Zéro* pour *déro*, pluriel de *derv*, chêne, par suite de la permutation.

(3) C'est le sens donné à ce mot par M. de la Villemarqué, dans sa traduction des *Poèmes bretons du VI^e siècle*, p. 200.

(4) *Cart. de Redon*, p. 258, 340 et 389.

natif de Toulouse, y avait reçu, dans son enfance, le surnom de *Becco*, ce qui veut dire, ajoute l'historien des Césars, bec de coq : *id valet gallinacei rostrum* ⁽¹⁾.

Gillart nous apprend qu'en breton on appelle plus spécialement *bec*, une langue de terre qui s'avance dans la mer ⁽²⁾ ; et, en effet, ce mot sert à désigner une foule de pointes sur l'océan, depuis le bec d'Ambez, dans la Gironde, jusqu'au bec du Raz, aux extrémités de la Bretagne ⁽³⁾. Le nom de *Penbec* caractérise parfaitement d'ailleurs ce promontoire qui s'avance comme une gigantesque proue entre les deux baies. Son territoire resta longtemps inhabité. La chapelle, dont on y voit encore les ruines, ne fut élevée qu'à la fin du XI^e siècle, dans des circonstances toutes particulières, et la légende, que le cartulaire de Redon nous a conservée, donne à son érection un parfum de simplicité si touchante que je ne puis résister au désir de vous en faire le récit. Je me bornerai d'ailleurs à traduire le texte latin, de peur de le déflorer.

Les premières lignes de la charte manquent, mais il est facile de voir qu'il s'agit d'étrangers jetés à la côte par une tempête, et réfugiés sur les hauteurs de Penbé. « De là, ajoute le narrateur, ils regardaient, comme d'un observatoire, si le vent était favorable ou non, pour pouvoir retourner dans leur pays. L'un d'eux souffrit violemment d'une maladie. Diverses révélations et ses compagnons eux-mêmes l'engagèrent à attendre là, au milieu du sommeil, le secours de Dieu, comme cela était arrivé à beaucoup de saints. S'étant donc endormi, il se réveilla parfaitement guéri et bien portant, disant comme le patriarche : « vraiment le Seigneur est dans ce lieu et je l'ignorais ». Les patrons du navire, rendant de grandes grâces à Dieu, élevèrent un autel en l'honneur de sa sainte Mère, et aussitôt un vent favorable enfla leurs voiles, ils fendirent les vagues et regagnèrent leur pays.

(1) Suétone. *Vie de Vitellius*, dernier alinéa.

(2) Gillart, aux mots *langue de terre*.

(3) Dans le Morbihan notamment, le mot *bec* entre dans la composition d'un grand nombre de noms de pointes situées sur l'océan.

« Trois habitants du domaine de *Misquiric* ⁽¹⁾, sortis de la même famille, Juhel Coquard, Jarnogon Leroux, et Normandean (*Normandellus*), qui s'étaient partagé leurs biens, mais avaient laissé indivise entre eux la pointe (de Penbec), parce qu'elle était improductive et stérile, voyant le Tout-Puissant opérer de telles merveilles sur leur terrain, engagèrent, du consentement du seigneur de Misquiric, un homme pieux, nommé Aluehen, à y élever, avec leur concours, un oratoire pour servir la Vierge Immaculée, promettant d'y attacher une fondation de dix novales. Aluehen refusa d'abord, objectant l'aridité du lieu, si exposé aux vents et aux tempêtes; il y consentit enfin, mais à la condition qu'il pût, à son gré, disposer, en faveur de telle ou telle abbaye, des terres qu'on lui offrait. Ce qui fut accepté volontiers par les donateurs, et ratifié par leur seigneur, Fréдор, fils de Richard.

« Quand l'homme de Dieu eut bâti son oratoire, il alla à Redon et concéda à l'abbé Justin et au couvent de Saint-Sauveur, pour participer aux prières de la Communauté, le lieu précité avec la chapelle et les terrains annexés. Puis prenant la bure, il revint à son ermitage avec l'abbé et obtint aisément de Fréдор, fils de Richard, de Fréдор, fils de Daniel, seigneur d'*Acérac* ⁽²⁾, ainsi que des donateurs, que pour le salut de leurs âmes, l'abbaye de Redon fut constituée héritière des dites possessions. Et cela en présence et avec le consentement de Benoît, évêque de Nantes, invité à venir bénir le sanctuaire. Par égard pour l'abbé, et dans l'intérêt de la fondation, les trois habitants de Misquiric, autorisés par leur seigneur Fréдор, fils de Richard, déclarèrent de plus que si quelques-uns de leurs héritiers voulaient faire, de leur propre fonds, une donation à l'oratoire, eux, les donateurs, acquitteraient les droits dus au seigneur de Misquiric. Et ils leur

(1) C'est le village de Mesquéry près de Penbé, en face de Mesquer dont il est séparé par le trait. Le diminutif *ic*, qui termine son nom, semble lui donner le sens de Petit Mesquer.

(2) « *Aceraci Domino.* »

enjoignirent de ne jamais rien demander aux moines (de Penbec), sinon Jésus-Christ ⁽¹⁾. »

Une observation se dégage de la lecture de cette charte. Nous n'y trouvons plus les noms propres bretons avec lesquels nous étions familiarisés. Ce ne sont ici que des noms d'une autre langue, Coquard, Normandeu, Frédor, Daniel, Richard, qui dénotent une origine normande et une occupation fortement organisée. Le seigneur d'Acérac, d'après les chartes de l'époque, paraît relever lui-même de Bernard, encore un autre Normand ⁽²⁾, dont l'aïeul avait donné son nom à la Roche-Bernard.

Les cadastres du quartier témoignent à leur tour de cette occupation. Il y a des terrains nommés la *Noë-du-Normand*, en Saint-Molf (S^{on} H), le *Clos-Normand*, en Mesquer (S^{on} E), le *Pont-Normand*, en Assérac (S^{on} C).

Par contre, nos noms de lieux, Assérac, Penbé, Mesquéry ont bien peu varié depuis huit siècles. Il est aussi question, dans une

(1) *Cart. de Redon*, p. 387.

(2) Un des frères de ce Bernard porte le nom de *Normand*, « *Normandus* » dans une charte du XI^e siècle (*Cart.*, p. 314), et les annales de l'abbaye de Redon désignent l'aïeul sous le nom de Bernard, *le Normand*, « *Bernardus Normannus* ». (*Ibid.*, p. 441.)

Les premiers fondateurs de la puissante baronnie de la Roche-Bernard étaient donc bien de race normande.

Un lien de parenté, en même temps que de vassalité, rattachait-il les seigneurs d'Assérac et de Mesquéry au seigneur de la Roche ? On le croirait, quand on lit dans les annales du monastère (*Cart.*, p. 445), que Simon, fils de Bernard de la Roche et d'autres toparques de *cette race*, « *alique stirpis illius toparchæ*, » enrichirent de leurs dons le sanctuaire de Penbé. N'est-ce pas nommer les Frédor, seigneurs d'Assérac et de Mesquéry, et Rioc, fils de ce dernier, qui furent les bienfaiteurs de l'oratoire ? Ces Frédor ou Fréor tournent dans l'orbite du seigneur de la Roche. Ils assistent, comme témoins, aux actes de sa maison, et à l'air dominateur que prend Bernard vis-à-vis des siens, s'intitulant « leur seigneur, le souverain seigneur d'eux tous, » on sent bien que cette supériorité s'affirme sur tous ceux qui l'entourent. (*Ibid.*, p. 315.) Prend-il une décision importante, du consentement de ses fils et de tous ses parents, « *consensu prolis, nec non totius consanguinitatis*, » à la suite des noms de ses enfants viennent immédiatement s'inscrire les noms des deux Frédor. (*Ibid.*, p. 340).

autre donation se rapportant au même oratoire, du petit hameau du *Blanc*, qui, si la lecture a été exacte, était appelé « villula *Blane* » au commencement du XII^e siècle⁽¹⁾.

C'est au monastère de *Penbé*, et aux autres chapelles existant dans le voisinage, que le village de *Trélogo*, en Assérac, doit son nom : on l'avait nommé, pour ce motif, le quartier des oratoires. *Loc*, pluriel *logo*.

XII

Pour aller d'Assérac à Herbignac, nous passons le ruisseau de *Kerhougas*, limite des deux communes, sur le pont de *Trément* — *trémen*, passage — qui a donné son nom au village voisin. Sur la hauteur prochaine s'élève *Kerhéraut*, le hameau du Tertre, ou le hameau du Rocher, selon qu'on doit écrire *Ker er ros*, ou *Ker er roh*.

Avant d'arriver au bourg d'Herbignac, nous trouvons *Ponnement*, que les habitants prononcent *Podeman*, — *pont men* — le pont de pierres. Le ruisseau sur lequel ce pont est jeté déverse à quatre cents mètres de là, dans la fosse de *Govelin*, le trop plein des eaux du lavoir de *Ponnement*. Il est à remarquer que le même nom de *Govelin* a été donné également à un autre bas-fond, placé dans des conditions identiques, au bas du coteau de *Bilon*, à trois kilomètres plus au nord. Il y a aussi le *Clos-Govelin*, en Pénestin (S^{on} F). Ce nom de *Govelin*, — *goh vélin*, pour *goh mélin*, le moulin en ruines, ici encore notre vannetais *mélin*, — est l'indice que des moulins à eau existaient autrefois en ces lieux. Le Morbihan compte également plusieurs écarts du nom de *Coh vélin*, *Goh-vélin*, et *Er-Goh-vélin*, situés sur des cours d'eau et se rapportant à des moulins.

Au milieu des terres, les noms d'arbres jouent naturellement un rôle important dans la désignation des lieux. En Herbignac,

(1) *Cartul. de Redon*, p. 389.

nous avons *Kergestin* — *ker gvesten* — le hameau des châtaignes, couché comme autrefois, à l'ombre des vieux châtaigniers, — *questen* le plus souvent en vannetais, parfois *quisten*, partout ailleurs *quistin* ⁽¹⁾; *Kerlibérin* — *ker hilibéren* — le village du Cormier; le *Guernais*, comme nous dirions en français l'Aunaie, de *guernec*, lieu planté d'aunes ⁽²⁾; *Couépras* — *couët prat* — le pré du bois; la *Ville-Drain*, la ville aux épinés; *Couetbouc*, qu'on prononce dans le pays *Couetbou*, le bois du bouc ⁽³⁾; *Couetcaret*, le bois du charron, ou le bois du rocher, selon qu'on écrira *carrer*, ou *carrec* ⁽⁴⁾.

Il faut citer encore dans la commune d'Herbignac : *Kergoche*, — pour *ker goz*, — le vieux village; *Kerchus*, — pour *ker zu*, — le village enfumé, à la lettre le village noir; le *Rohello*, forme plurielle du vannetais *rohel*, les Roches; le *Fozo*, pluriel de *foz*, les Tranchées, nom commun aux moulins du *Fozo*, et à la métairie de la *Ville-Fozo*, bâtis sur les anciennes landes du *Fozo* que traverse une voie romaine.

Ranroué, avons-nous dit, veut dire le lot du roi. *Ranlais*, terre noble, qui faisait partie du domaine de Ranroué, mérita, par son importance, d'être appelé le lot de la Cour — *Ran lès* ⁽⁵⁾.

(1) De Rostrenen et Le Gonidec : châtaignes, pl. *quistin*, en Vannes *questen*. — Cillart : *quisten*.

(2) En creusant les marais situés à peu de distance du Guernais, on ne trouve guère dans la tourbe que deux essences d'arbres, des aunes et des saules.

(3) Actuellement bouc se dit *boh* en Vannes; mais du temps du P. de Rostrenen (1732) et de l'abbé Cillart (1744), les vannetais prononçaient *bouh*.

(4) Cette dernière version est la plus naturelle. Le breton *carrec*, qui dans les autres dialectes ne signifie plus que « rocher à fleur d'eau, écueil, » garde encore en vannetais le sens primitif de « roche, rocher » en général, le sens que lui donnaient les bardes du VI^e siècle. Quand le centenaire Liwar'h-heun s'écrie dans ses angoisses : « La salle de Kendelan est triste cette nuit, au sommet du rocher d'Hodnet ! » il emploie le mot *carrec*.

De la Villemarqué. *Notice des principaux manuscrits des anciens Bretons*. Paris, 1856, p. 11. — Cf. Cillart, aux mots *roc*, *roche* et *rocher*.

(5) Le *Dictionnaire des terres*, de M. de Cornulier, mentionne : « *Raulet*, 1679, au marquis d'Assérac »; c'est une orthographe défectueuse, car les

Le château de Ranroué, ou de Ranrouet, comme on l'écrit le plus souvent, était, avant la Révolution, le siège du marquisat d'Assérac, et plusieurs actes des registres paroissiaux d'Herbignac font connaître que, dans le XVII^e siècle et au commencement du XVIII^e siècle, les seigneurs y faisaient souvent leur résidence. Mais bien avant la création du marquisat le château existait. La barbacane destinée à défendre le pont-levis, la porte d'entrée avec son arche à plein cintre, certaines parties inférieures des tours et des remparts dénotent une construction du XII^e ou du XIII^e siècle. Encore est-il permis de supposer que ce château, comme tant d'autres châteaux-forts, s'est superposé à quelque construction gallo-romaine, utilisée à l'époque normande (1).

Nos habitants donnent d'ordinaire à leurs nouvelles constructions le nom breton des champs sur lesquels elles sont bâties, usage qui ne contribue pas peu à conserver les anciennes désignations cadastrales. On ne voit pas souvent des gens de la force de ce bon laboureur qui, du prénom de sa femme, avec une teinte de couleur locale, a décoré sa maison neuve, en Herbignac, du nom pompeux de *Kerjulienne*.

A deux kilomètres au nord du bourg d'Herbignac, sur le bord de la route départementale n° 9, de Guérande à la Roche-Bernard, est le hameau moderne de *Duret*, qui a reçu son nom des par-

registres paroissiaux d'Herbignac, antérieurs ou contemporains à cette date, écrivent toujours *Ranlais*, comme on le fait de nos jours.

(1) Nous venons de voir que les premiers seigneurs connus d'Assérac paraissent d'origine normande.

On a trouvé aux environs du château de Ranroué un statère gaulois, en or, qui est en la possession de M. Chomart de Kerdavy, propriétaire à Herbignac. Voici la description de cette monnaie : Droit fruste, tête imberbe, à droite, entourée de cordons perlés ; r. Cheval androcéphale, marchant à droite, conduit par un aurige. Devant la tête du cheval, le *vexillum* à bandes verticales que M. Hucher attribue en propre aux Venètes (l'*Art gaulois*, II, p. 17). Sous le cheval, génie couché.

Remarquons que ce n'est plus ici le génie debout, aux bras étendus, qui semble particulier aux Namnètes. Sur la plupart des statères trouvés récemment dans le Morbihan et dans la presqu'île guérandaise, le génie ailé et couché alterne avec la roue, au revers des monnaies.

celles qui l'avoisinent. Bâti près du *Pont-de-Duret*, à l'extrémité septentrionale de l'ancien étang de Ranroué, aujourd'hui desséché, il confine au *Pré de Duret* ⁽¹⁾, un bas-fond où tombent les ruisseaux qui descendent des côteaux voisins. Voilà un lieu-dit qui mérite bien son nom, car *deur*, en vannetais, signifie eau, d'où *deur ret.* eau rapide, ou *deurec*, baigné par les eaux. Et comme pour mieux accentuer cette dénomination, les parcelles limitrophes, situées en la commune de Férel, s'appellent les *Cambelles de Duret* ⁽²⁾.

Ce nom rappelle à la mémoire la ville de Durétie de la carte de Peutinger. M. de Closmadeuc, dans un article plein d'aperçus judicieux, publié en 1866, dans le *Bulletin* de la Société Polytechnique du Morbihan, place cette station, avec une grande apparence de vérité, à l'Isle, en Marzan, sur la rive droite de la Vilaine. A ce compte, notre hameau d'Herbignac n'en serait distant que de sept kilomètres à peine. Ce détail a bien son intérêt. Car étant admis que Durétie fût située sur la Vilaine, cette concordance de noms entre l'antique station et nos parcelles cadastrales donne à penser que la langue des Venètes était la nôtre, et que certains mots de la presqu'île se sont conservés jusqu'à nos jours sans altération.

Et cette coïncidence n'est point une simple ressemblance de hasard, car le mot de *Duret* se retrouve encore dans le nom du hameau de *Kerduret*, en la commune de Saint-Lyphard.

(1) Cadastre d'Herbignac. Son D, n° 2106.

(2) Cadastre de Férel. Son E, n° 570.

Le mot *cambelle* ou *combelle*, usité dans le pays pour exprimer un bas-fond, une petite vallée, semble dériver du celtique *comb*, vallée.

Dans plusieurs mots bretons, la terminaison *el* est venue s'ajouter à un radical beaucoup plus ancien qui a disparu de la langue, du moins avec le sens primitif : comme *carnel*, charnier, reliquaire, dérivé de *carn* ; *cruguel*, butte, monticule, dérivé de *cruc*. Il en serait ainsi de notre mot *combel*. Pour beaucoup d'autres noms, les deux formes existent simultanément en breton : *roh*, *rohél*, *prad*, *pradel*, *loc*, *loquel*, etc., et dans ce dernier cas, le suffixe *el* donne toujours un diminutif du radical, règle qui dès le principe a dû être générale.

Les pestes qui sévirent pendant le moyen âge, semblent rappelées par certains noms de lieux du pays. On sait combien la lèpre était commune en Bretagne. Je crois en trouver un souvenir dans le nom des hameaux de *Lauvergnac*, en Herbignac et en Guérande. *Louvr* et *lovr*, en breton signifient lépreux ; au pays de Vannes on prononce *lovr*, et lèpre s'y traduit par *lovréréah* ⁽¹⁾. Je ferai remarquer que nos laboureurs prononcent encore *Lôvrignâ*, en dépit de l'orthographe usuelle, conservant obstinément à ce mot son radical vannetais. Qu'on ne s'étonne pas d'ailleurs de voir un pareil nom porté par des hameaux qui devinrent plus tard chefs-lieux de juridictions seigneuriales. Le Gonidec donne une semblable étymologie au Louvre : « Je pense, dit-il, qu'il ne faut pas chercher ailleurs l'origine et l'étymologie du mot Louvre que porte le palais de nos rois, ainsi que quelques villages de France ⁽²⁾. »

En Camoël, le village du *Bocéno* présente un sens analogue. *Bocenn*, dans tous les dialectes, veut dire peste, et *bocéno* en est la forme plurielle. Il existe aussi, dans la presqu'île guérandaise, des familles portant le nom de *Bocéno*, soit qu'elles tirent leur origine de ce village, soit qu'au contraire quelqu'un de leurs ancêtres ait fondé le Bocéno. Mais assurément ce nom a dû être donné, dans le principe, à des pestiférés, ou à un quartier frappé de la contagion.

J'ai dit, au commencement de cette étude, qu'un nom de lieu, en Herbignac, pourrait bien, par exception, ne pas appartenir au dialecte vannetais : c'est celui de *Kercoudry*, — le hameau du Colombier. « Si j'osais, fait observer Le Gonidec, je dirais que le « mot *kouldri* est composé, par contraction, de *koulm*, colombe, « pigeon, et de *ti*, maison ; je croirais même être d'autant plus « fondé à lui donner cette origine, qu'en Vannes on dit *klomdi*, pour « exprimer la même chose. » Et au mot *koulm*, colombe, Le

(1) Cillart, aux mots *ladre* et *ladrerie*. — L'h final suppose, comme nous l'avons vu, une forme antérieure *lovrereac'h*.

(2) Le Gonidec au mot *lourez*.

Gonidec ajoute : « en vannetais, on dit *klom* ». Toutefois, l'auteur du *Dictionnaire français-breton* du dialecte de Vannes, antérieur de quatre-vingts ans à Le Gonidec, traduit colombe par *coulom*, *colom* et *clom* ⁽¹⁾. Or, dès lors qu'on disait *coulom*, en Vannes, la syncope donnait aussi bien *coulm* que *clom*. *Coulm* semblerait même avoir été partout le mot primitif, puisque Saint-Colomban était appelé Saint-Coulm dans toute la Bretagne ; ce qui fait dire à M. de Courson que *coulm* signifie colombe dans tous les dialectes bretons ⁽²⁾.

Kercoudry, ferme voisine et dépendante du château de Keroberth, était certainement autrefois la fuie du manoir. Le village de *Coulement*, en Missillac, puise aussi son étymologie à la même source : *Coulm men*, la pierre de la Colombe.

J'ai nommé *Kerobert*. On se tromperait, selon moi, si l'on voulait voir dans ce composé le préfixe *ker* suivi d'un nom propre. Je l'expliquerais plutôt par le substantif breton *ober*, œuvre, exploit, haut fait. *Kerobert* serait « le lieu de l'exploit ». Son étymologie lui vient, à n'en pas douter, d'un lieu-dit voisin du château, appelé la *Pierre-Obert*. A quelques pas plus loin, d'autres cantons de terre sont nommés les *Roches-louses*, c'est-à-dire les roches maudites : *louz*, impur, infâme ⁽³⁾. Il est probable que toutes ces pierres étaient des mégalithes qui auront été détruits ⁽⁴⁾, et auxquels se rattachait quelque vieille légende aujourd'hui disparue.

Un corrigan malin en aurait-il été le héros ou la victime ? Le village de *Corobert*, bâti non loin de la Pierre Obert, le donnerait à penser, avec son préfixe *cor*, qui n'est point assurément une altération de *ker*, deux hameaux aussi distincts que Keroberth et Corobert ne pouvant porter le même nom. Or, le mot *corr*,

(1) Gillart, aux mots *colombe* et *pigeon*.

(2) De Courson. *Hist. des peuples bretons*, I, p. 292.

(3) La *Pierre Obert* porte au cadastre le n° 550 de la S^{on} C, et les *Roches-louses* les n°s 564 et suivants.

(4) Il existe encore un mégalithe en ruines, à peu de distance de là, sur la commune de Missillac.

en breton, sert exclusivement à désigner ces esprits folâtres qui étaient les sylphes de nos pères.

« Les Armoricains, dit M. l'abbé Mouillard, ont les corrigued, corrigans, guérionnets, boudigued, boudiguets, poulpiquets, poulpiquans, esprits des eaux de la terre et des bois, « apparaissant sous la forme de nains qui se retirent dans les « cavernes ou dans le creux des rochers, et dansent la nuit, au « clair de lune, autour des pierres consacrées⁽¹⁾. »

Mais voici une étrange coïncidence. Il existe, cantonnées dans la partie septentrionale de la commune d'Herbignac, à Corobert, à Kercoudry, à la Ville-Guervé, et aux hameaux circonvoisins, de nombreuses familles portant le nom de *Bodiguel*. N'est-ce pas là le nom à peine modifié de nos nains bretons ? Et ne peut-on pas supposer qu'autour de ces *Roches-louses*, flétries sans doute par le christianisme, *corrigans* et *boudigued* venaient danser leurs rondes nocturnes, et qu'un événement imprévu, rappelé par la *Pierre-Obert*, y vint brusquement mettre fin ? Toujours est-il que la croyance de nos pères à ces malins esprits a laissé des traces dans les noms de lieux comme dans les superstitions du pays. Le village de *Boudicois*, en Piriac, n'a pas d'autre origine : *boudic couët*, le bois de la Sorcière ; et tous les touristes qui ont visité nos côtes entre Batz et le Croisic connaissent la *Grotte du Cor-rigan*. Le nom patronymique de *Le Corre*, qui existe dans la presqu'île, provient encore de la même étymologie.

Les démons prirent plus tard, dans les imaginations, la place des nains celtiques. Témoin le village de *Landieul*, en Herbignac : *lan diaul*, le territoire du diable⁽²⁾ ; *diaoul*, démon, en Léon, et *diaul* en Vannes. A Saillé, il y a le champ du *Diaulet*, un lieu hanté par les démons⁽³⁾, et en Camoël, les landes de *Mendiol*, — la *Pierre du diable*. Sans compter les dénominations françaises

(1) *Bulletin de la Société Polymathique du Morbihan*, année 1859.

En breton, *corr*, *corric*, *corrigan*, *boudic*, et *boudigued*, désignent également les génies femelles.

(2) On la *Lande du diable*, du breton *lann*.

(3) Soit que ce nom de *Diaulet* doive être considéré comme le pluriel

entrées depuis dans nos cadastres, comme le *Trou du diable*, le *Pertus du diable*, etc., etc.

XIII

Férel, ancienne trêve d'Herbignac, apporte aussi son contingent de mots significatifs, et on peut reconnaître le terrain propre à telle ou telle essence d'arbres par le nom du village voisin. C'est *Keralais* — *ker halec* — la Ville-aux-Saules ; *Quelnais* — *qué-lennec* — la Houssaie, le lieu où le houx abonde ; le *Guernais*, comme en Herbignac, le terrain planté d'aunes ; *Drézet* — *drézec* — le quartier aux ronces. Ajoutons-y *Kerrabin*, le village de l'Avenue, et *Couëtcouron* — *couët curun* — le bois de la foudre.

Le lin, non plus, ne pouvait être oublié dans un pays où sa culture était en faveur. Voici *Questoubin* — *ker stouben* — le village des étoupes.

Quelques noms plus importants pour l'histoire locale méritent d'être relevés. Deux voies romaines, après un long parcours dans notre département, traversent la commune de Férel pour aboutir au passage de la rivière, et se diriger sur Vannes. L'une décrite par le président de Robien, puis par MM. Bizeul, de Closmadeuc et Desmars, semble la grande voie de Vannes à Angers, avec bifurcation sur Nantes ; l'autre entrevue seulement par M. Bizeul ⁽¹⁾, et qui porte encore, dans nos cadastres, le nom de *Grande route de Saint-Nazaire*, venait des environs de Méans, de *Brivates-Portus* probablement, en contournant la Grande-Brière, traversait les communes de Saint-Lyphard et d'Herbignac, où elle est encore visible en maint endroit, et formait un angle

de *diaul*, qui fait *diaulet*, en Vannes, soit qu'il vienne par corruption du vannetais, *diaulec*, avec le sens de diabolique. L'aspiration finale ayant disparu, il devient souvent difficile de préciser le sens rigoureux.

(1) Bizeul : *Mémoire sur les voies romaines de la Bretagne et en particulier de celles du Morbihan*. Caen, 1843, p. 56.

presque droit avec la première, à leur point de jonction, vers l'Isle, en Férel.

Le passage du Gué-de-l'Isle sur la Vilaine avait donc, par les voies qui venaient y aboutir, une importance bien autre que celui de *Tréhiguier*, en Pénestin. Serait-ce à ce degré d'infériorité que ce dernier village doit son nom vannetais de Tréhiguier — *tréhic guer* — le hameau du petit passage (1) ?

Il fallait des *castella* pour surveiller les voies convergeant vers le Gué-de-l'Isle, et peut-être à proximité de Durétie. Le vieux manoir de *Couëtcastel*, le fort du bois, était un de ces points fortifiés. Car, selon l'opinion des archéologues, les noms dans la composition desquels entre le mot *castel* désignent fréquemment un campement romain, et même, suivant M. Bizeul, toujours (2).

Non loin de là, se trouve la terre de *Trégrain*, ancienne juridiction seigneuriale, où existait un château fort dont les douves sont encore visibles en certains endroits. Ce nom de *Trégrain*, comme celui du *Pengrain*, implique une idée de retranchements, de travaux défensifs (3), et la dénomination d'un village voisin, *Kerboulard* — *ker boulouard* — semble garder le souvenir d'anciennes fortifications (4).

Plus au nord, à proximité de l'Isle, en Férel, des lieux-dits appelés les *Champs de la chaussée* (S^{on} M), signalent le passage de la voie romaine. Tout auprès, s'élève le hameau du *Gastre*, dont le nom (*castrum*) emprunté au latin, comme celui de *Castel*,

(1) Dans les chartes du moyen âge, le nom de ce petit port figure sous les formes les plus variées, mais impliquant toutes un sens de passage.

(2) Bizeul, ouvrage précité, p. 39.

(3) Formé du substantif *tré* et de l'adjectif *cren*, Trégrain voudrait dire château fort, lieu fortifié.

(4) « *Boulouard*, boulevard, rempart, bastion. Ce mot s'il est breton, dit « Le Gonidec, doit venir de *Poull*, fosse ou fossé, et de *guard*, garde, « défense. »

À *Kerboulard*, en Saint-Nolff, dans le Morbihan, on voit les traces d'un ancien retranchement. — Rosenzweig. *Répertoire arch. du Morbihan*.

dénote l'existence d'un ancien camp dans cet endroit ⁽¹⁾, indication accentuée par un lieu-dit voisin : le *Toulart* ⁽²⁾ — *toul arz* — la fosse de la défense. Ici encore des retranchements, des tranchées, comme nous l'avons vu à l'occasion du *Fozo*.

Et puisque je parle de travaux de défense, je dois mentionner aussi, dans la commune de Pénestin, des terrains appelés *le Clais brass*, le Grand fossé ⁽³⁾, d'abord parce qu'ils nous rappellent probablement les anciennes luttes de notre pays, comme les *Gros Fossés* de Saint-Lyphard, puis parce que le mot *clé* est essentiellement vannetais, les autres dialectes employant une forme différente ⁽⁴⁾.

Camoël nous offre des idées plus riantes avec le village et les landes de *Corollais* — *corollec*, le lieu où l'on danse : soit que jeunes gens et jeunes filles du pays allassent y développer leurs rondes champêtres, soit que corrigans et sorcières y vinssent danser la nuit, au clair de lune, autour des dolmens. Ce mot de *coroll*, danse, qui, selon le P. de Rostrenen, n'est plus usité qu'en vannetais et dans une partie de la Cornouaille, est ancien dans la langue bretonne, et son radical *corr* fait supposer qu'il exprima d'abord les rondes nocturnes menées par les corrigans ⁽⁵⁾.

Le nom du village de *Kermadet* vient appuyer ce que j'avais au commencement de cette étude et dont nous avons depuis vu de nombreux exemples : la consonnance finale du mot breton a presque toujours disparu dans les noms de la presqu'île. Si les nombreux homonymes qu'a Kermadet dans le Morbihan se prononcent tous *Kermadec* ou *Kervadec*, c'est que dans les com-

(1) Le village de *Langdtré*, en Herbignac, — le territoire du Camp — procède de la même étymologie.

(2) Cadastre de Férel. — Son M, n° 1110.

(3) Cadastre de Pénestin. Son A, n°s 813-859.

(4) Pour fossé, en Léon, on dit *cleuz*, en Tréguier *cleu*, en Cornouaille *cleun*, en Vannes *clé*. — Cf. Lagadeuc, Giliart, de Rostrenen, Le Gonidec et Troude.

(5) Il y a aussi en Férel des terres nommées le *Corollo* (Son D). C'est le pluriel de *coroll*.

munés où ils se trouvent les habitants, parlant la langue bretonne, savent que *madec* veut dire riche et fertile, et n'ont garde de dénaturer l'expression. Mais nos laboureurs qui conservent le nom sans le comprendre, par tradition, parce que c'est le nom de leurs villages et de leurs champs, devaient fatalement en arriver à supprimer des aspirations si peu en rapport avec la phonétique de notre langue.

Au fond des terres, et près de l'Océan est couché *Pénestin* — *penn e sten* — la Pointe de l'étain : *stéan*, étain, en Léon, *sten* en Vannes. Les mines de ce métal y sont inexploitées depuis longtemps, mais il est permis de croire qu'à l'époque de la puissance des Venètes, elles étaient, avec celles de Piriac, une des sources les plus lucratives de leur commerce.

En 1813, le monde scientifique fut mis en émoi par la découverte du minerai d'étain sur la côte de Piriac. Jusque-là, aucune mine de ce métal n'était connue en France ⁽¹⁾, quoique, d'après Strabon, l'étain se trouvât au delà des Lusitaniens, ce qui semblait s'appliquer parfaitement à la Gaule ⁽²⁾. On constata, à Piriac, l'existence de deux filons parallèles courant est-ouest, et aboutissant à un troisième filon courant au nord ⁽³⁾. On trouva du minerai à la superficie du sol, comme dans les rochers et les cailloux, depuis Poulbran, près de la Turballe, jusqu'à Mesquer. Des indices en furent également suivis jusqu'à Pompas, dans la commune d'Herbignac. « A Mesquer, dit M. de Francheville, on trouve dans les rochers de la côte un étain oxydé pareil à celui de Piriac ⁽⁴⁾. »

Nul doute qu'en poussant plus loin les investigations, on ne fût arrivé à reconnaître que les filons stannifères embrassaient toutes les côtes de la presqu'île, de la Turballe à Pénestin, car avec Mesquer et Pompas nous voici bien rapprochés de la Vilaine.

(1) Roget de Belloguet. *Le Génie gaulois*, p. 487.

(2) Strabon. Paris, 1620. III, p. 147.

(3) Richer. *Voyage au Croisic*, p. 33. — Morlent. *Précis historique sur Guérande, le Croisic et leurs environs*, p. 154.

(4) Ogée. Nouvelle édition, art. *Mesquer*.

Pénestin, par son étymologie, n'est pas seul, d'ailleurs, à nous révéler l'existence de l'étain dans ces parages. Le même radical *sten*, insolite ailleurs, apparaît dans la composition de plusieurs noms de lieux. Je citerai notamment, en Camoël, le *Lestin*, qui voudrait dire ou le lieu de l'étain, — *leac'h*, *lec'h*, lieu, ailleurs, *leh*, en Vannes, — ou la Pierre d'étain, avec le breton *lec'h*, pierre, qui a servi à former le mot *cromlech*, et changé en *leh* par la prononciation vannetaise. Je nommerai encore, dans la commune de Férel, le village de *Kerosten*, dont le sens, en vannetais, ne paraît guère douteux : *ker roh sten*, le village du rocher d'étain.

Ce n'est point là d'ailleurs une consonnance fortuite. L'étain existe dans la commune de Pénestin, comme sur les autres points précités de la presqu'île. M. le comte de Limur a consacré à ce gisement un intéressant article dont je détache les lignes suivantes :

« A partir de la pointe de Pénestin, après avoir passé, sur la
« côte, non loin des gros rochers appelés les *Demoiselles*, on
« marche sur une bande de sable noir contenant une quantité
« importante d'oxyde d'étain granuliforme. Cette bande est une
« alluvion maritime que le flux et le reflux de la mer apportent
« et laissent à la côte. Enlevez ce sable, il s'en déposera d'autre
« tout semblable à la prochaine grande marée; c'est ce dont
« nous nous sommes assurés, un conducteur des ponts et
« chaussées et nous.

« Ce phénomène nous induit à penser que très probablement
« il est le résultat de la destruction des roches sous-marines du
« voisinage de la côte; charriés et rejetés par les courants qui
« portent justement sur ce point, les sables viennent déposer et
« former une alluvion maritime (1). »

Les lieux-dits de ce quartier autorisent à croire que, comme à Piriac, le filon stannifère se prolongeait dans les terres, et que l'étain existait dans les roches émergeant du sol, comme dans les

(1) *Bulletin de la Société polymathique du Morbihan*, année 1878, p. 125.

roches sous-marines de la côte. Seulement les premières ont pu aisément être exploitées, à l'encontre des autres qui sont protégées par le flot.

Si je parcours les hautes falaises du rivage, je vois à l'embouchure de la Vilaine la *Pointe du Haliguen*, la pointe du Saule, — breton *haléguen* ⁽¹⁾ ; au sud les deux pointes de *Loscolo* et de *Golumer* dont les noms feraient supposer que des feux y étaient allumés, soit pour éclairer les basses de l'Océan, soit pour faciliter la surveillance des garde-côtes. Car *golou* et *golo*, qui se prononcent actuellement *goleu* en Vannes, signifient lumière ⁽²⁾ ; *Golumer* — *golou mer* — serait donc le grand feu, la grande lumière. Quant à *Loscolo*, composé du même substantif *golo* et du breton *losq*, « état d'une chose qui brûle, » il présente le sens d'un phare à feu fixe.

Près de ces pointes où des corps de garde étaient établis, s'étend la côte de *Lanchale* que baigne la mer à la marée haute. *Lan*, avons-nous vu, est employé dans la composition pour territoire, et *chale* veut dire le flux de la mer, le flot, la marée montante. Selon Le Gonidec, ce dernier mot appartient exclusivement au dialecte de Vannes.

Est-il surprenant d'ailleurs qu'on se heurte si fréquemment à des termes vannetais quand il est constant que comme le reste de la presqu'île, comme Guérande où, selon l'opinion de D. Lobineau, Guérech avait sa résidence ordinaire, le quartier de Pénestin faisait partie du territoire de ce *Broérec* ou *Browérec*, — le pays de Guerech, — auquel le farouche breton avait donné son nom. Ce ne sont point de simples probabilités, c'est un texte précis qui nous l'apprend. Un recensement de la fin du XI^e siècle, où ne figurent que les paroisses vannetaises les plus rapprochées

(1) Il est à remarquer que la forme *haliguen* apparaît bien plus fréquemment que *haléguen* dans la composition des noms de lieu vannetais. On compte dans le Morbihan une quinzaine de hameaux ou lieux-dits appelés *Haliguen*, *Kerhaliguen*, *Keraliguen*, *Kernaliguen*, *Rohaliguen*, *Fêten-Haliguen*, contre trois seulement nommés *Haléguen* et *Kernaléguen*.

(2) Cillart, au mot *luminaire*.

de nous, Noyal-Muzillac, Caden, Marzan, Béganne, Allaire, Malensac, classe l'église de Tréhiguier, en Pénestin, parmi les possessions que comptait le monastère de Redon dans le Browérec ⁽¹⁾. Et cela, un siècle et demi après que notre presqu'île eût été rattachée officiellement au diocèse de Nantes !

Comme au temps des Venètes, c'était donc toujours le même peuple que celui de Vannes, et lorsqu'on y parlait encore la langue bretonne, ce ne pouvait être qu'un dialecte commun au reste de la contrée, c'est-à-dire le dialecte vannetais.

Il y a un rapprochement curieux à faire. Qu'on prenne le *Dictionnaire des lieux habités de la Loire-Inférieure*, et le *Dictionnaire topographique du Morbihan*, et que l'on compare les noms des hameaux de la presqu'île guérandaise avec ceux du département voisin : on sera frappé de la quantité d'homonymes qui existent dans ces deux pays. Et si l'on considère qu'ailleurs on ne trouve point, de commune à commune, des noms semblables aussi nombreux, il faudra bien reconnaître qu'il y a dans ces ressemblances multipliées la preuve non seulement d'une similitude de langage, mais encore de relations permanentes et d'une affinité de race.

L'examen des noms de famille de la presqu'île guérandaise ne fera que nous confirmer dans cette conviction. C'est par là que je veux finir et je n'en dirai que quelques mots, pour ne pas abuser de votre bienveillante attention.

XIV

J'ai cité dans le cours de cette étude plusieurs noms patronymiques du pays guérandais : Éon, Mahé, Lefloch, Bocéno, Le Corre, Bodiguel. Beaucoup d'autres mériteraient également d'être mentionnés.

Les invasions successives survenues dans la presqu'île y

(1) Cart. de Redon, p. 284

laissèrent des étrangers qui finirent par s'y acclimater et se perdirent dans la masse. Telle est l'origine du nom d'*Advenard*, fort répandu en Saint-Lyphard et en Guérande, mot qui paraît venir du latin *advena*, étranger, et remonterait à l'époque gallo-romaine. Telle est aussi celle du nom d'*Anézo*, en Herbignac. Le breton *anézo* correspond au pronom démonstratif pluriel ceux-ci, eux; ceux qu'on désignait ainsi étaient donc des étrangers, des inconnus pour le reste de la population.

Dénigo, nom assez commun en Herbignac, en Saint-Lyphard et en Guérande, est le pluriel de *denic*, petit homme, diminutif de *den*. Il a dû être donné, dans le principe, à des gens de taille exceptionnellement petite. Faudrait-il y voir les descendants de cette race ligure qui visita autrefois nos contrées et y construisit peut-être nos dolmens (1)?

Du reste, beaucoup d'autres noms ont été attribués, dans l'origine, à l'occasion de la taille ou de la conformation physique. C'est ainsi que *Le Bihain*, en Saint-Lyphard et en Guérande, veut dire Le Petit; que le nom de *Créno*, en Camoël, pluriel de l'adjectif *crenn*, a été donné à des hommes courtards et replets. *Le Berre*, nom fort commun dans la presqu'île, répond à notre nom français Le Court (2); *Rouzic*, en Herbignac, c'est le petit roux — Rousseau; — et *Borgny*, en Assérac, le petit borgne.

Par contre, le nom de *Gouret*, répandu dans nos cantons, équivaut à Le Long; littéralement homme de longueur. « Je pense » comme le P. de Rostrenen, dit Le Gonidec, que ce mot vient « de *gour*, homme, et de *hed*, longueur. » Avec une construction semblable, le nom de *Torlay*, en Assérac, voudrait dire l'homme au gros ventre, du vannetais *tôr*, pause, gros ventre, qui se dit *teûr* dans les autres dialectes (3), et de *led*, largeur: mot à mot, ventre de largeur. De même, *Denaire*, en Herbignac,

(1) Roget de Belloguet. *Ethnogénie gauloise*.

(2) Dans beaucoup de noms propres, l'article français précède le mot breton, remarque commune à tous les quartiers de la Bretagne où la langue française a prévalu.

(3) Le Gonidec, au mot *teûr*.

signifierait l'homme agile, — *den err* — à la lettre l'homme de rapidité.

Le nom de *Haspot*, en Saint-Lyphard, a été donné tout d'abord à quelque chef de famille gratifié de grands pieds et de grandes mains. Ce mot est formé de la particule *as* qui, dans les composés, sert à marquer le redoublement, et du vannetais *pô*, en Léon *pao*, qui dans le style familier se dit d'un grand pied et d'une grande main, — vulgairement grandes pattes (¹).

Des gens trapus reçurent le nom de *Bily*.

Un laboureur boiteux — *camm arer* — a donné son nom aux familles *Camaret*, nombreuses en Assérac (²).

La vigueur de quelques-uns les a fait nommer, dans cette commune, *Quellais*, en breton *quellec*, c'est notre nom français Le Masle; ou par une exagération de la même idée *Lasquellec*, comme en Camoël.

La longue chevelure des autres leur a valu le nom de *Blouet*, chevelu, que les habitants prononcent Bléouet. C'est le vannetais *bléouec* qui se dit *blévec* en Léon (³). Voilà des bretons qui sont bien les descendants des Celtes de la Gaule chevelue.

Souvent aussi leurs défauts ou leurs qualités morales ont servi, dans le principe, à désigner les individus. Un caractère pointu, peu endurant, s'était attiré le nom de *Dréno* — *drénoc* — ce que nous dirions en français Lépine. Celui-là pouvait avoir bon cœur mais assurément mauvaise tête, qui le premier, en Assérac, fut appelé *Grenapin* — *gren a penn* — mot à mot vif de la tête. Mais ils étaient encore plus prompts à s'emporter ceux que dans la même commune on désigna sous le nom de *Chasserio*. Nos aïeux étaient parfois goguenards et il leur restait un bon fonds de sel gaulois. Certaines gens se cherchaient noise sans doute à tout propos, et on les avait surnommés les chiens en querelle, *chass é riot*.

(¹) Le Gonidec, au mot *pao*.

(²) Toutefois, la consonnance finale ayant disparu dans la presqu'île, *Camaret* pourrait venir également de *camm marec*, le chevalier boiteux.

(³) Le Gonidec, au mot *blévec*.

Mieux eût valu pour ces disputeurs s'inspirer des exemples de ceux qu'en Herbignac on nommait *Le Fur*, c'est-à-dire Le Sage.

C'est une qualité aussi, la fidélité, la constance qui mérita à quelques habitants de Pénestin le nom de *Postec*, en français Constant. Conduite aussi louable que l'était peu celle de ces galants du nom de *Poquet*, en Herbignac, — breton *poquer* — qui comme le papillon voltigeaient de fleur en fleur.

Le nom de *Guilloury*, en Camoël, semble avoir eu pour origine chez les premiers qui l'ont porté, un penchant à la gourmandise. Si j'en crois D. Le Pelletier, *guilliouri*, mot disparu de la langue bretonne, voulait dire être friand, rechercher les bons morceaux.

Un défaut d'intelligence, un esprit lourd et émoussé a fait donner à d'autres, en Herbignac, les noms de *Souchet* et de *Souquet*, car *souc'het*, en breton, a le sens d'obtus ⁽¹⁾.

Toutes les professions, tous les métiers sont représentés par des noms de famille :

Les marchands par des *Marhadour*, en Pénestin, mot qui est la forme vannetaise.

Les fripiers, les revendeurs par des *Taconnet*, en Herbignac, — breton *taconner* ⁽²⁾.

Les cordonniers par des *Le Querré*, sur la côte de Portnichet, en Saint-Nazaire.

Les tailleurs par des *Le Quimener*, en Mesquer; en breton *quéméner*, couturier.

Les forgerons par des *Le Goff*, en la Chapelle-des-Marais; et quoique ce nom s'écrive par deux f, il se prononce *Le Gó*, dans les villages, à la façon vannetaise.

Les métayers, par des *Méter* en Pénestin. Hors de Vannes, le t se remplace par un r, et on dit *mérer* ou *méreur*.

(1) Il y a dans le Morbihan, commune de Cléguérec, un écart nommé *Ty-Souquet*, la maison de Souquet.

(2) Dans tous nos noms terminés en *et*, comme Poquet, Camaret, Marquet, Blouet, Taconnet, Souquet, etc., le t ne se fait pas sentir et la dernière syllabe se prononce comme si elle finissait par un e ouvert.

Les ménagers, les chefs de ménage par des *Le Thiec*, en Herbignac, — breton *tiec*.

Les journaliers par des *Gonidec*, en Guérande.

Les tisserands par des *Tesséro*, en Pénestin, forme plurielle archaïque du vannetais *tesser* ⁽¹⁾.

Les bouviers par des *Bercegeay*, en Herbignac et en Assérac, substantif formé du breton *berz* qui, selon Le Gonidec, a le sens de commandement, et de *ejenn*, bœufs.

A l'origine, tous les noms propres furent des sobriquets. Plusieurs chefs de maison empruntèrent leurs surnoms soit à des animaux avec lesquels les malins du temps avaient cru remarquer une ressemblance physique ou morale, soit même à des objets inanimés.

C'est ainsi qu'en Férel nous avons des *Logodin*, mot qui en français veut dire souris ; en Saint-Lyphard, des *Le Marre*, c'est-à-dire Cheval, — *marh* pour cheval en Vannes, *marc'h* ailleurs ; en Herbignac et en Assérac, des *Hébel*, c'est-à-dire Poulain. Hors du Morbihan, au lieu de *hébel*, on prononce *hébeul* ou *heubeul* ⁽²⁾.

Et ce qui accentue mieux le sens de ces mots vannetais, c'est qu'en Saint-Lyphard, à côté des *Le Marre*, il y a des gens nommés *Cheval*, et auprès des *Hébel*, en Herbignac, d'autres habitants nommés *Poulain*. Ici le nom breton, là la traduction française.

Parmi les noms de famille de la presqu'île je pourrais citer encore : *Rastel*, Râteau ; *Lescop*, Lévesque ⁽³⁾ ; *Person*, Curé ; *Nédelé* — *nédellec* — Noël ; *Guével*, Jumeau ; *Cabeldu*, Chaperon noir ; *Prié* — *pried* — qui répond à notre nom français *Mary*,

(1) Gillart. — D'après le P. de Rostrenen, ce mot n'appartient qu'au dialecte de Vannes.

(2) Gillart. — Le Gonidec, au mot *ébeul*.

(3) Quoique d'origine latine, le mot *escob* est fort ancien dans la langue bretonne, puisqu'on lit dans une charte du XI^e siècle à l'occasion d'Escoublac : *Ecclesia Episcopi lacus, quam linguâ Britannicâ Escoblac nominant*.

et *Chatal* qui veut dire bétail. Par exception, ce mot diffère du substantif vannetais qui se prononce *chétal*.

Le nom de *Quistrebert*, en Assérac, désigne une famille dont le chef était sans doute venu de Questembert; car ce bourg s'appelle *Quistreberh* en breton de Vannes (1).

Certains noms patronymiques affectent la forme plurielle, et durent être attribués à toute une classe d'individus: nous en avons vu déjà plusieurs exemples, entre autres les Créno, les Dénigo, les Tesséro. Il y a lieu de faire à ce sujet une curieuse remarque: presque tous les noms propres, même ceux dont le pluriel est actuellement irrégulier ou d'une terminaison différente, le forment régulièrement par l'addition d'un o, soit qu'à l'époque où les noms ont été donnés ce fût un principe généralement admis et modifié plus tard, soit plutôt que nos laboureurs se préoccupassent peu de toutes ces subtilités grammaticales.

En Herbignac, des gens violents et emportés furent appelés *Bouillo*, du vannetais *bouill*, irascible.

Dans la même commune, plusieurs reçurent le nom de *Maguéro*, pour avoir recueilli quelque orphelin, ou parce qu'ils répandaient l'instruction autour d'eux. Car *maguer*, en breton, a les deux sens: au propre, il signifie nourricier, mari de la nourrice, et au figuré précepteur.

En Piriac, il y a des familles nommées *Mabo*, mot qui n'est qu'une forme plurielle régulière du breton *mab*, qui veut dire fils.

De même, en Camoël, le nom de *Bellégo*, les prêtres, n'est autre que le pluriel régulier du breton *bellec*.

Des malheureux, des misérables, furent appelés *Quesso*, nom assez commun en Saint-Lyphard et en Guérande. Souvent le singulier fait *queaz* ailleurs, mais toujours *quess* en Vannes. De là dérive aussi la dénomination d'un village de Saint-André-des-Eaux, *Kerquesso*, la demeure des misérables.

Il faut citer d'une manière toute spéciale les noms de *Le Guen*,

(1) Cillart, au mot *Quintembert*.

et de *Guenne* en Assérac, et celui de *Guénégo* en Guérande, mot qui n'est que le pluriel de *guenne*, soit qu'on doive y voir un souvenir de nos anciens Venètes, soit qu'on ne veuille considérer ces termes que comme des qualificatifs se rapportant au teint blanc de ceux qui les reçurent. Mais voilà du moins un mot, *guen*, blanc, qui est bien d'origine gauloise.

Pour quelques noms de nos chartes bretonnes, la particule *wr* ou *gour*, homme, qui entre dans leur composition, a été changée, lors de l'introduction de la langue française, en l'article déterminatif *le*, article que nous avons vu, dans beaucoup de cas, précéder le mot breton. *Wrbien*, l'homme petit, *Wrgual*, l'homme étranger, *Wrguen*, l'homme blanc ou venète, sont devenus *Le Bihain*, *Le Gal*, *Le Guen*. Dans d'autres noms guérandais, le préfixe *wr* a disparu, comme dans *Wrbili* et *Wrhucar* qui se sont changés en *Bily* et en *Hougard*. Toutefois on retrouve également la forme primitive *Wrbili* dans le nom propre *Gourbil*.

La suppression facultative du préfixe se remarque de même dans le gaulois, où le mot *ver*, identique de *wr*, disparaît dans quelques noms propres. C'est ainsi que nous voyons à la fois *Vercingetorix* et *Cingetorix*, *Vercassivelaunus* et *Cassivelaunus*.

Un mot encore propre au dialecte de Vannes est le nom de *Braire*, porté par des familles de Saint-Molf, et équivalent à celui de *Lefrère* qui existe en Saint-Lyphard. Au cadastre d'Herbignac figure aussi une parcelle appelée la *Lande-du-Braire*, la lande du frère (S^{on} A). Cette expression *brer*, usitée en vannetais, avait donc cours dans notre pays, à l'exclusion du mot *breur*, employé dans tous les autres dialectes.

XV

Je me proposais d'abord, Messieurs, de compléter cette étude par un examen approfondi des lieux-dits de nos cadastres où les preuves n'eussent pas manqué non plus à l'appui de ma thèse. Mais les développements auxquels je me suis laissé entraîner ont duré déjà trop longtemps, et il faut savoir se borner.

Une courte observation seulement avant de finir.

J'ai cherché autant que possible, en toutes circonstances, à ne présenter que des mots dont le sens me parût clair, faisant de la traduction beaucoup plus que de l'étymologie. Encore ai-je toujours eu soin d'appuyer mon opinion de renvois indiquant mes sources. J'ai pu néanmoins me tromper parfois, d'autant plus que, comme je n'ai cessé de le répéter, la suppression de l'aspiration finale rend, dans certains cas, la signification douteuse. Mais quelques interprétations contestables ne peuvent infirmer l'ensemble des preuves que j'ai produites.

La plupart des noms de lieux guérandais ont pour ceux qui connaissent la langue bretonne un sens aussi précis qu'ailleurs les dénominations françaises. Est-ce que, par exemple, *Kergadoué*, *Kerrabin*, *Mérionnec*, *Rohello*, *Penhouët*, *Gohvélin*, ou *Mendiol* sont moins faciles à comprendre que *la Chaise*, *l'Avenue*, *la Fromière*, *les Rochers*, *Bout-de-Bois*, *le Vieux-Moulin* ou *la Pierre-du-Diable*? Est-ce que d'autre part des noms patronymiques comme *Le Guen*, *Braire*, *Postec*, *Dénigo*, *Hébel* ou *Logodin* n'évoquent pas une idée aussi nette que les noms français *Leblanc*, *Lefrère*, *Constant*, *Petiteau*, *Poulain* ou *Lerat*? Est-ce que ces termes étrangers répandus en si notable proportion dans notre langage vulgaire ne sont pas des mots bretons conservant encore leur sens primitif?

Mais en même temps une autre remarque s'impose. Quand telle ou telle expression bretonne revêt, selon les dialectes, une forme différente, ce qui se voit souvent, nos noms de lieux, nos noms de famille, la langue de nos laboureurs s'accordent pour démontrer, dans le choix de la variante, la prédominance de l'élément vannetais.

C'est cette particularité frappante que je me suis efforcé de mettre en relief, et de tous les exemples cités dans le cours de cette étude, je crois être fondé à conclure et je conclus que le dialecte breton de Vannes est celui qui avait cours autrefois dans la presqu'île guérandaise.

UN REGISTRE DU PRÉSIDIAL

Voici un vieil invalide, mutilé, défiguré, en quelque sorte méconnaissable, réduit à peine au tiers de ses folios. Sur la couverture qui le protégeait jadis, et n'a pu le défendre contre les ravages d'une main indifférente et malheureuse, se lit encore :

1609

LIVRE DES DÉLIBÉRATIONS

DE MESSIEURS DU SIÈGE PRÉSIDIAL DE NANTES (¹).

Les Archives de l'ancien Présidial, c'est-à-dire du Tribunal civil antérieurement à 1793 existent au Greffe, où elles forment, malgré de grandes lacunes, une collection importante. Un volume de plus ou de moins n'est donc pas une chose bien digne d'attention. Cependant celui-ci, consacré spécialement aux *Délibérations de la Compagnie*, était en quelque sorte le CÉRÉMONIAL, sur lequel, à côté de faits plus ou moins étrangers, on inscrivait successivement le récit des diverses cérémonies auxquelles assistaient les membres du Tribunal. Il est ainsi facile de se rendre compte de l'intérêt que ce pauvre Registre, bien conservé, eût présenté pour les annales de Nantes, et surtout pour celles du

¹ La Société archéologique, comprenant l'intérêt que présente ce registre, a remercié M. de Bremond d'Ars, et a décidé de publier, dans le *Bulletin*, un certain nombre des articles qu'il renferme.

corps judiciaire nantais, antérieur à 1793, dont l'histoire est encore à faire.

Tel qu'il est, cependant, il offre des renseignements sur un certain nombre d'événements accomplis dans la seconde moitié du XVIII^e siècle et plus ou moins connus. Il donne, au sujet des futiles questions de préséances, alors si souvent soulevées et débattues, de minutieuses remarques, à l'égard, par exemple, des chaises drapées ou non, des fauteuils, des bancs, des places dans les cérémonies publiques. Malheureusement il s'arrête en 1789, à la convocation des États-Généraux.

Il commence au folio 160, et continue jusqu'au folio 216 dont les numéros sont portés sur le recto, tandis qu'à partir du folio 217 jusqu'au 278^e, les chiffres sont portés au verso. Avec 12 folios non numérotés, cela forme un total de 139 folios.

Il nous a été communiqué par notre confrère, M. de Bremond d'Ars, qui le tient d'une parente de M^{me} de Bremond d'Ars, M^{me} Dreux, décédée à Nantes en 1874, veuve de M. Charles Dreux, mort en 1834, âgé de soixante-dix ans, à la Chapelle-Heulin, et fils de René-Charles Dreux, reçu conseiller au Présidial le 10 janvier 1776. M. Charles Dreux, sous la Terreur, avait été du nombre des 132 Nantais ; il ne dut qu'à son extrême jeunesse, dit-on, d'échapper au sort qui attendait ses compagnons. Comme son père, M. Dreux avait été destiné à la magistrature. Il était avocat. Sa femme était nièce du courageux écrivain royaliste M. Peltier, le collaborateur de Rivarol pour la rédaction des *Actes des Apôtres*.

Le 4 août 1775, M. le sénéchal informait le Conseil que M. Dreux, « qui remplissoit cy-devant les fonctions d'avocat du « roy à l'amirauté, s'étoit présenté chez lui, pour le prier d'engager la Compagnie de lui donner son agrément, pour traiter « de la charge de conseiller en ce siège, que possedoit feu M. de « la Haye-Moricaud. Qu'à cette fin il lui avoit remis son extrait « d'age, celui de son père et de sa mère, qu'il a, à l'endroit, « représenté. Sur tout quoi la Compagnie délibérant par scrutin, « après avoir examiné les extraits d'age qui lui ont été présentés,

« elle les a trouvés suffisants. En conséquence elle a donné son
« agrément au sieur Dreux, pour traiter comme il le jugera con-
« venable, de l'office de conseiller que possédoit feu M. de la
« Haye-Moricaud, et a engagé M. le procureur du Roy à lui déli-
« vrer le certificat de non parenté et d'alliance, nécessaire pour
« obtenir la dite provision. Arrêté le dit jour et an que dessus.

Signé : Bellabre ; Richard ; de la Ville, doyen ; Gallot ; Marcé ;
« Le Lasseur ; Le Lasseur de Ranzay ; Mahot ; par approbation,
« Jamont. »

Ce volume n'est point une copie, c'est l'original lui-même, et
chaque délibération est approuvée par les signatures authentiques
des juges, parmi lesquelles figurent nombre de noms bien connus
de nos familles nantaises.

La feuille de garde de la fin du volume porte diverses
remarques écrites à contre-sens, nous en détachons les deux
suivantes :

« Ce jour sixiesme de novembre 1614, M^e.... Rubion, demeu-
« rant en la paroisse de Couffé, a esté condamné en trente livres
« d'amende pour avoir proposé de frivoles récusations contre tout
« le siège, la sentence par escript mise entre les mains de Josse,
« commis au greffe. »

« Le xxij jour de may 1624, a esté arrêté que l'on n'entre
« point par picqueures la sepmaine de la Pentecoste, et néan-
« moins s'il se trouve nombre de juges, ils pourront tenir les
« Audiances. »

SOUSCRIPTION POUR LE COURS DES ÉTATS.

Du 16 décembre 1763. En la Chambre du Conseil du Présidial de Nantes, où présidoit M. le Sénéchal. Présens : MM. L'Alloué, juge criminel ; Ertault, Drouet, Adam, de la Ville, Le Lasseur, Jamont, Deguer, Monnier, Gallot, conseillers, et La Brosse, avocat du Roi.

A été représenté par M. le Sénéchal, que M. le duc d'Aiguillon venoit de lui faire remettre, par le sieur Pazumeau, son premier secrétaire, le projet de souscription d'une somme de 36,000 livres, pour parvenir à mettre le cours des Etats dans sa dernière perfection. Les souscriptions étant de cinquante livres chacune ; cette somme de 36,000 livres, remboursable par la communauté de ville, dans six ans, par forme de lotterie, qui commencera au 1^{er} janvier 1765.

M. le duc d'Aiguillon, ayant fait dire que plusieurs Compagnies de cette ville et personnes de considération avoient pris des souscriptions, qu'il nous invitoit, autant que nous le jugerions convenable, à vouloir bien y concourir :

Sur tout quoi, la Compagnie ayant délibéré, a arrêté que M. le Sénéchal prendroit en son nom six souscriptions, montant à la somme de trois cents livres, laquelle somme seroit payée par le receveur de ses épices, sur ses deniers, provenans de la bourse commune, et au cas qu'il n'y auroit pas deniers à suffire sur ceux provenans de la buvette, laquelle somme sera passée en compte au receveur des épices, en représentant par lui la quittance du receveur de la communauté de cette ville.

BELLABRE.

Du 17 décembre 1763. M. le Sénéchal a fait raport à la Compagnie, qu'en conséquence de la délibération du jour d'hyer, il avoit signé pour six souscriptions ; qu'ayant reporté la feuille à M. le duc d'Aiguillon, il en avoit paru satisfait, et l'avoit prié de faire ses remerciemens à la Compagnie.

DÉPUTATION PROPOSÉE DE M. JOUSSE, POUR LES PRIVILÈGES DES
PRÉSIDIAUX.

Du 9 février 1764. En la Chambre du Conseil de Nantes, où présidoit M. le Sénéchal. Présens : MM. L'Alloué, Ertault, Drouet, Adam, de la Ville, Le Lasseur, de la Haye-Moricaud, Jamont, Deguer, Monnier et Gallot, conseillers, et Goullin de la Brosse, avocat du Roy.

Il a été fait lecture d'une lettre circulaire de MM. du Présidial de la ville de Tours, tendante à engager tous les Présidiaux du royaume à envoyer un député en Cour, qui soit membre d'un Présidial, pour solliciter une décision favorable sur les privilèges qu'on nous fait espérer depuis longtems ; qu'il paroisse convenable que chaque Présidial donnât à ce député 200 livres, ce qui feroit une somme de vingt mille livres, pour paroistre avec décence et subvenir à tous les autres frais inséparables de cette députation ; qu'ils avoient jetté les yeux sur le célèbre M. Jousse, conseiller au Présidial d'Orléans, connu par ses ouvrages ; que connoissant mieux que personne la juridiction des Présidiaux, il seroit plus en état de faire valloir leurs droits.

Surtout quoy, délibérant, il a été arrêté que la Compagnie écriroit à M. Jousse, pour le prier d'accepter la députation ; qu'on écriroit pareillement à MM. du Présidial de Tours pour leur en donner avis, comme aussi qu'il seroit pris sur la bourse commune, une somme de deux cens livres, pour estre remise au Greffe civil d'Orléans, sur le premier avis que MM. de Tours donneroient de faire passer cette somme, laquelle pourroit estre retirée une autre année, si l'affaire n'étoit pas consommée dans la première. Il a pareillement été arrêté qu'on écriroit les deux lettres par le premier ordinaire. Que copies d'ycelles seroient écrites sur le Livre de Délibération, pour y avoir recours au besoin ; que celles de MM. de Tours resteroient attachées au même livre, pour servir de mémoire arrêté desdits jour et an.

Suit la teneur desdites lettres. .

Messieurs et honorés Confrères,

Nous n'avons reçu que depuis deux jours la lettre que vous nous avez fait l'honneur de nous écrire, du 28 du mois passé, nous nous empressons d'y répondre; il y a longtems que nous sentons la nécessité d'avoir un député en Cour; il ne nous restoit que de trouver ce point d'union pour le choix de ce député. Vous l'avez trouvé, Messieurs, nous ne serons jamais des derniers à nous prêter à ce qui sera nécessaire, pour relever les Présidiaux de l'avilissement dans lequel ils sont tombés; le moment est d'autant plus critique que nous sommes instruits qu'on travaille sérieusement au Bureau de Législation, à mettre la dernière main à cette grande et importante affaire.

Le choix que vous nous proposez, Messieurs, du célèbre M. Jousse pour notre député est bien de notre goût. Ses talens, ses lumières supérieures connues de toute la France, le mettent plus en état que personne de faire valoir nos intérêts communs. Nous sommes si persuadés que tous les Présidiaux du royaume penseront comme nous, que nous n'estimons pas nécessaire que nous leur écrivions. Le moment est instant, il faut éviter tout ce qui pourroit éloigner notre objet; d'ailleurs, Messieurs, votre lettre circulaire à tous les Présidiaux les mettra comme nous en état de ne pas hésiter un instant sur le choix de M. Jousse.

Pour accélérer et répondre en cela à vos vues, nous écrirons ce jour à M. Jousse, pour le prier d'accepter la députation, sans lui parler d'honoraires, de crainte de blesser sa délicatesse; bien déterminés à faire passer, dès que vous nous le marquerez, par la voye que vous nous indiquerez, les deux cens livres auxquelles vous jugez que chaque Présidial doit contribuer pour le présent; somme que nous ne trouvons nullement trop forte, étant convenable (comme vous l'observez, Messieurs), qu'un député qui représente tous les Présidiaux du royaume soit en état de ne rien

épargner pour la réussite. Nous connoissons le païs qu'il habitera ; il est dispendieux à tous égards.

Comme nous sommes plus jaloux d'honneurs et du bien public que de toute autre chose, nous désirons beaucoup qu'on puisse nous assimiler à la noblesse militaire, et que les premier et second chef de l'édit des Présidiaux soient augmentés. Au surplus, lorsque le Bureau de correspondance sera établi (et il ne peut l'estre que dans le cabinet de notre député), nous lui enverrons passer un extrait des mémoires réitérés que nous avons fait passer à M. le Chancelier.

Il ne nous reste, Messieurs, qu'à vous remercier des bons avis que vous nous donnez par votre lettre et de vous prier de nous faire part des réponses que vous recevrez des autres Présidiaux.

Nous avons l'honneur d'estre, avec un respectueux attachement, Messieurs et très honorés confrères,

Vos très humbles et très obéissans serviteurs,

LES OFFICIERS DU PRÉSIDIAL DE NANTES.

Nantes, 11 février 1764.

Monsieur et très honoré Confrère,

MM. du Présidial de la ville de Tours viennent de nous faire part du projet qu'ils ont formé d'engager tous les Présidiaux à nommer un député en Cour, pour y solliciter, tant auprès de M. le Vice-Chancelier que du Bureau de Législation, une décision favorable sur les privilèges qu'on nous fait espérer depuis longtemps.

Si les titres d'honneur qui doivent faire l'ambition de tous les Présidiaux, servent à les décorer et à les tirer de l'espèce d'annéantissement et de discrédit dans lesquels ils sont tombés, ils ne seront pas moins utiles au public si on ajoute à ces privilèges

une augmentation de juridiction sur le premier et le second chef de l'édit.

Qui peut mieux que vous, Monsieur, faire valoir tous les mémoires que nous n'avons cessé depuis plusieurs années d'envoyer sur cette matière ; qui connoît mieux que vous la juridiction des Présidiaux ? Quelles obligations ne vous devons nous pas de ce traité et de ces savans ouvrages qui ont été si bien accueillis du public ? Ce sont des monumens qui resteront pour jamais gravés dans les fastes de la magistrature.

MM. du Présidial de Tours estiment, avec raison, qu'il vous étoit réservé d'estre notre deffenseur et notre député général ; nous pensons comme eux, Monsieur, nous vous prions d'agréer ces titres ; nous sommes persuadés que plusieurs Présidiaux vous en ont déjà prié, et que l'unanimité ne tardera pas à se manifester. Nous sommes d'ailleurs informés que le Bureau de Legislation travaille à mettre la dernière main à ce grand ouvrage ; nous vous invitons à vous rendre à Paris le plus tôt que vous pourrez. Nous mettons toute notre confiance en vous ; votre présence, votre réputation et vos lumières abrègeront bien des difficultés presque inévitables dans un aussy vaste projet. Nous vous prions, Monsieur, par avance, d'estre bien convaincu de tous les sentimens de reconnoissance et de respect avec lesquels nous avons l'honneur d'estre

Vos très humbles et très obéissans serviteurs,

LES OFFICIERS DU PRÉSIDIAL DE NANTES.

MARCHE DU PRÉSIDIAL A LA FESTE-DIEU ET A LA MI-AOUST.

Si les conseillers qui sont en même tems échevins doivent marcher avec le Présidial ou l'Hôtel-de-Ville.

Du 14 aoust 1764 : En la Chambre du Conseil où présidait M. le Sénéchal. Présents : MM. L'Alloué, Drouet, Adam, Le Las-

seur, Moricaud, Deguer, Monnier, Gallot, Le Lasseur de Ranzay, conseillers ; Goullin de la Brosse, avocat du Roy.

MM. Guérin de Baumont, procureur du Roy, et Jamont, conseiller au siège, tous deux échevins actuellement en exercice, ont représenté que la religion du Roy a été surprise par un exposé aussi malin qu'il est calomnieux, imputant à ceux des Officiers du Présidial que les suffrages des citoyens appellent à l'échevinage, de se dispenser avec affectation d'assister aux festes et cérémonies du corps de ville. Qu'en conséquence, M. de Saint-Florentin, par sa lettre du 26 juillet dernier, a fait scavoir que l'intention du Roy étoit qu'ils se rendissent à l'avenir assidus à ces cérémonies, et comme ils craindraient d'encourir quelques disgraces, s'ils manquaient de se joindre demain au corps de ville pour la procession de la mi-aoust, ils ont recours aux lumières de la Compagnie pour régler leurs démarches dans la circonstance présente, résolus de se conformer à la sagesse de ses vûes ; eux retirés :

La Compagnie délibérant, et considérant que la cérémonie de la procession de mi-aoust est commune avec les Officiers du Présidial, que l'usage d'y assister n'a été interrompu de leur part qu'à l'occasion d'un trouble fait à leur possession de la part des Officiers municipaux, qui ont prétendu intervertir l'ordre de la marche au préjudice d'un usage immémorial, au sujet de quoi il y a instance pendante au Conseil, à laquelle est même jointe l'Université pour défendre avec le siège leurs droits communs contre les nouveautés du corps de ville ;

Considérant encore que le siège a répondu dès le 4 de ce mois, à la lettre de M. de Saint-Florentin, pour lui faire connaître la surprise faite à la religion du Roy et pour engager le ministre à s'entremettre auprès de Sa Majesté aux fins de faire rétablir les anciens usages ; que cette lettre étant restée sans réponse et sans nouveaux ordres, il y a lieu de présumer que le Roy est satisfait : Tout considéré, la Compagnie estime que MM. Guérin de Baumont et Jamont ne pourraient, sans compromettre les droits

du siège, se joindre au corps de ville pour la cérémonie de la procession de mi-aoust et qu'ils doivent s'en abstenir.

BELLABRE, JEGO, DROUET, ADAM, LE LASSEUR,
MORICAUD, DEGUER, MONNIER, GALLOZ,
LE LASSEUR DE RANZAY.

GOULLIN DE LA BROSSÉ,	Par approbation :	Par approbation :
Avocat du Roy.	BOURGOING.	DELAVILLE.

BATISSE SUR L'EMPLACEMENT DU PRÉ L'ÉVÊQUE POUR LE SANITAT.

Réformes proposées pour cette maison.

Du 20 juin 1765: En la Chambre du Conseil du siège Présidial de Nantes où présidoit M. le Sénéchal. Présens : MM. Adam, de la Ville, Le Lasseur, Moricaud, Jamont, Deguer, Gallot, et Le Lasseur de Ranzay, conseillers, et MM. les gens du Roy.

MM. de la Ville, Deguer et le procureur du Roy ont dit qu'en conséquence de la délibération du huit may dernier, ils se sont transportés, en qualité de commissaires de la Compagnie, au Bureau de l'administration de l'hôpital général, dit Sanitat, de cette ville, pour prendre connoissance de l'état actuel de cette maison et pour examiner les comptes rendus par les deux derniers trésoriers ; que par l'examen qu'ils ont fait des registres qui leur ont été présentés, ils ont vû qu'il est aujourd'huy dû à M. de Sênicourt Grou, précédent trésorier, une somme de trente mille six cens quarante-sept livres sept sols six deniers.

Que par les détails où ils sont entrés, ils ont remarqué que l'on pourroit diminuer la dépense de la maison et en augmenter les revenus.

1^o Que l'on pourroit se dispenser d'avoir dans cette maison une

supérieure externe, à laquelle on paye des appointemens outre les commodités superflues et dispendieuses qu'elle s'accorde; qu'il conviendrait beaucoup mieux d'élire de trois ans en trois ans, pour supérieure, à la pluralité des suffrages, comme il se pratique à l'Hôtel-Dieu, l'une des sœurs de la maison, dans laquelle on appercevroit le plus de talens pour remplir cette place avec l'exactitude et la bonne économie qu'elle exige, et qui, ayant passé par tous les emplois, seroit plus en état de les faire remplir par les autres sœurs; qu'à ce moyen, on encourageroit les sœurs à redoubler de zèle pour le bien des pauvres, on rétablirait l'union parmi elles, on exciteroit l'émulation et l'on se procureroit par la suite de bons sujets qui se trouveroient animés par l'espérance de parvenir à la supériorité.

2° Qu'il conviendrait de n'acheter de denrées et grosses provisions que dans des tems heureux et favorables, et qu'autant qu'il en seroit nécessaire pour la nourriture et consommation de la maison, dans la crainte qu'on ne se trouvât obligé au premier cas d'en acheter au renchérissement, et dans le second, d'en perdre et d'en jeter dehors.

3° Que les mêmes provisions, étant confiées à des sœurs que leur âge met hors d'état de les faire par elles-mêmes et qui s'en rapportent à des valets mercenaires et peu capables, il conviendrait que ces emplettes ne fussent faites que par une sœur en état d'y travailler par elle-même, et en cas d'absence par une autre sœur qui la suppléeroit, de manière que cet employ ne fut jamais confié à des domestiques.

4° Qu'il seroit bon que chaque ouvrier tel que le boulanger, le boucher, le menuisier, le jardinier, le fabricant, le muletier, etc., eut sous lui un ou plusieurs élèves de la maison, parce que ces gens une fois instruits, déchargeroient l'administration de personnes à qui l'on est obligé de payer de gros gages, sans y comprendre leur nourriture et entretien.

5° Qu'il seroit très à propos de ne plus recevoir à l'avenir aucuns pensionnaires qui ne fussent en état de frayer au moins à leur dépense, et de n'écouter à ce sujet la sollicitation de per-

sonne, parce qu'il est d'expérience que des gens qui payent dix écus ou cinquante francs coûtent gros à la maison, étant beaucoup mieux nourris que le commun des pauvres.

6° Qu'il est étonnant que dans une maison aussi nombreuse, on prenne du dehors des journalières comme blanchisseuses et lingères; qu'il conviendrait de faire des élèves qui déchargeroient la maison de cette dépense.

7° Que pour augmenter les revenus du Sanitat, il conviendrait de faire travailler les jeunes filles des ouvriers, au moins deux heures de plus par jour, parce qu'on est instruit que depuis le souper jusqu'au coucher, ces filles travaillent pour leur profit particulier et pour le dehors, ce qui fait qu'elles s'épargnent le jour pour travailler le soir avec plus de courage et d'ardeur.

8° Que la maison tireroit quelque avantage si l'on occupoit les vieillards et les imbécilles, autant que leur situation le pourroit comporter, et ainsy qu'il est d'usage à l'hôpital de Rennes et autres hôpitaux de la province, à de petits ouvrages, comme à défilier de vieux cordages, éplucher du coton, etc., du moins on les tireroit de l'oisiveté.

9° Que les sœurs sont dans l'usage de prendre chez un apothicaire les remèdes les plus simples dont elles ont besoin pour elles-mêmes, ce qui se monte à des sommes considérables, et que, pour remédier à cet abus, il est à propos qu'elles achètent les drogues chez un droguiste, afin de composer elles-mêmes leurs remèdes, comme il est d'usage dans bien des maisons de cette ville; qu'il seroit même à souhaiter que lorsqu'il y aura quelque place vacante parmy les sœurs on s'en procurât une qui sçut la pharmacie.

Finalement, MM. les commissaires ont donné lecture d'une lettre écrite à la Compagnie par MM. les administrateurs du Sanitat, accompagnée d'un projet en forme de mémoire, ladite lettre ayant pour objet de vendre l'emplacement que la maison possède sur le terrain du pré l'Évêque pour en compter le produit audit de Sémicourt Grou, à compte de ce qui lui est dû, ou de conserver cet emplacement pour y bâtir suivant ledit projet, en

consentant audit sieur Grou un contrat constitut de ce qui lui est dû sans retenue des impositions royales.

Sur quoy, délibérant, la Compagnie est d'avis que pour libérer et rétablir la maison, il est à propos :

En premier lieu, que la supérieure actuelle soit remerciée et qu'il soit procédé incessamment et sans délai à l'élection d'une nouvelle supérieure prise parmi les sœurs de la maison, dont l'employ durera trois ans, après lequel tems il sera fait une nouvelle élection, conformément à ce qui se pratique à l'Hôtel-Dieu.

En second lieu, qu'on ait attention de ne faire de grosses provisions que dans des tems favorables, et qu'autant qu'il en sera nécessaire pour la consommation de la maison.

En troisième lieu, que l'emplette des menues provisions ne soit faite que par une sœur en état d'y vacquer par elle-même, et en cas d'absence par une autre sœur qui la suppléera, de manière que cet employ ne soit jamais confié à des domestiques.

En quatrième lieu, qu'il soit enjoint à chaque ouvrier, tel que le boulanger, le boucher, le menuisier, le jardinier, le fabricant, le muletier, etc., de former un ou plusieurs élèves de la maison pour les remplacer au besoin.

En cinquième lieu, qu'à l'avenir, il ne soit reçu aucun pensionnaire qui ne soit en état de frayer par la somme qu'il donnera à sa nourriture et à son entretien.

En sixième lieu, qu'il ne soit pris de journalières du dehors que dans les cas urgens dont le Bureau sera instruit et jusqu'à ce qu'on ait eu le tems de former des élèves.

En septième lieu, que l'on prolonge le travail des jeunes filles au moins de deux heures par jour, en sorte que leur travail tourne au seul profit de la maison.

En huitième lieu, que l'on occupe les vieillards et les imbécilles, autant que leur situation le pourra permettre, à de légers travaux.

En neuvième lieu, que les sœurs soient tenues d'acheter chez un droguiste les drogues pour composer elles-mêmes les remèdes dont elles ont besoin, et qu'au surplus il seroit à propos que

lorsqu'il y aura une place vacante, on se procurât une sœur qui scût la pharmacie.

En dixième lieu, que comme les différens articles de réforme, cy-dessus mentionnés, produiront chaque année des sommes de réserve pour rembourser le contrat de constitut, proposé en faveur du sieur de Sénicourt Grou, il est à propos par cette considération seulement et lesdites réformes préalablement faites, de consentir audit sieur de Sénicourt Grou le contrat en question pour la somme de trente mille livres, au denier vingt, en lui payant comptant six cens quarante-sept livres sept sols et six deniers pour solde de ce qu'il réclame, plutôt que de vendre l'emplacement du pré l'Évêque, à la charge néanmoins que ledit contrat de constitution pourra estre remboursé par payemens de cinq mille livres chacun, et à condition que ledit sieur de Sénicourt Grou consentira que les impositions royales soient retenues sur les arrérages qui lui en seront payés, étant juste à tous égards qu'il ne tire pas plus d'intérêt de son argent, vis-à-vis des pauvres, qu'il n'en tireroit d'un particulier ; faute duquel consentement de la part du sieur de Sénicourt Grou, l'avis de la Compagnie sur le présent article sera comme non avenu et ne pourra préjudicier aux droits de l'hôpital.

En onzième lieu, qu'il est convenable de suivre le projet proposé pour la bâtisse de l'emplacement du pré l'Évêque, par forme de souscription, en observant néanmoins qu'au lieu de faire ce bâtiment par économie ou par adjudication, il seroit plus profitable de choisir un architecte capable et connu par sa probité et la solidité de ses ouvrages, avec qui on feroit un marché le plus avantageux et le plus circonstancié qu'il seroit possible ; qu'à ce moyen, on éviteroit les inconvéniens qui résultent presque toujours des bâtimens entrepris par économie ou par adjudication.

En douzième lieu, la Compagnie invite MM. les administrateurs à observer exactement l'article XI des lettres patentes du mois de février 1760, et pour ne laisser rien à désirer lorsque les commissaires se disposeront à recevoir les comptes, ils seront tenus

de déclarer au Bureau assemblé le jour auquel ils entendent y procéder, afin que chacun des administrateurs puisse y assister, si bon lui semble.

Finalement, la Compagnie a arrêté que copie de la présente sera délivrée à M. Gallot, son député audit hôpital général, dit Sanitat, pour estre remise à MM. les administrateurs pour leur servir de tout pouvoir. Arrêté lesdits jour et an.

SERVICE POUR M^{sr} LE DAUPHIN, MORT A FONTAINEBLEAU, LE
20 DÉCEMBRE 1765.

*Il fut enterré dans l'église de Sens, et son cœur porté à
Saint-Denis.*

Du 7 janvier 1766 : La Compagnie reçut une lettre de S. A. S. M^{sr} le duc de Penthièvre, gouverneur de Bretagne, dattée du 4, avec une copie imprimée de celle que le Roy lui avoit écrite le 24 décembre précédent, portant invitation à tous les officiers de justice des villes de son département, de se trouver au service qu'il avoit ordonné de faire faire dans toutes les cathédrales.

Du 11 janvier 1766 : M. l'abbé de la Tullaye, grand vicaire de M. l'Evêque de Nantes, est venu de sa part, chez M. le Sénéchal, pour le prier de lui donner jour, pour inviter la Compagnie à se trouver au service qui devoit se faire le 14, dans l'église cathédrale, pour le repos de l'âme de feu M^{sr} le Dauphin. M. le Sénéchal ayant dit à M. l'abbé de la Tullaye, qu'il pouvoit venir à la Chambre du Conseil le lundy 13 du mois, à dix heures du matin, que la Compagnie s'y trouveroit assemblée pour y recevoir l'invitation :

Du 13 janvier : En la Chambre du Conseil du Présidial de Nantes où présidoit M. le Sénéchal. Présens : MM. Jego, de la Blottierre Alloué, et Richard lieutenant, et MM. Drouet, de la Ville, Le Lasseur l'aîné, Jamont, de la Haye-Moricaud, Deguer, Monnier, Gallot et Le Lasseur de Ranzay, conseillers ; MM. Da-

chon et Goullin de la Brosse, avocats du Roy, et Guérin de Beaumont, procureur du Roy.

Est entré en la Chambre, suivant l'usage, M. l'abbé de la Tullaye, qui ayant pris place dans un fauteuil à bras au bas du Bureau, a fait un discours pour annoncer la perte qu'on venoit de faire de M^{sr} le Dauphin, et a fini par inviter la Compagnie à se trouver le mardy 14 du mois, en l'église cathédrale, pour assister au service. M. le Sénéchal a répondu par un autre discours que la Compagnie étoit pénétrée de douleur de la perte qu'on venoit de faire, qu'elle ne manqueroit pas de se trouver à l'invitation qu'on venoit de lui faire.

Du 14 janvier : Environ les neuf heures du matin, la Compagnie étant assemblée comme le jour précédent, ayant ses greffiers et huissiers, est partie en robes et bonnets pour se rendre à la cathédrale où, étant arrivée, elle s'est placée dans son banc ordinaire ; la Chambre des Comptes dans le sien, la communauté de ville également ; l'université au bas de la nef, le recteur étant assis sur une chaise à dos, sans bras, et un coussin seulement à ses piés pour se mettre à genoux, n'ayant point de prie-dieu devant lui, tous les membres de l'Université étant à sa droite et à sa gauche, assis sur des chaises de bois foncées de paille.

Il est à observer que le Consulat n'étant point ordinairement convoqué à ces sortes de cérémonies, ils avoient député quelques jours auparavant deux d'entre eux, vers M. l'Évêque, pour le prier de vouloir bien les faire inviter, à quoy ledit l'Évêque voulut bien se rendre, en leur disant qu'il enverroit seulement son secrétaire chez leur grand juge, pour les inviter de se trouver à la cérémonie, ce qu'ils firent, étant placés dans un banc derrière et au bas de celui du présidial, et attendu que ledit banc n'étoit pas assez grand pour les contenir tous, plusieurs étoient assis sur des chaises de paille.

Il est encore d'usage que l'université n'est point convoquée par un grand vicaire, mais seulement par le secrétaire de M. l'Évêque.

MM. du Chapitre avoient fait dresser un autel dans la grande

grille à l'entrée du chœur, les deux côtés de la grille tendus de noir, ainsy que les deux petits autels, dans la nef, étoit seulement une fausse châsse couverte d'un drap mortuaire de velours avec des bandes d'argent, avec six cierges de chaque côté. Il n'y avoit aucune tenture dans l'église, non plus que dans la nef. Ce fut M. l'abbé de l'Aubrière, doyen, qui officia ; M. de la Musanchère, pour lors évêque, n'ayant pû le faire, étant malade, il assista cependant à la cérémonie, en habit de chanoine, à la teste de tout le chapitre qui étoit placé entre les deux grilles, et ayant celui de la collégiale derrière lui, de chaque côté. Le bas chœur étoit placé dans la nef, ainsy que toute la musique et le clergé, tant séculier que régulier de la ville. Les Compagnies défilèrent et se retirèrent sans observer aucun ordre, n'étant pas d'usage en pareille cérémonie, de jeter d'eau bénite.

Le banc du château, qui est à la teste de celui du présidial, étoit occupé par M. de Livernière, major, et quelques officiers militaires du château. Il y avoit plusieurs gentilshommes de la ville et personnes de considération, tant en hommes que femmes, qui se placèrent indifféremment dans la nef sur des chaises.

SERVICE POUR LE DAUPHIN.

Du 22 janvier : En la Chambre du Conseil où présidoit M. le Sénéchal. Présens : MM. L'Alloué, le lieutenant, MM. Drouet, de la Ville, Le Lasseur l'aîné, Moricaud, Jamont, Deguer, Monnier, Gallot et Le Lasseur de Ranzay, conseillers, et MM. les gens du Roy. M. Guérin de Beaumont, procureur du Roy, a dit qu'en qualité de marguillier en charge de la paroisse de Sainte-Croix, il étoit chargé d'inviter la Compagnie de se trouver au service que le général doit faire célébrer pour M^{sr} le Dauphin, vendredy prochain, 24 du présent.

En conséquence, le 24 novembre 1766, la Compagnie s'est

rendue à l'issue de l'audience en ladite église de Sainte-Croix, et a assisté au service qui a été célébré pour M^{re} le Dauphin. Toute la nef étoit tendue de noir; il y avoit une représentation très bien illuminée.

NOTA. — La Compagnie étoit placée dans le chœur à droite et à gauche, dans les bancs des fabriqueurs.

PROCÈS-VERBAL DES DÉPUTÉS A L'HÔTEL-DE-VILLE, AU SUJET
DES DROITS DE LA COMPAGNIE.

Le 31 may 1768, en la Chambre du Conseil du Présidial de Nantes, où présidoit M. le Sénéchal. Présents : MM. le juge criminel, le lieutenant, de la Ville, doyen, Le Lasseur, l'ainé, Jamont, Déguer, Monier, Gallot, Le Lasseur de Ranzay et Turquetil, conseillers. Présents : MM. Goulin de la Brosse, avocat du Roy, Guérin de Beaumont, procureur du Roy, et Felonneau, avocat du Roy.

A été fait rapport par MM. les députés que le dimanche premier de ce mois, ils se rendirent, environ les quatre heures, à l'Hôtel-de-Ville dans la salle du procureur du Roy syndic, où étant, on vint les avertir qu'on les attendoit dans la grande salle, qu'ils s'y rendirent, précédés de la trompette et de quatre valets de ville; qu'arrivés au bas de l'escalier ils y furent reçus par deux échevins, et qu'étant montés ils y trouvèrent deux autres échevins qui les accompagnèrent dans la dite grande salle, qu'ils se placèrent sur deux chaises bourrées qui étoient à gauche en entrant, et qu'avant l'ouverture de la pique ils avoient déclaré à MM. du bureau qu'ils assistoient à l'assemblée sans que leur présence pût nuire ni préjudicier aux droits que la Compagnie prétendoit avoir, d'y faire présider par son chef ou tout autre officier qui pût le représenter, desquelles réservations ils avoient demandé acte. Lequel M. le maire, après avoir pris les avis du bureau, leur décerna, sans toutefois préjudicier aux droits respectifs des

parties. Après quoy M. le maire, tenant la plume, reçut les suffrages du peuple, fit ensuite passer les listes aux officiers de sa milice bourgeoise, qui après avoir piqué les rémirent au procureur du roy sindic, et aux anciens maires et échevins, qui ayant voté, présentèrent la plume aux députés de la Compagnie qui, après avoir donné leurs suffrages, la donnèrent à MM. les députés du chapitre qui la rendirent à M. le maire, qui suffragea le dernier. Que le 24, sur la semonce faite à la Compagnie d'envoyer ses députés pour l'ouverture des paquets, ils s'y rendirent et furent reçus avec le même cérémonial que cy dessus ; que les officiers choisis par Sa Majesté ayant été nommés, il fut arrêté par MM. du bureau que leur installation se feroit le 30, qu'à cette fin MM. les députés voudroient bien se trouver le dit jour, qu'en conséquence étant dans la salle du procureur du Roy sindic, on vint les quérir ainsi, et de la manière que les deux précédentes fois ; qu'après la prestation de serment des deux échevins entre les mains du maire, l'assemblée se leva et descendit dans la cour où le dit maire fit reconnoistre par les officiers de la milice bourgeoise le nouveau lieutenant colonel qui, après avoir été reçu, fit pareillement reconnoistre les nouveaux officiers. Ce qu'étant fait, les habitants qui étoient sous les armes défilèrent et se tinrent en haye sur la place des Cordeliers. Qu'ensuite, MM. du bureau et les députés du Présidial seulement, ceux du Chapitre et de la Chambre des Comptes n'y étant point, s'étant mis en marche pour aller à la messe du Saint-Esprit, un de MM. les anciens maires ayant voulu aller à la gauche et sur la même ligne que le maire en exercice, ils s'y seroient opposés, prétendant que c'étoit à eux à marcher de front et à la gauche du maire, laissant toutefois entre luy et eux la place du commandant, ainsi que des députés du chapitre et de la chambre, sur lesquelles contestations, le bureau remonta, et on y décida que les prétentions des députés de la Compagnie étoient fondées sur le droit et l'ancien usage. En conséquence de quoy, on se rendit aux Cordeliers, M. le maire à la droite et MM. les députés du Présidial à la gauche du dit maire et sur la même ligne, laissant entre eux et

luy les places du commandant et des députés du Chapitre, et MM. les anciens maire et échevins suivirent ; qu'étant arrivés à l'église ils se placèrent dans les deux stalles à gauches en entrant dans le chœur, et le corps de ville entre le sanctuaire et le chœur ; que, pendant la messe, deux valets de ville leur apportèrent deux guillards dans le même temps qu'on en donnoit au maire ; qu'après la messe on s'en retourna à l'Hôtel-de-Ville dans le même ordre qu'on en étoit sorti ; qu'on entra dans la salle basse ; qu'ensuite ils se retirèrent.

SERVICE POUR LA REINE.

Du 4 aoust 1768 : La Compagnie reçut une lettre de S. A. S. M^{gr} le duc de Penthièvre, gouverneur de Bretagne, dattée du 11, avec une copie imprimée de celle que le Roy luy avoit écrite le 25 juin précédent. M^{gr} le duc de Penthièvre y disoit qu'il avoit marqué aux Officiers municipaux de se concerter avec la Compagnie pour se trouver au service que Sa Majesté avoit ordonné de faire faire dans toutes les cathédrales du royaume pour la Reine morte le 4 juin 1768.

Du 2 aoust 1768 : M. l'abbé de la Tullaye, grand-vicaire de M. l'Evêque de Nantes, étant allé chez M. le Sénéchal pour le prier de luy donner jour pour inviter la Compagnie à se trouver au service qui devoit se faire le 9 aoust, dans l'église cathédrale, pour le repos de l'âme de la feüe Reine ; M. le Sénéchal luy dit qu'il pouvoit venir à la Chambre du Conseil le jeudi 4 du mois, à 10 heures du matin, que la Compagnie s'y trouveroit assemblée pour y recevoir l'invitation.

Du 4 aoust 1768 : En la Chambre du Conseil du Présidial de Nantes où présidoit M. le Sénéchal. Présents : MM. le lieutenant, de Laville, Le Lasseur l'aîné, Jamont, Deguer, Monnier, Gallot, Le Lasseur de Ranzay et Félonneau, avocat du Roy.

Est entré en la Chambre, suivant l'usage, M. l'abbé de la Tullaye, grand vicaire de M. l'Évêque de Nantes, qui, ayant pris place dans un fauteuil à bras au bas du bureau, a fait un discours où, après un court éloge de la feüe reine, il a dit que le mardi 9 du mois, à 10 heures du matin, il seroit célébré dans l'église cathédrale un service pour le repos de son âme; qu'il invitoit la Compagnie à se trouver à l'invitation qu'il venoit de luy faire.

Le 9 aoust suivant : La Compagnie étant assemblée, environ les 9 heures du matin, en la Chambre du Conseil où présidoit M. le Sénéchal. Présents : MM. le lieutenant, de la Ville, Le Lasseur l'ainé, Jamont, Deguer, Monnier, Gallot, Le Lasseur de Ranzay et Turquetil, conseillers; Goulin de la Brosse, avocat du Roy, Guérin de Beaumont, procureur du Roy, et Félonneau, avocat du Roy, ayant ses greffiers et huissiers, est partie sur les 10 heures, en robes et bonnets, pour se rendre à la cathédrale, où étant arrivée elle s'est placée dans son banc ordinaire, la Chambre des Comptes et la Communauté de ville étoient aussi dans leurs bancs, l'Université formoit un demi cercle au bas de la nef, le recteur étoit assis sur une chaise à dos sans bras, avec un coussin à ses pieds; les autres membres de l'Université étant à sa droite et à sa gauche sur des chaises de bois foncées de paille; elle avoit été convoquée suivant l'usage par le secrétaire de M. l'Évêque.

Le Consulat n'assista point à la cérémonie, n'ayant point été convoqué.

M. de Livernière, major, et représentant en cette qualité le commandant, étoit assis sur une chaise rembourée, et avoit à côté de luy et au devant du banc du château les officiers de la milice bourgeoise sur des chaises de bois foncées de paille.

Il est à observer que M. Phelippon, chanoine de la cathédrale et intendant de fabrice pour la cérémonie, vint à trois fois différentes représenter aux officiers de milice bourgeoise qu'ils n'étoient pas à leur place, celle qu'ils occupoient ayant été réservée pour la noblesse, à quoy ces officiers répondirent qu'ils

accompagnoient le commandant ; réponse qui fut appuyée par le sieur de Livernière, de sorte qu'ils restèrent en la même place pendant toute la cérémonie.

Il est encore à observer que le sieur de Livernière avoit engagé la noblesse de venir l'accompagner, ce que n'ayant voulu faire, il s'étoit fait assister par la milice bourgeoise ; il avoit aussi fait demander au Chapitre un fauteuil et un coussin, et le chapitre n'ayant pas voulu le lui accorder, il avoit fait porter luy même la chaise rembourée sur laquelle il étoit assis.

MM. du Chapitre de la cathédrale étoient assis sur des chaises de paille entre les deux grilles, revêtus de surplis et leur aumusse sur le bras ; derrière eux, à droite et à gauche, les chanoines de la Collégiale, aussi en surplis et aumusses ; le clergé séculier et régulier étoit rangé dans la nef, sur des chaises placées le long des bancs des Compagnies.

L'autel avoit été adossé à la porte de la grande grille du chœur, avec un dais au dessus ; cette grille et les autels de la Vierge et de S. Charles étoient tendus de noir avec des pilastres semées de larmes, et des croix entre les deux formées de carton représentant des têtes de morts ; l'autel étoit garni de six cierges accompagnés de deux autres sur les crédances et quatre autres sur chacun des autels collatéraux ; la représentation étoit formée d'une fausse châsse couverte d'un drap mortuaire de velours noir dont la croix étoit brodée en larmes or et argent. Le tout environné de deux rangs de cierges.

La musique étoit placée entre cette représentation et la petite grille.

La messe, chantée en musique et plain chant, fut célébrée par M. l'abbé de l'Aubrière, qui officia en l'absence de M. de la Muzanchère, évêque de Nantes.

La cérémonie finie, les Compagnies se retirèrent, sans garder aucun ordre entre elles, n'étant pas d'usage de jeter de l'eau bénite.

La Compagnie assista également au service que fit célébrer le général de la paroisse de Sainte-Croix, en ayant été invitée par deux marguilliers

qui furent reçus par le Bureau ; M. le Doyen entre eux deux et portant la parole. On avoit fait préparer les bancs des fabricqueurs pour la Compagnie.

RAPPORT DE LA DÉPUTATION A LA COMPAGNIE.

Te Deum, et autres réjouissances faites par la Compagnie pour le rappel du Parlement.

Du vendredi 21 juillet 1769 : En la Chambre du Conseil où présidoit M. le Sénéchal. Présens : MM. le lieutenant, de la Ville, Le Lasseur, Jamont, Deguer, Monnier, Gallot, Le Lasseur de Rauzay et Turquetil, conseillers ; Goullin de la Brosse, avocat du Roy, et Guérin de Beaumont, procureur du Roy.

MM. le lieutenant, Gallot, Turquetil et Guérin de Beaumont qui avoient été députés vers le Parlement, par la délibération de la Compagnie du 13 juillet présent mois, ont fait le rapport de leur députation ainsi qu'il suit :

Nous fûmes admis, lundi dernier, 17 de ce mois, à dix heures du matin, à saluer la Cour qui étoit rentrée le samedi 15 ; nous témoignâmes aux Chambres assemblées la joye que vous ressentiez du rappel du Parlement, et nous insinuâmes les espérances que vous partagez avec tout le public sur le retour de MM. les procureurs généraux.

M. le premier président, au nom de la Cour, fit une réponse honeste et flatteuse pour la Compagnie.

En sortant du Parlement, nous nous rendîmes, suivant vos ordres, chez M. le duc de Duras, auquel nous marquâmes votre reconnoissance du service essentiel qu'il vient de rendre à toute la province et à la magistrature en particulier.

M. le duc nous répondit qu'il étoit bien sensible à l'attention de la Compagnie et qu'il l'en remercioit.

Vers les cinq heures du soir du même jour, nous crûmes

devoir aller saluer M^{me} la duchesse de Duras pour la remercier de l'interress qu'elle a pris au succez des affaires de la Bretagne ; cette dame parut sensible à notre compliment.

Nous assistâmes mercredi 19 de ce mois, à un *Te Deum*, que le Présidial de Rennes a fait chanter en action de grâces du rappel du Parlement, et auquel nous avons été invités la veille par M. le doyen des conseillers ; les députés des deux autres Présidiaux y assistèrent comme nous ; M. le Sénéchal de Rennes présidoit toute la cérémonie ; à côté de luy marchoit M. le lieutenant, votre député, et ils étoient suivis immédiatement de MM. Gallot, Turquetil et Guérin de Beaumont, vos trois autres députés ; après eux marchaient les députés du Présidial de Vannes, qui étoient suivis de ceux de Quimper. Le corps du Présidial de Rennes marchoit ensuite, ayant le lieutenant à sa teste. On retourna après le *Te Deum*, dans le même ordre, à la Chambre du Conseil ; cette marche fut ainsi réglée relativement au rang que les Présidiaux de la province tiennent entre eux, et non par l'ordre de réception des officiers qui composoient les députations, parce que l'on considéra que chaque députation représentoit la Compagnie et devoit en tenir la place.

Après lequel rapport, M. le Sénéchal, au nom de la Compagnie, a remercié MM. le lieutenant, Gallot, Turquetil et Guérin de Beaumont, et a approuvé tout ce qu'ils ont fait en son nom.

M. le Sénéchal a ensuite représenté qu'il seroit convenable dans une occasion aussi intéressante que celle où la province se trouve, et qu'on peut dire unique, de donner des marques éclatantes de la joye de la Compagnie, en faisant chanter un *Te Deum*, allumer un feu de joye et illuminer la façade du palais ; sur quoy ayant été délibéré, la Compagnie a arrêté unanimement de faire chanter un *Te Deum* dans l'église de Sainte-Croix, lundi prochain, 24 du présent mois, auquel le corps des avocats et la Communauté des procureurs seront invités de marcher à la suite de la Compagnie ; qu'à l'issüe du *Te Deum* il sera allumé un feu de joye sur la place du Bouffay, et que le soir on illuminera la façade du palais au dessus du grand escalier. En conséquence, la Com-

pagnie a prié MM. de la Ville, Deguer, Gallot et Le Lasseur de Ranzay, de vouloir bien se donner les soins nécessaires pour l'exécution de la présente délibération.

En conséquence de la délibération du 21 juillet 1769, la Compagnie se rendit le lundi 24 du même mois, sur les sept heures du soir, en l'église de Sainte-Croix qui avoit été tapissée et illuminée à cet effet. La Compagnie étoit précédée de ses greffiers et huissiers, le corps des avocats suivoit immédiatement, ayant à sa teste M. Goullin de la Brosse, avocat du Roy; la Communauté des procureurs marchoit ensuite. On avoit préparé les bancs des anciens fabriqueurs pour la Compagnie; ceux du haut de l'église, immédiatement après le chœur, de part et d'autre, étoient couverts de tapis et gardés par des invalides du Château pour les avocats et procureurs. M. le recteur de Sainte-Croix vint avec tous ses prestres revêtus de leurs chappes, recevoir au bas de l'église la Compagnie et luy présenter l'eau bénite; il se rendit dans le même ordre à la fin de la cérémonie pour saluer la Compagnie à la porte de l'église. Le *Te Deum* fut chanté par les musiciens de la cathédrale et de la ville, au nombre de quarente, placés dans le lutrin au bas de l'église, au dessus de la grande porte. Toutes les juridictions, la noblesse, le corps de ville, les autres corps, et généralement tous les honnestes gens avoient été invités par des billets imprimés qu'on avoit fait distribuer. A l'issüe du *Te Deum* la Compagnie, précédée de ses greffiers et huissiers, suivie du corps des avocats et de la Communauté des procureurs, se rendit sur la place du Bouffay où le feu de joye fut allumé par M. le Sénéchal et M. le juge criminel.

Le soir du même jour, une partie de la façade du palais fut illuminée; la décoration étoit surmontée d'un fronton chargé de l'inscription: *Vive le Roy et M. le duc de Duras*; au centre étoit une autre inscription portant ces mots: *Senatu restituto*. Deux devises accompagnoient ces pilastres illuminés, l'une, dont le corps étoit un phoenix renaissant de ses cendres et l'âme *post fata resurgo*, relative au parlement; l'autre, dont le corps étoit une lune touchant à son plein et l'âme *jamjam nil deerit*, relative

aux procureurs généraux ; on fit couler deux fontaines de vin, des tambours et des fifres invitoient le peuple à se joindre à la Compagnie pour témoigner sa joye ; on dansa sur la place une partie de la nuit ; la feste fut terminée par un souper que M. le Sénéchal donna à la Compagnie, où le doyen des avocats et le sindic des procureurs furent invités et se trouvèrent.

La Communauté des procureurs avoit fait chanter une messe et un *Te Deum* dans l'église des Jacobins, le vendredi 21. La Compagnie, qui y fut invitée, y marcha précédée de ses greffiers et huissiers, et suivie de la Communauté des procureurs. On lui avoit préparé des fauteuils dans le sanctuaire, et les procureurs occupoient les stales du chœur. Arresté ledit jour et an que dessus.

DÉCLARATION POUR LA LIQUIDATION DES OFFICES DU PRÉSIDIAL

Du 20 novembre 1771 : En la Chambre du Conseil du Présidial de Nantes où présidoit M. Bellabre, sénéchal. Présens : MM. Huet de Coetlisan, juge criminel ; Richard, lieutenant ; Delaville, doyen ; Le Lasseur l'aîné, Jamont, Deguer, Monnier, Gallot, Le Lasseur de Ranzay, Turquetil, Marcé et Mahot, conseillers, et Fellonneau, avocat du Roy.

A été proposé par un des Messieurs de procéder à l'évaluation des offices du siège, conformément à l'édit du mois de février 1771. Sur quoi, délibérant, nous Officiers susdits, déclarons que le siège est composé d'un grand bailli de pié dont l'office est possédé par le sieur Binet de Jasson.

De deux offices de présidents-Présidial et d'un office de Sénéchal, possédés ensemble par le sieur Bellabre.

D'un office d'Alloué, lieutenant-général, vacant par la mort du sieur Jego de la Blottière.

De celui du juge magistrat criminel, possédé par le sieur Huet de Coetlisan.

De celui de lieutenant particulier civil et criminel, possédé par le sieur Richard.

De onze offices de conseillers, dont un est vacant par la mort du sieur de la Haye-Moricaud, et les autres possédés par les sieurs Delaville, doyen; Le Lasseur l'aîné, Jamont, Deguer, Monnier, Gallot, Le Lasseur de Ranzay, Turquetil, Macé et Mahot.

De deux offices d'avocats du Roy, possédés par les sieurs Goullin de la Brosse, absent, et Fellonneau.

D'un office de procureur du Roy, possédé par le sieur Badeureau, absent.

Et, procédant à l'évaluation des susdits offices, a été dit par le Sénéchal que, malgré la bonne volonté qu'il auroit de satisfaire à l'édit du mois de février dernier, il ne lui est pas possible de le faire quant à présent, étant propriétaire et titulaire de deux offices de présidents-présidial; ces offices se trouvent supprimés, et, par les dispositions de cet édit, l'un de ces offices se trouve réuni à celui de juge criminel; que pour s'y conformer, il auroit fait sa démission en faveur de M. Huet de Coetlisan, juge criminel actuel, par acte rapporté par M^e Girard, notaire royal, le 26 août dernier; qui auroit été notifié le 28 du même mois; que par l'article six de l'édit, n'ayant pas pu parvenir à traiter à l'amiable avec mon dit sieur le juge criminel, il a été forcé de se pourvoir au Conseil pour faire liquider les dites deux charges de président, dont l'une doit lui être remboursée par le juge criminel, et l'autre annexée à la charge de Sénéchal, dont il est titulaire; que jusqu'à ce que cette liquidation soit faite au Conseil, il ne peut donner de valeur certaine à son office de Sénéchal, auquel se trouvera jointe une des charges de président; qu'il en auroit même donné avis à M. le Contrôleur général par lettre qu'il lui a écrite le 31 octobre dernier, dont il n'a point encore eu de réponse.

Par M. le juge criminel a été dit que, pour satisfaire au susdit édit, il déclare évaluer la finance de son office à la somme de trente mille livres, montant du prix de l'acquisition qu'il en a faite. Dans laquelle somme, il ne comprend point 3,900 livres de provisions, observant que, quoique par l'édit de création de son

office, il lui soit attribué des gages, il est cependant constant que ses deux derniers prédécesseurs, ni lui, n'en ont point touché jusqu'à présent.

Par M. le lieutenant, a été dit qu'il évalue la finance de son office à la somme de 15,000 livres, montant du prix d'acquisition qu'il en a faite par acte passé devant Coisquaud et son confrère, notaires royaux à Nantes, le 4 septembre 1764.

MM. les Conseillers ayant délibéré, ont estimé que chacun de leurs offices vaudroit la somme de 24,000 livres, mais ils sont chargés de 51,314 livres 6 sols 6 deniers de dettes, qu'ils ont été obligés de contracter pour le remboursement forcé de différents offices; cette somme divisée par onze fait pour chaque 4,665 livres, pour lesquels ils ne touchent chacun que 41 livres 4 sols 9 deniers de gages, qui sont même en arrière depuis quatre ans, ainsi que leurs anciens gages de cent livres attribués à leur première semaine.

Pour quoi ils déclarent fixer la valeur actuelle de leurs offices à la somme de 9,335 livres, à l'exception du sieur Le Lasseur l'aîné, qui l'évalue à celle de 9,735, à cause de vingt livres de gages qui sont attribués de plus à son office.

Par M. Goullin de la Brosse, avocat du Roi, absent pour cause de maladie, a été dit par M. le Sénéchal faisant et agissant pour lui, qu'il évalue son office d'avocat du Roi à la somme de 9,000 livres.

Par M. Fellonneau, aussi avocat du Roi, a été dit qu'il évalue son office à la même somme de 9,000 livres.

Fait et arrêté double, en la Chambre du Conseil, le dit jour et an, pour en être envoyé un à M. le Contrôleur général et l'autre demeurera déposé au Greffe du siège, conformément au dit édit.

BELLABRE, HUET DE COETLISAN, RICHARD, DELAVILLE,
doyen; LE LASSEUR, JAMONT, DEGUER, MONNIER,
GALLOT, TURQUETIL, MARCÉ, MAHOT, LE LASSEUR
DE RANZAY, FELLONNEAU, avocat du Roi.

Déposé au Greffe du Présidial de Nantes, le vingt novembre 1771.

DULIEPVRE.

TAPISSERIES POUR LA SALLE D'AUDIANCE.

Du 11 avril 1772 : En la Chambre du Conseil du siège Présidial de Nantes où présidoit M. le Sénéchal. Présens : MM. de la Ville, doyen ; Le Lasseur, Jamont, Deguer, Monnier, Gallot, Le Lasseur de Ranzay, Turquetil et Marcé, conseillers.

M. Le Lasseur de Ranzay a présenté un plan de tapisseries pour la salle d'audience, qu'il a, conjointement avec M. le lieutenant, fait dessiner par le sieur Henon, conformément à la délibération du 7 septembre dernier, qui les a chargés de faire faire lesdittes tapisseries ; et il a fait état en même tems des propositions faites par le sieur d'Artige, manufacturier d'Aubusson, de présent en cette ville de Nantes pour l'exécution dudit plan.

Sur quoy, la Compagnie délibérant a adopté le plan de tapisseries dont il s'agit, représentant sur différentes pièces, la religion, la justice, la prudence, la force, la jurisprudence et la paix avec des trophées relatifs et des vues de différens édifices de cette ville, aussi y relatifs ; en conséquence, la Compagnie a prié MM. le lieutenant et Le Lasseur de Ranzay de faire exécuter ledit plan de tapisseries par ledit sieur d'Artige, dans la qualité conforme à un trumeau qui a été présenté et sera déposé dans l'armoire de la Chambre du Conseil pour échantillon, parce que néanmoins les bordures seront entièrement en laine, et pour la somme de deux mille quatre cens livres, payables savoir, huit cens livres d'avance sous le cautionnement du sieur Barreau, marchand tapissier de cette ville, tant pour laditte somme que pour l'exécution du plan, huit cens livres lors de la livraison desdittes tapisseries, et les huit cens livres restans dans un an après laditte livraison ; et au surplus la Compagnie a autorisés mesdits sieurs le lieutenant et Le Lasseur de Ranzay à régler ainsy qu'ils le verront convenable sur ce qu'il sera nécessaire de payer au dessinateur, au tapissier qui posera et aux autres ouvriers qu'il sera nécessaire d'employer, ainsy que sur tous autres faux frais, s'en rapportant à leur pru-

dence et approuvant dès à présent, comme pour lors, tout ce qu'ils feront à cet égard. Arrêté en la Chambre du Conseil, les-dits jour et an.

BELLABRE, DELAVILLE, LE LASSEUR, JAMONT,
DEGUER, MONNIER, GALLOT, LE LASSEUR
DE RANZAY, TURQUETIL, MARCÉ, MAHOT,
par approbation.

Du 7 janvier 1773 : En la Chambre du Conseil où présidoit M. le Sénéchal. Présens : MM. le lieutenant, Le Lasseur l'aîné, Jamont, Gallot, Le Lasseur de Ranzay, Turquetil, Marcé et Mahot, conseillers, Fellonneau, avocat du Roy et Badereau, procureur du Roy. Le sieur d'Artige, le jeune, manufacturier à Feuilletin, ayant livré les tapisseries dont il s'étoit chargé, en conséquence de la délibération du 11 avril 1772, et du marché fait en conséquence, le 13 du même mois, par MM. le lieutenant et Le Lasseur de Ranzay, commissaires nommés par ladite délibération, à l'exception des tapis des sièges qu'il a assuré devoir arriver incessamment ; et MM. le lieutenant et Le Lasseur de Ranzay lui ayant fait payer deux mille cent livres, à valloir sur la somme de deux mille quatre cens trente livres, montant de son marché ; la Compagnie, très satisfaite de l'exécution de laditte tapisserie, a arrêté d'ajouter à la somme de trois cens trente livres qui lui reste due, celle de cent soixante-dix livres de gratification, au moyen de quoy il sera payé audit sieur d'Artige le jeune la somme de cinq cens livres, pour solde du prix des tapisseries livrées et des tapis des sièges qu'il fournira, et ce, sur les premiers fonds qui rentreront par le droit des adjudications affecté aux réparations de l'auditoire.

BELLABRE, RICHARD, LE LASSEUR, JAMONT,
GALLOT, LE LASSEUR DE RANZAY, TURQUETIL,
MARCÉ, MAHOT.

RÈGLEMENT ENTRE LE SÉNÉCHAL ET LES AUTRES JUGES.

Du 12 décembre 1774 : En la Chambre du Conseil où présidoit M. le Sénéchal. Présens : MM. le lieutenant, de la Ville, doyen, Le Lasseur l'aîné, Jamont, Deguer, Gallot, Le Lasseur de Ranzay, Turquetil, Marcé et Mahot, conseillers.

M. le Sénéchal, et MM. Le Lasseur de Ranzay et Marcé, nommés par MM. les conseillers, leurs confrères, pour les représenter par le compromis du 20 juin 1772, inséré au présent registre, folio 193, verso, pour parvenir à un règlement sur les fonctions respectives, ont dit, qu'ayant aux fins dudit compromis fourni de part et d'autre leurs demandes et réponses et produit leurs pièces devant MM. les arbitres, il parut convenable avant que ces Messieurs en entamassent l'examen, de chercher à se rapprocher sur les articles qui souffriroient le moins de difficultés, même de transiger sur le tout s'il étoit possible, la matière paroissant suffisamment éclairée sur tous les points ; qu'en conséquence, ils avoient eu différentes conférences chez M. Heullin de la Martinais, conseil de M. le Sénéchal, et y étoient convenu d'un projet de règlement général ; lequel, ayant été lu à la Compagnie, après y avoir fait quelques changemens et additions qui ont paru nécessaires, il a été unanimement convenu et arrêté ainsy qu'il suit :

*Règlement entre M. le Sénéchal, M. le lieutenant et MM. les
Conseillers du Présidial de Nantes.*

ARTICLE PREMIER.

Il ne pourra sous quelque prétexte que ce soit estre tenu d'audiance par aucun des Officiers du Présidial seul, si ce n'est dans les cas portés aux articles 9, 10 et 12, fors dans le tems des vacances, où il continuera d'en estre tenu une par ceux des Offi-

ciens qui se trouveront en ville, même par un seul s'il ne s'en trouve pas d'autres, et ce pour les matières qui requièrent célérité.

ARTICLE 2.

Le Sénéchal continuera néanmoins d'exercer seul la juridiction volontaire appelée d'office, et en son absence l'Alloué, le lieutenant ou l'ancien conseiller suivant l'ordre du tableau ; c'est à savoir qu'il fera seul les tutelles, curatelles, émancipations, décrets de mariage, ordonnera la collocation des deniers des mineurs, homologuera les avis de parens à fin de vente des biens des mineurs, expédiera les requestes à fin de séquestre de meubles, donnera mainlevée des successions, les paréatis, recevra les sermens des commis à la marque, fera les légalisations, chiffrature des registres de toute espèce, donnera les certificats de vie, fera les procédures pour parvenir à l'interdiction des majeurs, aux réformes et rectifications sur les registres de baptêmes, mariages et sépultures, et les informations de vie et mœurs pour parvenir à la réception des officiers des juridictions du ressort et des officiers inférieurs du siège ; sans néanmoins que les sentences sur lesdites interdictions et rectifications de registres puissent estre prononcées, et que lesdites réceptions d'officiers des juridictions du ressort et d'officiers inférieurs du siège puissent estre faites qu'au corps du siège.

ARTICLE 3.

Dans tous les cas cy-dessus, s'il parvient quelques contestations de quelque nature qu'elles soient, le Sénéchal ou celui qui le remplacera en son absence sera tenu de les renvoyer au corps du siège pour y estre jugées à l'audiance, si faire se peut, ou sur délibéré, sinon appointées, et en cas d'appointement, le rapport entrer en distribution, et après le jugement, qui sera rendu, estre procédé en exécution en la forme ordinaire.

ARTICLE 4.

Au Sénéchal seul appartiendra la police des prisons, la réception des geôliers et greffiers desdites prisons et la chiffature des registres de la geôle, sans que néanmoins, conformément aux lettres patentes du 6 février 1753, il puisse estre interdit aux juge criminel, lieutenant et autres juges, de faire la visite particulière des prisonniers, dont les causes ou procès seroient pendant par devant eux, ni pareillement le droit d'empescher la communication desdits prisonniers avec d'autres personnes, ou de leur donner un conseil ou de statuer sur leur liberté provisoire ou définitive, et sans que pareillement le Sénéchal puisse exercer aucun acte de jurisdiction criminelle soit pour bris de prison ou autrement.

ARTICLE 5.

Touttes contestations et affaires renvoyées et attribuées par le Roy ou par les cours, soit au Sénéchal, soit aux officiers du Présidial ou de la Sénéchaussée, seront instruites et jugées en la manière en laquelle les affaires de pareille nature et qualité doivent estre instruites et jugées audit siège ; et le Sénéchal et autres officiers y exécuteront chacun à leur égard les fonctions qui leur appartiennent, le tout suivant la nature et qualité des affaires, et à ce qui est porté par le présent règlement.

ARTICLE 6.

A l'égard des commissions qui seront données au Sénéchal pour faire informations et enquestes, dresser procès-verbaux et faire toute autre procédure et instruction du ministère d'un seul officier, elles seront exécutées par ledit Sénéchal ; et si elles étoient adressées à la Sénéchaussée ou au Présidial, elles seront faittes par les Commissaires en_mois.

ARTICLE 7.

Touttes affaires autres que celles dont la connaissance appartiendroit au Sénéchal seul, aux termes des articles 9, 10 et 12, soit qu'elles soient ordinaires, présidiales, d'appel ou bénéficiaires, soit qu'elles concernent le domaine, les fouages, les économats et généralement touttes matières quelles qu'elles soient, autres que celles portées auxdits articles 9, 10 et 12, seront portées à l'audiance du siège où elles seront appellées à tour de rôle; à l'effet de quoy il sera fait deux rolles, l'un des causes ordinaires et l'autre des causes d'appel. Le premier sera appellé les mardys et mercredys, et l'autre les jeudys et vendredys; sans que l'ordre desdits rolles puisse estre interverti, et qu'aucune cause en puisse estre exceptée, si ce n'est celles qui requièrent célérité et où il y auroit péril en la demeure, lesquelles seront jugées sur un simple acte pour venir plaider dans la première demie heure de l'audiance ordinaire; et seront lesdits rolles faits sur papier timbré, chiffrés et millésimés par le Sénéchal ou autre qui présidera en son absence, à l'effet de quoy les procureurs seront tenus de remettre aux mains du premier huissier les qualités des causes qui seront de nature à estre employées dans lesdits rolles, et en estat d'estre plaidées; lequel sera tenu de les enroller suivant l'ancienneté des dattes des présentations; et au cas que quelqu'unes desdittes causes soient renvoyées, conservées ou rayées de l'avis des juges, il en sera fait note à la marge dudit rôle à l'endroit de la cause.

ARTICLE 8.

A la même audiance publique du siège seront faittes touttes ventes et adjudications judiciaires de biens, les demandes de compte, publications et réceptions d'aveux et impunissement d'iceux, les déshérences, aubaines, bâtardises, épaves, les demandes de fouages, lods et ventes et rachapts et autres de pareille nature

du domaine du Roy ; sans que dans aucun cas, autres que ceux portés aux articles 1, 9, 10 et 12, le Sénéchal ou aucun autre officier du siège puisse tenir seul des audiences et juger seul des causes sous prétexte de célérité ou autrement.

ARTICLE 9.

Le Sénéchal connoistra seul des causes concernant les devoirs de la province, droits d'impôts et billots et contravention aux ordonnances du Roy et bail des États ; et ce, dans les cas seulement où il s'agira de faire rentrer dans les mains du fermier des sommes dues par autres que par les sous-fermiers, commis et employés ; et quant aux contestations des fermiers entre eux, ou d'entre les fermiers, sous-fermiers, cautions, commis ou employés, la connoissance en appartiendra au corps du siège. A l'égard des inscriptions de faux dans les mêmes affaires des devoirs, elles ne pourront estre jugées par le Sénéchal que dans le cas où le fermier sera partie dans lesdites inscriptions de faux ; lequel cas cessant, elles seront jugées au corps du siège de la même manière que les autres affaires, et après avoir été distribuées. Il en sera de même si les inscriptions de faux dans lesdites matières des devoirs, sont instruites par recollement et confrontation, quoique le fermier y soit partie, auquel cas, et dans tous les autres où la voye extraordinaire sera suivie, le règlement à l'extraordinaire et les suites qu'il conviendra de faire seront renvoyées et jugées au corps du siège, au rapport du Sénéchal, qui en continuera l'instruction et aura deux parts dans les épices, comme dans tous les cas où il est rapporteur né, et les autres officiers auront chacun une part ; et si le fermier n'est point partie dans lesdites instances, elles seront dans tous les cas instruites, distribuées et jugées au corps du siège, soit qu'elles soient suivies criminellement ou civilement ; enfin le Sénéchal ne pourra connoistre seul des plegemens, arrests, saisies, bénéfices d'inventaire et autres instances où le fermier interviendra pour le

payement des condamnations énoncées à son profit, non plus que des contestations entre des particuliers, pour contribution et rapport, dommages et intérêts à raison des condamnations énoncées au profit du fermier des devoirs, lesquelles seront portées au corps du siège, ainsy que les plegements et arrests aux mains du fermier, ses directeurs et receveurs sur les sommes par lui dues aux commis employés ou autres qui seront instruites, distribués ou jugés par le corps du siège, en la forme ordinaire.

ARTICLE 10.

Le Sénéchal recevra les baux judiciaires, conversions des baux conventionnels en baux judiciaires, ventes de fruits, connoitra des droits d'entrée, octrois, pancarte et autres droits de pareille nature dus au domaine du Roy ; parce que néanmoins il ne pourra juger seul lesdittes affaires, que lorsque le fond du droit ne sera pas contesté ou que celui à qui il sera demandé ne prétendra pas estre exempt, soit à raison d'une exemption ou d'un privilège personnel, soit à raison de la qualité et nature des marchandises et matières qu'on prétendroit estre soumises aux droits ; et seront lesdits procès portés au corps du siège, ainsy que tous autres de même nature, ou qui pourroient s'élever entre le fermier des octrois pour raison de son bail avec ses associés, commis, officiers municipaux ou entre les receveurs des droits cy-dessus, pour y estre jugés à l'audiance si faire se peut ou sur délibéré, sinon appointés, et le rapport entrer en distribution.

ARTICLE 11.

En cas de rébellion, attaque ou mauvais traitemens faits aux commis et autres employés des devoirs ou des octrois dans le cours de leurs fonctions, qui donneroient lieu à une procédure extraordinaire par recollement et confrontation, la connoissance en appartiendra au corps du siège et l'instruction et le rapport en

seront faits par le Sénéchal ; et à l'égard des demandes de dommages-intérêts et des procédures criminelles suivies contre les employés pour excès, mauvais traitemens ou autres délits par eux commis sous prétexte de vérifier des fraudes, elles seront portées au corps du siège pour estre l'instruction faite comme des autres affaires dudit siège, et le rapport entrer en distribution s'il y échoit.

ARTICLE 12.

Les plaids généraux continueront d'estre tenus à commencer aux premiers lundys d'après les vingt novembre, vingt mars et vingt juin, en la même forme et manière que les autres audiences publiques ; et si quelque cause appelée à l'audience desdits plaids tombe en appointement, elles entreront en distribution ; et quant aux appropriemens, ils se feront aux mêmes jours à une audience de relevée tenue à cet effet seulement par le Sénéchal seul.

ARTICLE 13.

Touttes les affaires, de quelque nature, importance et qualité qu'elles puissent estre, autres que celles qui appartiendroient au Sénéchal seul, aux termes des articles 9, 10 et 12, seront jugées par l'avis des juges et conseillers qui assisteront à l'audience ou sur délibéré, ou vu au bureau ou appointées ; et sera tenu, celui qui présidera, de prononcer, à la pluralité des voix, encore qu'il fût d'avis contraire, sans pour le retarder ou remettre, le jugement des affaires.

ARTICLE 14.

Le greffier ou commis aura un plumitif sur lequel, à chaque audience, il portera par extrait les qualités des parties, les noms des avocats et procureurs, l'énoncé de chaque jugement d'audience, les noms des juges qui y auront assisté et de ceux qui se seront déportés à l'endroit de chaque cause ; lequel plumitif il

représentera à l'issue de l'audience, à la Chambre du Conseil pour estre arrêté par celui qui aura présidé.

ARTICLE 15.

Le rapport des délibérés et vus au bureau sera fait par le Sénéchal, ou celui qui aura présidé en son absence à l'audience où ils auront été ordonnés.

ARTICLE 16.

Dans les affaires non appointées, même dans celles qui le seront, mais qui n'auront pas été distribuées, les requestes seront expédiées par celui des juges auquel elles seront présentées; et à l'égard des requestes qui seront présentées dans les procès appointés, elles seront expédiées par le rapporteur, à l'effet de quoy, les procureurs mettront en marge de chaque requeste le nom du rapporteur.

ARTICLE 17.

Touttes les affaires, de quelque nature et qualité qu'elles soient, qui seront appointées en droit, au Conseil à écrire et produire à mettre ou sur simple induction ou autrement ensemble, les requestes à fin d'homologation de traités entre des créanciers, les requestes pour réformes et rectifications de registres de baptêmes, mariages et sépultures, homologation d'arrentement de bénéfice, enregistrement de lettres patentes et autres lettres royaux, et généralement toutes requestes autres que celles mentionnées dans l'article 2 du présent, seront rapportées et jugées en la Chambre du Conseil, sans que le Sénéchal puisse sous aucun prétexte juger seul aucune affaire appointée en droit, au Conseil à écrire et produire à mettre sur simple induction ou autrement; ni rendre seul aucune ordonnance sur les requestes susmentionnées.

ARTICLE 18.

En conséquence, toutes affaires appointées, de quelque espèce et qualité qu'elles soient, entreront en distribution, à l'exception néanmoins des cas portés aux articles 9, 11 et 31, et des interdictions, séparations et des requestes pour réformes ou rectifications de registres et autres qui doivent estre rapportées et jugées à la Chambre du Conseil, aux termes de l'article précédent, dont le Sénéchal continuera d'estre le rapporteur né, conformément à la délibération du 27 janvier 1757.

ARTICLE 19.

La distribution des affaires au-dessus des chefs de l'édit appointées en droit au conseil à écrire et produire, se fera de quinzaine en quinzaine, le samedi de relevée, par le Sénéchal ou autre premier juge, ou ancien conseiller en son absence, en présence des deux commissaires en mois qui pourront y assister, conformément à l'arrêt de 1734, parce qu'à chaque distribution, le Sénéchal ou autre par qui elle sera faite en son absence, prélèvera un procès pour son préciput, et le surplus des procès sera distribué également entre lui et les autres juges et conseillers, suivant le mérite et capacité d'un chacun, de manière que le Sénéchal, après son préciput levé, n'ait pas plus de procès qu'aucun autre officier, et que s'il ne s'en trouvoit pas suffisamment pour égaler tous les officiers, ceux qui ne l'auroient pas été, le soient à la distribution suivante, avant que le Sénéchal puisse prendre de nouveau préciput. A la dite distribution, pourra assister l'Alloué, et en son absence, le lieutenant ou l'ancien conseiller.

ARTICLE 20.

La distribution des procès sous les chefs de l'édit, ensemble de toutes autres affaires appointées à mettre, ou sur simple in-

duction, se fera de jour à autre dans la même forme portée par l'article précédent, à l'effet de quoy il y aura un registre particulier pour lesdittes affaires.

ARTICLE 21.

En cas de décès, démission ou départ des rapporteurs, les procès dont ils étoient chargés seront remis à la distribution et distribués également entre tous les autres officiers et sans préciput, en observant néanmoins de faire une distribution particulière des procès appointés à mettre ou sur simple induction et affaires présidiales.

ARTICLE 22.

Les incidens des affaires appointées, brefs, états et autres de même nature, appartiendront aux rapporteurs, qui en feront rapport à la Chambre du Conseil, sans qu'ils puissent leur tenir lieu de distribution.

ARTICLE 23.

Le greffier sera tenu, dans trois jours après la distribution, de faire remplir les récépissés des sacs pour en charger les rapporteurs, et de mettre un double du registre de chaque distribution à la Chambre du Conseil, à l'effet que l'article qui contiendra la nomination du rapporteur, puisse estre vu en laditte Chambre, avant que le rapport soit commencé et l'ordonnance de distribution sera employée dans le vû de la sentence.

ARTICLE 24.

Le greffier ny les commis ne donneront avant la-distribution les sacs à visiter à aucun des officiers du siège, et ne retiendront aucun procès, pour les mettre à la distribution suivante, sous les

peines portées par les édits, savoir, de cinquante livres d'amende pour la première fois, cent livres pour la seconde, et de suspension ou privation de l'exercice de leur greffe pour la troisième fois.

ARTICLE 25.

La taxe des épices sera délibérée par ceux qui auront assisté au jugement et marquée par celui qui y aura présidé.

ARTICLE 26.

Dans les affaires distribuées, les rapporteurs continueront d'avoir le tiers des épices et les deux autres tiers seront partagés également entre lesdits rapporteurs et les autres juges qui auront assisté au jugement ou ne s'en seront absentés que pour cause de départ, récusation ou autre légitime empeschement admis par la Compagnie; et à l'égard des épices, des interdictions, séparations, homologations de traités, requestes à fin de lief d'erreur sur les registres de baptêmes, mariages et sépultures, et autres requestes qui doivent estre portées à la Chambre du Conseil, aux termes des articles 17 et 18, et des cas portés aux articles 9, 11 et 31. Le Sénéchal en aura deux parts à lui seul, et chacun des autres juges une part, conformément à la délibération du 27 janvier 1757.

ARTICLE 27.

Les enquestes continueront d'estre faites par les deux commissaires en mois et les émolumens en seront partagés, savoir deux parts au Sénéchal, et aux autres officiers chacun une part, conformément à la délibération du 27 janvier 1757, à l'exception néanmoins des enquestes qui seroient faites en exécution des sentences de rapport, lesquelles seront faites par le rapporteur qui en percevra les émolumens en entier.

ARTICLE 28.

Les exécutions des sentences, le jet et calcul des dépens et les Commissions ordonnées dans les procès appointés ou distribués, appartiendront aux rapporteurs, quand même les parties se pourvoiroient à l'audiance pour parvenir à laditte exécution, et les rapporteurs en percevront seuls les émolumens, à l'exception toutesfois des descentes qui seront distribuées à l'ordre du tableau, entre tous les officiers qui auront assistés au rapport, conformément à l'article 3 du titre xxi, de l'ordonnance de 1667, et des présentations de compte ordonnées par rapport, lesquelles seront distribuées en la forme ordinaire, entre tous les juges, à l'exception du rapporteur, conformément à l'article 5 du titre xxix de l'ordonnance de 1667.

ARTICLE 29.

Les exécutions des sentences d'audiance, autres que les enquestes, appartiendront au Sénéchal seul ou autre premier juge, ou ancien conseiller qui présidera en son absence.

ARTICLE 30.

Les juridictions subalternes tombées en rachapt ou régale dans le ressort du siège, seront exercées par le Sénéchal, qui seul pourra en prononcer la vacance, et dans le cas où il ne jugeroit pas à propos de les exercer lui-même, elles le seront par l'Alloué, le lieutenant ou premier conseiller à l'ordre du tableau, parce que néanmoins les deux tiers des émolumens de la juridiction des Reguaires, et la moitié seulement de ceux des autres juridictions en appartiendront dans ce cas au Sénéchal, et l'autre tiers ou moitié à celui qui exercera ; et dans le cas où aucun des officiers du siège ne jugeroit à propos d'accepter l'exercice desdittes juridictions, il sera décerné commission par le Sénéchal

pour ledit exercice, à tel officier ou gradué et aux conditions que bon lui semblera.

ARTICLE 31.

Le Sénéchal recevra seul les notaires royaux et sergents, tant royaux qu'ameneurs, parce qu'en cas de contestation, laditte contestation sera jugée par le corps du siège, et à l'égard des officiers et des juridictions, du ressort du siège, des greffiers et commis du greffe, procureurs et huissiers de la Sénéchaussée et Présidial et juridictions y réunies, le Sénéchal fera l'information de vie et mœurs sur les requestes qu'ils présenteront à cet effet au corps du siège, pour à son rapport estre reçus, s'il y échet à la pluralité des voix et prester serment au siège ; et les épices desdittes réceptions faites au siège seront partagées, savoir deux parts au Sénéchal, et aux autres officiers chacun une part ; et quant aux vacations de l'information de vie et mœurs, elles appartiendront au Sénéchal seul, conformément à l'article 2.

ARTICLE 32.

Touttes les délibérations de la Compagnie et nominations de commissaires et députés, soit pour les affaires de la Compagnie, soit aux Bureaux d'administration des hôpitaux ou autrement, seront faites à la pluralité des voix et signées de sept officiers au moins, à faute de quoy elles seront nulles et aucun membre de la Compagnie ne pourra refuser de signer lorsque l'avis contraire au sien aura prévalu.

ARTICLE 33.

Le Sénéchal ou celui qui présidera en son absence, arrêtera en présence de la Compagnie, au nombre de sept au moins et à la pluralité des voix, les comptes concernant les affaires communes, les mémoires de dépenses et recettes de toute nature,

chiffre les feuilles des épices et picques, figurera les ordonnances de payemens pour les nécessités du Présidial ; et lesdits comptes et mémoires ainsy arrêtés, réglés et signés du Sénéchal et de tous ceux qui y auront assisté, comme aussi tous les registres et délibérations de la Compagnie seront mis aux archives communes, desquelles il y aura trois clefs, dont une sera remise au Sénéchal et les deux autres à deux officiers choisis par la Compagnie.

ARTICLE 34.

Les affaires qui sont actuellement pendantes devant le Sénéchal et qui suivant ce qui est porté cy-dessus, ne sont point de sa compétence privative, seront par lui renvoyées au corps du siège.

ARTICLE 35.

En cas d'absence, départ, récusation ou autre légitime empeschement, les fonctions attribuées au Sénéchal seront remplies par l'Alloué, le lieutenant ou l'ancien conseiller, qui percevront les mêmes émolumens que percevroit le Sénéchal ; parce que néantmoins dans les cas où il est attribué deux parts au Sénéchal, des épices des affaires dont il est rapporteur né, et des vacations des enquestes, lesdits Alloué, lieutenant ou ancien conseiller, n'auront qu'une part comme les autres officiers, lesdites deux parts restantes au Sénéchal, fors en cas de décès où elles tomberont à la masse, ainsy que dans tout autre cas de valance de l'office de Sénéchal, et qu'ils ne pourront prononcer la vacance des juridictions en rachapt ou régale, qu'en cas que l'office de Sénéchal fut vacant.

ARTICLE 36.

Tous les articles du présent règlement seront exécutés à peine de nullité.

ARTICLE 37.

La présente transaction sera homologuée au Conseil, ainsy qu'il est porté en l'acte de compromis et publiée à l'audience du Présidial et partout où besoin sera, avec deffenses à tous les officiers et avocats, greffiers et procureurs, huissiers et sergens, d'y contrevenir sous les peines qui échéent.

La Compagnie, délibérant sur tous les articles de règlement, cy-dessus, les a approuvés et unanimement adoptés pour estre homologués au Conseil du Roy, conformément au compromis du 20 juin 1772 et à l'article 37 dudit règlement, aux frais de M. le Sénéchal pour moitié, et de MM. les conseillers par l'autre moitié, et néanmoins exécuté provisoirement, à compter de ce jour.

BELLABRE, sénéchal; RICHARD, lieutenant civil et criminel; DE LA VILLE, doyen; LE LASSEUR, JAMONT, DEGUER, GALLOT, LE LASSEUR DE RANZAY, TURQUETIL, MARCÉ, MONNIER, MAHOT, par approbation.

Par approbation le 8 avril 1775 :

ORRY DE RÉVEILLON, ALLOUÉ.

Pour approbation le 8 janvier 1776 :

R. DREUX.

Te Deum POUR LE SACRE ET COURONNEMENT DU ROI; ET PROCÈS-VERBAL SUR LA NOUVELLE PRÉTENTION DU BUREAU DE VILLE.

Du 25 juin 1775: En la Chambre du Conseil du Présidial de Nantes, nous, soussignés, officiers de la Sénéchaussée, siège Présidial de Nantes, rapportons que nous étant rendus ce jour en l'église cathédrale de cette ville, suivant l'invitation de MM. les grands vicaires, en conséquence des ordres du Roy, pour y assister au *Te Deum* qui y a été chanté en actions de

grâces du sacre et couronnement de S. M. Louis XVI, et nous y étant placés dans notre banc ordinaire, le sieur de la Ville, maire actuel de la Communauté de ville, et en cette qualité, colonel de la milice bourgeoise, auroit quitté la tête du bureau de ville, qu'il possédoit, en habit noir et se seroit placé sur le banc du Gouvernement, vacant par l'absence du commandant, lequel est en tête de notre dit banc et sur ce que nous aurions appris qu'il s'y étoit placé à dessein, et lui ayant vu mettre quelques momens après un hausse col ; la Compagnie a prié M. le Sénéchal de demander audit sieur de la Ville qu'il eut à déclarer de quel droit et en quelle qualité il avoit pris cette place ; à quoi le dit sieur de la Ville a répondu que c'étoit en qualité de commandant ; sur laquelle réponse la compagnie, voulant éviter l'éclat d'une contestation plus longue dans le lieu saint, et au moment d'une cérémonie, dont l'objet, si cher à tous les sujets de S. M., occupoit tous les esprits, a réservé de rapporter à l'issue le présent procès-verbal, contre une entreprise sans exemple et d'autant plus extraordinaire que, dans le cas où le maire remplit quelque fonction du commandant, en son absence, il ne quitte jamais sa place pour prendre celle du commandant, n'ayant aucune fonction qu'en sa ditte qualité de maire, protestant contre laditte entreprise, et de se pourvoir, ainsy qu'il sera vu appartenir. Fait et arrêté en la Chambre du Conseil du Présidial de Nantes, lesdits jour et an que devant.

BELLABRE, ORRY DE RÉVEILLON, LE LASSEUR,
MONNIER, GALLOT, LE LASSEUR DE RANZAY,
TURQUETIL, MARCÉ, MAHOT.

ARRIVÉE POUR LA PREMIÈRE FOIS DE M. DE CORNULLIER,
PRÉSIDENT A MORTIER.

Le 12 décembre 1775, M. de Cornullier, président à mortier du Parlement de Bretagne, étant arrivé pour la première fois

dans cette ville, la Compagnie a député MM. Le Lasseur l'aîné, Marcé et Mahot, conseillers, pour le saluer.

Du 29 avril 1777 : MM. Turquetil et Mahot, conseillers, ont été nommés par la Compagnie, députés, pour assister à la pique, pour l'élection des nouveaux échevins. La Compagnie les a chargés de faire les protestations ordinaires, relativement au droit de présidence à ladite assemblée.

ARRIVÉE DE M. LE COMTE D'ARTOIS, FRÈRE DE LOUIS XVI.

Du vendredi 23 mai 1777 : M^{er} le comte d'Artois, l'un des frères du Roi, étant arrivé en cette ville, à cinq heures et demie de l'après-midi, et s'étant rendu au château, la Compagnie, qui s'étoit assemblée, a chargé M. le procureur du Roi d'aller, et il est allé scavoir l'heure à laquelle il plairoit au prince de recevoir les respects de la Compagnie. M. le procureur du Roi, de retour, ayant rapporté que le prince recevoit en ce moment la Compagnie à lui rendre ses hommages, tous Messieurs en robes et bonnets, ayant M. le Sénéchal à leur tête, en robe rouge, précédés et suivis des greffiers et huissiers, se sont rendus au château, et étant entrés dans l'une des salles, ils ont été présentés à S. A. R. par M. le comte de Bourbon-Busset, premier gentilhomme de la Chambre. M. le Sénéchal a fait, au nom de la Compagnie, un compliment au prince, qui étoit debout et découvert, et a fini par lui demander sa protection, à quoi S. A. R. a répondu que la Compagnie pouvoit y compter. Ce fait, tous Messieurs se sont retirés, dans l'ordre qu'ils avoient été.

ARRIVÉE DE L'EMPEREUR JOSEPH.

Le 14 juin 1777, l'Empereur, voyageant en France, sous le nom de comte de Falkeinstein, est arrivé en cette ville, où ayant

voulu garder comme dans les autres villes du royaume, un parfait *incognito*, il n'a été complimenté par aucune Compagnie. Il a logé dans une hôtellerie tenue rue de Gorges, et est parti le lendemain de son arrivée.

INTERVENTION PAR LA PRÉSIDENTE AUX ASSEMBLÉES DE VILLE.

Du 11 juillet 1777 : En la Chambre du Conseil, où présidoit M. l'Alloué. Présens : MM. de la Ville, doyen ; Le Lasseur l'aîné, Deguer, Gallot, Le Lasseur de Ranzay, Turquetil, Marcé, Mahot, Dreux, conseillers, et Fellonneau, avocat du Roi.

M. l'Alloué a dit qu'aucun des membres de la Compagnie n'ignoroit l'instance introduite au Conseil entre M. le Sénéchal et les officiers municipaux, au sujet de la présidence aux assemblées générales de l'Hôtel-de-Ville, que cette présidence intéressoit la Compagnie, tant parce que les honneurs attribués à son chef ne peuvent manquer de rejaillir sur elle, que parce que cette prérogative est moins un attribut de l'office de M. le Sénéchal que de la Compagnie elle-même, puisqu'il n'en jouit qu'à raison de ce qu'il la préside, et qu'en son absence elle passe à tous les officiers du siège successivement, jusqu'au dernier reçu, selon l'ordre du tableau ; que, par ces motifs, la Compagnie avoit toujours pris un intérêt sensible à tout ce qui s'étoit passé précédemment, à cet égard, soit en n'envoyant point ses députés aux assemblées générales, soit lorsqu'elle en a envoyé, en les chargeant de faire insérer sur le registre des assemblées, ses protestations ; que si elle n'a point paru jusqu'à présent nommément dans l'instance, c'est parce que M. le Sénéchal étoit censé faire pour tous et que, dans le fait, ses demandes sont dirigées à ce que le droit soit rétabli, non seulement pour lui, mais pour tout autre membre de la Compagnie qui se trouvera dans le cas de le remplacer, selon l'ordre du tableau, ce qui suffiroit sans doute pour l'économie de la procédure, mais que, dans une affaire aussi importante, il semble qu'on ne doit rien négliger, pour marquer de plus en plus combien la Compa-

gnie est unanime sur la demande formée par M. le Sénéchal ; que l'on voit, par l'imprimé d'un arrêt du Conseil du Roi, du 10 mars 1776, qui vient de juger la même question, en faveur des officiers de la justice seigneuriale de Pontivy, contre les maire et échevins de cette ville ; que les juges de cette juridiction ont suivi la même marche et ont paru en nom dans l'instance avec le Sénéchal, et que si des juges seigneuriaux ont obtenu cette décision, on doit l'attendre avec bien plus de raison de la justice du Roi, en faveur d'un des premiers Présidiaux du royaume.

Sur quoi, la Compagnie délibérant, a arrêté d'intervenir dans l'instance dont il s'agit, et qu'il sera écrit, à cet effet, à M. Moriceau, avocat aux Conseils du Roi, pour le charger de mettre la requête d'intervention et faire les autres suites nécessaires.

DE LA VILLE, LE LASSEUR, DEGUER, GALLOT,
ORRY DE RÉVEILLON, LE LASSEUR DE RANZAY,
TURQUETIL, MARCÉ, MAHOT, R. DREUX,
FELLONNEAU, avocat du Roi.

PROJET D'UNE RETRAITE A NANTES.

Du 6 mars 1778 : En la Chambre du Conseil du Présidial de Nantes, où présidoit M. Bellabre, sénéchal. Présens : MM. Orry de Réveillon, Alloué, lieutenant général ; de la Ville, lieutenant civil et criminel ; de la Ville, doyen ; Le Lasseur, Deguer, Monnier, Gallot, Le Lasseur de Ranzay, Turquetil, Marcé et Dreux, conseillers ; Goullin de la Brosse, avocat du Roi ; Badereau, procureur du Roi, et Fellonneau, avocat du Roi.

M. le Sénéchal a dit que le sieur abbé de Mélient ayant acquis pour 6,100 livres la maison où se faisoient autrefois les retraites des femmes, dirigées par les ci-devant Jésuites, a obtenu des lettres patentes, qui lui permettent de faire don de cette maison au diocèse de Nantes, pour servir à des retraites de l'un et l'autre sexe, sous l'inspection et les ordres de l'Évêque et de ses successeurs,

qui sont autorisés à y faire tels réglemens qu'ils jugeront convenables ; que, par ces mêmes lettres, les Évêques de Nantes sont également autorisés à faire diriger ces retraites par tel prêtre séculier, qu'ils jugeront à propos, pourvu qu'il ne soit point attaché à une Communauté régulière, avec pouvoir à ce directeur de se choisir tel nombre qu'il voudra de coopérateurs. M. le Sénéchal a ajouté que le sieur abbé de Mélient s'étant pourvu au Parlement de cette province pour obtenir l'enregistrement de ses lettres patentes, il a été rendu arrest qui a ordonné que la requête et les pièces y attachées seroient communiquées à la Compagnie, pour y répondre, et le tout rapporté à la Cour et communiqué à M. le procureur général, être, sur les conclusions, statué ce qui seroit vu appartenir. Il a été en conséquence pris lecture, tant dudit arrest du 7 février dernier, que des lettres patentes du mois de may 1777, requête à fins d'enregistrement du 4 décembre suivant, imprimé sur lettres patentes, pour la vente des biens des cy-devant Jésuites, du 14 juin 1763, contrat d'association à l'acquisition faite par la veuve Cherol, consenti par ladite veuve audit abbé de Mélient, le 22 février 1777, bannies à fin d'appropriement, du 12 avril de la même année, arrest de la Cour ordonnant la communication à la Communauté de ville, du 9 décembre suivant, réponse de ladite Communauté de ville, du 27 du même mois, requête en réplique, du sieur abbé de Mélient, du 28 janvier dernier, collationné de délibération prise par la Communauté de ville, le 9 décembre 1733, au sujet d'une augmentation des retraites dirigées par les cy-devants Jésuites, et collationné; d'arrest du Conseil, conforme aux modifications portées dans ladite délibération, en date du 13 mars 1734.

Sur quoi, la Compagnie délibérant, a observé que les retraites projetées ayant, comme tous les autres établissemens humains, des avantages et des inconvéniens, ce n'est qu'après avoir apprécié et balancé les uns et les autres qu'on peut se décider avec justice à concourir où à s'opposer au nouveau projet.

Les avantages exposés dans la requête, sur laquelle ont été expédiées les lettres patentes, sont de prévenir la dépravation des

mœurs et de maintenir les principes du christianisme. On a cru voir ces heureux effets se produire dans les retraites dirigées par les ci-devants Jésuites : mais, comme elles ont cessé avec la Régence, dont elles étoient soumises, on se propose de les rétablir avec d'autant plus de raison que, dans une ville comme Nantes, l'affluence d'étrangers que le commerce y attire peut contribuer à altérer la religion des habitants.

Des motifs aussi purs sont dignes du zèle et de la sollicitude pastorale du prélat respectable qui gouverne l'Église de Nantes ; ils font l'éloge du pieux ecclésiastique qui poursuit l'établissement projeté ; si la nouvelle retraite doit opérer à la fois la réforme des secours et le maintien du christianisme, qui pourroit balancer sur un établissement aussi désirable ? Les magistrats protecteurs des mœurs publiques et défenseurs de la religion doivent s'empres-
sés d'y concourir.

Mais plus ces espérances qu'on se forme de la retraite proposée, sont imposans, plus il importe d'en approfondir la réalité, ou d'en dissiper le prestige. Une première raison de douter résulte du principe si connu, que les institutions spirituelles ou civiles se conservent par les mêmes moyens qui les ont établies, et que pour empêcher le relâchement de s'y introduire et y remédier quand il s'est introduit, il faut les ramener à l'esprit de leurs premiers instituteurs. Or on ne trouvera pas dans la discipline de la primitive Église ces assemblées particulières d'une portion du troupeau, dans un lieu fermé aux autres fidèles qui ne s'y seroient pas aggrégés ; l'histoire ecclésiastique nous apprend au contraire que, pendant une longue suite de siècles, on n'a connu d'autre lieu d'instruction et de prière que l'église de l'Évêque et celles des curés, où ces pasteurs exerçoient eux-mêmes en public leur ministère, à l'exemple de leur maître ; *ego palàm locutus sum mundo : ego semper docui in synagogâ et in templo quo omnes Judæi conveniunt, et in occulto locutus sum nihil*. Ce n'est que dans les derniers temps qu'on a imaginé de former sous les noms de retraites de femmes, de retraites d'hommes, de congrégations des artisans, de congrégations des messieurs, ces petits troupeaux

d'élite, où une société justement proscrite par l'Église et par l'État, souffloit son esprit et fomentoit ces divisions funestes que la piété éclairée de deux grands papes et la sagesse du feu Roy sont parvenus à étouffer. Il est vrai qu'on n'a pas à craindre que cette société se rétablisse jamais ; mais a-t-on bien pris les précautions nécessaires pour que la retraite proposée ne tombe pas dans les mains de quelques congrégations où le même esprit pourroit s'introduire ? Les lettres patentes n'excluent que les Communautés régulières : elles n'appellent point en particulier les ecclésiastiques du diocèse : elles laissent au contraire à l'Évêque la liberté la plus indéfinie d'employer tous les ecclésiastiques qu'il voudra. Il a donc la faculté d'y placer des étrangers et des congrégations composées d'étrangers. Peut-être que dans les premières années, il pourra faire tomber son choix sur des prêtres de son diocèse : mais deux raisons frappantes doivent porter à croire qu'il en sera bientôt autrement.

La première se tire de ce qui se passe actuellement, par rapport à la Communauté de Saint-Clément. Dirigée dans son principe par des ecclésiastiques libres, elle a été depuis affectée, par un évêque de Nantes, à la congrégation des Sulpiciens, et l'Évêque actuel soutient au Conseil cette congrégation, contre une partie des curés de son diocèse. Ce qui s'est fait pour la Communauté de Saint-Clément peut bien se faire encore pour la retraite projetée, puisque tout y paroît disposé, par la liberté indéfinie laissée au prélat d'employer, pour la direction de cet établissement, tous autres que des réguliers.

La seconde raison vient à l'appui de la première. Il y a longtemps qu'on se plaint de la disette des ecclésiastiques du diocèse : on prétend même que leur nombre peut à peine suffire pour fournir des vicaires aux différentes paroisses. Il n'en restera donc point sans emploi et qu'on puisse occuper à la direction du nouvel établissement. On trouvera peut-être encore qu'ils y sont aussi peu propres qu'à la direction de la Communauté de Saint-Clément, et jamais prétexte plus plausible ne pourra se présenter pour appeler à leur secours une congrégation.

On pourroit ajouter, au sujet de l'affluence des étrangers à Nantes, qu'il n'est peut-être pas aussi à craindre qu'on l'annonce, qu'elle altère la religion des habitants. Le plus grand nombre de ces étrangers sont des Irlandais, des Flamands et des Espagnols, dont on connoît l'attachement aux principes de la religion catholique. Si parmi les Allemands qui vivent à Nantes, il se rencontre des protestants, personne n'ignore l'attention scrupuleuse qu'ils marquent à exiger de leurs domestiques la plus grande exactitude aux devoirs de la religion, et l'on ne voit pas au surplus comment les retraites pourroient empêcher l'altération des principes de la religion plus efficacement que les instructions publiques des églises paroissiales où tous les fidèles sont admis.

Quant à la dépravation des mœurs que l'on attribue à la cessation des retraites à Nantes, c'est une allégation hasardée bien légèrement. Il semble au contraire qu'à mesure que les funestes divisions qui troubloient l'Eglise, se sont assoupies, la solide piété, qui ne subsiste qu'avec la charité et la paix, s'est accrue dans les classes de citoyens où l'on a quelque respect pour la religion, si l'on n'en peut pas dire autant d'autres classes où la piété est presque un ridicule, il ne faut pas l'attribuer au défaut des retraites, que ces personnes ne fréquentoient jamais ; c'est au progrès de ce luxe dévorant que les richesses d'une longue paix ont étendu partout et qui multiplie les passions en leur fournissant sans cesse de nouveaux alimens. Ainsi l'on peut conclure, malgré les apparences spécieuses du bien de la religion et des mœurs, que les avantages des retraites sont bien incertains.

Mais, quand on supposeroit ces avantages réels en eux-mêmes, il resteroit encore à examiner quelles personnes pourront en profiter. Ce ne sera pas la mère de famille, dont la vraie retraite est dans l'intérieur de son ménage et dont la vie active fait toute sa gloire ; *consideravit semitas domus suæ, et panem otiosa non comedit*. Ce sera encore moins la jeune fille, dont la place est auprès de sa mère et qui ne doit jamais quitter cette gardienne nécessaire de son inexpérience. Sera-ce la fille âgée qui vit dans le célibat ? Mais ces personnes ont, pour satisfaire leur piété, les

pensions des couvents, la retraite de Saint-Charles. Elles ont mille œuvres de charité à faire dans le sein de leur famille, auprès des pauvres des paroisses et des hôpitaux. Si tout cela ne suffit pas pour occuper les âmes pieuses, il est si aisé de multiplier les instructions dans les paroisses, où les occasions d'assembler les fidèles sont bien plus fréquentes et à la portée de tous. Ce ne sont point encore des marchands et des artisans qu'il faut porter à quitter leur commerce et leurs travaux, pour se livrer pendant huit jours entiers à la vie contemplative d'une retraite. Tout ce qui contredit et tend à détruire l'habitude des devoirs de l'Etat, où la Providence nous a placé, ne peut être dans l'ordre. Mais, ce qui forme un vrai désordre dans l'Eglise et dans l'Etat, c'est de voir des paisans quitter la campagne, arracher à leur famille une somme nécessaire à sa subsistance pour la payer à la retraite et ne faire ce sacrifice immense pour eux, que dans la seule vue de trouver un confesseur plus facile et de se soustraire à la conduite de leur pasteur plus à lieu de les connoître et de les corriger. On pourroit citer plusieurs exemples de ces malheureux abusés, morts dans leurs désordres, en laissant leur famille dans la plus affreuse misère. Les seuls qui pourroient peut-être retirer quelque fruit des retraites, seroient quelques marins, qui s'y rendroient par compagnie ou par désœuvrement : mais outre que ce cas est infiniment rare, nous laissons à juger aux ecclésiastiques remplis des vrais principes de l'Eglise, si ces réconciliations précipitées sont bien conformes à son esprit et si l'on doit y compter ; d'ailleurs cet objet est d'avance rempli par les retraites qui se font dans les maisons religieuses. Les femmes, comme on l'a déjà observé, ont celles de Saint-Charles ; les hommes vont chez les Récollets, les Capucins : ils ont, dans ces maisons, l'exemple de la piété et du renoncement à soi-même plus persuasif que les paroles, et l'on n'y trouve point à beaucoup près tous les inconvéniens qu'on va détailler.

Il faut d'abord observer qu'il s'agit réellement ici d'un nouvel établissement. La maison qu'on y destine étoit restée dans le commerce, par la vente faite au profit des créanciers des ci-de-

vant Jésuites, et les bannies d'appropriement, jointes à la requête du sieur abbé de Méliant, ont rendu irrévocable ce retour, regardé comme si favorable par nos loix. D'ailleurs, les retraites des ci-devants Jésuites faisoient tellement partie de leur politique, étoient si intimement adoptées à l'esprit de leur régime, qu'on ne peut supposer que ce soient précisément ces retraites qu'on se propose de rétablir. S'il en étoit ainsi, il ne faudroit pas chercher d'autres raisons de les proscrire, mais on doit rendre justice aux auteurs du projet. C'est un nouvel établissement qu'ils se proposent, quoiqu'il y ait lieu de craindre qu'il ne soit calqué sur les précédens.

Ainsi, c'est un premier inconvénient à opposer que la nouveauté de l'établissement. Lorsque l'Eglise universelle, assemblée aux Conciles généraux de Latran et de Lyon, défendit d'établir de nouveaux ordres, elle prescrivit à ceux qu'animeroit le désir de la perfection chrétienne, de se retirer dans les ordres déjà subsistans. On serait donc entré dans l'esprit de l'Eglise, si, au lieu de former le projet d'une nouvelle retraite, on se fût borné à perfectionner celles qui se font à Saint-Charles, aux Récollets, aux Capucins, à la Communauté de Saint-Clément. Il est vrai que jamais défense ne fut si mal observée que celle des Conciles qu'on a indiqués. Les Ordres réguliers se sont multipliés depuis ; ensuite les congrégations de toutes espèces pour les prêtres, et les retraites pour les laïes. Le relâchement des premières institutions et le prétexte de quelque nouveau bien ont sans cesse servi d'aliment à la piété ou à l'ambition de quelque fondateur. Au lieu de réformer les anciens établissemens, de les rappeler à leur premier esprit, on n'a seu faire autre chose que d'en former sans cesse de nouveaux, contre la défense de l'Eglise universelle si manifestement déclarée. De son côté, le Gouvernement civil n'a rien négligé, pour la faire exécuter. En publiant l'édit de 1749, le législateur semble ne s'être réservé qu'à regret le pouvoir qu'il ne pouvoit s'ôter, de déroger à sa loi. Les formalités des communications à divers corps ont été réunies à dessein de prévenir les surprises, et pour lui lier en quelque sorte les mains; et l'on a

ajouté au défaut des formalités de ces communications la peine de nullité, signe manifeste de défaveur, dans l'esprit de nos loix. Cet édit est l'ouvrage d'un magistrat, M. le chancelier d'Aguesseau, connu par son zèle éclairé pour la religion et sa piété solide. On ne lui supposera pas des motifs que le christianisme désavoue.

Le second inconvénient des retraites est d'inspirer et de fomenter l'esprit particulier. On l'a déjà observé, dans les beaux siècles de l'Eglise, toute assemblée particulière, sous la direction d'un autre prêtre que le pasteur établi par l'Eglise, dans l'ordre hiérarchique, eût paru rompre l'unité. C'est dans l'assemblée générale des fidèles que la religion paroît vraiment grande et imposante, par la majesté du lieu, la pompe des cérémonies, la publicité des instructions. C'est dans cette assemblée qu'elle est vraiment touchante, par l'accord des vœux réunis de tout sexe, de tout âge et de toute condition. Au bien de la religion se joint encore celui de l'Etat et des mœurs. Dans l'enceinte de l'église paroissiale, les liens de la société civile se resserrent, par la participation habituelle aux mêmes sacremens. C'est là que les enfans sous les yeux de leurs parens, les domestiques sous ceux de leurs maîtres, les grands et les petits ne forment qu'un seul troupeau sous la conduite du même pasteur, plus à portée de connoître leurs besoins, que des ministres qui ne les verroient qu'en passant.

Mais l'inconvénient de l'esprit particulier devient bien plus sensible encore, si les retraites tombent sous la direction d'une congrégation d'ecclésiastiques étrangers et dont on ne peut espérer cette unité de vues avec les curés, si nécessaire pour opérer quelque bien et ne pas causer les plus grands maux. Or, ne peut-on pas prédire avec une espèce de certitude, que cela arrivera, comme on l'a déjà observé, tant par l'exemple frappant de la Communauté de Saint-Clément, ôtée à des ecclésiastiques libres, pour être donnée à la congrégation des Sulpiciens, qu'à raison de la disette des ecclésiastiques dans le diocèse.

Un troisième inconvénient d'une importance encore bien plus grave, ce sont les instructions à portes closes, qui se font dans les retraites. Outre que cet usage est contraire à l'esprit de

l'Eglise, qui veut que le lieu de l'instruction et de la prière soit ouvert en tout tems et à tous, elles sont extrêmement dangereuses, par deux considérations :

Premièrement, pour le sexe que l'on y isole et devant qui l'on se permet des instructions secrètes, que les missionnaires croient nécessaires sur certains sujets délicats, mais qui instruisent plutôt du mal qu'elles n'apprennent à s'en préserver ; instructions d'ailleurs qui, pour être utiles à quelques personnes du sexe, nuisent au plus grand nombre dont elles réveillent l'imagination, que le silence de l'éducation domestique, et la réserve sévère de l'instruction publique eussent laissé dans une ignorance plus favorable aux mœurs.

Deuxièmement, pour le repos de l'Eglise et de l'Etat, dans des circonstances critiques, où des semences de division sont prêtes à germer de toutes parts. Un prédicateur qui se borneroit à des généralités devant un auditoire, où peuvent se trouver bien des gens capables de le contrôler, où même chargés par état de cette censure publique, ce prédicateur se donnera carrière aux portes fermées, devant un troupeau choisi, et de la docilité duquel il croit être sûr. De là, les esprits s'échauffent et des divisions funestes défigurent l'Eglise et l'Etat. Peut-être est-ce à la cessation des retraites à Nantes qu'on doit attribuer la révolution singulière qui s'y est opérée relativement aux disputes de l'Eglise et à l'esprit de trouble et de schisme, dont naguère on voyoit partout des effets scandaleux.

C'est encore un grand inconvénient des retraites, que de distraire les citoyens des occupations de leur état, pour se livrer au repos de la vie contemplative, pendant huit jours entiers et consécutifs. C'est contredire d'une manière frappante les vues des sages prélats qui ont supprimé des fêtes dans leurs diocèses, quoiqu'elles eussent des effets moins sensibles, n'étant répandues que par intervalles et de loin en loin, dans le cours de toute l'année ; mais, lorsqu'après une semaine entière d'inaction, perdue pour la subsistance de la famille, sans compter la dépense extraordinaire, on reviendra à l'exercice de sa profession, y por-

tera-t-on la même ardeur et la même activité? Ne faudra-t-il pas encore un certain intervalle, pour détruire l'habitude de la paresse, si naturelle à l'homme et si dangereuse pour l'intérêt civil, comme pour celui de la religion.

Cette inaction continuée pendant une semaine entière aura des effets bien plus dangereux encore sur les femmes ; après s'être livrées sans réserve à ce repos des facultés corporelles, auquel la foiblesse de leurs organes les fait tendre avec tant d'attrait, elles ne reprendront pas avec plaisir les soins multipliés du ménage et le mouvement continuel qu'il exige d'elles. Après avoir goûté la tranquillité de la retraite, elles souffriront avec moins de patience les jeux bruyans, les pleurs et les cris des enfans, les contradictions domestiques : elles seront moins frappées de mille autres désagrémens, que l'habitude de les supporter avoit rendu moins sensibles à leurs yeux. Ne seront-elles pas portées, comme malgré elles, à faire des comparaisons ? Et dès que l'imagination d'une femme se monte sur ces objets, l'union du mariage est perdue sans retour, l'éducation des enfans en souffre, et le public retentit bientôt des plus scandaleuses divisions.

On n'aura pas, à la vérité, ces malheurs à craindre pour les filles âgées et les veuves sans enfans, qui fréquenteront les retraites ; mais il est des inconvéniens d'un autre genre pour elles ; plusieurs absorberont dans la bonne œuvre les effets de leur charité, qui est néanmoins si utile dans leurs familles, auprès des pauvres des paroisses et ceux des hôpitaux. On les verra dépouiller de leurs biens leurs légitimes héritiers, et se dépouiller elles-mêmes de leur vivant. Ces craintes ne sont point frivoles ; les pièces jointes à la requête prouvent combien elles sont fondées. On voit dans ce contrat d'association du sieur abbé de Mélient, la preuve de ces libéralités excessives des personnes du sexe ; entr'autres d'une demoiselle Maré qui, d'une fortune considérable, fût tombée dans les horreurs de l'indigence, si la Cour n'étoit venue à son secours par son arrest du 9 décembre 1763.

D'ailleurs on doit prévoir que l'établissement des retraites se conservera et s'augmentera par les mêmes moyens qui lui donnent l'existence. Car, quoiqu'il soit porté, dans la requête insérée aux

lettres patentes, que le sieur abbé de Mélient donne la maison destinée aux retraites, il sera permis de douter qu'un cadet d'une fortune médiocre soit en état de faire un don de 61,000 livres, et l'on pourroit aisément constater, si on le vouloit, que c'est dans la bourse des cytoyens, tant ecclésiastiques que laïques, qu'il a puisé; or il est bien sensible qu'on ne s'en tiendra pas à ces premières contributions; les constructions annoncées dans les lettres patentes en exigeront bien d'autres, et les charités si nécessaires aux pauvres des paroisses et des hôpitaux en seront diminuées.

L'espèce de subreption qui vient d'être remarquée dans les lettres patentes, par rapport au don du sieur abbé de Mélient, n'est pas le seul défaut qui s'y trouve. On peut aussi leur reprocher le vice d'obreption, et c'est encore dans les pièces jointes à la requête qu'on en voit la preuve. En effet, on y lit une délibération de la Communauté de ville, prise le 9 décembre 1733, lorsque les ci-devant Jésuites voulurent augmenter les logemens de leurs retraites, en acquerrant les bâtimens voisins, et suivant laquelle il devoit être réservé, pour le logement des habitans, 140 pieds de face sur 32 pieds de profondeur, qui seroient couverts de bâtimens construits à cet effet. On lit ensuite un arrest du Conseil du 10 mars 1734, qui adopta une demande aussi sage, malgré les efforts des ci-devant Jésuites, en ordonnant l'exécution de cette délibération. Le même arrêt décida que les bâtimens destinés aux retraites, ne pourroient être employés à autre chose qu'à loger des habitans, si les retraites venoient à cesser. Or, il ne paroît pas qu'on ait donné connoissance à Sa Majesté de cet arrest du Conseil, lorsqu'on a sollicité les lettres patentes. Elles ne contiennent rien de pareil. S'il y est parlé de louages d'appartemens, ce n'est que pour dispenser, dans ce cas, d'obtenir de nouvelles lettres patentes. Mais elles laissent la liberté la plus entière d'employer aux retraites la totalité des bâtimens déjà construits et ceux qu'elles autorisent à construire; elles ne disent point non plus ce que deviendront ces bâtimens, si les retraites viennent à cesser.

Il étoit cependant plus important aujourd'huy qu'en 1734, de

s'occuper d'un objet de cette considération. Ces constructions anciennes, qui, dans un espace resserré, contenoient un peuple immense, ont fait place aux bâtimens modernes, où chaque famille occupe de vastes appartemens. Deslà les logemens sont devenus extrêmement rares à Nantes, et l'on a vu dans ces derniers tems, des étrangers qui arrivoient, obligés de remonter la Loire jusqu'à Angers, à Tours et à Orléans pour s'y loger. Dix-huit capités (?), dont plusieurs ont femmes et enfans, occupent actuellement les bâtimens qu'on destine à la nouvelle retraite. Outre l'expulsion d'un nombre aussi considérable d'cytoyens, on perd l'expectative des bâtimens, fort étendus, qui restent à construire, et qui ne pourront manquer de l'être bientôt, sur un terrain qui devient de plus en plus précieux, par les embellissemens que la Communauté de ville a fait faire, et ceux qu'elle se propose encore. Le nombre des contribuables aux taxes publiques en sera diminué, à la surcharge des autres cytoyens.

Mais une autre surcharge encore plus sensible sera celle des vingtièmes, auxquels les maisons, vendues au profit des créanciers de ci-devant Jésuites, étoient redevenues sujettes. Il seroit aisé de prouver que la maison, que le sieur abbé de Méliant paroît donner, supporteroit aux moins 150 livres à cette taxe, et c'étoit un dédommagement bien légitime, pour une infinité de taux perdus, par la destruction sans retour de plusieurs bâtimens, qui embarassoient les quais, les places et beaucoup d'autres endroits ordinaires ou public.

Par toutes ces considérations, la Compagnie n'est point d'avis que les lettres patentes du mois de mai 1777, dont il s'agit, soient enregistrées, et croit devoir au contraire supplier la Cour de faire au Roi, pour en obtenir le retrait, telles remontrances que sa sagesse et ses lumières supérieures lui inspireront.

BELLABRE, sénéchal ; ORRY DE RÉVEILLON,
DE LA VILLE, lieutenant ; DE LA VILLE, doyen,
LE LASSEUR, DEGUER, MONNIER, GALLOT,
LE LASSEUR DE RANZAY, TURQUETIL, BADE-
REAU, MARCÉ, MAHOT, FELLONNEAU, avocat
du roi ; DREUX.

ADHÉSION A UNE DEMANDE DES PROPRIÉTAIRES DES VIGNOBLES AUX
ÉTATS DE BRETAGNE.

Du 3 avril 1778 : En la Chambre du Conseil, où présidoit M. Bellabre, sénéchal. Présens : MM. Orry de Réveillon, Alloué, lieutenant général ; de la Ville, lieutenant civil et criminel ; de la Ville, doyen ; Le Lasseur, Deguer, Monnier, Gallot, Le Lasseur de Ranzay, Turquetil, Marcé, Mahot et Dreux, conseillers ; Fellonneau, avocat du Roi, et Badereau, procureur du Roi.

M. le Sénéchal a fait lecture d'un mémoire signé des principaux propriétaires des vignobles du comté nantois et destiné à être présenté aux États, dans leur prochaine assemblée, à l'effet d'obtenir une modération sur les droits, auxquels les productions des vignobles sont assujetties, beaucoup au delà de ce qu'ils peuvent supporter ; ce que l'on y prouve, en faisant voir :

Premièrement, par des relevés des registres de recette et dépense des plus grands vignobles du comté nantois, dont on certifie l'exactitude, suppliant les États d'en faire faire la vérification par des commissaires nommés à cet effet, que, dans les vingt dernières années, le produit des vignes a considérablement diminué, tant par les hyvers rigoureux qu'on a essuyés, que par le renchérissement de la main-d'œuvre, qui a suivi l'augmentation du prix des grains et autres denrées, tandis que les autres espèces de biens ont à peu près doublé de revenu, pendant les mêmes vingt années ;

Deuxièmement, que la perte des propriétaires et colons des vignes ne peut qu'augmenter progressivement, par la faculté laissée aux fermiers des devoirs de tirer leurs vins des provinces étrangères, et notamment depuis que, dans la dernière tenue, la consommation de ces vins a été si favorisée, par la permission donnée à ces fermiers de diminuer les droits sur les vins étrangers, en les laissant subsister, dans toute leur étendue sur le vin du comté nantois, qui, par là, ne jouit plus de la préférence, que toutes les nations commerçantes ont tant d'attention de conserver aux denrées de leur cru ;

Troisièmement, qu'au lieu de rétablir la juste proportion, en diminuant les impositions des vignobles, au prorata de leur dépérissement et de l'augmentation des autres biens, non seulement on a laissé subsister, à leur égard, les impositions générales, mais on leur a encore fait supporter seuls le fardeau d'une imposition qui devoit être commune à toutes les espèces de biens de la province, en prenant par augmentation et rétablissement de droit sur les vins, le fonds de l'emprunt, pour les 4 fr. pour livre de la capitation demandée en 1748 et continuée depuis, et pour remplir le déficit du casernement ;

Quatrièmement, qu'outre les augmentations précédentes, on a encore mis, en 1772, les 4 fr. pour livre en sus des droits sur les vins, ce qui les a augmentés d'un cinquième, et il a été établi un nouveau droit de méage ; de manière qu'en prenant la masse de ces droits sur les mêmes registres, dont on offre la vérification, et la réunissant aux vingtièmes que l'on paye pour les vignes, suivant la proportion établie avant leur dépérissement et l'augmentation des autres biens, elle triple cette taxe, dans un tems qu'il auroit été juste de la diminuer considérablement.

Sur quoi, l'assemblée délibérant, après avoir reconnu la vérité des faits exposés dans le mémoire dont il s'agit, par le rapport de plusieurs de ses membres qui possèdent des vignes dans le comté nantois, et considérant qu'indépendamment des raisons de justice et d'impartialité qui animent les Etats, et suffisent seules pour les porter à faire cesser la disproportion énorme qui existe, par rapport aux taxes entre les vignobles et les autres natures de biens, on doit ajouter qu'il est de l'essence d'une administration paternelle comme la leur, de ne pas écraser une culture, qui nécessite et entretient une population quadruple au moins de ce qu'elle seroit, si on y substituoit un autre genre de production ; qu'il est en même tems conforme aux premiers principes de l'économie politique de protéger des propriétaires et cultivateurs, qui en répandant des salaires journellement multipliés dans le sein des individus les plus pauvres de la société, tirent, au moyen de ces avances énormes, des valeurs proportionnées sur des terres

graveleuses et souvent sur des rochers stériles pour toute autre espèce de fruits. Par toutes ces raisons, la Compagnie est d'avis d'adhérer audit mémoire et de se joindre à ceux qui l'ont signé, pour obtenir des États les diminutions de droits y mentionnés, ensemble l'intervention des États au sujet du nouveau droit de méage et de l'extension qu'on lui donne aux vins du bas de la rivière de Loire, qu'on décharge à Nantes pour les armemens et pour la mer, et, à cet effet, il sera délivré copie de la présente délibération à M. de Maubreuil qui a communiqué ledit mémoire et auquel il a été rendu.

BELLABRE, ORRY DE RÉVEILLON, DE LA VILLE,
lieutenant ; DE LA VILLE, doyen ; LE LASSEUR
DE RANZAY, GALLOT, DEGUER, MAHOT, MARCÉ,
DREUX.

Du 28 avril 1778 : MM. Gallot et Dreux, conseillers, ont été nommés par la Compagnie, députés pour assister à la pique, pour l'élection de nouveaux officiers municipaux. La Compagnie les a chargés de faire les protestations ordinaires, touchant le droit de présidence à l'assemblée de ville, pour la pique.

BELLABRE, ORRY DE RÉVEILLON, DE LA VILLE,
doyen ; DEGUER, MARCÉ, MAHOT, DREUX.

PONT DE L'ILE FEYDEAU A L'ILE GLORIETTE.

Du 29 avril 1778 : En la Chambre du Conseil, où présidoit M. le Sénéchal. Assistans : MM. Orry de Réveillon, Alloué, de la Ville, lieutenant ; de la Ville, doyen ; Le Lasseur, Deguer, Monnier, Le Lasseur de Ranzay, Turquetil, Mahot et Dreux, conseillers, et Badereau, procureur du Roi.

M. Mahot, député de la Compagnie au Bureau de l'Hôtel-Dieu, a présenté et lu un mémoire des administrateurs de cette maison,

par lequel ils exposent qu'ils ont appris que les propriétaires de l'île Gloriette ont formé le dessein de faire construire, pour le passage des gens de pied seulement, un pont qui doit traverser la rivière de Loire, à prendre depuis la calle de la maison Laurencin, jusqu'à celle de la maison Villestreux ; que ce pont procureroit à la vérité, une commodité de passage aux habitans de ce quartier, mais que, d'un autre côté, il seroit très-préjudiciable à l'Hôtel-Dieu, à qui appartient la majeure partie des maisons et magasins, au dessus ce pont, qui, à ce moyen, deviendroient de peu de valeur et ne seroient afferméés que très-difficilement, parce que les barques, gabarres pontées et autres grands bâtimens, qu'il n'est pas possible de démâter, ne pourroient plus venir charger et décharger des marchandises au quay de l'Hôpital ; pourquoi les administrateurs, attentifs à veiller à l'intérêt des pauvres, ont cru devoir faire part à la Compagnie de la construction du pont dont il s'agit, et la prier de délibérer s'ils s'y opposeront.

Sur quoi, la Compagnie, après avoir délibéré, a été d'avis que les administrateurs de l'Hôtel-Dieu ne doivent pas s'opposer à la construction du pont projetée par les propriétaires du quartier de l'île Gloriette, pourvû que, pour obvier au préjudice qui pourroit résulter, pour cette maison, de l'interruption de la navigation, le pont dont est question soit construit de manière à laisser un libre passage aux barques, gabarres pontées et autres embarquations.

BELLABRE, ORRY DE RÉVEILLON, DE LA VILLE,
lieutenant ; DE LA VILLE, doyen ; DEGUER,
LE LASSEUR DE RANZAY, MAHOT, DREUX.

LETTRE DE M. LE GARDE DES SCEAUX SUR LA PRÉSIDIALITÉ.

Du 12 novembre 1778 : En la Chambre du Conseil du siège Présidial de Nantes, où présidoit MM. Orry de Réveillon, Alloué.

Assistants : MM. Bourgoing, juge criminel ; de la Ville, lieutenant ; de la Ville, doyen ; Deguer, Gallot, Le Lasseur de Ranzay, Turquetil, Marcé, Mahot et Dreux, conseillers, et Fellonneau, avocat du Roi.

A été donné lecture d'une lettre écrite à la Compagnie, par M. le garde des sceaux, le 29 octobre dernier, au sujet de l'édit du mois d'août 1777, concernant la juridiction présidiale, et la Compagnie a arrêté de faire registre de ladite lettre, dont la teneur suit :

Messieurs,

J'ai mis sous les yeux du Roi les représentations qui m'ont été adressées par plusieurs Présidiaux, au sujet de l'édit du mois d'août 1777. S. M. a été fort mécontente de la conduite de quelques-uns des officiers de ces sièges, surtout de la publicité qu'ils ont donnée à leurs démarches, en faisant imprimer des représentations qui devoient demeurer secrètes ; mais ce mécontentement particulier n'a pas empêché S. M. de prendre en considération les objets de ces représentations, qui lui ont paru mériter son attention. Elle a eu la bonté d'excuser la forme, en faveur des motifs, et elle n'a pas hésité d'avoir égard à celles de ces observations qui, sans attaquer la substance de son édit, lui ont paru les plus capables d'assurer de plus en plus le maintien de la juridiction des Présidiaux et de procurer plus de facilité et moins de frais à ceux de ses sujets, qui sont dans le cas d'y recourir.

C'est dans ces principes qu'a été rédigée la déclaration, que S. M. vient d'adresser à ses Parlemens. Vous y reconnoîtrez l'esprit de justice et de sagesse qui dirige toutes ses décisions. Je ne doute pas que vous ne vous y conformiez, avec le respect et la soumission dont les magistrats doivent l'exemple.

Je n'aurois point d'autres réponses à faire à toutes les représentations que j'ai reçues sur ce même édit, si je n'avois remarquée qu'il y en avoit plusieurs qui n'étoient fondées que sur le

peu d'attention que l'on a donné au véritable sens de quelques articles.

C'est ce qui est arrivé, par rapport à l'article 3, dans lequel il est aisé de reconnoître :

1° Qu'en ne permettant aux Présidiaux de connoître en dernier ressort, que jusqu'à 80 livres de rente, le législateur n'a entendu parler que des rentes foncières qui n'ont point de capital, et qu'à l'égard des rentes constituées, c'est le capital et non la rente, qui doit déterminer la compétence ;

2° Que le capital des rentes constituées ne doit-être cumulé avec les arrérages, que lorsqu'il est contesté, mais que, dans le cas où il n'y a pas de contestation sur le capital, le Présidial peut connoître des arrérages, à moins que ce qui en est échu, avant la demande, n'excède la somme de deux mille livres ;

3° Que les arrérages, échus, depuis la demande, ne doivent être regardés, ainsi que les dommages et intérêts et les dépens, que comme l'accessoire de la demande principale.

Je ne crois pas devoir m'arrêter aux réflexions que l'on a proposées sur l'art. 6. Les édits de 1551 permettoient aux défendeurs de rembourser les charges foncières que le demandeur avoit évaluées, mais, comme ils laissoient de l'incertitude sur le tems pendant lequel le débiteur pourroit se libérer, il étoit nécessaire d'y pourvoir, et le terme de cinq années a paru également favorable au débiteur et au créancier.

Les doutes, que l'on a élevés sur la disposition de l'art. 9, par lequel S. M. a excepté de la Présidialité les affaires concernant l'administration des fabriques et des hôpitaux, ne sont pas même fondés.

Les termes de cet article annoncent très clairement que cette exception ne peut s'appliquer qu'à ce qui regarde le régime et l'administration, et qu'elle ne peut s'étendre aux contestations concernant leurs biens et revenus.

On n'auroit pas insisté si fortement sur les dispositions des art. 12 et 13, si l'on avoit considéré que la Présidialité n'ayant pas été établie en faveur des officiers, mais en faveur des justi-

ciables, le bénéfice de cette loi doit être réclamé, et que, si toutes les parties s'accordent à refuser d'en profiter, les juges n'ont pas le droit de les y contraindre. En ce qui concerne la nécessité d'un jugement de compétence, on ne devoit pas oublier que cette obligation n'étoit pas nouvelle, qu'elle étoit conforme, non seulement à l'esprit, mais à la lettre des édits de 1551, et que c'étoit en effet le seul moyen de prévenir les appels, tant comme de juges incompetens qu'autrement. Il a paru d'autant plus nécessaire de les prévenir, que les parties n'auroient pas manqué d'abuser de cette ressource, pour éterniser les affaires, en confondant les moyens d'incompétence, avec les moyens de fond, ce qui auroit anéanti ou du moins affoibli, en bien des cas, la juridiction des Présidiaux.

L'art. 18 n'auroit pas donné lieu à des observations, si on l'avoit lu avec attention. Il n'oblige pas les parties à soutenir un appel de compétence, qu'elles croient devoir abandonner ; il ne leur défend pas d'acquiescer au jugement de compétence ; après en avoir interjeté appel, il enjoint seulement aux juges, si les parties les obligent à prononcer, de n'avoir aucun égard à leurs acquiescemens, et de s'en tenir aux règles, comme on doit toujours le faire, en matière de compétence.

Je n'ai pu m'empêcher d'être étonné de ce que l'on a regardé la disposition concernant les épices, comme capable de faire douter de la confiance dont S. M. honore les officiers des sièges Présidiaux. Ils ne doivent pas ignorer que les ordonnances, tant anciennes que nouvelles, contiennent un nombre infini de dispositions pareilles, non seulement à l'égard des taxes des premiers officiers des Bailliages et Sénéchaussées, mais même par rapport aux épices et taxations des cours supérieurs.

Ces réflexions ne m'ont point empêché de proposer à S. M. de donner une nouvelle marque de sa confiance aux officiers de ses Présidiaux, en ordonnant qu'il seroit sursis à l'exécution de cette disposition, et de celle qui regarde l'ordre du service.

Telles sont les réflexions, dont j'ai bien voulu vous faire part, en vous assurant que vous me trouverez toujours disposé à faire

valoir vos services auprès de S. M., et à vous procurer des marques de sa bienveillance et de sa protection. Je suis, Messieurs, votre affectionné à vous servir, signé : Miroménil.

BELLABRE, ORRY DE RÉVEILLON, DE LA VILLE,
lieutenant; DE LA VILLE, doyen; DEGUER,
GALLOT, LE LASSEUR DE RANZAY, TURQUETIL,
MARCÉ, MAHOT, DREUX.

OCTROIS ANCIENS DE NANTES ET NOUVEL OCTROI POUR UNE BALISE
ET DEUX MÔLES.

Du 21 juillet 1780 : En la Chambre du Conseil du siège Présidial et de la Sénéchaussée de Nantes, où présidoit M. le Sénéchal. Présens : MM. Orry de Réveillon, Alloué, de la Ville, lieutenant; Le Lasseur, Deguer, Monnier, Le Lasseur de Ranzay, Turquetil et Dreux, conseillers; Fellonneau, avocat du Roi, et Baco de la Chapelle, procureur du Roi.

M. le Sénéchal a présenté à la Compagnie un arrêt de la Cour du 3 juin dernier, portant que la requête des maire et échevins et procureur sindic de la ville et Communauté de Nantes, à fin d'enregistrement des lettres patentes du Roy sur arrêt de son Conseil, données à Versailles, le 23 mai précédent, et autres pièces y jointes, seroit communiquée à la Compagnie et à la Chambre du Commerce de Nantes, pour y donner leurs avis, dans quinzaine, et le tout rapporté à la Cour, être, sur les conclusions de M. le procureur général du Roy, statué ce qui seroit vu appartenir.

La Compagnie désirant répondre à la marque de confiance que la Cour a bien voulu lui donner, et remplir en même tems ce qu'exige d'elle son attachement au maintien de la justice et à l'intérêt de ses justiciables, après avoir pris lecture dudit arrêt et des pièces y jointes, notamment d'un arrêt du Conseil du 18 janvier 1780, rendu sur requête des officiers municipaux de Nantes,

des lettres patentes sur icelui du 23 mai suivant, portant prorogation, pour cinq ans, des anciens octrois, avec des changemens et ampliations aux dispositions des précédentes lettres sur même objet, et d'autres lettres patentes du 18 avril 1780, accordant un nouvel octroi à la Communauté de ville de Nantes, pour le produit être employé à des ouvrages projetés au port de Paimbœuf, avec attribution à M. l'intendant pour recevoir les comptes de ce nouvel octroi, le tout mûrement examiné, ainsi que les différens arrêts du conseil, sentences de la Sénéchaussée et autres pièces mentionnées, tant dans lesdites lettres patentes que dans la requête des maire et échevins insérés dans l'arrêt du 18 janvier 1780, est d'avis que, dans le nombre des changemens et extensions que contiennent les lettres patentes, portant prorogation des anciens octrois, elle doit principalement s'attacher à ceux qui intéressent l'ordre public des juridictions et les propriétés des habitans de son ressort, s'en référant sur d'autres articles qui concernent plus particulièrement les droits sur les marchandises et leur circulation, à ce que pourra dire la Chambre du Commerce plus instruite de ces matières.

Le premier objet et le plus important est l'addition faite à la fin des lettres patentes, d'une disposition que l'on chercheroit en vain dans les précédentes de 1769, 1750 et 1741, qui ont été imprimées. Elle porte : « Enjoignons au sieur intendant et commissaire départi pour l'exécution de nos ordres, de tenir la main à l'exécution des présentes. » Jusqu'à présent cette disposition n'avoit été mise que dans les arrêts du Conseil qui, avant d'être revêtus de lettres patentes, ne peuvent effectivement être adressés aux tribunaux de justice, ni reconnus par eux : mais l'innovation, introduite par les dernières lettres, est d'une conséquence d'autant plus grande pour l'ordre public des juridictions, que, depuis quelque tems, tout retentit des évocations et attributions à l'intendance et au Conseil ; que les maire et échevins ne cessent de demander coup sur coup, pour dépouiller les juridictions ordinaires et ravir à leurs concytoyens le privilège des Bretons, tant de fois reconnu et confirmé par nos souverains, depuis

l'union de la province à la France, de ne pouvoir être traduits en justice hors de leur ressort. C'est ce que Jean V, duc de Bretagne, dans ses lettres patentes du 18 février 1424, données sur les requête et supplications des prédécesseurs des maire et échevins, *traitoit de peine et oppression dont on vexoit et travailloit son peuple, hommes et sujets et qu'il désiroit leur eschever*. La Cour est suppliée de se rappeler, à cette occasion, l'arrêt du Conseil du 9 juin 1778 et les motifs sur lesquels il a été rendu. Les maire et échevins avoient obtenu, le 22 avril 1755, un arrêt du Conseil qui approuvoit un plan d'embellissement de la ville de Nantes, où l'on inséra la clause d'attribution à l'intendance et au Conseil ; mais cet arrêt ne fut ni revêtu de lettres patentes, ni enregistré, et le cours de la justice continua dans la même forme qu'auparavant. Cependant, sur une rectification du plan d'embellissement, les maire et échevins obtinrent le 19 mars 1766, un nouvel arrêt du Conseil, où la clause d'attribution fut omise, l'arrêt se bornant à celle d'injonction au commissaire départi, de tenir la main à l'exécution, et cette clause d'ailleurs ne fut pas répétée dans les lettres patentes obtenues sur ce dernier arrêt, le 7 mai 1766. Elles furent adressées purement et simplement à la Cour. Mais, comme ces lettres patentes, qui furent enregistrées, ordonnoient l'exécution de l'arrêt de 1755, en ce qui n'y étoit point dérogé, par le nouvel arrêt de 1766, les maire et échevins ont prétendu, dix ans après, que la Cour avoit adopté, par cet enregistrement, l'attribution portée par l'arrêt de 1755, quoique non enregistré, et qu'elle avoit dépouillé par là les tribunaux de leur juridiction et les Bretons de leur privilège. Ils ont en conséquence proposé des déclinatoires, toutes les fois que l'occasion s'en est présentée et ils sont parvenus à faire adopter leur système, par l'arrêt du Conseil du 9 juin 1778, qui n'est point encore révoqué. L'abus qu'on a fait de l'enregistrement pur et simple de la Cour, dans un cas où les lettres patentes lui étoient adressées, sans aucune mention du commissaire départi, doit faire sentir combien il est essentiel qu'elle modifie son enregistrement dans une circonstance où les lettres patentes contiennent

une disposition absolument insolite à cet égard et dont on ne manqueroit pas de tirer des inductions.

Pour bien entendre le second objet qui fixe l'attention de la Compagnie, il faut se rappeler que, dès 1712, les fermiers des devoirs de la province ayant entrepris d'assujétir aux droits les vins gâtés destinés à faire des vinaigres, le Conseil, par son arrêt du 19 septembre 1713, donna main-levée des saisies qui avoient été faites à ce sujet, et ordonna aux fermiers de rendre les choses saisies, avec défenses d'exiger à l'avenir les droits pour les vins gâtés destinés au vinaigre, à peine de 500 livres d'amende et de tous dépens, dommages et intérêts. Mais une décision aussi péremptoire n'arrêta pas pour toujours l'esprit financier, qui ne dort jamais. Une nouvelle tentative fut réprimée, par une délibération des Etats de la province, du 26 novembre 1748, qui permit au surplus aux commis de mettre quatre pots de vinaigre dans chaque barrique de vin trouvée chez le vinaigrier; en 1778, l'abondance des vins nautois et le défaut de débouché par la mer que la guerre a fermée, les ayant fait tomber à un très bas prix, on n'eut d'autre ressource que de les destiner aux vinaigres pour Orléans et Paris. Les demandes, qui furent immenses, fournirent l'occasion d'une nouvelle entreprise, de la part du directeur des octrois de Nantes. Il forma le projet d'assujétir aux droits ces vins destinés au vinaigre; il força même une grande quantité de particuliers de payer par provision ce qu'il exigeoit, pour avoir leurs expéditions. Les fermiers des devoirs suivirent son exemple et les fermiers généraux auroient vraisemblablement suivi la même marche, ce qui eût totalement détruit une branche de commerce devenue la ressource des vignobles du pays. Mais les Etats de la province, par leur délibération du 17 janvier 1779, renouvelèrent celle qu'ils avoient prise, le 26 novembre 1748, et ordonnèrent la restitution des sommes perçues par les fermiers des devoirs. La même restitution fut prononcée contre le directeur des octrois, par sentence contradictoire, de la Sénéchaussée de Nantes, du 24 juillet 1779, dont les maire et échevins ne paroissent pas avoir interjetté d'appel. C'est après ces décisions

géménées que les maire et échevins ont encore eu le courage de suspendre au Conseil cette disposition de l'arrêt et des lettres patentes, où, après avoir établi leur droit de huit sous par pipe de vin nantois, il est ajouté *même ceux qui auroient été convertis en vinaigre*. En réfléchissant sur ce qu'on vient de dire, on ne sçait ce qu'on doit admirer le plus, ou de la sagesse du Conseil et des États de Bretagne qui, du milieu des grands objets qui les occupent pour l'administration du royaume et d'une de ses principales provinces, n'ont point perdu de vue les intérêts légitimes d'un district particulier, ou de l'obstination condamnable des maire et échevins à sacrifier, pour une mince extension de finance, la production presque unique et la branche principale de commerce intérieur d'un territoire, dont les intérêts leur sont principalement confiés : car on ne doit pas douter que si le droit d'octroy se perçoit sur les vins destinés au vinaigre, ceux des devoirs et des fermes n'ayent aussi infailliblement lieu ; parcequ'il n'y a pas plus de raisons d'exemptions pour les uns que pour les autres, et, par là, le comté nantois perdra sans ressource un débouché absolument nécessaire dans les tems d'abondance. Il faudra arracher une grande partie des vignes et laisser incultes des terrains qui ne sont propres qu'à cette espèce de production, sur laquelle sont fondés les principaux revenus des États de la province.

Avant de quitter ce second objet, nous observerons que les arrêts du Conseil du 14 novembre 1741 et 2 juin 1750 exceptoient du droit mentionné les vivres destinés pour l'avitaillement des vaisseaux, que celles du 15 février 1769, sur l'arrêt du 6 décembre précédent ne répétèrent point, à la vérité, explicitement cette exemption, mais qu'elles confirmèrent les arrêts des 14 novembre 1741 et 2 juin 1750, ce qui l'emportoit implicitement ; ainsi l'on a continué d'en jouir ; or, les nouvelles lettres patentes du 23 mai 1780 n'en parlent ni explicitement, ni implicitement, elles ne font nulle mention des arrêts des 14 novembre 1741 et 2 juin 1750, et elles assujétissent généralement tous les vins au droit. Elles semblent donc abroger l'exception portée par

cet arrêt de 1750, qu'il seroit dès là fort intéressant que la Cour voulut bien rappeler dans une de ses modifications.

Un troisième objet, qui mérite l'attention la plus sérieuse, c'est la faculté accordée, par les nouvelles lettres patentes, aux maire et échevins d'avancer ou reculer, pour la facilité et l'intérêt de la régie, les bureaux d'entrée actuellement existants et d'en établir de nouveaux partout où il en sera besoin, desquels lieux, où les bureaux seront établis, commencera, soit pour l'entrée, soit pour la sortie, la prescription des droits. Ainsi les maire et échevins pourront étendre le territoire de leur perception, autant que des employés avides leur persuaderont qu'il est nécessaire de le faire. Des parties de banlieue qui paient les droits de campagne et sont assujéties aux charges et corvées dont les parties de ville sont exemptes, se trouveroient par là assujéties aux droits de ville, dont ils n'ont pas les privilèges. Il est aisé de sentir l'injustice de ces extensions et combien il est important que la Cour modifie cet article, en disant que les maire et échevins ne pourront user de la faculté qui leur est donnée, pour l'avantage et la commodité de leur régie, qu'à la charge de ne pouvoir étendre leurs perceptions sur des parties qui auroient joui jusqu'à présent de la franchise des droits d'octrois.

Le quatrième objet d'observation de la Compagnie concerne la cassation d'une sentence de la Sénéchaussée du 7 septembre 1753, en faveur des corroyeurs. Cette sentence a été rendue, en conséquence de deux autres des 27 février 1744 et 21 mai 1749, au profit des teinturiers, bonnetiers, blanconniers, chamoiseurs, couverturiers et tisserands de la ville de Nantes. Elles permettent les unes et les autres à ces différens ouvriers de faire sortir de la ville leurs marchandises, pour leur donner les perfections que chaque art exige, aux moulins à foulons, blanchisseries et tanneries, et de les rentrer en ville, pour payer les droits de sortie et d'entrée; parce qu'ils seront tenus d'en faire des déclarations sur un registre tenu par les commis aux octrois, dont il leur sera délivré des copies qu'ils feront viser, lors de la rentrée de leurs marchandises et qu'ils retiendront pour leur servir de décharge,

etc. Les deux premières sentences avoient été adoptées par l'arrêt et les lettres patentes des 2 juin et 1^{er} août 1750 ; mais cela n'a pas empêché les maire et échevins d'en demander la cassation en même tems que de celle du 7 septembre 1753, absolument semblable et rendue dans le même esprit ; mais, par une singularité, dont il n'est pas aisé de deviner les motifs, les deux sentences de 1744 et 1749 sont laissées dans toute leur force, et celle de 1753 qui en est la suite et parfaitement calquée sur elles, est cassée et annulée par l'arrêt du 18 janvier et par les lettres patentes du 23 may 1780 ; de manière que les corroyeurs et tanneurs sont soumis aux droits de sortie et d'entrée, pour les marchandises qu'ils portent à leurs tanneries et qu'ils en rapportent, tandis que tous les autres manufacturiers, mentionnés dans les sentences de 1744 et 1749, continuent d'être exempts dans les mêmes cas.

La Cour est encore suppliée d'observer la manière dont les maire et échevins se pourvoyent contre les sentences qui sont rendues contr'eux par les premiers juges, au lieu de suivre, comme l'indiquent toutes les loix, l'ordre des juridictions, en interjettant appel à la Cour, lorsqu'ils croient avoir à se plaindre des sentences rendues contre eux, on voit qu'ils vont de plein vol au Conseil, pour faire casser, sur requête non communiquée des sentences rendues contradictoirement, et faire condamner leurs parties adversaires, sans qu'elles ayent été entendues dans leurs moyens de défenses.

La Chambre du Commerce ne manquera pas de s'expliquer beaucoup mieux que la Compagnie ne pourroit le faire, sur un cinquième objet qui est celui du passe debout. Les maire et échevins ont porté, à cet égard, leur extension au delà de ce qu'ont jamais imaginé les traitants. Ils ont surpris au Conseil l'abolition entière du passe debout pour les marchandises venant par mer ; et, à l'égard de celles venant par terre et par la rivière, ils ont fait réduire le tems du séjour à vingt-quatre heures, pour les premières, et trois jours pour les secondes ; nous laissons à la Chambre du Commerce le soin de démontrer l'extrême rigueur

de cette disposition et même l'impossibilité de la pratiquer dans une infinité de circonstances, comme celles des glaces, des inondations où des basses eaux, etc.

Nous offrirons à la Cour un sixième objet d'observations dans la clause qui règle l'employ du produit des deniers, d'octrois et patrimoniaux de la ville et Communauté de Nantes, pour le payement des charges ordinaires et extraordinaires, et le surplus au remboursement des dettes de la Communauté, sur les délibérations prises à cet effet, par les maire et échevins *en exercice*. Ces deux derniers mots que nous ne voyons point dans les lettres patentes imprimées de 1741, 1750 et 1769, pourroient donner lieu d'induire par la suite, de l'enregistrement pur et simple de la Cour, à cet égard, qu'elle auroit revêtu de cette forme respectable la concentration qui s'est opérée depuis un certain nombre d'années de toute l'autorité de l'administration dans le bureau servant, en réduisant l'assemblée générale de la Communauté à une vaine montre de cérémonial, pour les processions, la réception des grands et les installations des nouveaux membres, que l'on restraint même de jour en jour. Il en étoit autrement autres fois : ainsi, par le règlement du Conseil du 18 juillet 1681, il étoit défendu aux maire et échevins et syndic, d'intenter aucun procès que par l'avis et délibération de la Communauté assemblée en la maison de ville et en présence des créanciers domiciliés. Un autre règlement du 21 février 1690 contenoit des défenses aux syndics et chefs des villes et communautés de la province, de faire aucunes dépenses extraordinaires non contenues dans les arrêts et réglemens, pour en avoir obtenu le consentement des habitans dans une assemblée, en la forme ordinaire : mais on voit, dans un recueil, imprimé en 1729, une lettre du 6 juillet de la même année, où il déclare qu'on ne doit convoquer aucune assemblée générale ou extraordinaire, sans sa permission où celle du commandant et qu'il n'accorderoit jamais de pareille permission, sans avoir été informé par un mémoire exact des affaires qu'on se proposoit d'y traiter. On trouve, dans le même recueil, à la date du 22 juin précédent, une délibération qui porte « que

» depuis l'établissement de la Communauté, *il avoit toujours été*
« *d'usage* que l'ancien bureau et toutes les Compagnies de la ville
« fussent consultées sur toutes les affaires importantes ; que *cet*
« *usage avoit été interrompu, depuis quelques années*, quoiqu'il
« fût plus nécessaire que jamais qu'ils s'assemblassent à ce sujet
« que non seulement *toutes les Compagnies et corps de la ville*
« *le désiroient avec empressement*, mais qu'il seroit même d'une
« nécessité indispensable, pour le bien et l'utilité du public,
« qu'ils prissent connoissance de plusieurs affaires qui les regar-
« doient et qu'il seroit à propos de supplier MM. les gouverneurs,
« commandants et intendants, de rétablir un usage si utile et si
« nécessaire et d'ordonner qu'à l'avenir il seroit exactement
« observé ; surtout quoy l'assemblée délibérant, prit, *d'une voix*
« *unanime*, un arrêté conforme, et pria M. le comte de Menou,
« présent à l'assemblée, d'en adresser copie à MM. les gouver-
« neur et commandant, et de l'appuyer de ses bons offices ; ce
« qu'il accepta ; mais le même recueil imprimé porte qu'à la
« marge de la délibération ci-dessus, est écrite une ordonnance
« de M. de Latour, commissaire départi, en date du 4 septembre
« 1729, qui ordonne qu'elle sera rayée et biffée sur le registre,
« avec défenses d'en prendre de pareilles à l'avenir, ce qui fut
« exécuté. Ce motif est que ces assemblées sont contraires à
« l'usage et ne paroissent causer que du trouble et du préjudice
« au bien du service. Nous laissons à la sagesse de la Cour
« d'apprécier ces motifs et de juger si elle doit les confirmer en
« quelque sorte, par le sceau de son enrégistrement. »

Nous joindrons, pour septième objet d'observations ; sur les lettres patentes du 23 mai 1780, qu'à l'article 35, concernant les boutiques adossées à l'échelle du palais et réunies, ainsi que plusieurs rentes aux revenus patrimoniaux de la Communauté, par arrêt du 3 juillet 1742, il seroit convenable d'ajouter que c'est aux charges portées par ledit arrêt et notamment de toutes les réparations grosses et menues du palais et des prisons et de l'entretien d'iceux.

Nous pourrions encore former un huitième objet de quelques

erreurs qui se sont glissées dans l'énumération des deniers patrimoniaux, soit en omettant quelques articles qui se trouvoient dans les précédentes lettres, soit en en portant d'autres à des sommes au-dessous des anciennes, mais cet objet concernant particulièrement la comptabilité, la Compagnie ne croit pas devoir entrer dans cet examen.

Quant aux lettres du 18 avril 1780, qui accordent à la Communauté de ville de Nantes, un nouvel octroy pendant cinq ans, pour le produit être employé aux réparations de l'ancien môle de Paimbœuf, à la construction d'un nouveau et à l'établissement d'une balise, la Compagnie se réfère à l'avis que la Chambre du Commerce pourra donner, tant sur l'utilité des travaux projetés, que sur la nécessité et la juste proportion du nouvel octroy ; mais la Compagnie ne peut dissimuler ses inquiétudes, sur la nouvelle attribution accordée par ces lettres patentes à M. l'intendant, au préjudice d'une cour, chargée jusqu'à présent de recevoir tous les comptes des villes. Cette innovation, par rapport à la comptabilité, est d'un bien dangereux exemple et elle dérive sans doute du même esprit qui porte les maire et échevins à dépouiller chaque jour les tribunaux de la connoissance de tout ce qui peut avoir quelque rapport à leur administration. Ces entreprises, si persévèrement répétées, semblent annoncer un système profondément conçu, et dont les conséquences sont effrayantes pour tout homme généreusement attaché aux principes de la législation française et aux véritables intérêts des citoyens.

BELLABRE, ORRY DE RÉVEILLON, DE LA VILLE,
LE LASSEUR, DEGUER, LE LASSEUR DE RANZAY,
TURQUETIL, MAHOT, DREUX.

MÉMOIRE AUX ÉTATS POUR LES VIGNOBLES.

Du 1^{er} septembre 1780 : En la Chambre du Conseil où présidoit M. le Sénéchal. Présents : MM. Orry de Réveillon, Alloué, Bourgoing, juge criminel ; de la Ville, lieutenant ; Le Lasseur l'ainé, Deguer, Monnier, Gallot, Le Lasseur de Ranzay, Turquetil, Marcé, Mahot, Dreux, conseillers ; Baco de la Chapelle, procureur du Roy, et Fellonneau, avocat du Roy.

M. le Sénéchal a fait part à la Compagnie d'un mémoire destiné à être présenté à l'assemblée prochaine des États de province pour les propriétaires des vignobles du comté nantois par lequel, après avoir rendu hommage aux principes établis dans les rapports faits aux États à leur dernière assemblée par la Commission des vignobles, on fait voir que MM. les commissaires ont été trompés sur les faits dont on donne le développement et les preuves écrites, destructives de toutes les assertions contenues auxdits rapports ; concluant par ces motifs à ce qu'une délibération des États du 30 avril 1748 soit rapportée et qu'en conséquence les droits sur les boissons soient remis sur le même pied qu'ils étoient en 1723, lors de l'abonnement.

La Compagnie délibérant et considérant qu'il résulte dudit mémoire et des pièces y attachées que par l'état de choses introduit en 1748, les propriétaires des vignobles fournissent seuls le prix d'abonnement faits pour des droits qui regardent la généralité de la province ; qu'ils payent pour ces objets beaucoup plus qu'ils n'auroient fait si les droits étoient restés entre les mains des traitans et n'avoient point été abonnés par les États ; qu'enfin l'inégalité très considérable que cette surcharge opère entre eux et les autres citoyens a encore été augmentée par les nouveaux soldes pour livre établis en 1772, ce qui ne peut s'accorder avec les principes constans de l'administration paternelle des États et n'a dû être l'effet que d'une erreur involontaire de leur part,

qu'ils s'empresseront de rectifier dès qu'elle leur sera aussi évidemment connue, a arrêté de persister en tant que de besoin dans sa délibération du 3 avril 1778, sur le même objet, et d'adhérer à la réclamation portée audit mémoire ; et qu'au surplus il sera délivré une expédition de la présente à MM. les fondés de procuration des propriétaires, dénommés en la précédente délibération de la Compagnie et en la procuration du 11 mars 1780, attachée audit mémoire. Arrêté à la Chambre du Conseil, lesdits jour et an.

BELLABRE, ORRY DE RÉVEILLON, DE LA VILLE,
LE LASSEUR, DEGUER, LE LASSEUR DE RANZAY,
TURQUETIL, MARCÉ, DREUX, MAHOT.

DÉPOT AUX ARCHIVES D'UNE LETTRE CONCERNANT LA BRIÈRE.

Du 25 juin 1785 : M. le Sénéchal a donné lecture à la Compagnie d'une lettre adressée au siège et envoyée avec un exemplaire des lettres patentes qu'il a plu au Roi accorder aux habitants des paroisses voisines de la Brière pour les maintenir dans la possession de cette tourbière commune. Sur quoi, la Compagnie a arrêté que l'exemplaire et la lettre en question seroient déposés dans ses archives.

AVIS DONNÉ AUX PASTEURS POUR FERMER LA PRAIRIE DE MAUVES
AU 1^{er} MARS.

Du 4 mars 1786 : En la Chambre du Conseil du siège Présidial de Nantes, où présidoit M. le Sénéchal. Présens : MM. L'Al-

loué, le lieutenant, Deguer, Le Lasseur de Ranzay, Turquetil, Marcé, Mahot et Dreux, conseillers ; Fellonneau et Giraud, avocats du Roy.

Il a été fait lecture d'un arrêt de la Cour du 18 février dernier, qui ordonne la communication au siège d'une requête des généraux et propriétaires des paroisses de Sainte-Luce, Doulon et Saint-Donatien et des délibérations y jointes, à l'effet qu'il plût à la Cour faire défenses à tous particuliers de quelque qualité qu'ils puissent être, de laisser paître à l'avenir, aucune espèce de bestiaux sur la prairie de Mauves, près Nantes, depuis le 1^{er} mars de chaque année, jusqu'à l'époque de la fête de la Madeleine, jour ordinaire de la clôture de cette prairie, sous peine de vingt sous d'amende par chaque cheval ou autre bétail qui seront pris sur ladite prairie, après ledit jour 1^{er} mars, applicables au paiement du garde ou forêtier qui sera établi pour la garde de ladite prairie, pendant le tems fixé.

Sur quoi l'assemblée, après avoir délibéré, est d'avis que le séjour des bestiaux, suivant l'ancien usage, sur la prairie de Mauves, après le 1^{er} mars et jusqu'au 25 de ce mois, est très préjudiciable à la production de l'herbe et à la multiplication des fourrages devenus si intéressants pour les propriétaires et pour le public, tant parcequ'à cette époque, l'herbe qui commence déjà à pousser est considérablement retardée par la dent des bestiaux qui la broutent et ne peut ensuite acquérir jusqu'au tems des chaleurs et de sa maturité, toute la hauteur qu'elle auroit pu avoir, que parceque, dans des prairies basses, comme celle de Mauves, qui sont le plus souvent inondées, pendant l'hiver, les pieds des bestiaux qu'on y met avant qu'elles se soient consolidées par le tems, en détruisent l'herbe, en l'écrasant, et forment des trous qui en rendent la fauchaison très difficile et moins profitable ; que c'est, par ces motifs sans doute que, dans les vallées du bas de la Loire, où l'on met les bestiaux, après la faux, il est d'usage de les en retirer au 1^{er} mars, qu'il paroît aussi que c'est, par les mêmes motifs que l'intérêt particulier, plus éclairé en général sur ses avantages que les administrations communes, a introduit

l'usage général de fixer le terme des fermes des prés au 2 de février, près d'un mois avant celui que l'on demande à la Cour de régler ; qu'enfin cette demande étant formée par les propriétaires et fermiers de la prairie, dont il est question, qu'elle concerne véritablement, et appuyée par les généraux des paroisses voisines, la solidité de ces motifs en acquiert une nouvelle force, qui doit faire espérer qu'elle sera accueillie de la Cour.

TOMBE GALLO-ROMAINE

CIMETIÈRE DE SAINT-DONATIEN

MESSIEURS,

Au mois de novembre 1873, je vous donnais le procès-verbal des fouilles faites à Saint-Donatien, dans le courant de la même année ; aujourd'hui je viens vous entretenir d'une découverte récente, faite dans le même cimetière. Je ne doute point que, des conclusions de ce très court et rapide entretien, comme moi, vous admettiez que les fidèles des premiers siècles qui ne se refusaient point à utiliser, pour leurs monuments, les œuvres figurées de l'art grec et de l'art romain, durent utiliser les tuiles romaines pour leurs sépultures, jusqu'au moment où l'usage des tombes monolithes devint à peu près général.

Si les tombes en tuiles ont été, rarement, rencontrées entières ⁽¹⁾, la cause peut en être attribuée à la disposition même

(1) A l'Exposition de 1878, une tombe tectiforme, en tuiles à rebords et tuiles faitières, trouvée dans les environs de Nice, avait été reconstituée dans la salle de l'exposition des sciences anthropologiques. Admise comme une des rares découvertes faites jusqu'à ce jour, elle devra être rétablie, au musée de Saint-Germain, auquel elle a été donnée, aussitôt que les salles destinées à recevoir les antiquités romaines seront disposées.

donnée aux tuiles pour abriter les corps, soit qu'elle fût tectiforme, *acuminatum*, soit qu'elle fût celle de la tombe découverte à Saint-Donatien, *operimentum*. Elle ne présentait point une résistance suffisante à l'action des siècles, et l'affaissement s'est produit avec celui des terres, à la suite des infiltrations des eaux et sous l'influence d'événements inconnus.

Si l'on n'a pas reconnu des tombes, dans les nombreuses rencontres d'ossements et de tuiles romaines, faites parfois loin de tous vestiges d'anciennes constructions, souvent à peu de distance, c'est que ces tuiles ne présentaient plus, çà et là, que des amas sans formes appréciables; mais les unes ou les autres pouvaient être des restes de sépultures chrétiennes.

A Lillebonne, en 1871, en suivant le chemin de la vallée qui conduit de Lillebonne à Alvimare, non loin d'une sorte d'abside en hémicycle encore imparfaitement dégagée, on trouva çà et là des fragments de tuiles à rebords, de faîtières. On n'en tira aucune déduction; mais la tradition de Lillebonne veut qu'il y ait eu, très anciennement dans cet endroit, une église et un cimetière.

« Vers 1864, M. l'instituteur Oger, autorisé à prendre son domicile et à ouvrir son école dans la chapelle abandonnée de la Madeleine, en Guérande, et voulant créer un jardin le long du côté nord du vieux bâtiment, fit défoncer les terres. Il trouva de nombreux ossements humains dans des compartiments solides en briques romaines. Ces tombes avaient-elles été couvertes par d'autres tuiles, c'est probable; mais les couvercles avaient dû disparaître depuis longtemps. »

Ces renseignements ont été donnés par M. Oger lui-même, à M. l'abbé Gallard qui s'est empressé de me les communiquer; je lui en renouvelle mes remerciements.

Ici aucun doute; ce sont des tombes, des tombes *sous la gouttière*, comme on l'a dit, pour indiquer des sépultures chrétiennes au pied des murs des églises.



Echelle $\frac{1}{10}$

Fig. 84. Dessin

Fouilles à St Donatien
Nantes, Août 1878

1878

La tombe dont je vous présente le dessin, fut découverte, le 6 août 1878, à l'ouest de l'église nouvelle de Saint-Donatien, au point où s'élève aujourd'hui la sacristie.

Je dois à l'obligeance de M. l'abbé Hillereau et à celle de notre bon collègue M. l'abbé Cahour, qu'il m'ait été possible d'en prendre un croquis et d'en relever tous les détails.

L'ensemble de cette tombe était formé par des tuiles à rebords. Cinq tuiles placées en travers, dans le sens de leur plus grande dimension, en faisaient le fond ; juxtaposées avec soin, le rebord en dessous, elles présentaient une surface très plane à l'intérieur. Toutes n'étaient point d'égale proportion ; celles de tête mesuraient 0,37 sur 0,28 ; celles du pied n'avaient que 0,35 sur 0,27 ; elles donnaient à la tombe une longueur totale d'un mètre quarante centimètres : 1^m40.

Les tuiles qui faisaient côtés, mesuraient $0,37 \times 0,27$. Elles étaient appuyées, à la base, contre l'épaisseur de celles du fond, et par suite de cette position, la profondeur de la tombe était réduite à 0,245 ^m/_m : vingt-quatre centimètres et demi. Elles étaient imbriquées de dedans en dehors et alternativement disposées, quant au rebord qui avait été supprimé, de 7 à 9 centimètres, à quatre de ces tuiles des côtés, afin qu'elles pussent être mieux apposées les unes contre les autres. La première ayant son rebord en dehors était intacte.

Fermée, en tête, par une tuile un peu plus grande et légèrement cintrée dans le sens de sa longueur, — le rebord sur la face convexe, — la tombe était couverte par des tuiles régulières dans leur forme, mais aussi un peu plus grandes que celles des côtés : elles mesuraient de 0,38 à 0,40. Celles de la tête étaient brisées ; elles étaient tombées dans l'intérieur, et la terre à laquelle leur effondrement avait ouvert passage, avait pénétré dans toutes les parties, y ayant été successivement entraînée par les eaux filtrant là depuis des siècles.

Nous ne trouvâmes qu'un crâne à peu près intact et quelques menus restes d'ossements friables au toucher. Le petit développement de ce crâne et les dimensions de la tombe indiquaient

suffisamment que nous étions en présence de la sépulture d'un adolescent.

Nous devons regretter que l'empressement des ouvriers ne nous ait pas permis de recueillir toutes les tuiles de cette tombe que, bien certainement, nous eussions pu rétablir en son entier, c'est-à-dire, dans l'état où elle avait été découverte.

Quand, au matin, elle avait été signalée, M. l'abbé Hillereau avait recommandé, aussitôt, qu'elle fut respectée et que le travail se continuât à l'entour, bien qu'on fût pressé, très pressé de niveler le terrain. « On y reviendra, avait-il dit, alors et seulement après qu'un dessin aura été pris, — aujourd'hui même probablement. » — Cette recommandation était trop précise.

Rentré à la cure afin de retracer les cotes que, sous une pluie de brouillard, j'avais relevées avec le concours de nos collègues, j'en sortais moins de dix minutes après, et j'eus à déplorer que le zèle des terrassiers eût bien maladroitement interprété la parole de M. le curé. Tout était renversé et les tuiles, à l'exception de trois ou quatre, n'étaient plus que des morceaux : — La tombe avait été dessinée.

Cette tombe avait été enfouie jusqu'à sa partie supérieure, dans la couche d'argile jaune rougeâtre, au-dessus de laquelle était un terrain de compositions diverses, couches dont, antérieurement, nous avons constaté la présence, dans toutes les parties fouillées.

Ce n'est point la seule qui ait été rencontrée sur ce point ; déjà, en 1873, et à une époque antérieure, beaucoup d'autres y furent trouvées, comme je vais le rappeler.

Lors des fouilles de 1873, accompagné de M. Kerviler, nous avons vu, au côté est de l'église ⁽¹⁾, une tombe en tuiles dont les dispositions étaient très différentes de celles de la tombe trouvée, à l'ouest, en 1878. Elle était formée en grande partie par des briques plates et quelques tuiles à rebords. Assises sur

(1) Fouilles de Saint-Donatien. — Rapport de M. Kerviler, p. 29. — Rapport de M. L. Petit, p. 46. — *Bulletin de la Société archéologique*, t. XIII.

une couche terreuse et de graviers, et superposées à plat, elles donnaient une épaisseur de 25 centimètres aux côtés. La largeur intérieure était de 50 centimètres, le fond étant formé par deux briques de 0,25, placées côte à côte, deux à deux dans toute la longueur ; ces dimensions laissaient croire qu'elle avait été occupée par un corps de forte stature. Le mur latéral de la plus ancienne église avait été élevé sur cette tombe et l'enveloppait complètement.

On ne répugnait point, en ces temps, à édifier sur des tombeaux ; un autre mur avait été élevé sur des sarcophages voisins de cette tombe en tuiles. A Saint-Lupien de Rezé, nous avons vu plusieurs sarcophages placés en travers sous les murs des deux chapelles (1).

Plusieurs tombes en tuiles ont existé, très probablement, près de celles que je viens de décrire ; l'une à l'est, sous la muraille même, l'autre à l'ouest, au pied d'un mur de construction plus récente. Elles durent disparaître dans les travaux de tranchées ouvertes pour les fondations des deux églises qui se développèrent, successivement, sur une étendue de beaucoup supérieure à celle de la plus ancienne dont nous avons reconnu l'abside (2).

En 1808, dans le jardin du sieur Litoux, situé derrière le chevet de l'église et au joignant du cimetière, on trouva une très grande quantité de tombeaux en pierre calcaire coquillière, rangés parallèlement, dont plusieurs étaient couverts avec des *planches d'ardoise*. P. Fournier y vit, aussi, des cercueils en terre cuite, ce jardin en contenait *un nombre infini*. (*Bulletin de la Société archéologique*, t. I, p. 556.)

Ses rapports manquent parfois de précision, le mot employé n'est pas toujours juste, et Fournier s'est exprimé, ici encore, de manière à faire voyager l'imagination des plus savants archéologues.

(1) Aspect des fouilles. — *Bulletin de la Société archéologique*, p. 80, t. XVII.

(2) Voir plan des églises, par M. Kerviler, P. I.

De l'expression, cercueils en terre cuite, M. Bizeul a pensé qu'on pourrait y voir « des canaux en terre cuite, des caniveaux » à fond plat ; puis il avoue que malgré le dessin donné, il n'a « jamais pu reconnaître cet objet de céramique qu'il n'a rencontré nulle part... Il serait peu difficile, je pense, continue-t-il, « de s'en procurer un exemplaire, et fort intéressant de l'observer avec un peu plus de critique que ne paraît l'avoir fait Fournier. On pourrait le comparer avec les tuyaux d'aqueduc, « venant de Tentegenac en Auvergne, mentionnés par Montfaucon, qui d'après la forme donnée par le dessin, me paraissent « avoir une grande analogie avec ceux de Saint-Donatien. » (*Bulletin de la Société archéologique*, t. I, p. 555-56.)

Voici tout le chemin que l'omission de trois ou quatre traits parallèles, et le peu de critique de Fournier ont fait parcourir à M. Bizeul.

Pour moi, je n'irai point aussi loin, je reste au chevet de l'église, avec un léger bagage : une copie très exacte du dessin de Fournier, et un crayon à la main. Je trace à distance régulière quelques lignes perpendiculaires, et j'ai la représentation précise de plusieurs briques à rebords juxtaposées, épaisseur contre épaisseur — ici elles ne sont point imbriquées — et l'extrémité du cercueil représenté à laquelle je n'ajoute pas un point, est une brique à rebords bien indiquée par le dessin de Fournier. Celle-ci placée en travers et enfouie de moitié, plus bas que les autres, pouvait, dans cette position, servir de contrefort et faire serrage sur celles des côtés. Je ne veux point omettre de dire que le dessin ne représente aucune brique faisant couvercle.

Si quelque doute existait sur les cercueils en terre cuite, vus en grande quantité par Fournier et rencontrés en nombre infini par le maître jardinier Litoux, dans l'ancien cimetière chrétien, ce doute s'efface en présence de la tombe dont un dessin accompagne ces pages. Cette tombe est indiscutable : nous y avons trouvé les restes d'un corps ; c'était une tombe chrétienne : le lieu où elle a été trouvée l'affirme.

Ramené sur le terrain de Saint-Donatien, par la trouvaille du 6 août dernier, j'en prends occasion d'ajouter des renseignements nouveaux à ceux que j'ai donnés dans mon rapport des fouilles faites en 1873, sur des tombeaux monolithes remarquables par leur forme inconnue jusqu'alors.

Je disais avoir signalé à l'attention de mes collègues, — au cours des fouilles, le 14 août, — une tombe de forme carrée-longue qui se trouvait près de la pompe de la cure. Tous ceux que je questionnai, et les plus anciens, l'avaient toujours connue là, mais aucun n'avait souvenir de l'avoir vu mettre en place. Elle devait y être depuis 1808, date à laquelle autres sarcophages en pierre calcaire avaient aussi été trouvés au même lieu. Sa forme carrée-longue fut sans doute la cause de la préférence accordée pour la place qu'elle occupait, soixante-cinq ans après, car on peut croire que sans cette distinction de forme elle n'aurait point été mieux appréciée que les autres; mais ne récriminons pas sur la préférence qu'elle lui a value, si nous lui devons sa conservation.

Pendant une partie de la durée de la construction de l'église nouvelle, cette tombe était restée enveloppée dans un tiers de sa longueur, par une muraille de pierres de démolition; position aussi peu accessible que celle dans laquelle nous l'avions vue, une première fois. Vint enfin le moment de son déplacement, et il m'a été possible de contrôler l'exactitude des dimensions que j'en avais données.

Sa longueur est.....	2 ^m 10
La largeur aux deux extrémités (1).....	0.75
Hauteur, de la base à la gorge.....	0.70
Hauteur de la gorge sur laquelle s'emboîtait le couvercle.	0 05

(1) Une faute que nous n'avions pas redressée, répétant 0,70, chiffres de la hauteur, attribuait cette dimension à l'un des bouts; nous la rectifions ici.

Trois des côtés ont 10 centimètres d'épaisseur ; celle du quatrième, l'un des petits côtés, est de 13 centimètres, ce qui réduit la longueur intérieure à 1 mètre 87 centimètres au sommet ; le fond de la cuvette, aux deux bouts, se relevant par une courbe légère vers les parois.

Lorsque je donnai procès-verbal des fouilles, j'avais complètement oublié ce que M. Bizeul avait écrit à l'occasion de cette tombe, notes que j'avais pu lire, treize ou quatorze ans auparavant. Je les transcris ici, parce qu'elles établissent tout l'intérêt qui se rattache à ce sarcophage dont la forme n'a point été rencontrée dans aucun autre des cimetières fouillés, et qui paraît être, comme je l'ai dit, toute particulière à Nantes où se trouvent encore deux sarcophages semblables, en granit : l'un dans la cour de l'Évêché, l'autre à Saint-Donatien, ce dernier en partie cassé et sans gorge pour recevoir le couvercle.

Ayant rappelé ce que Fournier a rapporté du sarcophage en granit, « que par sa capacité il devait être destiné à contenir les
« corps d'une même famille ; que les angles intérieurs en sont
« consolidés et qu'il était clos d'un couvercle qui s'engageait
« dans une gorge pratiquée dans l'épaisseur du haut de la
« cuvette. » M. Bizeul écrivait :

« J'ai vu plusieurs cercueils en granit, fort rares dans les pays
« calcaires, mais assez communs dans le pays nantais, au nord
« de la Loire où le granit ne manque pas ; mais aucun ne m'a
« présenté la forme carrée-longue et je ne sache pas qu'on en ait
« trouvé d'autres. Aussi pour dire toute ma pensée, je ne puis
« prendre pour un monument funéraire l'auge de la cour de
« l'Évêché. »

M. Bizeul eût certainement exprimé une autre pensée s'il eut connu les sarcophages de Saint-Donatien.

Quant à l'opinion émise par Fournier, que ce sacorphage ait pu contenir les membres d'une même famille, elle nous semble quelque peu exagérée, en raison de la profondeur et des dispositions de l'intérieur.

Voici ses proportions :

Longueur de dehors en dehors.	1 ^m 93	Intérieure.	1 ^m 74
Largeur.....	0.76	—	0.57
Hauteur.....	(?)... 0.55 ⁽¹⁾	—	0.33

La profondeur n'est, ainsi que je le répète, que de 0,33 et l'épaisseur du fond est relativement très forte, les côtés ayant moins de 10 centimètres.

La gorge qui bordait la cuvette pour recevoir le couvercle qui s'y emboîtait, a disparu ; mais les traces n'en sont pas moins très apparentes.

L'intérieur est fort rétréci aux deux extrémités, par les arêtes arrondies, de 0,17 de rayon, qui s'élèvent à chacun des quatre angles jusqu'à 04^e du bord de la cuvette, ne laissant entre elles qu'un espace vide de 0,23 pour recevoir la tête et les pieds du mort. Cette double disposition est une particularité qui n'a point été rencontrée, que je sache, par M. l'abbé Cochet, dans ses nombreuses fouilles, et par M. de Caumont qui n'a signalé que de petites colonnettes de 3 à 5 centimètres, telles que nous les avons vues aux quatre angles du sarcophage, N^o 4 de la planche VIII.

« Dans son zèle archéologique, — ajoutait M. Bizeul, — Four-
« nier faisait quelquefois trotter assez vite la folle du logis, et
« souvent, avec lui, on est obligé de se tenir sur ses gardes. Ainsi
« il fit, toujours dans les mêmes temps, la découverte fort impor-
« tante d'un vaste cercueil en marbre grossier. Le couvercle en
« était brisé. Il avait la forme convexe, et était orné d'une bande
« dans sa longueur et de cinq bandes transversales. Il fermait le
« cercueil en s'engageant dans une gorge à la cuvette. Le cer-
« cueil en *marbre, même grossier*, est encore une rareté dans

(1) Le terrain est en pente, et pour régulariser l'assise du sarcophage, des pierres ont été placées dessous et maçonnées ; le ciment appliqué sur le sarcophage en cache la base ; néanmoins je considère l'indication 0,55 comme exacte.

« nos départements de l'Ouest, même dans ceux où cette roche
« se rencontre, tels que la Mayenne et la Sarthe. Il est fort à
« regretter qu'on n'ait pas recueilli ce monument. »

Depuis cinq ans, vous saviez tous, Messieurs, que ce tombeau est resté à Saint-Donatien ; aujourd'hui, je puis ajouter aux renseignements connus, que ce n'est point un marbre grossier extrait de quelque carrière voisine de notre département. Ayant détaché un très petit morceau de la gorge de la cuvette (0,07^c), je l'ai fait polir et vous pouvez reconnaître que ce sarcophage a été taillé dans un bloc d'un très joli marbre, teinte feuille de pêcher marqueté de points blancs, dont la composition présente toutes les particularités du gisement jurassique. Son similaire se retrouverait encore, sous une teinte moins vive, dans la carrière de Sampans.

Toutes les recherches que nous avons faites pour découvrir le couvercle, ou une partie même minime du couvercle, sont restées sans résultat. Un fragment de 0,40^c sur 0,20^c nous aurait permis de reconnaître la disposition de son ornementation ; je ne crois pas à l'exactitude du dessin qu'en a laissé Fournier.

Notre collègue, M. Cahour, nous a appris (*Bulletin de la Société archéologique*, t. XIII, p. 96-97) que de la fin du VIII^e au X^e siècle, quatre évêques ont été enterrés à Saint-Donatien, dans des tombeaux de marbre ; mais il ne nous est pas possible d'attribuer plutôt à l'un qu'à l'autre le tombeau retrouvé au XIX^e siècle, celui-ci étant sans inscription, comme tous ceux que nous ont fournis les fouilles de ce cimetière.

Nous ne sommes point renseigné sur la place qu'il a occupé et nous n'osons émettre l'opinion qu'il se trouvait au rang de ceux qui entouraient la petite abside et qui furent exhumés en notre présence, en 1873.

Lorsque Fournier écrivait, en 1808 : « Dans les excavations
« qu'on vient de faire pour la reconstruction de l'église, on a
« retiré un vaste sarcophage en marbre grossier, commun... » Il y avait quatre ans que la reconstruction de l'église avait été commencée, et il est plus exact de dire : la reconstruction d'une

partie de l'église, puisque la façade et le clocher étaient restés debout. Or on peut croire que Fournier a répété, bien ou mal, ce qui lui aura été appris sur la rencontre de ce tombeau. N'aurait-il point été trouvé sous les murailles démolies ?

Si je me hasarde à présenter cette hypothèse, j'y suis conduit par le texte du rapport de la visite que fit à l'église de Saint-Donatien, en 1686, le grand-archidiacre Binet. « Estant allés visiter la sacristie, nous avons vu qu'il y a au dedans une grande tombe de grison élevée en l'air touchant d'un bout la muraille du grand autel, qu'on nous a dit estre celle où les corps des SS. Donatien et Rogatien auraient été mis ; de laquelle ayant fait ouverture nous n'y aurions rien trouvé. »

Il est vrai qu'il est écrit : une grande tombe en grison ; mais le grand-archidiacre a pu être trompé par l'aspect du manteau de vétusté dont sept ou huit siècles l'avaient recouverte.

Dans les remaniements partiels de reconstruction exécutés postérieurement à 1686, cette grande tombe toujours respectée ne dut point être repoussée hors de l'église ; elle y dut rester jusqu'au moment où les murs furent renversés durant les jours troublés de la Révolution.

Quelle que soit la place qu'occupa le sarcophage en marbre, on doit croire qu'il fut le tombeau de l'un des quatre évêques qui furent inhumés à Saint-Donatien du VIII^e au X^e siècle, et qui nous ont été indiqués par notre collègue M. l'abbé Cahour.

Un des savants membres correspondants de notre Société a pensé que l'un des deux sarcophages trouvés en 1872, à Saint-Lupien, et desquels j'avais cru devoir donner dessin, au pied de la Pl. VIII des fouilles de Saint-Donatien, était semblable à un sarcophage trouvé à Dieppe (1), en 1848, par M. l'abbé Cochet ; je dois indiquer la différence qui existe entre les deux.

La tombe découverte à Dieppe a, comme celle trouvée à Saint-Lupien, les côtés inclinés et ces côtés sont à surface plane. Celle

(1) Le dessin en a été reproduit, à la page 240, du *Bulletin de la Commission des antiquaires de la Seine-Inferieure*, année 1871.

dont j'ai donné le dessin a les côtés inclinés, et ils sont légèrement recourbés de dedans en dehors. Je l'avais ainsi décrite : auge évasée en cuvette avec bords renversés ; cette description était insuffisante.

Dans ses recherches archéologiques et hagiographiques sur Saint-Lupien de Rezé, (t. XVII), M. l'abbé Cahour a rappelé qu'un grand nombre de sarcophages furent trouvés, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de la chapelle ; je lui demande la permission de dire, ici, quelques mots qui doivent expliquer l'exactitude du dessin donné : *Aspect des fouilles*, p. 80.

Tous les sarcophages, sans exception, étaient sans couvercle, et leur exiguité très remarquable avait attiré l'attention des membres de la Commission qui visitèrent les fouilles de cette chapelle, une première fois, le 20 novembre 1872. — Deux exceptés, placés l'un près de l'autre sous un des murs intérieurs, — tous les sarcophages n'étaient profonds que de 16 à 18 centimètres. Cette petite profondeur ne peut s'expliquer que si l'on suppose que les couvercles étaient évidés.

Mais qu'étaient devenus tous les couvercles ? Nous n'en trouvâmes nulle trace. Les murs de la chapelle, dont l'intérieur était dans un état de dévastation considérable, étaient sans restes de crépis, et ceux des constructions contiguës présentaient leurs pierres au vif. Nous cherchâmes, mais en vain, si quelques fragments de ces couvercles n'apparaissaient point dans ces murs.

En supposant que tous les couvercles auraient été brisés et employés, lors de la construction de la première chapelle, tous auraient-ils disparu dans la démolition de celle-ci, sans qu'un morceau ait pu reparaitre dans les murs de la seconde ? ou, tous les débris de ces couvercles supposés d'une certaine épaisseur, en raison de la forme évidée qu'ils devaient avoir, auraient-ils trouvé place dans le gros des murailles ? cela paraît peu probable ; les surfaces planes sont ordinairement employées pour le parement des murs.

Notre inspection se porta également sur les restes des murs primitifs sous lesquels apparaissaient quelques sarcophages ; ces

vieux restes ne nous montrèrent rien de plus que ceux d'une époque moins ancienne.

A Saint-Donatien, nous avons vu des murs assis sur les couvercles mêmes de gros sarcophages, hauts de 50 et 55 centimètres. A Saint-Lupien pas un seul couvercle, et les murs n'endommageaient parfois que la partie indispensable à leur tracé, respectant le corps déposé dans l'auge, ainsi que l'a dit notre savant collègue.

Dans les cercueils faits de pierres juxtaposées de champ, pour les côtés, à plat, pour le couvercle, et fixées à l'aide de mortier, on n'a jamais, ou presque jamais, trouvé de pierre pour former le fond, les corps étant posés sur la terre. On peut dire avec certitude que ce sont des cercueils sans fond.

Mais l'incertitude reste, devant tous ces sarcophages trouvés sans couvercle ; on ne peut affirmer qu'ils en aient toujours manqué.

L. PETIT.

21 janvier 1879.

BIBLIOGRAPHIE

Inventaire archéologique, par F. PARENTEAU, conservateur du Musée archéologique de Nantes. In-4° de 142 p. et 62 planches gravées. Édité chez Vincent Forest et Émile Grimaud, Nantes.

La revue des *Matériaux pour l'histoire primitive de l'homme* (Toulouse 1880), a publié sur l'*Inventaire archéologique* de M. Parenteau la note suivante. En la reproduisant ici, nous regrettons de ne pouvoir la compléter, en passant en revue les nombreuses pièces historiques décrites et figurées dans ce travail, et qui n'ont pu être analysées dans la revue *préhistorique* de Toulouse.

Mais l'*Inventaire* de M. Parenteau intéresse trop directement l'archéologie de notre département, pour que nous n'y revenions pas, dans un de nos prochains Bulletins.

Le temps est aux inventaires ; de tous les points de la France nous voyons paraître des répertoires, des catalogues, des sommaires archéologiques. Cette tendance à classer les différentes découvertes de chaque contrée présente certainement de très grands avantages ; peu à peu, l'ordre s'établit dans les études d'ensemble, on voit sur chaque point les modifications, les développements particuliers des mêmes industries, et, enfin, beaucoup de monuments et d'objets pourront disparaître sans être tout à fait perdus pour la science.

Si accentué que soit ce mouvement d'étude, je doute que son impulsion ait provoqué le nouvel ouvrage que nous signalons ici. M. Parenteau n'est pas homme à se laisser entraîner par les courants ; il les remonte, les traverse, ou les dépasse au gré de son inspiration. Aussi l'inventaire qu'il vient de publier, tout en étant

d'accord par son titre avec le goût actuel, diffère complètement des ouvrages de même genre pour le fond et pour la forme. Ce n'est point une simple analyse des objets recueillis dans le département de la Loire-Inférieure, c'est un catalogue *parlant*.

Chacune des trouvailles indiquées dans ce recueil raconte son histoire ou à défaut de mieux sa légende. Des rapprochements ingénieux, des comparaisons imprévues éclairent chaque objet et leur donnent un attrait piquant. Tout cela est très étendu comme vue ; c'est une excursion à travers les peuples et les siècles, et cependant le tour de chaque indication est si vif, les aperçus sont jetés avec une vivacité si soudaine que l'intérêt s'éveille à chaque note. Il semble que pour nous conduire au milieu de tous ces trésors, notre excellent guide ait je ne sais quelle mystérieuse lanterne dont la lumière vient tour à tour éclairer les objets et les fait énergiquement ressortir.

Pour rendre plus saisissante encore cette exhibition, de nombreux dessins accompagnent le texte. Soixante-deux eaux-fortes dues au talent d'un jeune graveur, M. Th. Thomas, font passer sous nos yeux plus de six cents pièces, reproduites avec une fidélité parfaite. M. O. de Rochebrune a également prêté son merveilleux talent pour enrichir cette œuvre. En somme, le catalogue est digne de la collection, et nous ne pouvons que souhaiter de voir l'exemple donné par M. Parenteau suivi par beaucoup d'archéologues.

Parmi toutes les curieuses trouvailles que nous devons au zèle de notre excellent conservateur, je signalerai la découverte de Saint-Père-en-Retz (Loire-Inférieure) : collier et bijoux en or trouvés dans un dolmen avec deux hachettes en bronze, plates et rugueuses, identiques de forme à certaines de nos haches en diorite. — Des objets en pierre polie, gouges, pendeloques, hachettes d'un fini admirable et d'une grande beauté de matière. — Une épée de bronze surmontée d'un pommeau en forme d'olive percée de quatre trous pour recevoir des rivets. — Les objets gaulois provenant des fouilles de M. Parenteau, à Pouzauges : des rouelles en serpentine percées d'un trou pour servir de bouton,

des dés, des lampions en terre cuite avec leurs bobèches, de curieuses briques ornées de dessins sur les deux faces et percées de trous; la base de ces briques s'élargit pour se fixer plus solidement. M. Parenteau émet l'opinion que ces grandes feuilles ajourées ont pu servir de fenêtres aux huttes gauloises du Vicus de Pouzauges. — Un éperon gaulois, un bracelet en électrum. — Des objets très primitifs en fer, accompagnés d'intéressants détails sur les forges ou bas-foyers gallo-romains.

Tous ces précieux objets dont la conquête a coûté tant de recherches et tant de travail sont étudiés avec un soin passionné qui en rehausse encore la valeur. Mais si M. Parenteau parle en amoureux des beaux yeux de sa cassette, ce sentiment n'est pas égoïste; on sent à chaque ligne que l'heureux possesseur de toutes ces richesses aime avant tout à communiquer les jouissances qu'il a trouvées dans ses études. En publiant ainsi sa collection, il l'abandonne aux mains de tous, avec le fruit de son travail et de son savoir. Bien mieux, il la donne réellement, et le Musée de l'Oratoire s'enrichira un jour de tout ce que son conservateur a su recueillir dans ses infatigables recherches.

P. DE LISLE.

LES LIMITES DU BRETON ET DU FRANÇAIS

ET LES LIMITES DES DIALECTES BRETONS (1)

La langue bretonne a été parlée dans la plus grande partie de l'Ille-et-Vilaine et dans la totalité du département des Côtes-du-Nord, jusqu'à une époque assez moderne : au onzième siècle, le breton était encore en usage aux environs de Redon ; au seizième siècle, la plus grande partie de l'arrondissement de Loudéac ne parlait pas français. Toutefois, considérée dans son ensemble, la ligne de démarcation de la Bretagne bretonnante et du pays gallo, a peu varié depuis deux siècles ; c'est à peine si, sur cette longue ligne qui va de l'extrémité de la baie de Saint-Brieuc à l'embouchure de la Vilaine, la langue française a pu avancer de quelques kilomètres.

Voici la limite des deux langues, telle que je l'ai indiquée dans une carte linguistique de la Bretagne exposée actuellement à la section anthropologique au Trocadéro.

Je me suis servi des documents les plus récemment publiés sur ce sujet. J'ai reçu des communications de plusieurs correspondants, parmi lesquels je dois citer M. Luzel (de Morlaix) et M. Léon Bureau (de Nantes).

Le département d'Ille-et-Vilaine est entièrement français : sa partie la plus rapprochée du pays bretonnant (Redon) en est éloignée d'environ 30 kilomètres.

(1) Cet article a déjà été publié par un journal de notre ville, *l'Espérance du Peuple* ; mais son importance a déterminé la Société à le reproduire dans son *Bulletin*.

Dans les Côtes-du-Nord, sur quarante-huit cantons, vingt-quatre parlent exclusivement français ; dans les vingt-quatre autres, la langue bretonne est d'un usage général dans la campagne.

La limite des deux langues est marquée par une ligne allant du nord au sud. Elle part de la commune de Plouha, située sur le bord de la mer, et passe par Pléguien, Tréguidel, Bringolo, Plouagat, Lanrodec, Senven-Lehart, Saint-Coman, Saint-Gilles-Pligeaux, Canihuel, le Haut-Corlay, Saint-Mayeux, Caurel, Mûr et Saint-Connec. Dans toutes ces communes, la langue française est généralement parlée concurremment avec la langue bretonne ; cependant, les habitants entre eux se servent plus volontiers du breton que du français, et les vieillards ne comprennent que cette dernière langue. (Gaultier du Mottay, Vivier et Rousselot, *Géographie des Côtes-du-Nord* ; Ogée, *Dictionnaire de Bretagne*, nouvelle édition.)

Dans l'arrondissement de Saint-Brieuc, 71 communes, peuplées de 131,000 habitants, ne parlent que le français ; 21, peuplées de 35,000 habitants, ne parlent que le breton ; 4 communes, comptant environ 10,000 habitants, parlent indifféremment les deux langues.

Les 120,600 habitants de l'arrondissement de Dinan ne se servent que du français.

Par contre, dans l'arrondissement de Lannion (112,000 habitants), on parle breton partout ; le français n'est guère usité et même compris que dans les villes et sur le littoral.

Sauf 7 communes, peuplées de 10,000 habitants, et qui sont sur la limite des deux langues, l'arrondissement de Guingamp (126,709 habitants), ne parle que le breton.

Dans celui de Loudéac, 73,000 habitants parlent français, 5 communes des cantons de Mûr et de Corlaix, peuplées de 6,881 habitants, se servent des deux langues ; 9 communes, peuplées de 9,000 habitants, ne parlent que le breton.

En résumé, le français est le langage exclusif de 324,000 habitants, environ 27,000 parlent les deux langues, 278,000 ne se servent que du breton.

Voici la limite du breton et du français dans le Morbihan, en allant du nord au sud-est : Croixanvec, Noyal-Pontivy, Gueltas, Kerfourn, Naizin, Moréac, Saint-Allouestre, Saint-Jean-Brévelay, Monterblanc, Elven, Sulniac, Berrie, Lausach, Muzillac, Billiers (Mahé, *Essai sur les antiquités du Morbihan*, 1825). D'après M. Guyot-Jomard, auteur de la *Petite Géographie du Morbihan* (1867), cette délimitation n'a pas cessé d'être exacte ; cependant le français gagne du terrain à Billiers, Muzillac, Berrie, Elven, Gueltas, où le breton tend à disparaître.

Communes où l'on parle :		1 ^o le français.
Vannes.....	39 c.	57.000 h.
Lorient.....	2	24.000
Pontivy.....	1	1.000
Ploërmel.	68	88.000
110		170.000

Communes où l'on parle :	2 ^o le français et le breton.	3 ^o le breton.
Vannes.. 4 c.	7.850 h.	36 c. 69.760 h.
Lorient.. »	»	50 149.000
Pontivy.. 5	6.682	39 96.470
Ploërmel. »	»	3 6.000
9	14 532	128 321.203

La Loire-Inférieure parle français, sauf quelques villages du canton de Guérande, tous situés dans la commune de Batz, qui forment un îlot breton composé d'environ 1,200 habitants.

Départements.	Français.	Breton.
Côtes-du-Nord.....	324.000	278.000
Finistère.....	50.000	550.000
Ille-et-Vilaine.....	602.700	»
Loire-Inférieure.....	601.000	»
Morbihan.....	170.000	321.000
1.747.700		1.149.000

Départements.	Mixte.	Population totale.
Côtes-du-Nord	27.000	629.000
Finistère	40.000	640.000
Ille-et-Vilaine	»	602.700
Loire-Inférieure	1.200	602.200
Morbihan	14.000	505.532
	82.732	2.979.432

Pour nous résumer, nous dirons que le français est la langue exclusive de 1,747,700 individus, 1,149,000 ne se servent que du breton.

Parmi les populations rurales, 82,732 individus se servent des deux langues.

Comme en pays breton, la population des villes, même petites, comprend les deux langues, il convient d'ajouter à ce chiffre de population mixte celle des villes et des chefs-lieux de canton, soit 150,000 personnes pour les trois départements bretonnants. On arrive ainsi à un total de 232,000 personnes parlant indifféremment les deux langues.

Si l'on ajoute aux 1,149,000 individus bretonnants la population rurale mixte, 82,732, qui se sert des deux langues, on voit que 1,232,000 individus, en chiffres ronds, parlent ou entendent le breton.

La limite des dialectes bretons entre eux est déterminée d'une manière moins précise : sur ma carte je ne l'ai indiquée que par grandes lignes, d'après le travail de M. Hamonnig qui figure dans la préface du *Dictionnaire breton* de M. Troude, publié à Brest en 1869. M. Luzel, très versé en ces matières, m'a dit qu'il n'existait pas à sa connaissance de travail plus complet.

Les dialectes bretons correspondent assez exactement à l'ancienne limite des évêchés, le dialecte de Tréguier a pour limite à l'est le pays français ou gallot, au nord la Manche, au sud le massif des montagnes du Mené, à l'ouest la rivière de Morlaix et une ligne droite menée de Morlaix au Cloître : il comprend toute

la partie de l'arrondissement de Saint-Brieuc qui parle breton, la plus grande partie de l'arrondissement de Guingamp, et trois cantons du Finistère situés dans l'arrondissement de Morlaix.

Le dialecte de Léon est limité au nord et à l'ouest par la mer ; au sud-ouest, par une ligne qui part de la rade de Brest, passe entre Plougastel et Daoulas, et entre Landerneau et la Martyre ; au sud, la limite correspond à peu près à la ligne du chemin de fer de Paris à Brest ; à l'est, la limite est la rivière de Morlaix et une ligne allant de Morlaix au Cloître.

La rivière de l'Aber-Benoît sépare le Bas-Léon du Haut-Léon.

La plus grande partie de l'arrondissement de Brest, sauf la ville elle-même, qui est un îlot français, et une grande partie de l'arrondissement de Morlaix, parlent ce dialecte.

D'après M. Luzel, les habitants d'Ouessant se servent d'un dialecte qui a une plus grande parenté avec celui de Tréguier qu'avec le dialecte de Léon, dont ils sont cependant plus rapprochés.

Ces deux dialectes, qui sont les plus purs de la langue bretonne, ne s'éloignent pas beaucoup de la mer, ainsi qu'on le voit en jetant les yeux sur la carte ; c'est dans le dialecte de Tréguier qu'on trouve le pays le plus éloigné de la mer, et il n'en est guère distant que de 40 à 45 kilomètres.

Il est possible que ces deux dialectes doivent leur pureté relative à l'émigration des Bretons insulaires qui a eu lieu à deux reprises différentes, et qui s'est arrêtée presque partout aux approches des montagnes.

Le dialecte de Cornouailles, le plus étendu de tous, comprend les arrondissements entiers de Châteaulin, de Quimper et de Quimperlé, la partie sud des arrondissements de Brest et de Morlaix ; il est en outre parlé dans les Côtes-du-Nord par quelques cantons des arrondissements de Guingamp et de Loudéac ; dans le Morbihan, le canton de Faouet et celui de Gourin parlent un dialecte teinté fortement de vannetais, mais qui se rapproche encore plus du dialecte de Cornouailles.

Le dialecte de Cornouailles est limité à l'ouest par la mer, au

sud par la mer et par une ligne qui suit à peu près la limite du Morbihan et du Finistère; à l'ouest la séparation et la rivière de Quimperlé, et la limite des cantons d'Arzano, de Gourin et de Faouet, et, après une ligne sud déjà indiquée qui correspond à la limite du Morbihan et des Côtes-du-Nord, il est limité par la partie française ou gallot de l'arrondissement de Loudéac.

Au nord la limite est la même que la limite au sud de Léon et de Tréguier, c'est-à-dire une ligne correspondant aux massifs montagneux du Mené et des monts d'Arrée et venant aboutir à la rade de Brest entre Plougastel et Daoulas.

Le dialecte de Vannes n'est pas parlé que dans le Morbihan : c'est le moins pur et le plus mélangé de gallicismes des quatre dialectes bretons ; il est limité à l'est par le pays gallot, sud par la mer, à l'ouest par une ligne partant de l'embouchure de l'Ellé, et passant près Arzano, qui est du dialecte de Cornouailles, et suivant la limite des cantons de Gourin et du Faouet jusqu'à la séparation du Morbihan et des Côtes-du-Nord, qui forme la limite du nord.

L'enclave bretonne de la Loire-Inférieure se compose de sept villages, peuplés d'environ 1,200 habitants ; ceux-ci comprennent les deux langues, et se servent entre eux plus volontiers du breton que du français.

Il existait, en outre, une colonie Bretonnante à Trelazé (Maine-et-Loire), petite ville située à quelques kilomètres d'Angers. Elle se compose d'ouvriers ardoisiers originaires de la Bretagne et principalement de l'arrondissement de Châteaulin ; cette émigration remonte à quelques années seulement et tient à des causes économiques et industrielles.

Enfin, au Havre, les Bretons bretonnants sont assez nombreux ; ils ont même une chapelle où un prêtre leur fait des sermons en breton, ils habitent un quartier spécial. (Communication de M. Luzel.)

Dans toutes les villes situées en pays breton, on parle les deux langues, sauf dans les faubourgs, où le breton domine ; dans presque tous les chefs-lieux de canton, dans toutes les agglomé-

rations on entend les deux langues. Il en sera de même pour les campagnes du Finistère dans un temps assez peu éloigné. On enseigne dans la plupart des écoles à la fois le français et le breton. Celui-ci ne disparaîtra pas ; mais on arrivera presque partout à pouvoir parler les deux langues.

Le langage parlé dans le pays gallot ou français est un dialecte du français, qui a des affinités avec les dialectes des pays voisins, surtout avec l'angevin, le tourangeau et le bas-normand ; il contient un grand nombre de vieux mots, un très petit nombre de mots empruntés au breton, et est, sauf des expressions locales assez nombreuses, mais à tournures françaises, très facile à comprendre.

PAUL SEBILLOT.

PLACEMENT DES GRAVURES

Pierres gravées de Saint-Aubin (1 ^{re} de 1 à 10).....	49
— — — (2 ^{me} de 11 à 14).....	50
Abbaye de la Chaume Plan.....	55
— Ruines.....	79
— Armoiries.....	79
Tombe gallo-romaine.....	237

TABLE DES MATIÈRES

PAR ORDRE ALPHABÉTIQUE ET TABLE ANALYTIQUE
DES PROCÈS-VERBAUX

—
ANNÉE 1879
—

Abbaye de Notre-Dame de la Chaume..	52
Arrivée de M. le comte d'Artois (1777)..	200
Arrivée de l'empereur Joseph..	200
Assemblées de ville..	201
Bibliographie..	218
Brière. (Une lettre concernant la)..	232
* Changes. (Fouilles à la place des)..	22
* Chapelle de Toussaint..	21-24
* Charles de Blois..	21-24
* Chézine. (La)..	20
Corporation des potiers d'Herbignac..	44
Cours des États..	157
Délibérations de MM. du Présidial. (Voir Livre)..	154
Dialecte breton de Vannes au pays de Guérande..	121
* Dessins inédits du vieux Nantes..	23
* Hôpitaux pouvant servir de tracé pour les voies ro- maines..	26
* Hypocauste découvert à Saint-Vincent-sur-Jard..	25-27
Ile Faydeau (Pont de l') à l'île Gloriette..	216
Inventaire archéologique de M. Parenteau, compte rendu..	218
Les limites du breton et du français et les limites du dia- lecte breton..	251
Livre des délibérations de MM. du Présidial de Nantes..	154
Arrivée de M. le comte d'Artois..	200
— de l'empereur Joseph..	200
— de M. de Cornulier, président à mortier..	199
Assemblées de ville. (Intervention de la présidence aux)..	201
Brière. (Une lettre concernant la)..	232

Ile Faydeau (Pont de l') à l'île Gloriette.....	216
Lettre du Garde des Sceaux à la Présidialité.....	217
Marche du Présidial à la Fête-Dieu.....	161
Mauves. (Prairie de) Avis donné aux pasteurs de la.	232
Mémoire aux États pour les vignobles.....	231
Octrois anciens de Nantes.....	221
Octroi pour une balise et deux môles.....	221
Offices du Présidial. (Liquidation des).....	179
Pré l'Évêque. (Bâtisse sur le).....	163
Rappel du Parlement. (Réjouissances à l'occa- sion du).....	176
Règlement entre le Sénéchal et les autres juges...	184
Retraite à Nantes. (Projet d'une).....	203
Sanitat. (Réformes proposées pour la maison du)...	163
Service pour le Dauphin.....	168-170
- pour la Reine.....	173
Tapisseries de la salle d'audience du Présidial....	182
Vignobles. (Adhésion à une demande des proprié- taires des).....	214
Vignobles. (Mémoire aux États pour les).....	231
* Madeleine (La) et la Maladrie. — Identité entre les deux termes.....	26
NANTES. — Changes. (Fouilles à la place des).....	22
Chapelle de Toussaint.....	21-24
Charles de Blois.....	21
Dessins inédits du vieux Nantes.....	23
Saint-Donatien.....	8
* Objets trouvés à Nantes.....	8-11-12-13-14-15-16-19-27
Pierres gravées de Saint-Aubin de Baubigné.....	49
Potiers d'Herbignac.....	44
Saint-Aubin de Baubigné. (Pierres gravées de).....	49
* Saint-Vincent-sur-Jard.....	25-27
* Statère d'or au type de la bécasse.....	28
Tombe gallo-romaine.....	235
Trouvères guérandais.....	31
* Vases à double goulot.....	29

*Les articles précédés d'un astérisque se trouvent aux
procès-verbaux.*

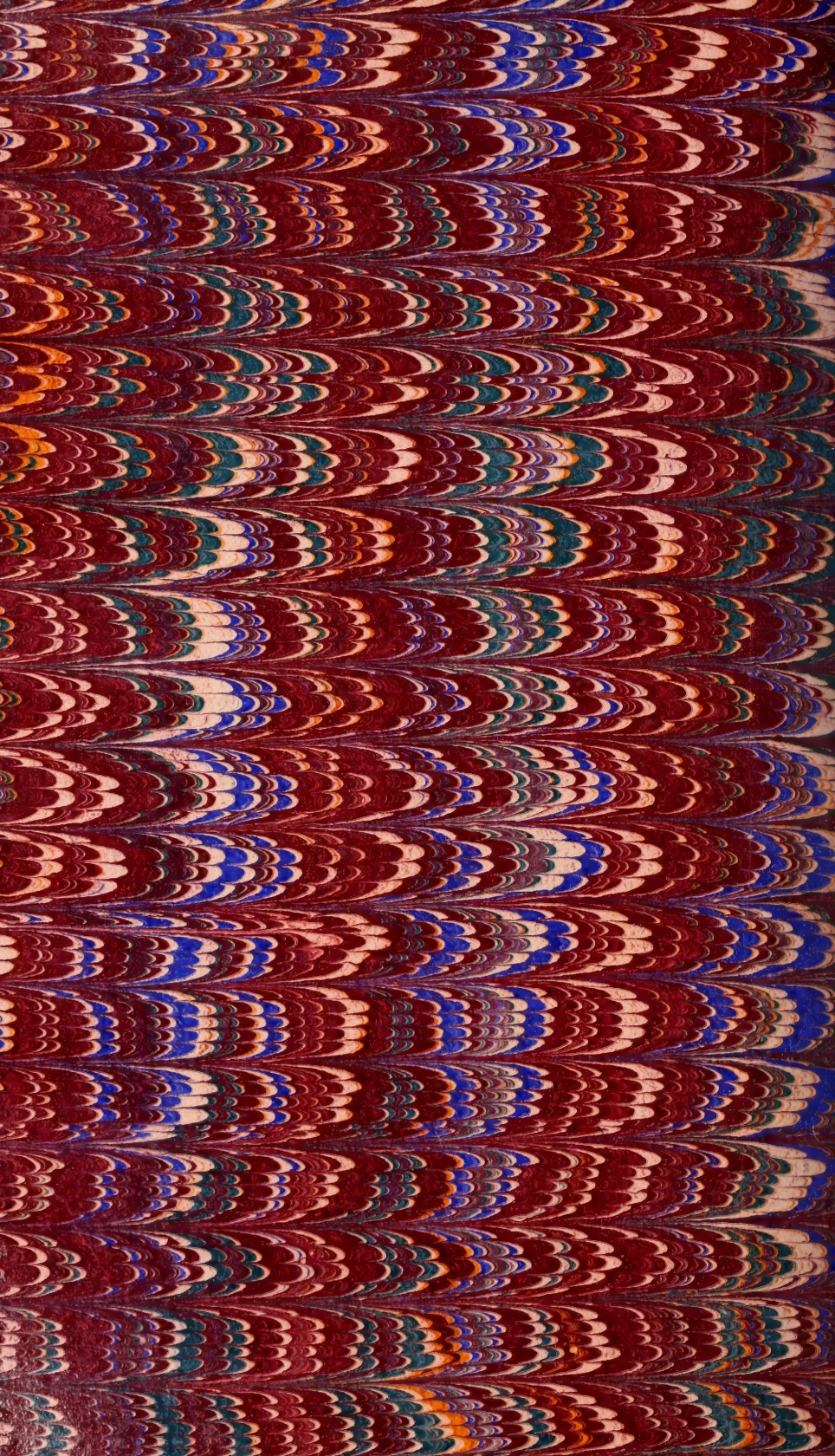
TABLE DES MATIÈRES

PAR NOMS D'AUTEURS

—
ANNÉE 1879
—

DE BÉJARRY. — <i>Pierres gravées de Saint-Aubin de Baubigné</i>	49
BLANCHARD (G). — <i>Dialecte breton de Vannes au pays de Guérande</i>	121
GALLARD. — <i>Les trouvères guérandais</i>	31
PITRE DE L'ISLE. — <i>Inventaire archéologique de M. Parenteau, compte rendu</i>	218
MAITRE. — <i>Les potiers d'Herbignac</i>	44
DE LA NICOLLIÈRE. — <i>L'abbaye de la Chaume</i>	52
PETIT. — <i>Tombe gallo-romaine</i>	235
SEBILLOT. — <i>Les limites du breton et du français</i>	251





GETTY CENTER LIBRARY



3 3125 00700 2997

